

jeune **afrique**

www.jeuneafrique.com

BÉNIN
DOIT (ENCORE)
MIEUX FAIRE

SPÉCIAL 24 PAGES

DOSSIER
MINES

8 PAGES

MAROC

EL OTHMANI :

« L'intérêt national
prime toute autre
considération »

*Une interview exclusive
du chef du gouvernement*

RD CONGO

KABILA

DOS AU MUR

ENQUÊTE

**L'ONU EST-ELLE
RACISTE?**

CÔTE D'IVOIRE

**LE NORD FACE
À LA MENACE
JIHADISTE**



COVID-19

Quel vaccin pour l'Afrique (et quand) ?

M 01936 - 3097 - F: 7,90 € - RD



Algérie 420 DA • Allemagne 9 € • Belgique 9 €
Canada /A 12,99 \$CAN • Espagne 9 € • France 7,90 €
Grèce 9 € • DOM 9 € • Italie 9 € • Maroc 50 MAD
Pays-Bas 9,20 € • Portugal continental 9 € • RD Congo 10 USD
Suisse 15 CHF • Tunisie 8 TND • TOM 1000 XPF
AO Zone CFA 4800 F CFA • ISSN 1950-1285

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM



THE AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT

2-DAY DIGITAL CONFERENCE



 10 & 11 mars 2021

**Participez à l'événement
qui rassemble les acteurs
les plus influents
de la finance africaine**

BANQUES
ASSURANCES
MARCHÉS DE CAPITALUX
MOBILE MONEY
FINTECH
AUTORITÉS
DE RÉGULATION

www.theafricaceoforum.com/finance-summit

ORGANISATEUR



CO-HOST



PLATINUM



INDUSTRY PARTNER



KNOWLEDGE PARTNERS



MEDIA PARTNERS





Tshisekedi-Kabila: l'heure de vérité

« Je ne suis en compétition avec personne. Il n'y a qu'un seul patron, c'est moi. » Dans l'interview qu'il nous avait accordée il y a tout juste un an, Félix Tshisekedi laissait déjà transparaître son agacement quand on l'interrogeait sur son autonomie réelle par rapport à son prédécesseur.

S'il a longtemps tenté de justifier l'union de la carpe et du lapin que représentait l'alliance entre son Cap pour le changement (Cach) et le Front commun pour le Congo (FCC), de Joseph Kabila, le chef de l'État a finalement tranché. Le 6 décembre 2020, il a officiellement signé la fin du pacte qui liait les deux formations depuis son élection et lui imposait un exercice d'équilibriste particulièrement délicat. Lui, l'opposant de longue date qui a toujours accompagné le combat de son père, Étienne; lui, le fruit d'une alternance inattendue, qui se retrouve réduit à s'allier à son prédécesseur – lequel, poussé vers la sortie par les Congolais eux-mêmes, n'en a pas moins conservé sa majorité dans les assemblées, nationales comme provinciales.

Après tant d'atermoiements pour parvenir à s'entendre (il a fallu sept mois de tractations pour accoucher d'un gouvernement de 65 membres), de querelles intestines, d'insultes, de blocages et de couleuvres avalées, c'était inéluctable. Aujourd'hui, entre les deux hommes, c'est un peu « The

Rumble in the Jungle », le mythique match de boxe entre Mohammed Ali et George Foreman qui s'est déroulé en octobre 1974 dans un Stade du 20-mai plein à craquer. Sous les yeux médusés de 85 millions de Congolais, les deux adversaires s'observent avant, certainement, de se rendre coup pour coup.

Quête d'émancipation

Pour l'instant, c'est Tshisekedi qui a l'avantage. Longtemps moqué pour la faiblesse de ses troupes et sa mince marge de manœuvre vis-à-vis du FCC, « Fatshi béton », comme l'appellent ses partisans, s'est patiemment, et à pas feutrés, donné les moyens de ses ambitions. D'abord en rééquilibrant la composition de la Cour constitutionnelle pour éloigner le spectre d'une éventuelle destitution, puis en reprenant en main l'armée et les services de sécurité, jusque-là sous la coupe des hommes placés naguère par Kabila.

Dernière étape de cette quête d'émancipation : mettre à profit les dissensions persistantes au sein du FCC et la versatilité proverbiale de la classe politique congolaise. Avec un franc succès, pour l'instant,

comme l'atteste la chute de Jeanine Mabunda, destituée de la présidence d'une Assemblée nationale pourtant largement dominée par les députés kabilistes. Ou encore la cérémonie d'allégeance à Tshisekedi organisée par l'écrasante majorité des 26 gouverneurs de province les 28 et 29 décembre dernier. Seul celui du Tanganyika s'est abstenu. Un certain Zoé... Kabila, le frère de l'ancien président.

Tshisekedi, deux ans après son élection, a donc coupé les liens qui l'entraînaient. Et s'est affranchi des lignes rouges qu'avait fixées son prédécesseur. Ainsi n'a-t-il pas hésité à gracier, le 31 décembre 2020, Eddy Kapend et toutes les personnes qui avaient été condamnées, le 16 janvier 2001, pour l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila, le père de l'ex-président. Inimaginable il y a seulement quelques mois.

S'émanciper est une chose, nouer de nouvelles alliances en est une autre. L'union sacrée – expression un tantinet pompeuse pour désigner une nouvelle majorité recherchée par Tshisekedi – se heurte à de nombreux obstacles. Soudés par leur volonté commune d'isoler Joseph

**SOUS LES YEUX MÉDUSÉS DE 85 MILLIONS
DE CONGOLAIS, LES DEUX ADVERSAIRES
S'OBSERVENT AVANT, CERTAINEMENT, DE
SE RENDRE COUP POUR COUP.**

SOMMAIRE

Kabila, les nouveaux partenaires de Tshisekedi que sont, entre autres, Moïse Katumbi ou Jean-Pierre Bemba doivent désormais composer avec leurs propres ambitions pour la présidentielle de 2023. Ils avaient intérêt à briser l'attelage Cach-FCC, mais leur sera-t-il profitable de s'associer au chef de l'État dans la gestion du pays et donc de devoir assumer une partie de son bilan ? La confiance peut-elle être de mise alors que tous lorgnent le fauteuil présidentiel ?

Animal blessé

Autre écueil, si tant est que cette union sacrée puisse être décrétée : celle-ci ne doit pas incarner une nouvelle et incohérente alliance destinée avant tout à se répartir les postes et donc le « gâteau ». Ce que les tractations en cours, pour le moins délicates, laissent pourtant à penser...

Last but not least, le mutisme de Joseph Kabila n'est jamais bon signe. Retranché dans sa ferme de Kashamata, près de Lubumbashi, l'ancien chef de l'État s'attelle en toute discrétion à remobiliser ses troupes pour contrer l'offensive en cours (lire pp. 37-39). Tel un animal blessé, l'homme s'isole afin de lécher ses plaies. Mais, attention, une bête blessée est une bête dangereuse...

Pour Félix Tshisekedi, les semaines à venir seront cruciales. Il est au milieu du gué et doit au plus vite rejoindre l'autre rive, en mettant fin à la séquence actuelle, l'indispensable politique politicienne qui n'est cependant qu'une étape vers l'essentiel : l'action. La priorité des priorités : accélérer la mise en œuvre de son programme et obtenir des résultats concrets. « Le peuple d'abord », tel était le slogan du « sphinx de Limete », Étienne Tshisekedi. C'est aujourd'hui la seule stratégie que les Congolais attendent de son fils. **JA**

3 **Éditorial** par Marwane Ben Yahmed

PROJECTEURS

- 6 **L'homme du mois** Tamim Al Thani enterre la hache de guerre
- 8 **Le match** Mahamane Ousmane vs Mohamed Bazoum
- 10 **Dix choses à savoir sur...** Denis Sassou Nguesso, président du Congo
- 12 **Esprits libres**

ENQUÊTE

- 14 **Covid-19** Quel vaccin pour l'Afrique (et quand) ?

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- 32 **Côte d'Ivoire** La guerre des nerfs
- 37 **RD Congo** Joseph Kabila dos au mur
- 40 **Nations unies** SOS racisme !
- 44 **Cameroun** Jean Rameau Sokoudjou, roi rebelle des Bamendjou

MAGHREB & MOYEN-ORIENT

- 46 **Maroc** Saâdeddine El Othmani, chef du gouvernement
- 51 **Tribune Algérie** : le Hirak peut-il se réinventer ?
- 52 **Algérie** L'honneur retrouvé de Mohamed Mediène
- 56 **Tunisie** Kaïs Saïed-UGTT : le grand malentendu
- 58 **Diplomatie** Arancha González, ministre espagnole des Affaires étrangères

OBJECTIF TUNISIE SPÉCIAL SANTÉ

- 60 **Hôpitaux** Comment les réanimer ?

ÉCONOMIE

- 76 **Banque d'affaires** Une aventure nommée SouthBridge
- 81 **Transport aérien** Olfa Hamdi : une « Américaine » pour sauver Tunisair
- 82 **La galaxie de...** Dan Gertler, milliardaire israélien
- 84 **Assurances** Couverture santé : la pandémie rebat les cartes
- 87 **Édito** Africa Financial Industry Summit

DOSSIER MINES

- 88 **RD Congo** Quand les multinationales épaulent l'artisanal

CULTURE(S) & LIFESTYLE

- 100 **Gastronomie** Mettez de l'huile (d'olive) !
- 104 **Cinéma** Le Mali des années 1960 renaît au Sénégal
- 108 **Littérature** Dans le ventre du Congo
- 110 **Arts plastiques** Frédéric Bruly Bouabré en ses écrits

GRAND FORMAT

- 111 **Bénin** Doit (encore) mieux faire

VOUS & NOUS

- 153 **En kiosque** La Revue
- 154 **Post-scriptum**

Abonnez-vous à
jeuneafrique



Découvrez toutes nos
offres d'abonnement sur
jeuneafrique.com
ou contactez-nous au
+33 (0)1 44701474

jeuneafrique

Fondateur :
Béchir Ben Yahmed,
le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par **Jeune Afrique Media Group**
Siège social : 57 bis,
rue d'Auteuil – 75016 Paris
Tél. : +33 (0)144301960
Fax : +33 (0)145200969
Courriel : redaction
@jeuneafrique.com

Directeur général :
Amir Ben Yahmed

Vice-présidents :
Danielle Ben Yahmed,
François Soudan

Directeur
de la publication :
Marwane Ben Yahmed
mbw@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction :
François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe
de Jeune Afrique sont
à retrouver sur
www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

**Diffusion
et abonnements**
Ventes :
+33 (0)144301823

Abonnements :
Service abonnements Jeune
Afrique, 56, rue du Rocher
75008 Paris
Tél. : +33 (0)144701474
Courriel : abonnement-ja
@jeuneafrique.com

**Communication
et publicité**
DIFCOM (Agence internationale
pour la diffusion de la
communication)
S.A. au capital de 1,3 million
d'euros
Régie publicitaire centrale de
Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil
75016 Paris

Tél. : +33 (0)144301960
Fax : +33 (0)145200823
+33 (0)144301986
Courriel : regie@
jeuneafrique.com



Imprimeur :
Siep – France
Commission paritaire :
1021c80822
Dépôt légal : à parution ISSN
1950-1285


AMÉLIE THOMAS

Responsable du marché PME Afrique
de Société Générale

AISSATOU-RASSOUL GUEYE

Responsable de la Maison de la PME
du Sénégal à Dakar

LE SOUTIEN DES PME EST CLÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Pour quelles raisons le Groupe Société Générale a-t-il décidé de s'engager en faveur de la croissance des PME du continent ?

Amélie Thomas : Société Générale a une présence solide et historique en Afrique avec 17 filiales de banque universelle. Aussi, l'engagement en faveur du développement durable du continent fait partie du plan stratégique du Groupe et se matérialise par l'initiative « **Grow with Africa** », dont un des axes majeurs est l'accompagnement des PME africaines.

Aïssatou-Rassoul Gueye : En effet, les PME sont au cœur du processus de développement des économies africaines. Elles représentent 90 % des sociétés privées et emploient 70 % de la population. Elles sont donc incontournables, notamment dans l'émergence de la classe moyenne africaine, pour un accès large à l'emploi et pour favoriser ainsi le développement du contenu local.

Quels sont les principaux leviers disponibles ?

A.T. : Nous souhaitons faciliter l'accès des PME africaines à nos financements et augmenter leur montant de façon significative. Notre objectif est d'accroître l'encours des crédits de 60 %, sur cinq ans, d'ici fin 2022. Mais notre stratégie va bien au-delà. Nous voulons aider les dirigeants des PME à structurer leurs démarches et à lever les principaux freins au développement de leur activité.

A-R. G. : En définitive, il s'agit d'un accompagnement multidimensionnel que nous menons en coopération avec des acteurs internationaux tels que AFD-Proparco, Bpifrance, Investisseurs et Partenaires, et Réseau Entreprendre. La Maison de la PME du Sénégal à Dakar, créée à l'initiative de Société Générale, est également une parfaite illustration de cette démarche.

De quoi s'agit-il ?

A-R. G. : Le concept de la Maison de la PME du Sénégal, inaugurée à Dakar en novembre 2018, est une réponse concrète à la problématique de suivi et de financement des PME, en proposant une offre globale de services financiers et non financiers.

La Maison offre, dans un même espace, un accès à des acteurs locaux et internationaux et à leurs services tels que MOOC de formation, private equity, digitalisation, assurances, renforcement de capacités, réseautage, coaching, etc.

A.T. : À chaque étape du développement de l'entreprise, les conseillers de la Maison de la PME sont en mesure de faire un diagnostic, d'identifier le besoin spécifique de l'entreprise et de faire une proposition d'accompagnement. La Maison de la PME est ouverte à toutes les entreprises, qu'elles soient clientes ou non de Société Générale. Le concept a été répliqué dans sept autres pays africains (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée et Madagascar). La 9^e Maison sera ouverte prochainement au Mozambique.



Vous envisagez de lancer prochainement une application...

A-R. G. : Avec le contexte sanitaire que nous connaissons, nous avons dû nous réinventer digitalement pour maintenir le contact avec les clients et les partenaires. De là est venue l'idée de développer une application « Maison PME », téléchargeable gratuitement sur smartphone. Elle permettra de consulter l'actualité de la Maison et de ses partenaires, de prendre rendez-vous avec un conseiller, d'entrer en contact avec d'autres entreprises via une base de données, de recevoir des notifications des appels d'offres, etc. L'application est en phase de test et devrait être disponible pendant le 1^{er} trimestre de cette année.

A.T. : Cette application illustre notre volonté d'apporter un accompagnement qui soit à la fois global et le plus opérationnel possible. Cet outil devrait être disponible prochainement dans les autres pays où ont été installées des Maisons de la PME. •

PROJECTEURS

L'HOMME DU MOIS

Tamim Al Thani vainqueur aux points

Le 5 janvier, l'émir étreignait son meilleur ennemi, le Saoudien Mohammed Ben Salman, scellant la fin du blocus imposé au Qatar par plusieurs de ses voisins en 2017.

JIHÂD GILLON

La scène a surpris. D'abord parce qu'en période de pandémie mondiale une accolade entre responsables politiques est devenue une image extrêmement rare, presque inédite. Ensuite, et surtout, parce que les relations entre les deux leaders du Golfe, qui sont tombés dans les bras l'un de l'autre ce 5 janvier, sur le tarmac de l'aéroport d'Al-Ula, en Arabie saoudite, n'ont pas franchement été chaleureuses ces dernières années. Il n'empêche : c'est avec ce geste entre l'émir qatari, Tamim Al Thani, et le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, qu'a pris fin l'une des plus graves crises diplomatiques de l'histoire de la péninsule Arabique, laquelle a opposé le Qatar à la quasi-totalité de ses voisins trois années durant.

Depuis juin 2017, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte imposaient un blocus terrestre, aérien et maritime à ce petit émirat, avec qui ils avaient rompu toutes relations, entraînant plusieurs pays africains dans leur sillage. Parmi les causes de cette décision aussi soudaine que brutale, prise en plein ramadan, ces États invoquaient pêle-mêle le « soutien au terrorisme » et aux Frères musulmans, les relations avec l'ennemi iranien ou encore la volonté supposée de Doha de déstabiliser les pouvoirs du monde arabe à travers sa

chaîne Al-Jazeera. Des griefs qui, pour certains, n'étaient pas nouveaux, mais qui ne s'exprimaient généralement pas en dehors de l'enceinte de la Ligue arabe ou du Conseil de coopération du Golfe.

En somme, l'émirat était accusé de boxer au-dessus de sa catégorie en prétendant mener une politique extérieure indépendante, à rebours des objectifs stratégiques de ses puissants voisins. Il fallait donc marquer le coup, intimider le Qatar pour l'amener à plus d'humilité. Une liste de treize conditions à la levée du blocus avait d'ailleurs été adressée à l'émir, parmi lesquelles la fermeture d'Al-Jazeera et la réduction drastique des relations avec l'Iran.

Réveil brutal

À l'époque, le contexte international explique en partie le *timing* : Donald Trump vient d'arriver au pouvoir aux États-Unis et a réservé sa première visite officielle à l'Arabie saoudite, où il a été reçu en grande pompe. Riyadh se sent alors autorisé, quelques semaines plus tard, à tancer son petit voisin, qui abrite pourtant l'une des plus importantes bases américaines à l'étranger.

Le richissime émirat gazier n'a pas pour habitude de passer pour une victime sur la scène internationale. Pour autant, le choc exprimé par les Qataris au réveil, ce 5 juin 2017, lorsqu'ils découvrent que la seule route les reliant à la péninsule a été fermée, n'a rien de surjoué. Les autorités



doivent, en quelques heures, trouver des solutions inédites, ne serait-ce que pour nourrir une population très fortement dépendante des importations.

Plus de produits laitiers ? Qu'à cela ne tienne : Doha aménage des appareils de la Qatar Airways pour importer des milliers de vaches et mettre sur pied, en moins d'un an, une industrie laitière nationale. Les Occidentaux préfèrent s'en tenir à une prudente neutralité ? C'est la Turquie qui vole au secours de son allié et envoie des troupes pour s'assurer que le puissant voisin saoudien ne tentera pas un coup d'État pour placer un émir à ses ordres à Doha. Les appareils de la Qatar Airways ne peuvent plus survoler les territoires

DOHA NE POUVAIT SE PERMETTRE DE PROLONGER UNE CRISE QUI LUI A COÛTÉ CHER MAIS DONT IL EST SORTI RENFORCÉ.



Le prince héritier saoudien (de dos) accueillant l'émir du Qatar, le 5 janvier, à Al-Ula.

SAUDI ROYAL COURT HANDOUT/EPH/MAXPPP

des États « bloqueurs » ? Contre espèces sonnantes et trébuchantes, l'espace aérien iranien devient le passage obligé des avions au départ ou à destination de Doha. Le blocus pousse ainsi un peu plus le Qatar dans les bras iraniens et turcs.

Accusé de tous les maux

Certes, tout cela coûte très cher au petit émirat (des dizaines de milliards de dollars). La Qatar Airways fonctionne à perte, et l'aéroport Hamad perd son statut de hub régional. Les voisins du Qatar lancent en outre une campagne médiatique contre Doha, accusé de tous les maux, du financement du terrorisme à l'appui aux soulèvements populaires dans le monde arabe... et même aux Gilets jaunes (dans un média égyptien). Mais le Qatar rend coup pour coup : attaques en justice contre ses voisins, couverture médiatique du conflit au Yémen et flash spéciaux toutes les heures sur Al-Jazeera pendant l'affaire Khashoggi... Les 300 000 Qataris découvrent le patriotisme et savent gré à leur émir de ne pas baisser les yeux.

Pourquoi l'Arabie saoudite a-t-elle décidé d'en finir avec cette crise, quitte à oublier la liste des treize demandes ? Riyadh, qui connaît quelques tensions avec les Émirats arabes unis, a voulu solder une crise qui lui a surtout valu une mauvaise publicité. Malgré leurs réticences, Abou Dhabi, Le Caire et Manama sont vivement invités à s'associer à la réconciliation.

Sans compter que le nouveau président américain, Joe Biden, ne se montrera pas aussi ferme à l'égard de l'Iran que son prédécesseur, et qu'il s'agit pour Riyadh de resserrer les rangs des pays du Golfe face à Téhéran. Mais Doha n'entend pas rompre avec l'Iran, avec qui il partage l'exploitation d'un immense champ gazier, et l'émir Tamim se verrait plutôt en médiateur entre Saoudiens et Iraniens.

De son côté, et même si certains de ses responsables politiques sont toujours prompts à affirmer que le pays se porte mieux depuis le blocus, le Qatar ne pouvait se permettre de prolonger une crise qui le coupe de sa région – et qui lui a coûté une petite fortune. Même en temps de Covid-19, Riyadh vaut bien une accolade. **IA**

Ils ont dit

« Si un groupe du mouvement Black Lives Matter avait protesté, il aurait été traité très différemment de la foule de voyous qui a pris d'assaut le capitol. »

JOE BIDEN

Président des États-Unis

« Tout le monde parle des jeunes, mais personne ne leur a vraiment parlé. »

ABDELKODDOUS SAËDAOUI

Ancien secrétaire d'État en Tunisie

« Rien n'empêche d'imaginer [l'ancien président] François Bozizé à la tête de la Coalition des patriotes pour le changement. Ce serait un exemple éloquent d'inclusivité. »

NOUREDDINE ADAM

Chef rebelle centrafricain

« Je n'ai peur de rien, et je vous encourage à ne pas avoir peur. »

ALEXEÏ NAVALNY

Opposant russe



DAMIEN GRENON POUR JA

« En soixante ans, aucun problème n'a été véritablement résolu au Nigeria. L'accès aux soins, à l'électricité, à l'éducation... Rien n'a été fait. Les élites ont imposé un système capitaliste antipauvres, qui dure depuis des années. Mais ce système est vicié. »

SEUN KUTI

Fils de Fela Kuti

Le match

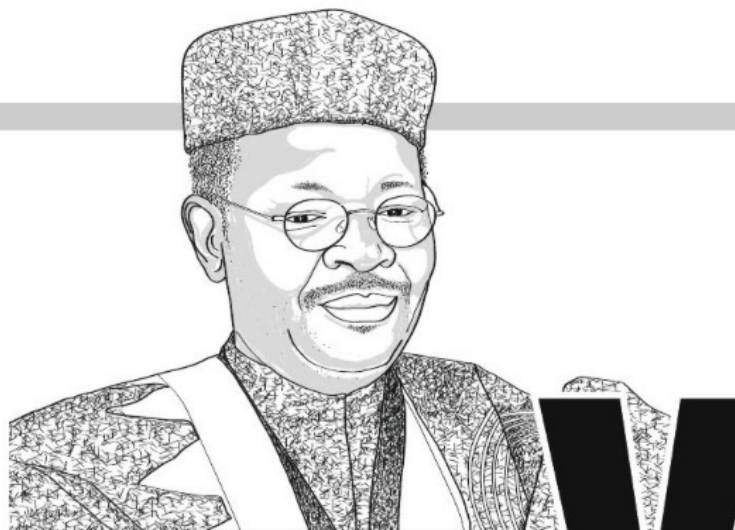
Les voilà devenus inséparables. Ce 11 janvier, derrière leurs masques blancs anti-Covid-19 et devant les militants de l'opposition réunis au Palais des congrès de Niamey, on devine les mines décidées de Mahamane Ousmane et de Hama Amadou. À six semaines du second tour de l'élection présidentielle, les deux hommes ont réuni les partis membres de la Coalition pour l'alternance politique (CAP20-21). Ils n'ont qu'un mot d'ordre : faire barrage à l'élection de Mohamed Bazoum, le candidat du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS, au pouvoir), arrivé en tête du premier tour le 27 décembre dernier, avec plus de 39 % des suffrages, et favori du second tour, prévu le 21 février.

Dans le brouhaha du palais, Hama Amadou sourit volontiers. A-t-il réellement digéré d'avoir vu sa candidature invalidée par la Cour constitutionnelle, en novembre ? Il a en tout cas appelé à voter Mahamane Ousmane dès le premier tour et a désormais prévu d'enchaîner les meetings aux côtés de l'ancien chef de l'État (1993-1996). Les deux partenaires le savent : sans les forces du Mouvement démocratique nigérien (Moden Fa Lumana, le parti de Hama Amadou), nul espoir de victoire n'est possible pour l'opposition. Certes, le statisticien de Zinder et le contrôleur des douanes de Niamey n'ont jamais été très proches. Mais leurs destins sont désormais liés.

Appels du pied tous azimuts

Depuis le 27 décembre, le RDR Tchanji (le parti de Mahamane Ousmane) et le Lumana ne cessent de recruter des alliés parmi les anciens candidats à la magistrature suprême. Objectif : s'appuyer sur les alliances nouées ces dernières années dans l'opposition, notamment au sein du Front pour la démocratie et la République, du Front de l'opposition indépendante, du Front patriotique (FP) et du Front pour la restauration de la démocratie et la défense de la République (FRDDR). Dans le parti de Mahamane Ousmane, le premier vice-président, Falké Bacharou, qui a beaucoup œuvré au sein du FRDDR, est à la manœuvre.

L'ex-chef de l'État et Hama Amadou, qui fut son Premier ministre en 1995, ont déjà engrangé le ralliement d'Ibrahim Yacouba, l'ancien douanier arrivé cinquième le 27 décembre avec 5,38 % des



MAHAMANE OUSMANE
Ancien président (opposition)

suffrages et qui se présente comme le chef de file du FP. Sera-t-il suffisant, Mahamane Ousmane n'ayant recueilli « que » 16,99 % des voix ? Le camp de l'opposition a récemment rencontré un autre ancien prétendant : Salou Djibo. Celui-ci est depuis peu à la tête d'une nouvelle coalition de dix partis, l'Alliance des candidats pour le changement (ACC). Ses représentants ont séduit au total environ 9 % des électeurs au premier tour, et elle devrait, sauf surprise, se ranger derrière Mahamane Ousmane. Mais, pour l'ancien économiste formé au Canada puis en France, le compte, qui avoisinerait alors (théoriquement) les 30 %, n'y est pas pour autant.

Deux autres candidats du premier tour attirent donc tous les regards : Seini Oumarou, du Mouvement national pour la société du développement (MNSD, 8,95 %), et Albadé Abouba, du Mouvement patriotique pour la République (MPR-Jamhuriya, 7,07 %). Contactés par *Jeune Afrique*, les états-majors des deux anciens poids lourds du régime de Mamadou Tandja ont assuré qu'aucune décision n'avait encore été prise en faveur de l'un ou de l'autre des finalistes. Selon des indiscretions, la majorité du bureau politique du MNSD

LE CANDIDAT DU PNDS « EST LE FAVORI DU JEU DES ALLIANCES, IL PEUT COMMENCER À OFFRIR DES POSTES ». SON ADVERSAIRE « A MOINS DE MARGE DE MANŒUVRE ».



MOHAMED BAZOUM
Ancien ministre de l'Intérieur (PNDS)

pencherait pour un soutien à Mohamed Bazoum. Seini Oumarou lui-même est toutefois plus circonspect et n'a pas souhaité dévoiler ses intentions, se bornant à parler d'un « processus en cours ».

Promesse de dissolution

Albadé Abouba rechignerait quant à lui à se rapprocher de Hama Amadou, se sentant plus proche de Mohamed Bazoum et du PNDS, qu'il avait d'ailleurs soutenu en 2016. Il a rencontré le 6 janvier l'un des soutiens du parti, Dahiru Mangal. S'il affirme ne pas avoir abordé avec cet homme d'affaires nigérian le sujet de la présidentielle, il n'en est pas moins très courtisé. Bazoum a fait peser dans la balance des postes de prestige, comme des ministères d'État ou des places de gouverneur. Mais son ex-collègue au gouvernement Albadé Abouba, qui a perdu sa mère le 14 janvier et a interrompu son activité le temps du deuil, affirme lui aussi ne pas avoir pris sa décision. Le verdict devrait être connu « dans les prochains jours », déclare-t-on au sein de son parti, où plusieurs barons incitent à écouter les arguments de Mahamane Ousmane.

Ce dernier a fourbi ses armes. L'une des principales : la promesse d'une dissolution de l'Assemblée en cas de victoire de l'opposition. Alors que le PNDS a remporté à lui seul 80 sièges de député sur 166 (5 attribués à la diaspora restant à élire), Ousmane estime qu'il ne pourrait gouverner qu'à condition d'organiser de nouvelles élections, après avoir réformé la commission et la loi électorales.

« L'argument de la dissolution est très risqué, estime toutefois un observateur de la scène

OUSMANE AIME RÉPÉTER QU'IL POURRAIT SE CONTENTER D'UN SEUL MANDAT, TANDIS QUE BAZOUM TENTERAIT DE RESTER AU POUVOIR JUSQU'EN 2031.

politique. Aux législatives [organisées elles aussi le 27 décembre 2020], le PNDS est arrivé largement devant le MNSD et le MPR, qui ont 26 sièges à eux deux. » Mahamane Ousmane et Hama Amadou n'ignorent rien des dangers d'une telle manœuvre : en janvier 1995, le premier l'avait dégainée, sans succès, provoquant une cohabitation et l'arrivée à la primature du second, tandis que Mahamadou Issoufou prenait la tête de l'Assemblée nationale. Mahamane Ousmane avait été renversé par Ibrahim Baré Maïnassara un an plus tard.

« Jusqu'à preuve du contraire, le MNSD et le MRD font partie des alliés du PNDS, rappelle un membre de l'équipe de Mohamed Bazoum. Les ententes précédentes sont toujours en vigueur. » « Il reste encore un mois avant le second tour. Que ce soit du côté d'Albadé ou de Seini, on a tout intérêt à attendre pour faire monter les enchères, analyse un politologue nigérian. Mais il ne faut pas oublier que, quand Mahamane Ousmane était dans l'opposition ces cinq dernières années, Albadé Abouba était ministre d'État, aux côtés de Mohamed Bazoum, et Seini Oumarou était haut représentant de Mahamadou Issoufou. »

« Avec le PNDS derrière lui, Bazoum est le favori de ce jeu des alliances car il peut commencer à offrir des postes. Ousmane peut lui-même faire des promesses, mais il a moins de marge de manœuvre. D'autant que celui à qui il est redevable est avant tout Hama Amadou », analyse notre politologue.

Parmi les arguments repris fréquemment par le challenger de l'opposition : son âge. À 70 ans, Ousmane affirme qu'il pourrait se contenter d'un seul mandat, se retirant en 2026, tandis que Mohamed Bazoum, 61 ans, tenterait selon lui forcément la passe de deux, verrouillant le fauteuil présidentiel jusqu'en 2031. « On va mesurer à quel point Bazoum, que l'on disait trop clivant, a appris de Mahamadou Issoufou, qui était, lui, l'homme de la synthèse », conclut un diplomate à Niamey.

MATHIEU OLIVIER

10 choses à savoir sur...

DENIS SASSOU NGUESSO

Officiellement investi candidat par le PCT, le chef de l'État congolais briguera sa propre succession en mars. Ancien officier parachutiste aujourd'hui âgé de 77 ans, il a déjà passé trente-six années au pouvoir.

1 « EMPEREUR »

La paternité de ce surnom revient à Alpha Condé. Mais, en le reprenant publiquement le 14 décembre dernier à Abidjan, Alassane Ouattara lui a conféré une notoriété panafricaine. La longévité au pouvoir de Denis Sassou Nguesso (trente-six années cumulées en deux séquences séparées par une alternance de cinq ans) y est pour beaucoup, tout comme son maintien strict d'ancien officier parachutiste et la coupe impeccable de ses costumes.

2 MWENE

Lorsqu'il séjourne sur ses terres d'Oyo et d'Edou, il tient beaucoup à son titre de chef traditionnel mbochi. Son ranch, doté d'un abattoir et d'une unité de production de lait, abrite plusieurs centaines de bœufs brésiliens et d'autruches sud-africaines, dont la viande est commercialisée sous la marque Bon Bœuf.

3 DYNASTIE

Il a qualifié de « légende » les rumeurs selon lesquelles il préparerait son fils Denis Christel pour lui succéder. Parmi ses enfants, seule sa fille Claudia occupe une fonction officielle (elle est sa conseillère spéciale chargée de la communication). Elle est aussi députée, tout comme Denis Christel. Stella, elle, est maire de Kintélé, dans la banlieue de Brazzaville.

4 MÉDIATEUR

De la Libye à la RD Congo, le président en exercice de la Ceeac poursuit une carrière de médiateur qui connut ses heures de gloire dans les années 1980, avec l'indépendance de la Namibie et le retrait des Cubains d'Angola. Félix Tshisekedi, Faure Gnassingbé, Essozimna, Umaro Sissoco Embaló viennent régulièrement recueillir ses conseils.

5 ÉCOLO

Conscient que le « soft power » congolais repose aussi sur l'environnement, il a lancé un fonds bleu pour le bassin du Congo et préside la commission climat du second poumon vert de la planète. Ce positionnement lui a permis de signer, en 2019, un accord sur la protection des forêts avec Emmanuel Macron. La découverte récente de gigantesques tourbières dans le Nord est une carte de plus dans son jeu.

6 BMA

Le dépôt, en 2007, par des ONG de la première plainte qui le vise pour « biens mal acquis » en France est une épine dans le pied pour Sassou Nguesso.

D'autant que cette affaire concerne, depuis, plusieurs membres de sa famille. Jamais conclu mais toujours ouvert, le dossier BMA pollue régulièrement les relations entre Brazzaville et Paris.

7 INTRANSIGEANT

Conforté par le non-lieu obtenu en octobre 2019 auprès du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, à la suite des actions intentées contre le Congo par plusieurs ONG, Sassou Nguesso se voit néanmoins reprocher l'emprisonnement depuis 2016, pour « atteinte à la sécurité intérieure de l'État », de l'ex-général Mokoko et de son ancien ministre Okombi Salissa. Il refuse de voir en eux des détenus politiques.

8 MULTICARTE

De Giscard à Macron, il a connu six chefs d'État français. Mais aussi Castro, Brejnev, Deng Xiaoping, Ho Chi Minh, Sankara, Mandela et une demi-dizaine de présidents américains...

9 ANTOINETTE

Des heures sombres de la guerre civile aux victoires électorales, elle a tout connu à ses côtés. Cette ancienne institutrice représente aussi, de par ses origines ponténégrines, un atout géopolitique pour son mari. Mariés en 1969, ils forment un couple inséparable.

10 DERNIER MANDAT?

Selon la Constitution, Denis Sassou Nguesso pourra encore – s'il est réélu en mars – se représenter pour un ultime quinquennat. « Otchouembé » (« le lutteur ») n'en est pas à son dernier combat...

OLIVIER CASLIN



VERNIER/JBV NEWS



Lesieur Cristal accélère son développement sur le continent africain et devient le fer de lance du groupe Avril dans la conquête de nouveaux marchés sur les produits de grande consommation

Suite à l'acquisition des actifs africains du groupe Avril, son actionnaire de référence, Lesieur Cristal franchit une étape clé de son développement sur le continent africain. Il pilotera désormais l'ensemble des activités du groupe Avril dans le secteur des biens de grande consommation, dont il est déjà le leader au Maroc (huiles alimentaires et savons). Ce partenariat franco-marocain s'inscrit pleinement dans l'ambition de long terme du groupe Avril pour le rayonnement de Lesieur Cristal

Lesieur Cristal acquiert deux nouvelles sociétés : Oleosen (Sénégal) et Cristal Tunisie

A l'issue d'une opération de fusion-acquisition, Lesieur Cristal prend le contrôle des actifs africains du groupe Avril dans le secteur des biens de consommation. Il acquiert ainsi :

- l'ensemble des parts du groupe Avril (46,4%) s'ajoutant à celle déjà détenues par Lesieur Cristal (47,5%) au sein de Cristal Tunisie qui commercialise une large gamme de produits d'huiles de table, de condiments et de savons dans le pays ;
- l'ensemble des parts jusqu'ici codétenues par Avril et son partenaire Castel (90,16%) au sein de la société sénégalaise Oleosen, acteur majeur des huiles de table au Sénégal.

Les actionnaires locaux de ces deux sociétés demeurent au capital.

Lesieur Cristal obtient également la licence d'exploitation du portefeuille des marques du groupe, les huiles de table et condiments Lesieur, l'huile d'olive Puget, ainsi que son fonds de commerce sur l'ensemble du continent africain.

Le continent africain : nouveau levier de croissance pour Lesieur Cristal

Alors que le développement à l'international constitue déjà un des piliers du plan stratégique 2023 de Lesieur Cristal et a représenté 20% de son chiffre d'affaires en 2019, ce redéploiement offre à l'entreprise un nouveau tremplin de croissance au-delà de ses marchés historiques.

Lesieur Cristal s'inscrit pleinement dans la vision du Royaume du Maroc et de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui vise à renforcer la coopération Sud-Sud comme fer de lance de la transformation et de l'intégration des économies africaines. L'entreprise contribuera ainsi à une dynamique de consolidation de la souveraineté alimentaire locale, efficace et solidaire. Plusieurs investissements importants sont d'ores et déjà prévus localement.

Lesieur Cristal pourra ainsi réaliser ses ambitions à l'échelle continentale et passer du statut d'exportateur à celui d'acteur de référence sur les marchés africains des huiles de table, des huiles d'olive, des savons, de la margarine et des condiments.

A propos de cette opération, M. Samir Oudghiri, Directeur Général de Lesieur Cristal, a précisé : « *C'est une étape historique pour le développement de Lesieur Cristal. Je m'en félicite et je tiens à remercier toutes les équipes qui ont œuvré pour ce succès collectif. Lesieur Cristal continuera de consolider son leadership sur le marché marocain, en parallèle de sa conquête de nouvelles positions sur le continent africain. Il s'appuiera sur des marques fortes et connues des populations locales, ce qui est un atout considérable pour la réussite de ce projet.* »

Une ambition partagée par l'ensemble des actionnaires

M. Khalid Cheddadi Président du Conseil d'administration de Lesieur Cristal, et Jean-Philippe Puig, administrateur de Lesieur Cristal et CEO du groupe Avril, se sont félicités ensemble du succès de l'opération : « *Cette opération a été rendue possible par la relation de confiance et l'ambition partagée au sein du Conseil d'Administration par tous les actionnaires. Elle témoigne de l'engagement pérenne du groupe Avril, actionnaire de référence, aux côtés de ses partenaires investisseurs institutionnels, pour développer et faire rayonner Lesieur Cristal sur tout le continent africain.* »

Ce nouveau projet stratégique reflète les ambitions de Lesieur Cristal et sa capacité à valoriser, à travers son expérience et son capital d'expertises, l'ensemble des opportunités industrielles, marketing et commerciales offertes par un continent engagé dans une forte évolution socio-économique.

Ces présidents qui se croient intouchables



Yann Gwet
Essayiste camerounais

L'affaire est passée quelque peu inaperçue dans le tourbillon des élections contestées de l'année 2020 en Afrique francophone.

L'ancien président mauritanien Mohamed Ould Abdelaziz est visé par une enquête préliminaire pour des faits supposés de corruption. Une commission d'enquête parlementaire a révélé, fin juillet 2020, de nombreuses irrégularités liées à la passation d'une série de marchés publics sous sa présidence. Le principal intéressé a été placé en garde en vue du 17 au 24 août, avant d'être auditionné à plusieurs reprises. Plusieurs médias locaux et internationaux rapportent que son passeport lui a été retiré, et ses comptes bancaires gelés.

L'affaire est intéressante à double titre : d'abord, ce n'est pas tous les jours qu'un ancien président se retrouve malmené par la justice de son pays. Dans une partie du continent où les chefs d'État se considèrent comme des monarques de droit divin, ce développement ouvre des perspectives. Ensuite, et surtout, Mohamed Ould Abdelaziz excipe d'une immunité supposée absolue que lui conférerait l'article 93 de la Constitution mauritanienne pour éviter de répondre aux questions des enquêteurs, ses avocats faisant en outre valoir que, de toute façon, seule la Haute Cour de justice (HCJ), juridiction spéciale prévue par la Constitution, est habilitée à juger l'ancien chef de l'État.

Les avocats de l'État mauritanien contestent le principe de l'immunité absolue accordée au président

de la République, précisant que cette immunité protège le chef de l'État uniquement dans l'exercice de ses fonctions. Par ailleurs, si la HCJ n'était pas encore sur pied au début de cette affaire, la nouvelle session parlementaire qui s'est ouverte au début de janvier en Mauritanie a voté la loi sur la constitution de cette cour, désarmant ainsi en partie la défense d'Ould Abdelaziz.

Le débat juridique est aussi inévitable que nécessaire dans cette affaire. Mais il nous éloigne des enjeux politiques de fond. Les régimes politiques d'Afrique francophone sont inspirés du

L'IMMUNITÉ ABSOLUE EST UN CONTRESENS ABSOLU. NOS (ANCIENS) DIRIGEANTS DOIVENT RÉPONDRE DE LEURS CRIMES.

présidentialisme robuste qui a cours en France. Ce n'est en rien une surprise quand on se rappelle que nombre de nos Constitutions ont initialement été rédigées par des « experts » français. L'esprit monarchique qui habite l'institution de la présidence en France imprègne donc aussi l'architecture présidentielle des anciennes colonies françaises. Nous étions censés avoir, nous aussi, un « monarque républicain ». Mais, en l'absence de « Républiques » dignes de ce

nom, nous avons hérité de rois thaumaturges.

À l'instar de la Constitution française, donc, les Constitutions des pays d'Afrique francophone garantissent généralement une forte protection au président de la République dans l'exercice de ses fonctions. Rien à voir sur ce point avec la relative précarité qui caractérise le titulaire du Bureau ovale. Mais, en République, ce n'est pas tant la personne du président qui est sacralisée que l'institution, c'est-à-dire la présidence de la République. Ou, plus précisément, c'est parce que l'institution est sacrée que celui qui l'incarne jouit d'un statut particulier.

Citoyen ordinaire

Au demeurant, que l'on soit aux États-Unis, en France, ou en Afrique francophone, l'idée de protéger la fonction présidentielle, et donc son occupant, des soubresauts de la vie politique tombe sous le sens. Que nos rois thaumaturges bénéficient d'un minimum de protection dans le cadre de leurs fonctions n'est donc pas en cause. En revanche, si la personne du président de la République fait corps avec l'institution de la présidence durant son mandat, dès lors que celui-ci prend fin il redevient un « citoyen ordinaire ». C'est cette disposition qui fait du monarque français un monarque « républicain ». Car, en République, le pouvoir est la propriété du peuple, dont le président n'est que l'ultime représentant.

Au bout du compte, l'immunité absolue que revendique l'ancien président Mohamed Ould Abdelaziz

Les rêves volés de la jeunesse africaine



Mohamed Mbougar Sarr
Écrivain sénégalais

– et que ne renieraient pas nombre de ses homologues – est fondamentalement antidémocratique car elle consacre une hiérarchie entre citoyens du même pays et une inégalité devant la loi. Les anciens présidents appartiendraient à une sorte d'aristocratie dont la seule légitimité serait d'avoir un jour été portés, par le peuple souverain, à la fonction suprême : président un jour, président toujours.

Logique d'impunité

Au-delà du cas mauritanien, il n'est pas difficile d'imaginer les raisons pour lesquelles les présidents africains aspirent à une immunité éternelle. Beaucoup se rendent coupables de crimes si graves que seule une immunité absolue peut les soustraire à la justice. Certains plaident en sa faveur au motif qu'elle constituerait une réponse au problème des présidences à vie. En clair, certains chefs de l'État qui hésiteraient à lâcher le pouvoir par peur de poursuites seraient plus enclins à le faire s'ils se savaient protégés.

D'un point de vue tactique, l'argument n'est pas dénué de sens. D'un point de vue politique et moral cependant, il est irrecevable, car il institutionnalise l'impunité. Or cette logique d'impunité est l'un des cancers de nos sociétés. Elle alimente la corruption, les détournements publics, les atteintes aux droits humains. Sa validation par les peuples serait un suicide. L'immunité absolue est un contresens absolu. Nos (anciens) présidents doivent répondre de leurs crimes. **JA**

Geste barrière : chaque fois que j'entends « jeunesse africaine », je mets mon masque à oxygène de crainte que la suite ne me pompe l'air.

Quelle jeunesse africaine ? Celle de Tunis ou de Lusaka ? D'Éthiopie ou du Cap-Vert ? Des quartiers riches de Pretoria ou des baraquements de Soweto ? Qu'importe ! C'est la jeunesse africaine, n'est-ce pas, l'indémoudable poncif dont abusent tous les responsables en mal de propositions politiques. C'est simple : qui ne sait plus quoi dire parle des jeunes Africains ; qui ne sait plus quoi faire se les fait.

On parle beaucoup à la place des jeunes. Vante leurs vertus et courage. Salue leur héroïsme quand ils versent leur sang ou se révoltent à quelque occasion. Dessine pour eux des ambitions et des plans de carrière. Les incite à devenir des leaders, des guerriers, des militants. Mais les a-t-on une seule fois vraiment écoutés ? On croit seulement savoir ce que désirent les jeunes de ce continent. Les rêves qu'on leur prête ne sont peut-être au fond que cela : des prêts ; ils ne leur appartiennent pas. Il est probable que les hommes qui prétendent gouverner ou guider ces jeunes – ils sont nombreux à avoir l'âge de leurs grands-parents – ne projettent que leur imaginaire en eux. Enfermés

dans leur agenda idéologique ou leur ambition solitaire, ils ne se contentent pas de parler pour les jeunes africains ; ils rêvent aussi à leur place et sans eux.

Libérer la parole

Je me demande parfois ce qu'on découvrirait si les jeunes du continent arrivaient à échapper aux rêves qu'on a pour eux pour dire leurs propres vérités. Quelles seraient-elles ? Qu'en réalité ils n'aiment pas leurs pays malgré toutes les injonctions au patriotisme qu'on leur fait ? Ou qu'au contraire ils les aiment sans avoir les opportunités de le prouver ? Qu'ils veulent quitter le continent même si on leur dit que l'enfer est partout ailleurs ? Ou qu'à l'inverse ils voudraient y demeurer et croire à l'avenir radieux qu'on ne cesse de leur y prédire ? Qu'ils ont les mêmes rêves que toutes les autres jeunes du monde (la mondialisation n'est peut-être que l'uniformisation appauvrie des rêves à une échelle planétaire) ? Ou que leurs rêves à eux sont différents, spécifiques ?

Je crois qu'on serait surpris (pour ce qu'on juge « le meilleur » et ce qu'on estime « le pire ») si on découvrait à quoi rêvent les jeunes Africains. Mais offrons-leur simplement la possibilité de le faire eux-mêmes et de le dire en toute liberté. C'est peut-être cela, le premier de leurs rêves. **JA**

ENQUÊTE



QUEL VACCIN POUR L'AFRIQUE (ET QUAND)?

Alors que les campagnes de vaccination contre le coronavirus s'accroissent à travers le monde, le continent semble à être la traîne... Pourquoi ce retard et comment le rattraper? JA fait le point.

PAR CAMILLE LAFRANCE, OLIVIER MARBOT ET LÉA MASSEGUIN

D'abord, il y a eu Covax, vaste dispositif international censé garantir l'accès équitable de tous les pays au vaccin. Mais très vite le chacun pour soi et le « nationalisme vaccinal » ont repris le dessus, et chacun a compris qu'il lui faudrait se débrouiller. L'Afrique a alors vu arriver ses « amis » chinois, russes et indiens, prêts à lui venir en aide. Mais, en ce début d'année, bien peu sont ceux qui ont effectivement reçu des doses, et plus rares encore ceux qui ont commencé à vacciner. Pourquoi ce retard? Quand l'Afrique va-t-elle pouvoir s'approvisionner. Et auprès de qui? Tour d'horizon en dix questions.

1 Le dispositif Covax est-il efficace?

« Garantir un accès rapide et équitable » à tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu, aux vaccins contre le Covid-19. Telle était l'ambition du mécanisme Covax, mis en place par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Alliance internationale pour les vaccins (Gavi). L'initiative est louable : elle devrait permettre de vacciner 20 % des personnes les plus vulnérables dans 92 pays à revenu faible ou intermédiaire.

L'OMS a d'ores et déjà obtenu des contrats pour deux milliards de vaccins, qu'elle sera prête à distribuer « dès qu'ils seront livrés ». Mais les doses tardent à arriver sur le continent. En cause, notamment, les accords bilatéraux conclus entre les pays riches et les fabricants « au détriment du

dispositif Covax », regrette Tedros Adhanom Ghebreyesus, le chef de l'agence onusienne, qui appelle à davantage de « solidarité ». Selon l'OMS, 36 des 42 pays diffusant actuellement des vaccins sûrs et efficaces sont à revenu élevé, et six à revenu intermédiaire.

« D'entrée de jeu, les pays riches ont accaparé les doses, explique l'épidémiologiste camerounais Yap Boum. Même si elle n'est, pour l'instant, pas la plus à plaindre d'un point de vue épidémiologique, l'Afrique ne sera que partiellement servie à la fin 2021. » « Certains pays ont réservé plus du triple des doses dont ils ont besoin pour leur population ! » ajoute Mamady Traoré, médecin et référent vaccination et réponses aux épidémies au sein de Médecins sans frontières (MSF).

2 Combien de doses pour l'Afrique?

La grande majorité des pays du continent a longtemps cru qu'elle pouvait se reposer sur le dispositif Covax pour recevoir, en temps et en heure, des doses en nombre suffisant. Les dirigeants politiques ne se sont donc, pour la plupart, pas inquiétés, même quand les pays d'Europe et d'Amérique du Nord ont commencé, durant l'été 2020, à communiquer sur les précommandes massives de doses réalisées auprès de Moderna, Pfizer-BioNTech et autres Johnson & Johnson. Avec un taux de contamination et un nombre de décès très inférieurs, en proportion, à ceux du reste du monde, l'Afrique restait sereine. Et la ruée des pays riches, souligne Yap Boum, n'avait rien d'une nouveauté : « On avait observé la même chose lorsqu'on pensait que la chloroquine était efficace pour lutter contre le virus. »

Seuls quelques pays africains – les plus touchés et ceux dont le système sanitaire est le plus solide – ont décidé de s'associer aux essais cliniques internationaux et de contacter des laboratoires afin de réserver une part des futurs vaccins, dont aucun n'était alors parvenu au stade de l'homologation. Mais, à la fin de l'année 2020, il a fallu se rendre à l'évidence : le programme Covax ne parviendrait pas à distribuer aux pays à bas revenus suffisamment de doses pour protéger leurs habitants les plus vulnérables. Et chaque État allait devoir chercher d'autres sources d'approvisionnement.

L'Afrique subissait alors de plein fouet une deuxième vague de contaminations, et la pression se faisait plus forte sur les autorités. On a alors assisté à une succession d'annonces de contrats passés, le plus souvent, avec des fournisseurs issus de pays émergents. Logique : les « grands laboratoires » occidentaux avaient déjà atteint leur capacité maximale de production et préféraient signer avec les nations riches et solvables.

C'est dans ce contexte que l'Union africaine a repris la main, parvenant à négocier 270 millions de doses auprès de trois grands fournisseurs anglo-saxons grâce à Afreximbank et à la Banque mondiale. Mais on reste loin du compte.

3 Quelles alternatives aux vaccins occidentaux ?

L'industrie pharmaceutique occidentale n'étant ni en mesure ni vraiment désireuse de fournir en vaccins les pays africains, d'autres intervenants ont pris le relais, proposant des solutions souvent moins onéreuses. « Les Russes et les Chinois sont de nouveaux entrants sur les marchés internationaux, détaille la chercheuse française Nathalie Ernault, responsable des bureaux régionaux pour la campagne d'accès aux médicaments essentiels à MSF. Pékin produit beaucoup de vaccins depuis longtemps, mais en exportait peu. Les Indiens, eux, ont toujours été là, ils produisent de très grandes quantités et sont présents sur le marché. Enfin, il ne faut pas oublier le Brésil. »

La plupart de ces fournisseurs fabriquent des vaccins à « virus atténué », la technologie la plus ancienne, mais aussi la plus éprouvée, et si quelques doutes ont pu émerger à propos de « vaccins au rabais », ils semblent aujourd'hui balayés. Les produits de Gamaleya, Sinovac ou Sinopharm sont a priori efficaces et sûrs. Les Russes comparent d'ailleurs leur Spoutnik V aux fusils kalachnikov : « simple mais efficace »... « Ils ont surtout un avantage sur les grands laboratoires occidentaux, renchérit Achal Prabhala, coordinateur en Inde du projet international de mise à disposition de médicaments AccessIbsa : ils veulent vendre leur vaccin aux pays pauvres, et ils sont capables de produire les quantités nécessaires. »

Parmi les occidentaux, seuls l'américain Novavax et les

Anglo-Suédois d'AstraZeneca/Oxford ont « promis, dès le début, de réserver une partie de leur production aux pays à faible revenu, poursuit Achal Prabhala. Ils ont ainsi autorisé plusieurs industriels dans le monde, dont le Serum Institute of India (SII), à produire un total de deux milliards de doses en 2021 et 2022, à destination des pays pauvres ».

4 Quelle stratégie pour la Chine ?

« Les pays africains seront parmi les premiers bénéficiaires d'un vaccin fabriqué en Chine », assurait Xi Jinping le 17 juin, lors d'un sommet Chine-Afrique. Sept mois plus tard, le président chinois est bien décidé à tenir ses promesses. Dès le début de la pandémie, les laboratoires du pays ont été parmi les premiers à se lancer dans la course aux vaccins.

Pour accélérer la dernière phase de tests, ils ont noué des partenariats avec plusieurs pays fortement touchés par le virus, dont le Maroc et l'Égypte. En acceptant de participer à des essais cliniques, ces deux pays ont bénéficié d'un accès prioritaire à plusieurs millions de doses du vaccin Sinopharm. Si le royaume attend encore d'être livré, l'Égypte a reçu 50 000 premières doses offertes par les Émirats arabes unis, qui ont eux aussi misé sur le vaccin chinois.

Avec cette « diplomatie vaccinale », le pays, où la pandémie a débuté, veut se présenter comme une solution à la crise. Déjà, en mars, le richissime fondateur d'Alibaba,

Jack Ma, avait fait don de millions de masques et de matériel médical au continent, devenant ainsi le visage de l'aide de Pékin en Afrique. « Pour la Chine, les vaccins sont un outil supplémentaire pour poursuivre son implantation en Afrique et rétablir la balance entre elle, l'Europe et les États-Unis », explique Yap Boum. Autre symbole du *soft power* grandissant de Pékin sur le continent : la construction du siège de l'Africa CDC à Addis-Abeba, en Éthiopie, lancée en décembre dernier. « L'Afrique est ouverte à tous les partenariats avec les pays qui pourraient nous venir en aide », assure John N. Nkengasong, le directeur du centre.

Si l'agence de presse Chine Nouvelle assurait en octobre que Pékin ne « transformera[it] pas les vaccins en arme géopolitique », le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a effectué ses premiers voyages officiels de 2021 en Afrique : au Nigeria, en RD Congo, au Botswana, en Tanzanie et aux Seychelles, premier pays du continent à avoir démarré sa campagne de vaccination... avec Sinopharm.

5 ...et pour la Russie ?

À Moscou, le développement puis la fourniture du vaccin aux pays « amis » sont assez clairement une question d'orgueil national. Les Russes ont été les premiers à annoncer qu'ils étaient parvenus à élaborer un vaccin, durant l'été,

« D'ENTRÉE DE JEU, LES PAYS RICHES ONT ACCAPARÉ LES DOSES. L'AFRIQUE NE SERA QUE PARTIELLEMENT SERVIE À LA FIN DE L'ANNÉE 2021 »



Injection du vaccin de Sinopharm à l'Hôpital Victoria, aux Seychelles, le 10 janvier.

alors que leur Spoutnik V était encore en test et plutôt moins avancé que d'autres concurrents. Beaucoup comparent d'ailleurs cette course aux vaccins à la course à l'espace, entre 1957 et 1975 (le nom choisi par les Russes n'a à cet égard rien d'anodin), avec une surenchère un peu risible sur les différents taux d'efficacité.

Rapidement, l'exportation de Spoutnik V a été annoncée vers le Bélarus, l'Argentine, l'Égypte, l'Algérie... En Guinée, un minitest incluant des membres du gouvernement a été réalisé en décembre 2020, renforçant l'impression que la vente du sérum russe se négocie avant tout au niveau politico-diplomatique. Ce que confirme Hichem Louzir, le directeur de l'institut Pasteur de Tunis: « Nous avons eu une réunion à distance le 13 janvier, c'est en bonne voie. Les Russes sont prêts à nous livrer en deux semaines à partir du moment où nous aurons donné notre réponse. Nous avons déjà les données, nous avons pu étudier les documents qu'ils nous ont remis en vue de l'autorisation de mise sur le marché. C'est l'ambassade de Russie qui fait en sorte d'organiser les réunions avec les gens de l'institut Gamaleya et de l'agence russe d'investissement public [le Russian Direct Investment Fund]. »

Durant la guerre froide, l'Union soviétique avait déjà fait de la fourniture de vaccins aux pays « frères » un outil d'influence. Et pour rester dans la grande tradition des chercheurs de l'ex-URSS, Alexander Gintsburg, le responsable du développement du Spoutnik V, a été le premier à s'injecter le vaccin afin d'en tester les éventuels effets secondaires.

6 Les Indiens à la rescousse?

Contrairement aux Brésiliens, Kazakhs, Russes ou Chinois, les industriels indiens – en particulier le SII, premier producteur mondial de vaccins en volume, mais aussi Bharat Biotech, qui développe un sérum 100 % made in India, le Covaxin – sont tout sauf des nouveaux venus sur le marché mondial. Depuis longtemps, ils produisent des millions de doses de vaccins contre les principales maladies touchant les pays du Sud à un tarif très compétitif et fournissent aussi bien les pays que les organisations internationales et les ONG.

Dans le cas du Covid, SII a signé très vite un accord avec AstraZeneca l'autorisant à fabriquer et à conditionner son AZD1222. L'industriel se dit capable de produire 100 millions de doses par mois et va fournir plusieurs pays d'Afrique, dont le Maroc. Seul problème: l'Inde, avec plus de 1,3 milliard d'habitants, est elle-même fortement touchée par la pandémie. Ce qui a donné lieu, au début de janvier, à une polémique. « En fait, le contrat qui lie SII et AstraZeneca permet d'exporter, détaille Achal Prabhala. Un certain nombre de doses ont d'ailleurs été préemptées par Gavi, qui va les distribuer. Mais le contrat ne précise pas de chiffres ou de règles de répartition et ne dit pas combien de doses l'Inde peut garder pour elle. Le SII a affirmé que le gouvernement indien lui avait interdit d'exporter sa production, celui-ci a démenti, puis le laboratoire est revenu sur ses déclarations... » Tempête dans un verre d'eau? Oui et non, l'enjeu est tout sauf anecdotique. « Ce qui est certain, c'est que l'Inde aura son mot à dire, poursuit

Achal Prabhala. Il n'est pas interdit d'exporter, un contrat de fourniture vient d'ailleurs d'être signé avec l'Afrique du Sud. Mais les quantités seront sans doute limitées par les autorités indiennes. »

SII, qui détient aussi les licences de production des vaccins de Novavax, Codagenix et Bharat, devrait alimenter le programme Covax à partir de mars ou d'avril. Quant à parler de « diplomatie vaccinale » ou de « solidarité entre pays du Sud », l'idée semble plutôt amuser Achal Prabhala : « La solidarité, c'est une idée romantique, mais ça ne repose sur rien. Dans cette affaire, tout le monde est surtout pragmatique. »

7 Le continent va-t-il distribuer ou produire des vaccins ?

Forts de leurs réseaux, certains pays d'Afrique du Nord se positionnent déjà comme potentiels distributeurs de vaccins contre le Covid sur le continent. À ce stade, on parle plus de les conditionner, c'est-à-dire d'en réceptionner une forme concentrée et de la diluer, ce qui réduirait notamment les coûts de transport. Ces pays pourraient-ils devenir de véritables hubs ? Tout dépendra des contrôles qualités et des quantités livrables. « Je ne pense pas qu'il soit envisageable de court-circuiter les Européens et les Américains, aux niveaux de preuve plus élevés », tempère Selidji Agnandji, directeur du Centre de recherches médicales de Lambaréné (Cermel), au Gabon.

La Chine a signé au début de janvier une lettre d'intention de coopération autour des vaccins anti-covid avec l'Égypte, incluant leur production sur le site de Vacsera. Au Maroc, les laboratoires Sothema et Pharma 5 sont mis en avant pour collaborer avec Sinopharm. À terme, Galenica pourrait quant à lui travailler avec la Russie. « Il existe une volonté politique d'avancer sur ce sujet stratégique en lançant un institut du vaccin au Maroc réunissant les compétences du pays mais aussi des Marocains de l'étranger », anticipe Mohammed Amine Serghini, enseignant-chercheur à la faculté des sciences d'Agadir.

En Afrique du Sud, le laboratoire Aspen a déjà signé un accord de production avec Johnson & Johnson, qui décidera de leurs marchés de distribution. Le gouvernement milite pour une levée des droits de propriété des vaccins anti-Covid et a investi avec le consortium biotech Biovac dans un institut de production de vaccins. Certains, en cours d'évaluation – avec une technique de fabrication proche de celle de sérums déjà produits en Afrique –, pourraient y être conditionnés voire, à terme, y être développés. La Tunisie et le Sénégal pourraient notamment capitaliser sur les transferts de compétence déjà mis en place pour d'autres vaccins.

« L'architecture sanitaire mondiale ne fonctionne plus en 2021, tempête la Kényane Yvonne Mburu, immunologue et directrice du réseau de professionnels de la santé et de scientifiques Nexakili. C'est le moment pour les décideurs africains de sortir des logiques d'urgence et d'investir massivement dans l'industrie pharmaceutique avec un cadre juridique et entrepreneurial favorable. »



SIPHWE SIBEKO/REUTERS

8 L'Afrique a-t-elle les moyens de vacciner en masse ?

Les espoirs se fondent sur l'expérience et les infrastructures déjà acquises sur le continent dans le cadre des programmes de vaccination élargie (PEV) du Gavi et de l'Unicef. Mais ceux-ci visaient majoritairement des enfants, quand les personnes âgées sont le public prioritaire de la vaccination Covid. L'OMS a alerté à la fin de novembre sur le faible niveau de préparation des pays africains à des campagnes de vaccination contre ce virus, estimé à 33 %. Moins de la moitié des États disposaient alors de structures de coordination prêtes et avaient planifié la vaccination des populations prioritaires. S'y ajoutaient le manque de plans de communication et de financement ainsi que celui d'outils de collecte et de suivi de données. Or, compte tenu de l'apparition de nouveaux variants plus résistants, il y a urgence.

En se fondant sur le tarif des doses Covax, l'OMS évalue le coût du déploiement des vaccins sur le continent à 5,7 milliards de dollars rien que pour les populations prioritaires. S'y ajoutent les coûts d'injection et de livraison, mais aussi de mobilisation des ressources humaines. Dans ce contexte, l'immunité collective (au moins 60 % de la population vaccinée) reste un idéal onéreux et lointain. D'autant que l'argent déployé pour lutter contre le Covid-19 l'a déjà été au détriment d'autres programmes. Priorité devrait être donnée aux groupes à risque, sans négliger d'autres infections aux conséquences tout aussi importantes, comme le paludisme ou le VIH.



SELON L'ENQUÊTE, MENÉE DANS SEPT PAYS SAHÉLIENS, 49 % SEULEMENT DES PERSONNES INTERROGÉES SE DISENT PRÊTES À SE FAIRE VACCINER.

Dépistage du Covid au centre de recherche Wits RHI Shandukani de Johannesburg, le 27 août 2020.

À la difficulté d'accéder aux doses s'ajoutent des défis de conservation de certains vaccins. Celui de Pfizer/BioNtech doit par exemple être maintenu à une température de -70°C , sans rupture de la chaîne du froid. Le coût des congélateurs adéquats limite leur acquisition. Coupures d'électricité et poussières compliquent leur maintenance. « La RD Congo a montré que c'était faisable à l'échelle de quelques dizaines de milliers de doses avec le vaccin Ebola, mais cela ne me paraît pas envisageable à long terme à une plus grande échelle », estime Guy Vernet, directeur de l'institut Pasteur de Bangui, en Centrafrique.

9 Les vaccins sont-ils afro-compatibles ?

Des essais cliniques de vaccins contre le Covid-19 ont été menés en Afrique du Sud (AstraZeneca et Johnson & Johnson), au Kenya (AstraZeneca), au Maroc et en Égypte (Sinopharm). Mais, à ce stade, les études manquent encore, notamment sur les réponses des génomes africaines à l'ARN messager. Des chercheurs s'interrogent sur l'adaptation des vaccins non testés sur différentes populations africaines, dont l'environnement peut modifier les réponses génétiques. D'autres jugent suffisants les tests réalisés dans d'autres zones géographiques, et notamment parmi les communautés afro-américaines.

« Il n'y a pas de raison de croire que la pyramide des âges ou les profils génétiques des populations africaines influent sur leur efficacité, pas plus que pour la majorité des autres vaccins utilisés en Afrique. Jusqu'à l'apparition de variants du Sars-CoV-2, le virus a été le même en Afrique

et ailleurs dans le monde. En conséquence, si les vaccins disponibles sont actifs en Europe ou en Amérique, ils le seront aussi en Afrique », estime Guy Vernet. « Il y a peu d'intérêt à réaliser ces tests dans des pays où les normes sont faibles, et donc peu crédibles », estime de son côté Achal Prabhala. La polémique a en tout cas rappelé à beaucoup le spectre des débats culturalistes sur les capacités de suivi des traitements antirétroviraux.

« Derrière l'Afrique du Sud et le Sénégal, d'autres États comme le Kenya, le Mali, le Gabon ou le Burkina Faso ont des institutions de recherche compétentes en matière d'essais vaccinaux », rappelle Selidji Agnandji. Ces pays ont d'ailleurs mutualisé leurs recherches sur le Covid et l'épidémiologie en Afrique. À défaut d'essais en amont, le directeur du Centre de recherches médicales de Lambaréné appelle à mener des recherches en parallèle des programmes de vaccination.

10 La défiance envers les vaccins est-elle forte ?

La catastrophe annoncée n'a pas eu lieu : l'Afrique reste la partie du monde la moins touchée par le Covid-19. Difficile d'en dire autant sur l'infodémie, ces *fake news* qui prolifèrent sur le continent – et ailleurs – à la faveur de la crise sanitaire. Si beaucoup ont d'abord sous-estimé la dangerosité du virus, les théories complotistes ont pris une autre dimension après les propos de deux médecins français suggérant, sur la chaîne d'information française LCI, que des expérimentations vaccinales pourraient prendre les Africains pour cobayes. « Ce genre de sorties médiatiques peut expliquer, en partie, pourquoi une partie de la population africaine n'accueille pas les vaccins à bras ouverts », estime l'épidémiologiste Yap Boum.

Alors que l'OMS invite l'Afrique à se préparer à une vaccination de masse, une étude du Timbuktu Institute et de Sayara International, dont JA a obtenu l'exclusivité, révèle qu'une grande partie de la population africaine est assez réfractaire au vaccin. Selon l'enquête, menée en décembre dans sept pays sahéliens (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad), 49 % seulement des 4 000 personnes interrogées se disent prêtes à se faire vacciner, tandis que 34 % rejettent cette option de manière catégorique. L'étude précise que les plus âgés (71 ans et plus) et les plus jeunes (15-24 ans) sont les catégories les plus ouvertes à la vaccination.

Le 17 décembre 2020, une enquête menée par l'Africa CDC et basée sur 15 000 adultes de 15 pays avait de son côté révélé qu'environ 8 personnes sur 10 seraient prêtes à se faire vacciner contre le Covid-19 si le vaccin était jugé « sûr et efficace ». Avec des variations significatives entre les pays : de 94 % de taux d'acceptation en Éthiopie à 59 % en RD Congo. Si, selon Mamady Traoré, « le vaccin est de plus en plus accepté sur le continent », Yap Boum reste sur ses gardes : « Nous n'avons pas le droit à l'erreur. Une fois mis en circulation, les vaccins devront être efficaces et ne pas produire d'effets secondaires. » ■

Qui fournit qui ?

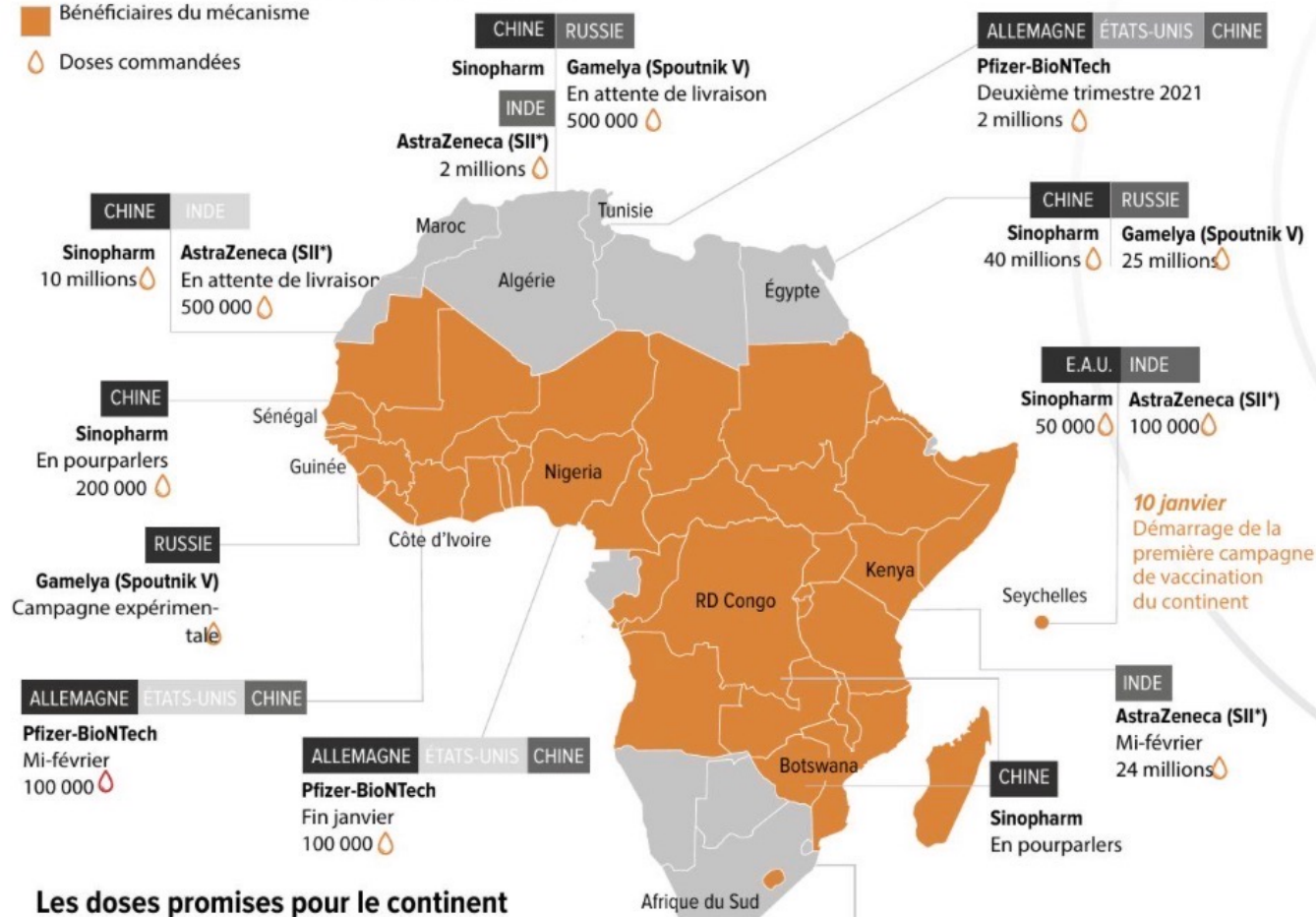
Plus touchés et plus riches, les pays occidentaux ont accaparé les premières livraisons, sécurisant, dans certains cas, jusqu'à trois fois plus de doses que nécessaire. En Afrique, les livraisons promises par Covax, le dispositif d'aide internationale aux pays en développement, s'étaleront de mars 2021 à décembre 2022. Face à l'urgence de contenir la seconde vague, beaucoup plus virulente, l'Union africaine débloque des fonds, et certains pays négocient directement avec les laboratoires étrangers.

Ils ne veulent plus attendre

12 pays ont signé des accords bilatéraux avec les laboratoires

■ Bénéficiaires du mécanisme

🔥 Doses commandées

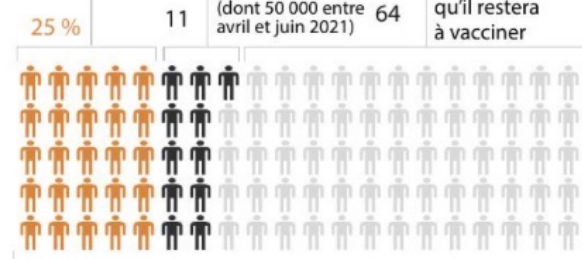


Les doses promises pour le continent

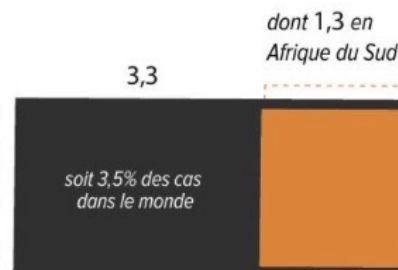
Covax
Après mars
600 millions 🔥

Union africaine
Avant fin 2021
270 millions 🔥

Part de la population qu'il restera à vacciner

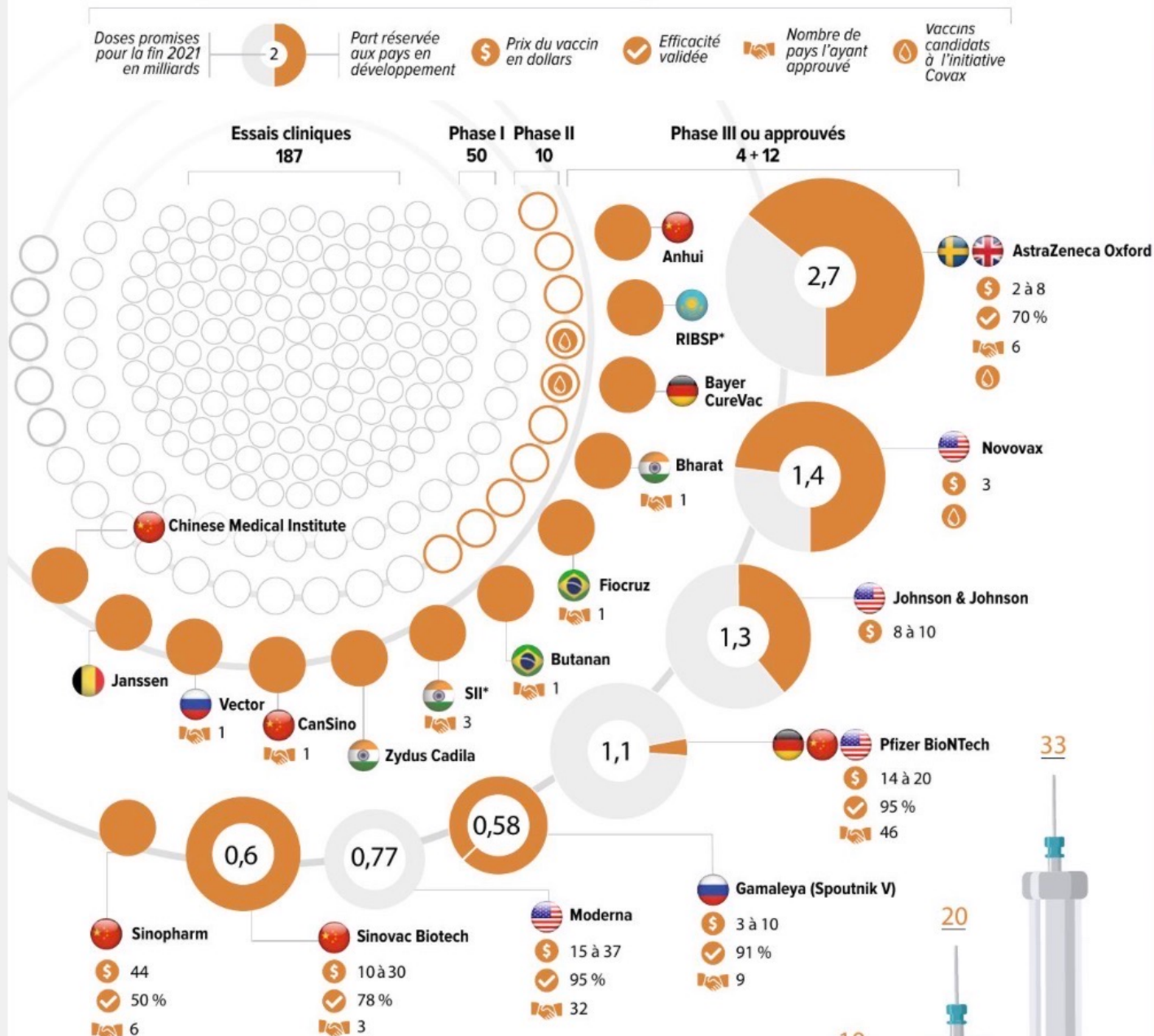


Cas confirmés de Covid-19 en Afrique
au 22 janvier 2021
(en millions)



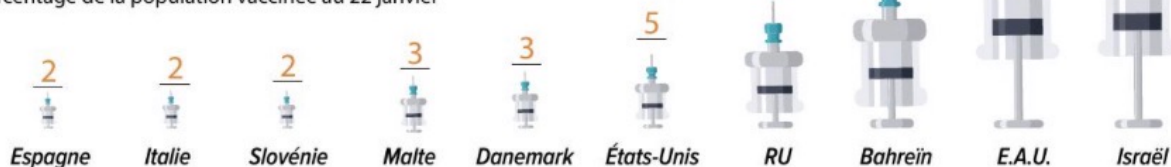
SII : Serum Institute of India, RU : Royaume-Uni, E.A.U. : Émirats arabes unis, RIBSP : Kazakh Research Institute for Biological Safety Problems

Les vaccins passés au crible



Les champions de la vaccination

Pourcentage de la population vaccinée au 22 janvier



Sources : Covax, Unicef, Union africaine, Oxfam



RÉVOLUTION NUMÉRIQUE AU BÉNIN

Le Bénin a réalisé en cinq ans des progrès majeurs en matière d'infrastructures numériques et de dématérialisation des services de son administration publique. De quoi bâtir à court terme la plateforme numérique ouest-africaine voulue par le président de la République.



Monsieur Patrice Talon,
Président du Bénin

À l'entame de son mandat en 2016, le président Patrice Talon a promis à ses compatriotes de faire du Bénin la plateforme des services numériques de l'Afrique de l'Ouest, levier de l'accélération de la croissance et de l'inclusion sociale. Les signaux d'une véritable révolution numérique sont aujourd'hui perceptibles. Ils le sont aussi bien dans les infrastructures modernes mises en place que dans la digitalisation de l'administration publique ou encore l'adoption d'un Code du numérique qui fait du pays un pionnier dans la sous-région.

Des infrastructures numériques modernes

Plus de **2000 km de fibre optique** ont été déployés sur toute l'étendue du territoire national, rendant possible l'accès à Internet haut débit. Un réseau qui est en train d'être densifié et étendu.

Afin que la puissance de la fibre puisse être rapidement exploitable par les citoyens béninois, notamment ceux vivant dans les zones non-urbaines, le gouvernement a mis en place un service propre au Bénin : **les Points Numériques Communautaires** (voir entretien), qui permettent aux populations des localités concernées d'accéder au haut débit.

En plus des câbles SAT3 et ACE qui desservent le pays, **la réalisation d'un point de branchement pour l'atterrissage du câble 2AFRICA**, l'un des plus grands projets de câbles sous-marins au monde, vient d'être acté en Conseil des ministres. De quoi doubler à moyen terme, la capacité de la bande passante.

Malgré le contexte pandémique, le Bénin s'active pour mettre en service son **datacenter** avant la fin de l'année. Cette infrastructure stratégique de stockage et de traitement moderne est destinée à héberger les données et systèmes d'information du pays, mais aussi ceux des États et entreprises de la sous-région. Sécurisé, le datacenter est en cours de certification au niveau des normes les plus exigeantes (niveau 3 de la norme ANSI/TIA 942).

Grâce à l'installation du réseau et à la mise en place des infrastructures de diffusion, les ménages béninois pourront désormais jouir de la **Télévision numérique terrestre (TNT)**, au fur et à mesure que les décodeurs adéquats sont rendus disponibles.

Le **Réseau béninois d'éducation et de recherche (RBER)**, progressivement mis en service depuis décembre 2020 cible dans sa première phase, pas moins de 115 000 étudiants et 3 000 agents administratifs de dix sites universitaires et centres de recherche publics. Avec 45 kilomètres d'un réseau capillaire de fibre déployés et 752 points d'accès wifi installés dans l'enceinte des campus, le RBER permet à la communauté universitaire d'être interconnectée et d'accéder à des ressources pédagogiques nationales et internationales. Le Bénin avait adhéré dès février 2019 au Réseau d'éducation et de recherche de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WACREN).

La **plateforme e-learning** lancée dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19, affiche plus de 35 000 vidéos de cours et au moins 2 500 autres supports didactiques en ligne. Cette mine de solutions numériques a permis d'assurer la continuité des cours, malgré les restrictions et, chose essentielle, de favoriser aux étudiants la validation de leur année.



L'un des 29 sites de la TNT au Bénin

Une **infrastructure d'interopérabilité (xroadBJ)** a été mise en place, permettant à l'ensemble des bases de données de l'administration publique d'être interconnectées en toute sécurité, facilitant ainsi les échanges de données, pour une délivrance plus efficace des services publics dématérialisés aux citoyens et entreprises.

Le Bénin dispose aujourd'hui d'une **Infrastructure à clé publique (PKI)** qui délivre des certificats numériques conformes aux normes de l'industrie, afin de sécuriser les plateformes, les transactions en ligne et les titres d'identité, tels que la Carte Nationale d'Identité et les passeports. Une vision forte en matière de sécurité numérique, lisible à travers la stratégie nationale dédiée à cette thématique et la mise en place en 2020 de l'organe de contrôle des prestataires de services de confiance. Ce qui encourage l'éclosion d'un écosystème autour des services de confiance pour une économie numérique durable.

Entretien avec Madame Aurélie Adam Soulé Zoumarou, ministre du Numérique et de la Digitalisation

« Je lance un appel aux FAI afin qu'ils profitent de l'environnement que nous avons mis en place »

Le gouvernement a mis en place une solution originale : les Points Numériques Communautaires (PNC). En quoi consistent-ils ?

Nous avons mis en œuvre de façon rapide et audacieuse la vision du président Patrice Talon dans le secteur du Numérique et de la Digitalisation. Nous avons souhaité que les investissements massifs réalisés dans les infrastructures, notamment dans le déploiement de la fibre optique, puissent avoir un impact rapide sur les populations. Pourquoi ? Parce que nous ne pouvions pas digitaliser les services publics, rendre possible la création de plus en plus d'outils en ligne, et ne pas permettre aux usagers d'y accéder de façon confortable. Le modèle des PNC, que nous avons développé dans les zones non-urbaines, répond à cet objectif. Le PNC, c'est d'abord un espace de type cyber-café équipé de dix ordinateurs et dédié à tous les usages numériques possibles. C'est ensuite un point d'accès wifi public gratuit mis en place en collaboration avec les mairies, souvent dans les maisons de jeunes des communes concernées. C'est enfin la possibilité pour les organisations publiques ou privées, ainsi que pour les foyers, de se connecter à la fibre via un fournisseur d'accès à Internet (FAI) à qui nous facilitons l'extension dans ladite commune.

Êtes-vous satisfaite des résultats obtenus à ce jour par les PNC ?

Oui, depuis 2018, 43 communes sur 77 ont été équipées, ce qui représente un impact sur plus d'un million de personnes dans des zones non urbaines, habituellement peu couvertes par les services de communication électroniques. On constate un grand engouement de la part des usagers. On remarque aussi que les usages changent. Alors que les gens venaient auparavant essentiellement pour naviguer sur le Net, ils sont désormais de plus en plus nombreux à suivre des for-



Madame Aurélie Adam Soulé Zoumarou,
ministre du Numérique et de la Digitalisation

mations délivrées par les gérants des PNC. Au travers des témoignages recueillis, le Portail National des Services Publics est également très sollicité, alors que de plus en plus d'enseignants se rendent dans les PNC pour utiliser les plateformes dédiées au secteur de l'enseignement.

Le modèle des PNC requiert une forte implication des FAI. Que fait l'État béninois pour les accompagner ?

Les attentes des populations sont très fortes et l'État a déjà beaucoup fait. Outre les investissements dans les infrastructures, nous avons révisé le cadre réglementaire de façon à assouplir les conditions d'exercice des FAI. Désormais, les opérateurs n'ont plus besoin d'une licence pour devenir FAI, mais d'une autorisation délivrée par l'ARCEP Bénin [Autorité de régulation des communications électroniques et de la Poste du Bénin, ndlr]. Nous avons aussi mis en place des dispositions juridiques qui permettent une meilleure mutualisation des infrastructures. La Société béninoise des infrastructures numériques (SBIN), opérateur de gros, a également revu son catalogue afin de permettre un accès plus facile à son réseau. Pour plus de flexibilité, la plus petite unité qu'un FAI peut choisir de couvrir est désormais la commune. L'ancien modèle exclusif aux FAI nationaux, a montré ses limites, c'est pourquoi nous voulons aujourd'hui inciter les entrepreneurs à s'impliquer, commune par commune. La volonté politique est là. C'est pourquoi je lance un appel aux FAI, afin qu'ils profitent de l'environnement que nous avons mis en place.

Point Numérique Communautaire



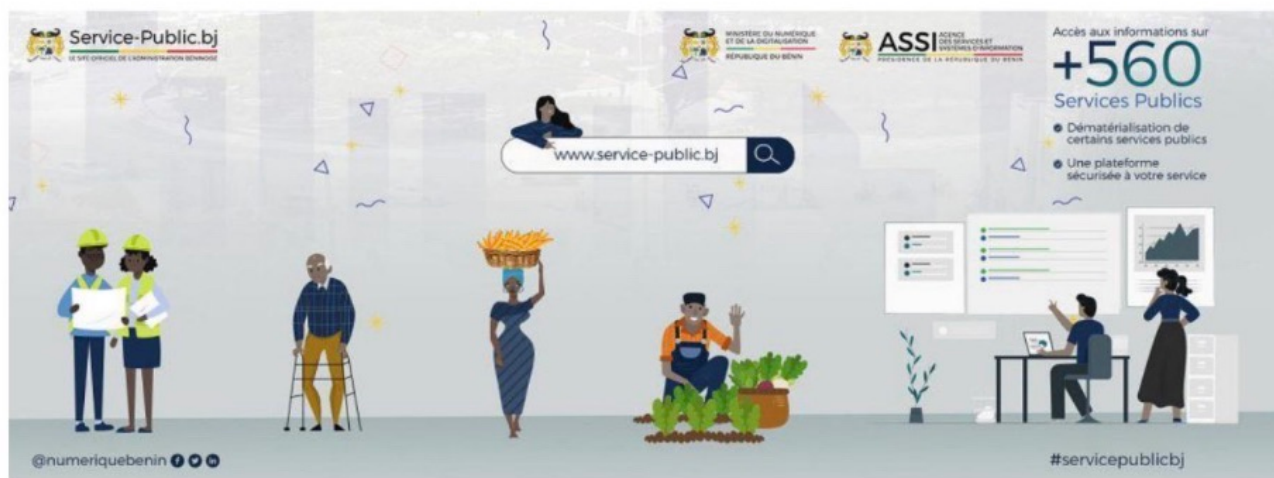
LE CODE DU NUMÉRIQUE : une exception dans la sous-région

À travers le Code du numérique, le Bénin s'est doté du cadre législatif complet et cohérent, nécessaire pour donner une réalité à la place centrale qu'occupe le secteur du numérique dans le Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2016-2021). Le texte adopté par l'Assemblée nationale en juin 2017 a été promulgué par le président de la République en avril 2018. Outre les communications électroniques, les livres du Code portent sur les services de confiance, le commerce électronique, la protection des données personnelles, la cybercriminalité et la cybersécurité. De quoi donner un cadre réglementaire aux nouvelles activités de l'économie numérique, mais aussi permettre aux citoyens de se défendre contre la diffamation et les autres délits en ligne. La partie législative et les textes d'application qui la complètent se révèlent au public national et sous-régional à travers des événements de vulgarisation.

DÉMATÉRIALISÉE

une administration publique plus proche des citoyens
et des entreprises

Grâce aux réformes et aux projets phares du Programme d'Action du Gouvernement menés à bien, le Bénin a fait un bond de 20 places entre 2016 et 2020 dans le classement mondial des États qui placent le numérique au cœur de leur gouvernance. **Il est aujourd'hui le numéro un ouest-africain de la fourniture de services publics en ligne**, selon un sous-indicateur de l'Indice onusien de Développement de l'E-Gouvernement (EGDI). En outre, selon la CNUCED, le Bénin est (avec l'Estonie) **le pays le plus rapide au monde en matière de création d'entreprise via un téléphone portable**.



Impôts, création d'entreprises... plusieurs secteurs ont connu une transition digitale presque intégrale. Voici un tour d'horizon des mesures mises en œuvre dans la digitalisation des services publics béninois qui ont permis au pays d'atteindre de tels résultats.

À travers le **Portail national des services publics**, « service-public.bj », il est aujourd'hui possible d'accéder à des informations complètes sur plus de 560 services publics et de se faire délivrer en ligne plus de 72 prestations de l'État, dont 10 e-services totalement dématérialisés.

Avec **50 000 e-visas délivrés en 2020** aux ressortissants d'une cinquantaine de pays, près de 30 000 demandes de casiers judiciaires en ligne moins d'un semestre après le lancement de cet e-service et plus de 40 500 entreprises créées en ligne en 10 mois, les plateformes numériques déployées par les autorités béninoises combler les attentes, au-delà des frontières nationales.

Plusieurs initiatives de renforcement des capacités des acteurs de l'écosystème du numérique ont été lancées à travers le **Fonds National d'Appui à l'Entrepreneuriat Numérique**, l'initiative « Bénin Digital Tour » ou encore l'opérationnalisation du Learning Lab, un centre qui a été mis en place par le ministère du Numérique et de la Digitalisation pour délivrer gratuitement des formations périodiques aux métiers du numérique. Ces actions favorisent l'émergence et le développement des compétences locales, avec des startups qui redéfinissent la nouvelle économie béninoise.

C'est aussi le cas de l'**École des métiers du numérique**. Autorisée en Conseil des ministres en août dernier, sa création doit combler un manque au Bénin, mais aussi dans la sous-région : celui d'une « formation spécifique, basée sur des apports pratiques, professionnels et de courte durée », dédiée aux besoins en ressources humaines des entreprises du secteur du numérique. Le gouvernement a procédé en novembre dernier à la nomination des membres du Conseil d'administration de cette école.

La plateforme « **eRESULTATS** » a révolutionné le mode de proclamation des résultats des examens et concours nationaux dans le contexte de la Covid-19. Plus de 4 millions de recherches y ont été effectuées en moins de six mois, avec un pic de 710 000 recherches pendant la période de proclamation des résultats du baccalauréat 2020.

Les jeunes bacheliers n'ont plus de soucis d'orientation grâce à la plateforme **apresmonbac.bj** qui a été mise à leur disposition. Grâce à la méthodologie de classement intégrée à cette plateforme, près de 20 000 bourses ont été attribuées à l'issue d'une procédure totalement dématérialisée et transparente.

Grâce à la **modernisation du processus d'identification des personnes** et la mise en place d'un fichier national sécurisé, les services publics dématérialisés sont désormais à la portée de tous.



John Nkengasong

« Tous les pays africains ont la capacité de mener des vaccinations de masse »

Directeur de l'Africa CDC, le virologue camerounais est le principal coordinateur de la lutte contre le Covid sur le continent. Il insiste sur la nécessité de sortir de la dépendance sanitaire.

PROPOS RECUEILLIS PAR LÉA MASSEGUIN

Jeune Afrique : À quels moyens peuvent avoir recours les pays africains pour obtenir le vaccin ?

John N. Nkengasong : D'abord, le Covax, coordonné par l'OMS en collaboration avec l'Alliance du vaccin [Gavi] et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies [Cepi], programme qui a pour but de vacciner 20 % des personnes les plus vulnérables dans 92 pays à faible revenu, la plupart sur le continent. Toutefois, notre objectif est de vacciner au moins 60 % de la population africaine pour atteindre l'immunité collective. Pour combler cet écart de 40 %, l'UA a lancé sa propre initiative. L'équipe spéciale pour l'acquisition de vaccin en Afrique [Avatt] vient d'acquiescer 270 millions de doses, dont 50 millions seront disponibles entre avril et juin. Enfin, certains pays comme le Maroc et l'Égypte ont opté pour des essais cliniques sur leur sol, après avoir négocié avec des laboratoires pharmaceutiques étrangers.

Les pays riches accaparent-ils des doses au détriment des pays à plus faible revenu ?

Effectivement, nombre de pays riches ont acheté beaucoup plus de doses (parfois trois à cinq fois plus) que nécessaire. Il est temps de revoir la politique vaccinale internationale.

Prônez-vous l'abandon de la propriété intellectuelle ?

Oui. Le vaccin doit être vu comme un outil qui bénéficiera à l'ensemble de l'humanité. Si tout le monde en prend



Le directeur des Centres africains de prévention et de lutte contre les maladies, rattaché à l'UA (ici à Addis-Abeba, le 11 mars 2020).

REUTERS/ITKSA NEGERI

conscience, l'Afrique sera gagnante, y compris localement.

Justement, comment encourager les pays du continent à produire leur propre vaccin ?

Ils doivent investir dans le développement des instruments nécessaires – fabrication de vaccins, diagnostics, médicaments... – et essentiels pour garantir la sécurité sanitaire de leur population. Ce qui réduira considérablement leur dépendance vis-à-vis d'autres pays. La pandémie est certes sans précédent, mais pas inattendue. Elle a mis en évidence de graves limites sur le continent – dont la démographie évolue vite –, qui ne possède pas suffisamment d'institutions de santé publique spécialisées, manque de personnel et de systèmes de surveillance, ne délivre aucun diagnostic et importe encore plus de 99 % de ses vaccins et thérapies. Chaque année, les maladies

infectieuses tuent plus de 227 millions de personnes et coûtent plus de 600 milliards de dollars.

Le continent se tourne vers la Chine et la Russie pour obtenir des doses plus rapidement. Peut-on parler de guerre d'influence ?

Chacun est libre de se tourner vers qui il veut. La Chine a besoin de partenaires. Le continent est ouvert à tous ceux qui pourraient lui venir en aide, comme la fondation du milliardaire Jack Ma, qui a fait don au continent de kits de dépistage et de masques.

Faut-il s'inquiéter au sujet de l'efficacité de ces vaccins ?

Tous sont de bonne qualité. Le vaccin Oxford-AstraZeneca protège contre la maladie symptomatique dans 70 % des cas. Le Spoutnik V est, lui, efficace à 91 %, selon ses fabricants. 



MOSAB EL SHAWI/APISIPA

Maghreb : il manque juste les doses

Dans les trois capitales maghrébines, on se dit prêts à vacciner dès réception des doses. Alger, qui a signé avec Gamaleya et Sinopharm, affirme avoir réquisitionné 8 000 centres de santé capables de traiter 70 % de la population. Rabat a déployé des unités mobiles, et a même procédé à des simulations

en attendant l'arrivée des stocks de Sinopharm et d'AstraZeneca, tandis qu'à Tunis on a présenté la stratégie de vaccination le 12 janvier et annoncé la livraison prochaine de doses.

Problème : les stocks se font attendre, surtout au Maroc, qui espérait vacciner dès décembre 2020

grâce à son fournisseur chinois et qui a finalement envoyé un avion de la RAM récupérer 2 millions de doses AstraZeneca en Inde, le 21 janvier. « Je pense que Sinopharm a été dépassé par la demande et n'a pas pu suivre la cadence, analyse le Pr Mohammed Serghini, de l'université Ibn Zohr d'Agadir. Leur vaccin

est du type "virus atténué", réputé le plus sûr, mais aussi le plus long à produire car il faut faire de la culture cellulaire d'unités virales. »

L'ambition marocaine de devenir un hub de distribution à l'échelle continentale risque donc d'être difficile à concrétiser. « On parle ici de *fill and finish*, détaille Hechmi Louzir, directeur de l'institut Pasteur de Tunis. On prend un produit qui arrive concentré, puis il est dilué et réparti. Ce n'est pas très valorisant et ça nécessite certaines infrastructures, mais c'est le premier pas vers la fabrication de vaccins. Quant à devenir un hub de distribution, cela engage la responsabilité, et il faut alors toute une infrastructure de contrôle qualité. Ce n'est pas si simple. À ma connaissance, il n'y a pas de projet de ce type en Tunisie. »

**CAMILLE LAFRANCE
ET OLIVIER MARBOT**

La Guinée se tient prête, le Nigeria doute

À la fin de 2020, la Guinée a fait parler d'elle avec une opération de « vaccination pilote » avec le vaccin russe Sputnik. Ce test pourrait déboucher sur un accord plus large, même si Conakry négocie aussi avec les fournisseurs chinois. « Nous comptons lancer la campagne de vaccination avant la fin du premier trimestre de 2021 », précise le docteur Sakoba Keita, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire.

Le pays est aussi membre du dispositif Covax, lancé par l'OMS et des partenaires privés pour un accès équitable aux vaccins, et espère recevoir deux millions de doses par ce biais, au plus tard en ce mois de février, ce

qui couvrirait les besoins de 20 % de la population. « Il n'est pas nécessaire de vacciner tous les Guinéens, ajoute le Dr Keita. La maladie ne s'est pas propagée sur tout le territoire. Nous avons des localités qui n'ont jamais eu de cas. Nous allons vacciner là où la maladie a beaucoup sévi. »

Forte réticence

La situation semble plus chaotique au Nigeria, où les autorités attendaient une première livraison de 100 000 doses à la fin de janvier, mais se heurtent à une forte réticence de la population. Au point que les autorités prévoient de mobiliser sportifs, artistes et leaders religieux dans une

grande campagne de communication provaccination.

Certains gouverneurs d'État s'étonnent aussi que le pays ne produise pas de vaccins sur son propre sol, et le ministre de la Santé assurait le 18 janvier qu'il s'agissait d'une piste « envisagée ». Il est vrai que pendant longtemps une filiale locale du laboratoire britannique May & Baker fabriquait à Lagos différents vaccins (contre la fièvre jaune notamment). Mais l'activité a cessé depuis les années 1990, et, selon certains experts, il faudrait « dix à quinze ans » pour se doter des technologies actuelles et être capables de produire à nouveau des sérums au Nigeria.

DIAWO BARRY ET OLIVIER MARBOT

TÉMOIGNAGES

Et vous, vous ferez-vous vacciner ?

Que pensent les intellectuels africains de la défiance à l'égard de la vaccination ? Interrogés par JA, beaucoup se disent prêts à sauter le pas.

PROPOS RECUEILLIS PAR CLARISSE JUOMPAN-YAKAM



ALEXANDRE GOUZOU POUR JA

Gauz Écrivain ivoirien

« Répondre à une telle question est super simple pour un homme qui a fait des études de biochimie, qui a deux cousins et plusieurs amis frappés par la polio et qui a perdu un petit frère de la rougeole. La question de la vaccination ne se pose même pas. C'est le contraire qui est intrigant et particulièrement obscurantiste ! Que les labos s'enrichissent sur le dos des populations n'est pas nouveau, qu'ils se fichent des Africains qui n'ont pas les moyens n'est pas nouveau. Mais cela ne remet en rien en cause le principe scientifique de la vaccination. Malgré des effets secondaires possibles, les gouvernements arbitrent toujours en faveur de l'immunisation du plus grand nombre.

Je vais me faire vacciner sans hésiter. Chaque fois que j'oublie mon carnet de vaccination en voyage, je me fais piquer de force contre la fièvre jaune à l'aéroport d'Abidjan, de Yaoundé ou de Douala. Ça n'a jamais choqué personne ! Je dois être à une dizaine d'injections contre la fièvre jaune depuis quatre ans. Les infirmiers de l'aéroport d'Abidjan me reconnaissent désormais. » JA



PHILIPPE MATSAS/OPALE/LEEMAGE

Fouad Laroui

Écrivain marocain

« Dès que ce sera possible, je me ferai vacciner. J'ai une formation scientifique et j'ai tendance à faire davantage confiance aux scientifiques qu'aux ignorants, aux charlatans et aux complotistes. C'est la vaccination qui a débarrassé l'humanité de la variole, qui a fait des ravages pendant des siècles. Pensons-y. » JA

Bakary Sambe

Directeur du Timbuktu Institute

« La pandémie nous impose de lutter contre deux virus : le Covid-19 et la désinformation. Jamais auparavant les décideurs politiques et la communauté scientifique n'avaient été confrontés à un tel fléau, menaçant jusqu'aux sociétés démocratiques – vous avez vu ce qui s'est passé aux États-Unis récemment.

Je me ferai vacciner pour deux raisons : par esprit citoyen mais aussi parce que mon combat universitaire pour le respect et la crédibilité de la recherche scientifique l'exige.

Je ne prendrai pas le risque de laisser triompher les populismes nihilistes de l'esprit critique ainsi que le diktat de l'obscurantisme qui surfe sur nos angoisses existentielles. » JA



CLÉMENT TARDIF POUR JA

Hemley Boum

Écrivaine camerounaise

« Bien sûr, je vais me faire vacciner. J'ai déjà accepté de me cloîtrer chez moi pendant des semaines. Le contrôle de mes agendas professionnel et personnel m'a été ôté. J'ai subi cette intrusion inacceptable dans ma vie personnelle et intime sans moufter. Parce je fais confiance à d'autres expertises, celles que je ne possède pas. Je suis issue de ce monde-là, tellement obsolète qu'il en devient risible. Celui où on fait confiance, aux sachants dans leur domaine. Tout le monde ne peut pas être médecin, avocat, cordonnier ou boulanger. Lorsqu'on va acheter son pain, on n'imagine pas en savoir plus que celui qui se lève à 4h du matin pour faire marcher son four.

Cette pandémie nous aura démontré une chose : l'inattendu est, comme son nom l'indique, impossible

à prévoir. Ce qui n'exclut pas qu'il soit récupéré, que certains se l'approprient et nous le régurgitent en concept abscons utilisant des mots connus. Être responsable de sa propre santé ne suffit plus; il faut nous faire marcher de notre propre gré vers cet échafaud sanitaire, en nous rendant coupable de la fragilité des autres.

Je vois bien l'arnaque, l'incompétence crasse des politiques – qui n'exclut pas une grande dextérité à réécrire les malheurs pour gagner des voix et conserver le pouvoir. Je vois bien le manque d'humilité des scientifiques qui s'étripent parce qu'ils sont incapables de reconnaître qu'ils n'ont pas de réponse. Je crois sincèrement que j'aurais été prête à entendre un « Nous ne savons pas bien pour l'instant, mais nous travaillons à élucider les choses », typique d'une démarche scientifique telle que je la conçois, et j'ai eu droit à un

Tribune

Ce que l'humanité doit aux vaccins



Jean-Pierre Olivier de Sardan

Chercheur au Lasdel, directeur de recherche au CNRS

Les réticences et les inquiétudes sont nombreuses au sein des opinons publiques africaines face à la future vaccination anti-Covid. Ces réticences et ces inquiétudes existent aussi dans les pays du Nord. Elles reposent pour une part sur différents scandales qui ont mis en cause l'industrie pharmaceutique et sont amplifiées par les théories du complot qui circulent largement sur les réseaux sociaux.

La santé est un domaine particulièrement fertile pour les croyances et la médecine expérimentale est souvent délaissée au profit d'une grande variété de potions magiques et de remèdes miracles. Aussi est-il nécessaire de faire le point sereinement sur ce que les sciences savent et ce qu'elles

ne savent pas à propos de la vaccination contre le Covid-19, afin de permettre une information rigoureuse et des débats sérieux.

Potions magiques

Les essais cliniques randomisés en double aveugle sont à la base de la plupart des progrès spectaculaires de la médecine moderne. Ils constituent le seul moyen de déterminer de façon rigoureuse l'efficacité ou l'innocuité d'un vaccin. Ils représentent aujourd'hui l'un des domaines les plus balisés et contrôlés du monde biomédical. Les procédures de certification du processus d'expérimentation et de mise sur le marché sont devenues particulièrement rigoureuses et ont été respectées pour les principaux vaccins anti-Covid actuellement disponibles.

Il s'agit d'une prouesse biomédicale et non d'une recherche bâclée et hasardeuse.

Les essais de phase 3, chacun sur plusieurs milliers de personnes, ont tous eu lieu dans les pays concernés. La rapidité de mise au point des vaccins a été exceptionnelle. Elle suscite donc des questions et des craintes. Pourtant, les procédures de certification ont été respectées, et il s'agit d'une prouesse biomédicale et non d'une recherche bâclée et hasardeuse. C'est grâce à une exceptionnelle mobilisation de moyens humains et financiers que l'on est parvenu à un tel résultat. Il est dû aussi à l'existence de bonnes connaissances préalables sur les coronavirus et à la mise au point récente de nouvelles techniques biologiques utilisant l'ARN messenger.

« Nous sommes en guerre... » très politique. Soit ! Qu'y puis-je à part demander la porte de sortie ?

Le vaccin, la chloroquine, les médecines traditionnelles africaines... À mes yeux, c'est bonnet blanc, blanc bonnet. Je n'y connais rien, ce n'est pas ma compétence. Je voudrais me référer à des avis éclairés, je ne peux pas. Notre monde a fait voler en éclats l'idée même d'un avis éclairé. Que me reste-t-il ? L'espoir de reprendre le contrôle de ma vie et c'est tout. Si en me vaccinant avec de l'eau de javel, ou une substance inconnue qui me ferait pousser un troisième bras dans le dos, je pouvais expulser ces personnes bruyantes qui s'imposent dans ma vie sans que je ne les ai invitées, décident de me confiner, de m'empêcher et de me contraindre sans me laisser ne serait-ce que la possibilité de réfléchir à ma condition, alors, oui, je veux bien me faire vacciner. Finissons-en ! » JA



VINCENT FOURNIER/JA

Il y a cependant deux maillons faibles, largement décrits dans la presse spécialisée. D'une part les essais en phase 3 se sont déroulés sur une période plus courte que d'ordinaire (quelques mois au lieu d'un an), ce qui n'a pas permis de détecter d'éventuels effets indésirables à moyen terme. Toutefois, en matière vaccinale, la grande majorité des effets indésirables interviennent dans les premiers mois. D'autre part, les personnes ayant participé aux essais n'ont pas toujours été totalement représentatives de la population générale : les personnes âgées par exemple ont été peu incluses. On ne peut exclure que l'efficacité du vaccin ou les effets indésirables varient selon des paramètres qui n'ont pas été testés suffisamment.

Par ailleurs, la durée d'efficacité du vaccin reste inconnue : on ne sait pas encore pendant combien de mois il protège du Covid-19. De même, on ne sait pas encore s'il sera efficace contre des mutations plus importantes du virus. Enfin, comme pour beaucoup de vaccins, des réactions allergiques plus ou moins fortes peuvent survenir chez certains sujets. Néanmoins, compte tenu des taux de morbidité et de mortalité du Covid-19 dans les populations à risques, la vaccination de ces dernières s'impose absolument. Les risques de complications graves ou de décès pour les sujets atteints de Covid-19 sont infiniment supérieurs aux (relativement faibles) risques d'effets indésirables en cas de vaccination.

De même, les graves conséquences d'un développement spontané de l'épidémie jusqu'au moment où une immunité collective serait atteinte dépassent de loin les problèmes que peut poser une vaccination massive. Autrement dit, au niveau de chaque individu comme au niveau de la collectivité, la vaccination est éminemment souhaitable, partout dans le monde. Le rapport entre les avantages et les risques penche largement en sa faveur.

Même si l'Afrique a été relativement épargnée par rapport au reste du monde, elle n'est pas à l'abri d'une seconde vague plus grave. Bien que sa population soit plus jeune et donc moins susceptible de développer des formes graves de la maladie, les sujets à risque sont nombreux (forte prévalence de l'hypertension et du diabète), et les personnes âgées sont très exposées, d'autant plus que les gestes barrières sont en général peu respectés.

Deux filières d'approvisionnement sont en train d'être mises en place. L'une d'entre elles, Covax, regroupe des institutions internationales et distribuera le vaccin anglais (qui peut être conservé à température ambiante) sous une forme subventionnée (en partie ou en totalité) aux systèmes de santé en Afrique. De leur côté, la Chine et la Russie commencent à mettre leurs vaccins à disposition de pays africains.

La vaccination ne sera pas tâche facile sur le continent. Les systèmes de santé sont fragiles et insuffisamment équipés, le monde

rural est souvent enclavé, les populations se méfient des consignes officielles et évitent les formations sanitaires. Le Covid-19 n'est pas un objet de peur du quotidien : confondu avec les nombreuses affections respiratoires aiguës, très peu détecté faute de tests massifs, souvent asymptomatique, il reste encore perçu – à tort – comme une maladie de l'Occident.

Objectif synergie

Seuls les ministères de la Santé des pays concernés sont à même de définir une stratégie vaccinale adaptée aux contextes locaux. Il y a plusieurs options, qui ne peuvent être imposées de l'extérieur. L'appui international (financier et technique) est certes indispensable, mais ne doit en aucun cas se substituer aux compétences nationales qu'il faut au contraire développer (pharmacovigilance, recherches vaccinales, sciences sociales). La vaccination contre le Covid-19 doit être l'occasion de renforcer les systèmes de santé dans l'ensemble de leurs missions. L'objectif doit être la synergie des vaccinations, non la concurrence.

Face aux peurs, face aux rumeurs, face aux hésitations, il faut absolument tenter de convaincre nos collègues et nos entourages des bénéfices du vaccin : il va éviter de très nombreux décès. Il faut aussi rappeler tout ce que l'humanité doit (et le continent) aux vaccins. Fièvre jaune, rougeole, méningite, polio, choléra... : combien de millions de vies épargnées ? Ne l'oublions pas ! JA



BURKINA FASO

ROCH MARC CHRISTIAN KABORÉ

Un nouveau mandat pour une nation stable, prospère et juste pour tous.

Roch Marc Christian Kaboré a remporté l'élection présidentielle du 22 novembre 2020, dès le premier tour avec 57,87 % des suffrages. Il entame ainsi un second mandat placé sous de bons auspices.



Le président Roch Marc Christian Kaboré prête serment lors de son investiture.

Son premier mandat s'était déroulé dans un contexte difficile marqué dès ses premières semaines par la recrudescence d'attaques terroristes djihadistes. Il est pourtant parvenu à tenir nombre de ses engagements gravés dans le Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020). Il a remis son pays sur le chemin de la réconciliation et en a fait, grâce au retour de la croissance, l'un des plus compétitifs d'Afrique de l'Ouest, malgré les blocages entraînés par de nombreux conflits sociaux.

La réconciliation des Burkinabè, la consolidation de la paix et de la cohésion sociale sont l'un des fils conducteurs des programmes du président depuis 2016.

Le second mandat de Roch Marc Christian Kaboré consolidera ces acquis et poursuivra l'ambition de faire du Burkina Faso, une nation stable, prospère et juste pour tous.

REMPORTER LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME

Pour cela, le Burkina Faso, avec ses alliés ouest-africains et internationaux, devra continuer d'enregistrer des victoires contre le terrorisme. C'est le cas depuis plusieurs mois dans le triangle du Liptako-Gourma, entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, désigné comme un objectif stratégique lors du sommet du G5 Sahel de janvier 2020 à Pau en France. Le combat est encore long et pour remporter ce défi de la sécurité, il faudra poursuivre l'augmentation des effectifs et des moyens des forces de défense et de sécurité, ainsi que la coopération au sein du G5 Sahel, comme le prévoit le programme du président. Au Burkina Faso, l'apport des Volontaires pour la défense de la Patrie (VDP) recrutés depuis 2020 sur la base du volontariat et placés sous encadrement des forces armées, sera également décisif.

CONSOLIDER LA COHÉSION SOCIALE

Roch Marc Christian Kaboré entend organiser dès le premier semestre 2021 un Forum de réconciliation déterminant avec l'ensemble des forces vives de la Nation. La réconciliation des Burkinabè, la consolidation de la paix et de la cohésion sociale sont l'un des fils conducteurs de ses programmes depuis 2016.

MODERNISER L'ÉTAT

Le chef de l'État souhaite poursuivre la modernisation de l'État et de l'administration débutée lors de son premier mandat, afin de les rendre toujours plus efficaces. Dans la même perspective, la décentralisation, dont la mise en œuvre a été ralentie depuis 2016, doit ouvrir des horizons plus larges aux régions.

RENFORCER LA DÉMOCRATIE ET L'ÉTAT DE DROIT

L'adoption du projet de nouvelle Constitution, qui entend garantir la séparation des pouvoirs et renforcer le pluralisme politique, sera un moment important du futur quinquennat. Lors du précédent mandat, l'indépendance de la justice avait déjà été consacrée à travers plusieurs mesures, dont l'autonomisation du Conseil Supérieur de la Magistrature et l'abolition, en 2018, de la peine de mort.

TRANSFORMER L'ÉCONOMIE

Un autre chantier majeur concerne la transformation structurelle de l'économie. Il s'agit notamment de la création de pôles de croissance et de zones économiques spéciales dédiés à l'agriculture, à l'industrie, aux mines, aux TIC ou encore au tourisme, et dont certains ont déjà démarré. Les réformes de l'environnement des affaires réalisées dans tous les secteurs de production depuis cinq ans (investissement, production d'énergie, agriculture, mines...) montreront leur efficacité. Les institutions créées depuis 2017, telles que la Caisse des dépôts



Le président Roch Marc Christian Kaboré au milieu de son nouveau gouvernement.

et consignation et la Banque agricole du Faso amélioreront le rendement du secteur privé, alors qu'une banque dédiée aux PME-PMI est en cours de création.

Le programme présidentiel en 10 points

- I** - Gagner le pari de la sécurité et de la stabilité du pays
- II** - Renforcer la démocratie, réconcilier les burkinabè et consolider la paix et la cohésion sociale
- III** - Renforcer le processus de décentralisation
- IV** - Réformer l'État
- V** - Consolider l'investissement dans le bien-être social
- VI** - Asseoir l'économie du savoir et bâtir l'école de demain
- VII** - Gagner le pari de l'emploi des jeunes et des femmes
- VIII** - Améliorer le rendement du secteur privé
- IX** - Assurer un développement durable
- X** - Relever les grands défis sectoriels

DES INFRASTRUCTURES DE BASE AU SERVICE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES

Pour remporter ces défis économiques, les investissements dans les infrastructures de base consentis depuis 2016, essentiellement publics, mais aussi privés, vont se poursuivre. Ils ont déjà permis d'augmenter la production d'électricité, en particulier issue d'énergie solaire. Le président ambitionne dans ce secteur de porter la capacité disponible de 800 à 1 500 MW en 2025. Outre l'accroissement du réseau routier bitumé, le précédent mandat avait aussi été marqué par l'augmentation des capacités de stockage d'eau, indispensable à l'agriculture, principal employeur du pays, avec notamment l'inauguration, en novembre 2019, du barrage de Samendéni, attendu depuis des décennies.

BIEN-ÊTRE SOCIAL

Puisqu'une économie ne saurait être performante sans des citoyens en bonne santé, le président va poursuivre les investissements dans le système sanitaire, à travers notamment le recrutement d'agents et la construction d'infrastructures, l'une des réussites du mandat précédent. L'un de ses engagements emblématiques a consisté, dès 2016, à rendre gratuits les soins de santé pour les femmes enceintes et les

enfants de moins de cinq ans. Cette mesure, qui s'est soldée par la réalisation de plus de 59 millions d'actes gratuits, a été élargie aux personnes vulnérables, à la planification familiale et au dépistage des cancers féminins.

ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOIS

Pour « gagner le pari de l'emploi des jeunes et des femmes », « asseoir l'économie du savoir et bâtir l'école de demain », deux des dix objectifs majeurs du programme présidentiel, Roch Marc Christian Kaboré ambitionne de consacrer progressivement 30% du budget à l'éducation, pour former toujours plus d'enseignants et construire plus d'infrastructures scolaires. Une attention particulière continuera d'être accordée à la formation professionnelle, afin de mieux faire coïncider formation et offres d'emplois. Au final, le but reste le même, créer toujours plus d'activités formelles, notamment pour les jeunes et les femmes : 600 000 emplois sont attendus d'ici 2025.

www.presidencedu.faso.bf

 @presidence.bf

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

En juin 2020, une attaque terroriste visait le camp militaire de Kafolo, dans le Nord-Est, marquant un tournant dans la stratégie des jihadistes. Six mois plus tard, l'armée a ajusté sa riposte. Mais la menace demeure insaisissable.

CÔTE D'IVOIRE

La guerre des nerfs

37

RD CongoJoseph Kabila
dos au mur

40

ONU

SOS racisme !

44

CamerounJean Rameau Sokoudjou,
roi rebelle des Bamendjou

Au poste-frontière
entre la Côte
d'Ivoire et le
Mali, à la fin de
décembre 2020.



VINCENT DUHEM

VINCENT DUHEM, ENVOYÉ SPÉCIAL

C'est un préfabriqué vert pastel au milieu d'un terrain vague, comme abandonné à la va-vite. Le bâtiment est criblé de balles, ses portes ont été arrachées. À l'intérieur, plusieurs dizaines de lits de camp ont été laissés là. Une sandale, une paire de lunettes de soleil cassée, des boîtes de conserve, des canettes de Cody's et quelques casseroles jonchent le sol... Il y a quelques mois encore, ce camp assez sommaire, situé à l'entrée de Kafolo, dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, accueillait un détachement de l'armée. Dans la nuit du 10 au 11 juin 2020, il a été la cible d'une violente attaque jihadiste, au cours de laquelle quatorze militaires ont péri. La deuxième en territoire ivoirien, après celle de Grand-Bassam, en mars 2016, mais la première du genre dans cette région frontalière avec le Burkina Faso.

Cela faisait plusieurs mois que la menace se rapprochait. En juin 2019, plusieurs personnes suspectes avaient été signalées dans la zone de Ouangolodougou. D'autres l'avaient ensuite été vers Nasian. L'armée avait alors déclenché l'opération Frontière étanche et dépêché des renforts dans le Nord. Dans les jours précédant l'assaut, le chef d'état-major avait décroché son téléphone pour prévenir le camp d'un risque d'attaque imminent. Le jour même, une patrouille avait été menée, sans rien relever de particulier, et la troupe était partie se coucher avec le sentiment du devoir accompli.

Feu nourri

Quelques heures plus tard, dans la nuit noire, les habitants sont réveillés par des tirs nourris. Il est 3 h 02. Les assaillants sont une quarantaine. Certains ont traversé le fleuve Comoé à la nage, d'autres sont arrivés à moto, mais la majorité se déplace à pied. Ils sont divisés en trois groupes.

L'un attaque un petit poste mixte composé de militaires, de douaniers et de gendarmes à l'entrée nord du village. Il longe ensuite le camp des rangers de l'Office ivoirien des parcs et des réserves (OIPR) et fonce vers la base des militaires. Le feu est nourri. Il vient du sud, de l'est depuis le parc de la Comoé, et de l'ouest, où se trouve un cimetière. En jargon militaire, on appelle ça une « triangulaire ».

« L'attaque a duré quarante-cinq minutes. Deux véhicules de l'armée ont été détruits. On a retrouvé des soldats cachés dans le village. Les assaillants avaient calculé le temps qu'il faudrait aux renforts postés à Kong pour arriver, explique une source militaire ivoirienne. Ils étaient très bien organisés, armés de kalachnikovs, de mitrailleuses PKM, de RPG et de fusils à crosse pliables assez modernes, utilisés notamment par quelques unités de l'armée burkinabè. Certains sont repartis vers le Burkina en traversant le village à pied. D'autres se sont engouffrés dans le parc. »

Casquette Levis, polo Eden Park, paire de Converse : Bamba Tiemoko est le chef du village. Il n'a rien oublié de cette soirée. « On a cru qu'on allait tous mourir. Personne n'a osé revenir au champ pendant deux semaines. Depuis, on est beaucoup plus vigilants et méfiants. Dès qu'un étranger arrive, on le signale aux autorités », raconte ce producteur d'anacarde.

L'attaque n'a jamais été revendiquée. Pour les autorités ivoiriennes, il ne fait toutefois aucun doute qu'il s'agissait d'une action de représailles en réponse à l'opération de ratisage menée au mois de mai 2020. Celle-ci visait un groupe d'une cinquantaine de combattants dirigés par un Burkinabè, Rasmane Dramane Sidibé, alias Hamza. Ses hommes sont à la fois liés à la katiba Macina, du Malien Amadou Koufa, filiale du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), d'Iyad Ag Ghaly, et à la faction burkinabè Ansarul Islam.

Kalachnikovs usagées

C'est l'un des principaux lieutenants de Hamza, Ali Sidibé, dit Sofiane, qui est accusé d'être le commanditaire de l'attaque de Kafolo. Arrêté quelques jours après par la gendarmerie ivoirienne à Bondoukou, car trahi par son téléphone alors qu'il s'apprêtait à embarquer dans un minicar, ce berger connu de tous à Kafolo venait régulièrement y acheter et y vendre des bœufs. À la mi-décembre, il a participé à une reconstitution des faits. Plutôt coopératif, il a notamment révélé l'existence d'une cache d'armes, où quelques kalachnikovs usagées ont été retrouvées, et il a donné de précieuses informations sur le mode de financement du groupe.

Les autres arrestations effectuées par la suite et l'exploitation des téléphones et moyens de communication saisis ont permis aux autorités de mieux connaître cet embryon de cellule jihadiste. « C'était un groupe en gestation dont la base se trouvait à Alidoukou, de l'autre côté



Lors de l'hommage rendu à Abidjan aux 14 militaires tués à Kafolo, dans la nuit du 10 au 11 juin 2020.

de la frontière, confie un haut gradé de l'armée ivoirienne. Avant l'opération du mois de mai, il n'avait pas particulièrement prévu de s'en prendre à la Côte d'Ivoire. Initialement, leur chef n'était d'ailleurs pas favorable à cette attaque. Il considérait le territoire ivoirien non comme une zone de combat, mais comme une zone de repli et de ravitaillement. Il tentait d'étendre son influence. » Selon nos informations, le fameux Hamza avait même épousé une femme ivoirienne originaire de la région.

Six mois après les faits, les forces armées ivoiriennes ont renforcé leur dispositif dans la zone. Une centaine de militaires sont désormais stationnés à Kafolo – un autre groupe est positionné un peu plus loin, à Bavé. Ils effectuent des patrouilles dans le parc de la Comoé, assistés d'un hélicoptère basé à Kong. Ce matin de décembre, le vent frais de l'harmattan souffle sur le village. À la lumière de l'aube, plusieurs soldats déambulent devant le camp de l'OIPR, où ils sont logés en attendant la construction d'une nouvelle base. D'autres sont assis sous un arbre alors qu'un gendarme contrôle un véhicule de transport sur le pont traversant le fleuve. À la saison des pluies, cette vaste étendue d'eau devient une barrière presque infranchissable, mais, ce jour-là, elle est par endroits asséchée, facilitant les infiltrations dans le parc.

Bien que la zone soit classée rouge par le ministère français des Affaires étrangères, la menace semble moindre aujourd'hui. « Le coup de filet de l'armée après l'attaque a



SIA KAMBOU/AFP

emporté une partie du réseau du groupe. Il a été considérablement affaibli, assure une source sécuritaire française. Mais il a toujours la volonté de porter des coups, et il y a un risque de glissement, car ses membres vont sûrement chercher de nouvelles zones où s'établir, et la Comoé est attractive, notamment par sa situation géographique. »

Cette immense réserve naturelle s'étire sur plus de 11 000 kilomètres. Ses savanes boisées, sa forêt parfois dense et rocailleuse et son relief en font un sanctuaire idéal. « C'est aussi une zone poreuse, enclavée et abandonnée par l'État, où la population est livrée à elle-même », souligne la même source.

Plusieurs enlèvements ont eu lieu ces derniers mois un peu plus à l'est, près de Doropo. À la mi-novembre, un riche éleveur de cette localité frontalière du Burkina Faso a été kidnappé par des hommes armés de kalachnikovs. Il a été libéré quelques jours plus tard, après le paiement d'une rançon de 6,2 millions de F CFA (9452 euros). S'ils ne sont pas l'apanage des groupes terroristes, braquages et enlèvements sont une de leurs sources de financement.

Engagée au sein de la Mission de maintien de la paix des Nations unies au Mali (Minusma), l'armée ivoirienne a été endeuillée par la mort de quatre soldats le 13 janvier. Sur leur sol, les autorités ont ouvert un nouveau front dans leur stratégie de lutte contre la menace jihadiste. Au début d'octobre, elles ont été alertées par les services de renseignements maliens de la présence d'individus armés au nord de Tengrela et

dans la forêt classée de Gbeleban (Nord-Ouest), aux frontières du Mali et de la Guinée.

À Tengrela, la psychose s'installe rapidement. On évoque une attaque imminente, une ville déjà infiltrée. Un hélicoptère de l'armée la survole jour et nuit. Des détachements arrivent de Kong, Korhogo et Séguéla. « Il y a eu plus de peur que de mal », assure un haut gradé, qui évoque néanmoins « des mouvements suspects de personnes armées traversant la frontière ».

Ces hommes armés, les habitants de ce petit village lové en pleine savane, tout près de la frontière malienne, disent les avoir vus. C'était au cours de la première quinzaine de décembre, racontent-ils. En plein milieu de la nuit, une femme enceinte et son père s'apprêtent à prendre la direction de l'hôpital de Tengrela quand ils croisent la route de trois hommes à moto, qu'ils décrivent comme étant « de type sahélien ». L'un d'eux les menace de son arme et dit : « On ne veut pas vous faire de mal. Mais si vous dites que nous sommes là, on revient tous vous tuer. » La nuit suivante, des motos traverseront le village. Personne ne sait vers où elles se dirigeaient, mais plusieurs sources sécuritaires évoquent un processus de recolonisation de la forêt de Misseni, située un peu plus à l'est, en territoire malien. Il y a plusieurs années, la katiba Khalid Ibn al Walid, de Souleymane Keïta, une branche d'Ansar Eddine, s'y était déjà établie avant d'être démantelée par l'armée malienne, en 2016.

Ces différentes alertes ont conduit à accélérer la mise en place d'une zone opérationnelle dans le Nord, qui disposera d'un commandement unique pour les opérations militaires. Après Frontière étanche, l'armée mène désormais deux autres opérations temporaires : Rétorsion et Muraille du Nord. À Tengrela, la présence de la grande muette est discrète. Les hommes du Bataillon de sécurisation du Nord-Ouest (BSNO) ont pris position dans le centre-ville dans une concession abandonnée. Des éléments des forces spéciales sont installés dans une villa mitoyenne de la préfecture. Des patrouilles sont organisées dans les villages où les militaires tentent d'étendre leur réseau de renseignement.

Fièvre de l'or

Un matin, dans la petite bourgade de Namiasso, Seydou Koné a vu subitement sortir de la brousse deux véhicules de l'armée, intrigués par les pétarades de sa moto. Il se dit rassuré par leur présence. « Le principal

problème, c'est la surveillance de la frontière avec le Mali. Depuis qu'elle est officiellement fermée aux personnes dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, les gens empruntent les pistes, surtout durant la saison sèche. Ça rend les contrôles presque impossibles », déplore un militaire basé à Tengrela.

Dire que la frontière est poreuse est un euphémisme. C'est un dédale de pistes qu'il faut bien connaître sous peine de s'y perdre. Tous les jours à la nuit tombée, des minibus bondés quittent la gare routière de Tengrela pour le Mali. Située de l'autre côté de la frontière, la jeunesse de Kadiana fait régulièrement le chemin inverse. Le soir, à la terrasse des maquis de Tengrela, des adolescents font le show sur leurs motos pour impressionner les filles. Certains viennent travailler dans les dizaines de mines d'or qui ont fleuri dans le nord et le centre de la Côte d'Ivoire.

Cette fièvre de l'or inquiète tout particulièrement les autorités. Les mines font naître des flux de populations et représentent une importante manne financière. Il y a un an, des bergers suivis par les services de renseignements ivoiriens avaient tenté de prendre le contrôle de certains sites d'orpaillage et d'y faire travailler des membres de leur famille. « Contrairement à ce qui s'est passé au Mali ou au Burkina Faso, l'islam radical n'a pas pénétré le nord de la Côte d'Ivoire grâce à des investissements massifs dans le social. Il a en revanche profité de l'important flux migratoire venu du Sahel pour faire du prosélytisme auprès des communautés locales. Il y a un risque de voir l'identité sénoufo, dont la culture représente une digue contre l'extrémisme, submergée », s'inquiète le chercheur Lassina Diarra, spécialiste du terrorisme en Afrique de l'Ouest.

Racket

À Kafolo, les services de sécurité sont tombés des nues en découvrant le niveau de complicité des populations locales avec le groupe jihadiste, composé en grande majorité de Peuls. L'un d'entre eux, un berger qui tenait également une boutique, jouait un rôle d'informateur. Un autre lui procurait de la nourriture et de l'argent. « La veille de l'attaque, certains habitants avaient comme par hasard disparu. Dans les campements, ils étaient avertis à chaque fois qu'une patrouille de l'armée démarrait », affirme une source sécuritaire française. « Il y a toujours eu beaucoup de passage, notamment de bergers

**« ON ENTEND
QUE NOS FRÈRES
DU MALI ET DU
BURKINA ONT DES
PROBLÈMES [AVEC
LES JIHADISTES],
ALORS ON A PEUR. »**



Site d'orpaillage à Papara, au nord-est de Tengrela. Dans la région, les mines représentent une importante manne financière.

peuls, dans cette zone. Certains membres du groupe étaient connus de tous ici. Ils y avaient des parents. Mais la majorité ignorait tout de leurs activités terroristes » nuance le chef du village, qui précise qu'il n'y a plus aujourd'hui qu'une habitante d'origine peule à Kafolo, une femme dont le mari a été arrêté par l'armée.

« Ces populations risquent d'être davantage stigmatisées. Dans leurs conflits avec les agriculteurs, les bergers s'estiment souvent lésés. Ils se plaignent du racket des forces de défense et de sécurité, qui profitent de leur situation particulière », explique Lassina Diarra. Créé au nord de Tengrela en 1963 par des bergers venus du Burkina Faso, Flagadougou est le plus vieux village peul de Côte d'Ivoire. S'ils bénéficient de l'électricité et d'une école depuis deux ans, ses habitants y vivent toujours de manière traditionnelle dans de petites maisons faites de briques de terre. Assis à l'ombre d'un arbre, Siaka Sidibé est le frère du chef du village. Petite barbichette grisonnante, cet homme d'une cinquantaine d'années au visage émacié exprime son inquiétude. « On entend que nos frères du Mali et du Burkina ont des problèmes, dit-il, le chèche qui lui couvre la tête balayé par le vent. Alors forcément, on a peur. Pourtant, ici, notre situation s'est considérablement améliorée. Mais nous sommes encore vus comme des étrangers. Ce que l'on veut, c'est avoir la nationalité ivoirienne. » **DA**



HUGH KINSELLA CUNNINGHAM/EPAINA/XXXPP

Depuis qu'il a rejoint son fief de Kashamata, le leader du FCC observe un curieux silence.

Joseph Kabila dos au mur

Face au démembrement de sa majorité, l'ancien président, qui s'est retiré dans le Katanga depuis le début du mois de décembre 2020, tente d'organiser la contre-attaque. Mais peut-il encore empêcher l'inéluctable?

ROMAIN GRAS

Retiré dans sa ferme de Kashamata, près de Lubumbashi, Joseph Kabila parvient-il à rester serein? Loin de la bouillonnante capitale, où il ne s'est pas toujours senti à son aise, celui qui se définit volontiers comme un « passionné d'agriculture » est ici dans son élément. Sur des centaines d'hectares, on y cultive du maïs, on y élève des poulets et on y produit des œufs... « La propriété donne aussi sur un grand

lac rempli de tilapias, assure l'un de ses récents visiteurs. C'est un endroit paisible, loin de l'agitation politique de Kinshasa. »

Depuis qu'il a rejoint son fief katan-gais, au début de décembre, Joseph Kabila observe un curieux silence. Rares sont les invités qui acceptent d'évoquer le quotidien de l'ancien président. « Cela faisait deux ans qu'il n'avait pas mis les pieds dans le Katanga, esquivant un élu du Front commun pour le Congo (FCC). Il a surtout fait ce voyage pour des raisons familiales puisque sa mère, Mama Sifa,

réside à Lubumbashi. » Notre interlocuteur s'est rendu dans la résidence qui surplombe le vaste domaine de Kashamata, mais lui non plus ne tient pas à lever le mystère.

Il fait pourtant peu de doute que la politique occupe les pensées de l'ancien président. Comment pourrait-il en être autrement? Le 6 décembre dernier, son successeur au sommet de l'État a annoncé qu'il mettait fin à leur alliance de circonstance. Kabila assiste depuis au démembrement de sa majorité. De tous les scénarios envisagés au début du mandat de Félix Tshisekedi, →



Félix Tshisekedi recevant l'écharpe présidentielle des mains de son prédécesseur, Joseph Kabila, après avoir prêté serment à Kinshasa, le 24 janvier 2019.

JÉRÔME DELAY/AP/SPA

→ celui qui se déroule aujourd'hui est le plus improbable. Celui sur lequel personne n'aurait parié.

Moins d'une semaine plus tard, le raïs s'envolait pour le Katanga. Direction Kolwezi tout d'abord, où il atterrit le 11 décembre et où l'attend une foule enthousiaste. Pantalon sombre et chemisette, Joseph Kabila a soin d'afficher une certaine décontraction. La veille, pourtant, il subissait un nouveau camouflet quand Jeanine Mabunda, présidente de l'Assemblée nationale et pièce maîtresse du dispositif qu'il a mis sur pied pour contrer Félix Tshisekedi, était destituée. Kabila le sait : la chute de sa protégée est le résultat d'un vote qui n'aurait pas pu aboutir si plusieurs membres du FCC ne l'avaient pas lâché. Une semaine plus tard, il pose ses valises dans la périphérie lushoïse.

C'est donc à 2300 km de Kinshasa qu'il suit, épisode par épisode, le thriller politique qui anime la capitale et qu'il assiste, impuissant, à l'hémorragie que subit le FCC. Dans ce mercato de grande ampleur, où se négocient

allégeances politiques et futurs postes, il observe ses anciens lieutenants, ex-ministres ou députés, annoncer un à un leur ralliement au chef de l'État.

Édifice fissuré

Certaines défections l'ont sans doute pris de court. Ainsi celle de Lambert Mende, son ancien ministre et porte-parole, connu pour son verbe tranchant. D'autres, comme celle de Modeste Bahati Lukwebo, ne le surprennent pas. Patron de la deuxième force du FCC, Bahati avait été mis au ban de la coalition il y a déjà plusieurs mois. Joseph Kabila ne lui avait pas pardonné de s'être porté candidat à la présidence du Sénat face à Alexis Thambwe Mwamba, auquel il avait apporté son soutien. Courtisé depuis par les proches de Tshisekedi, Bahati a été nommé « informateur », le 1^{er} janvier, et travaille à la constitution d'une nouvelle majorité. S'il y parvient, l'ancien président basculera officiellement dans l'opposition.

Kabila se sent-il trahi, lui qui a longtemps été le chef d'orchestre de ce type

de manœuvre ? « Il est surtout inquiet de voir l'évolution du pays deux ans après avoir été à l'origine de la première passation de pouvoirs pacifique, assure l'un des visiteurs. Mais il n'est pas naïf, et encore moins du genre à s'apitoyer sur lui-même. Il ne découvre pas aujourd'hui qu'il existe des opportunistes en politique. » D'autres tiennent des discours plus alarmistes. Ce n'est pas l'isolement de Kabila qui les inquiète, mais des menaces dont ils ne précisent pas la nature et qui viseraient directement l'ancien président. « Kabila est un ancien militaire, il est serein, mais il y a des coïncidences bizarres », assure Séraphin Ngwej, ancien ambassadeur itinérant du raïs. Interrogé à ce sujet, un membre de l'entourage du chef de l'État fustige des « craintes imaginaires ».

Coincé entre un ancien allié déterminé à détricoter l'accord dans lequel il s'était engagé et des personnalités qui lui vouent une hostilité farouche, tels Moïse Katumbi ou Jean-Pierre Bemba, Kabila est pris en étau. Dans son entourage, beaucoup s'interrogent :

comment le FCC, sorti des élections de la fin 2018 avec une majorité confortable, en est-il arrivé là ?

Après une première année passée à négocier chacun des postes à pourvoir, empêchant Félix Tshisekedi de mener des réformes, l'ancien président semblait s'être assuré une relative maîtrise des institutions. Mais, de l'armée à la magistrature, l'édifice s'est progressivement fissuré sous les assauts répétés d'un Tshisekedi en quête d'émancipation et poussé à la rupture par son camp autant que par certaines chancelleries. Pour expliquer ce déclin qu'ils ne parviennent pas à enrayer, des proches de Kabila évoquent des décisions contraires à la Constitution, dont la nomination d'un informateur sans que le gouvernement ait démissionné. D'autres parlent de « députés achetés » pour rejoindre l'Union sacrée – le nom de la nouvelle coalition de Tshisekedi – moyennant des sommes allant, selon eux, de 7 000 à 10 000 dollars. « Plusieurs élus ont aussi quitté le FCC parce qu'ils ont reçu des menaces évoquant de possibles ennuis judiciaires », assure Félix Kabange Numbi, député et ancien ministre de Kabila, qui dénonce une « opération de blanchisserie ». « Mais il est vrai que certains sont partis pour obtenir des postes ou parce qu'ils étaient frustrés ou aigris », concède Félix Kabange Numbi.

Base arrière

Au sein du FCC, des voix se sont élevées pour demander à la coalition de faire son examen de conscience, surtout depuis la chute du bureau de Jeanine Mabunda, qui a retenti comme un coup de semonce. Néhémie Mwilanya, le coordonnateur du FCC, et Emmanuel Ramazani Shadary, dauphin de Kabila en décembre 2018, se sont notamment retrouvés au cœur des critiques. Plusieurs cadres ont appelé à un renouvellement de la direction du FCC. « Aujourd'hui, certains nous reprochent d'avoir défendu l'accord avec Félix Tshisekedi. Ils nous tiennent pour responsables de la situation et ne comprennent pas pourquoi on s'est engagés dans un partage du pouvoir », nous confiait un ancien

pont du régime Kabila, peu avant la fin de la coalition.

Joseph Kabila se trouve contraint de trouver des solutions, et sa ferme de Kashamata est devenue sa base arrière. Ses fidèles tentent d'y organiser la contre-attaque. Nombreux sont les caciques du FCC qui ont fait le déplacement dans le Haut-Katanga depuis qu'il y a pris ses quartiers. À la fin de décembre, Néhémie Mwilanya et Emmanuel Ramazani Shadary y ont effectué un court séjour, rejoignant la poignée de fidèles qui accompagne Kabila depuis le début de son périple. Certains ont déjà leur résidence en ville, d'autres se sont simplement installés à l'hôtel Pullman Grand Karavia. De là, il suffit d'emprunter la route de contournement de Lubumbashi pour se rendre à Kashamata. En fonction de ses invités, de leur nombre et de leur qualité, Kabila reçoit sous l'une des paillotes de sa propriété ou à l'intérieur même de sa résidence.

L'ex-chef de l'État a mis en place une cellule de crise composée de plusieurs députés et cadres du FCC. Emmenés par l'ancien ministre des Affaires étrangères Raymond Tshibanda, qui joue un rôle central autour de Kabila dans cette crise, ils se sont rendus une première fois auprès de Joseph Kabila le 21 décembre. Leur mission : sortir le FCC de l'ornière. Après de premiers échanges avec les élus restés fidèles au FCC, cinq options ont été retenues. Il y a notamment celle qui consiste à rejeter en bloc toute action de Félix Tshisekedi. Elle se traduit notamment par les critiques dirigées contre le bureau d'âge de l'Assemblée nationale, qui assure l'intérim du bureau Mabunda et outrepasserait ses compétences. Une autre, plus audacieuse, préconise de jouer le jeu des

L'ANCIEN CHEF DE L'ÉTAT A MIS EN PLACE UNE CELLULE DE CRISE COMPOSÉE DE PLUSIEURS DÉPUTÉS ET CADRES DE SA COALITION, LE FCC.

négociations afin d'obtenir une place au sein de l'Union sacrée.

Les avis sont partagés, explique une source au sein du FCC : certains plaident pour que tout soit mis en œuvre afin de récupérer la majorité parlementaire à l'Assemblée nationale et de prendre le contrôle du futur bureau, quand d'autres estiment qu'il serait plus judicieux de rejoindre tout simplement l'opposition. « On s'y prépare, après tout, il n'y a que deux ans à faire [avant les prochaines élections] », lâche un membre du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), la formation de l'ancien président. « Le passage dans l'opposition est une mesure extrême et de dernier recours, tempère Félix Kabange Numbi. Chaque option a un prix, Joseph Kabila nous a donc demandé de nous entendre avec les députés pour savoir quelle option privilégier. C'est notre avenir commun qui se joue. »

Divisions

Aucune stratégie n'a pour le moment été arrêtée, mais les consultations se poursuivent, tandis qu'à Kinshasa les négociations entre les leaders de l'Union sacrée s'éternisent. Félix Tshisekedi, conscient qu'il doit satisfaire les transfuges du FCC pour valider sa majorité, se heurte aux réticences de Moïse Katumbi et de Jean-Pierre Bemba, qui souhaitent aussi des postes. Mais même si le président a besoin de leurs députés, il est aussi soucieux de contenir leur influence dans les futures institutions, puisqu'ils pourraient être de sérieux adversaires en 2023.

L'Union sacrée, grâce à laquelle Tshisekedi a réussi à isoler Kabila, reste donc un ensemble fragile en quête de cohérence. Certains visiteurs de Kashamata assurent d'ailleurs ne pas avoir renoncé à une improbable opération de reconquête de la majorité. Reste à savoir si l'ex-chef de l'État saura, comme il l'a fait par le passé, exploiter les divisions de ses adversaires. « Le message que nous faisons passer, insiste un membre de la cellule de crise de Kabila, c'est qu'il est encore tant de rentrer au bercail. » **JA**

SOS racisme!

Propos méprisants, carrières bloquées, licenciements abusifs... Le personnel de l'ONU d'origine africaine est-il brimé et ostracisé en raison de sa couleur de peau? **Enquête.**

MARIÈME SOUMARÉ

« Lorsque vous intégrez les Nations unies, entièrement pensées et créées sur la base de l'égalité et des droits humains, vous ne pouvez pas imaginer de tels comportements. Certains collègues m'avaient prévenu, à mots couverts, dès mon arrivée. Mais j'étais dans le déni. Jusqu'à ce que je fasse à mon tour l'expérience de la discrimination, de ces regards méprisants, de ces collègues qui quittent les réunions que vous présidez avec de fausses excuses. »

Ce témoignage, c'est celui d'un ancien haut responsable du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap). Congédié au bout de deux ans, il explique à JA avoir été victime de discrimination. Et, à l'en croire, il est loin d'être le seul.

« Les règles internes de l'ONU sont impressionnantes, sa structure administrative est irréprochable, poursuit-il. Mais certaines personnes au sein de l'organisation, où le climat est extrêmement compétitif, s'allient à notre détriment à nous, les Africains. » Malgré la peur des représailles et sans se faire trop d'illusions, il décide de porter plainte devant un organe interne de l'ONU quelques mois après avoir été poussé vers la sortie.

Nous sommes en juin 2020. Sur tous les écrans du monde défilent les images de la lente agonie de George Floyd, un Africain-Américain tué le 25 mai par un policier à Minneapolis. Sa mort a déclenché un tollé, et la colère s'est infiltrée jusque dans les couloirs feutrés de l'ONU. « J'avais besoin de porter plainte, confie notre interlocuteur, qui a tenu à conserver

l'anonymat. Je me suis dit que, même si cela ne rétablissait pas l'injustice dont j'avais été victime, cela pourrait être utile un jour. Comme une empreinte formelle de ce qui est arrivé. »

L'ONU est-elle prête à avoir avec elle-même « une conversation honnête au sujet du racisme » ? C'est ce à quoi s'est engagé son secrétaire général, António Guterres, qui a reconnu lui-même, le 4 juin 2020, que ce fléau « existe également au sein des Nations unies ». « Nous n'avons pas suffisamment prêté attention aux préjugés racistes et à la discrimination », a-t-il admis devant les membres de l'ONU, auxquels il a promis « un plan d'action » et un débat ouvert. Les ambassadeurs et les représentants permanents des pays africains auprès de l'ONU ont hâte d'y participer. Le 30 décembre 2020, ils ont rédigé une déclaration intitulée « Unis contre le racisme et la discrimination raciale, et contre toutes les autres formes d'intolérance aux Nations unies » – que la mission d'observation de l'UA auprès de l'ONU a transmise à Guterres le 4 janvier 2021.

Florilège

Ses signataires soulignent les plaintes qui leur sont fréquemment adressées et qui prouveraient l'existence d'« une discrimination généralisée », laquelle ferait obstacle au recrutement et à la promotion des personnes visées. « Nous encourageons fortement le secrétaire général à intensifier ses efforts pour mettre en place des mesures visant à éliminer toute forme de racisme ou de discrimination », concluent les diplomates.

Tous les ambassadeurs contactés par JA confirment, sous le couvert



de l'anonymat, avoir reçu ce genre de plaintes. Parfois depuis des lustres. Tous évoquent leur désir de voir les choses changer, et le système réformé. « Nous avons reçu de nombreux témoignages d'Africains dont la promotion ou l'avancement sont gelés depuis des années et qui observent, au-delà de leur cas individuel, un problème très répandu », déclare l'un de ces diplomates.

À l'en croire, c'est une enquête interne inédite sur la perception du racisme aux Nations unies qui a contribué à délier les langues. Dans cette enquête, menée en juin 2020 par United Nations People of African Descent (Unpad, chargé de faire le lien



LI MUZIXINHUA-REA

entre l'administration de l'ONU et ses membres d'origine africaine), 52 % des 2857 personnes interrogées affirment avoir été victimes de racisme.

Carrières bloquées, mépris, exclusion, sanctions disproportionnées, harcèlement, discrimination... Le rapport d'enquête cite de nombreux exemples concrets. « Le recrutement est fondé sur le critère de la race », soutient un sondé. « Quand il s'agit de réduire les effectifs, les employés d'origine africaine sont souvent les premiers visés », dénonce un autre.

Quant aux « micro-agressions », elles n'ont rien d'original, mais ont de quoi étonner de la part d'une organisation internationale et multiculturelle.

Florilège : « Un collègue a parlé des Africains comme de personnes qui vivent encore dans les arbres » ; « un collègue a fait remarquer que je n'avais pas besoin qu'on me dépose en voiture parce que je courais vite, grâce à mon patrimoine génétique » ; « on m'a complimenté sur mon élocution,

**PLUS DE LA MOITIÉ DES
CADRES ET EMPLOYÉS
INTERROGÉS EN
JUN 2020 AFFIRMAIENT
AVOIR ÉTÉ VICTIMES
DE DISCRIMINATIONS.**

en me disant que je parlais comme si j'avais été élevé dans un autre pays [que le mien] » ; « quand je me suis plaint d'un acte de racisme flagrant, on m'a dit que j'étais trop sensible et que je n'avais pas d'humour »...

« On pourrait penser que tout cela est anecdotique, il n'en demeure pas moins que cela reflète la perception d'une partie du personnel », est-il écrit dans le rapport de l'Unpad, qui conclut que « la discrimination et les préjugés racistes sont vécus par les uns et observés par les autres au quotidien ». « L'ONU est-elle raciste ? » s'interrogeait déjà JA en octobre dernier, alors que le magazine *Foreign Policy* venait de publier

une enquête évoquant la mainmise des Occidentaux sur l'organisation. « Oui », répond en substance l'Unpad. « Oui », répondent aussi la plupart des diplomates, hauts fonctionnaires et membres de l'ONU interrogés dans le cadre de cet article, et le problème est « structurel ».

Le fait que l'organisation ait eu deux dirigeants africains en soixante-seize ans d'existence, l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali (1992-1996) et le Ghanéen Kofi Annan (1997-2006), n'y change pas grand-chose. L'ONU peine à promouvoir l'égalité parmi ses 37 000 employés : les postes les plus recherchés et les mieux rémunérés restent majoritairement réservés aux Occidentaux.

Chasse gardée

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha) est un cas d'école. Créé en 1991, cet organe du secrétariat général est dirigé depuis 2017 par le Britannique Mark Lowcock. Avant lui et depuis 2007, trois autres responsables du gouvernement du Royaume-Uni ont été à sa tête – dont une Noire, Valerie Amos. Aucun Africain ne fait aujourd'hui partie des seize membres de l'équipe dirigeante de l'Ocha : ils constituent pourtant 23 % de ses effectifs, selon *Foreign Policy*. À l'inverse, les Occidentaux sont surreprésentés dans les bureaux du siège new-yorkais, où, dans certaines branches, ils occupent plus de 70 % des postes.

Si les Britanniques ont fait de l'Ocha leur chasse gardée, chaque membre du Conseil de sécurité semble avoir préempté un organe de l'ONU en fonction de ses intérêts propres. Les Français, par exemple, exercent leur influence au Département des opérations de maintien de la paix. Certes, le secrétaire général a pris soin de nommer des Africains à la tête de missions de maintien de la paix déployées sur le continent : le Sénégalais Mankeur N'Diaye à la Minusca (Centrafrique) ; l'Algérienne Leïla Zerrougui, à qui succédera bientôt la Guinéenne Bintou Keïta, à la Monusco (RD Congo) ; le



UN PHOTO/DEY FELIPE

La Panaméenne Natalia Kanem, directrice du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap).

Tchadien Mahamat Saleh Annadif à la Minusma (Mali) et l'Éthiopien Kefyalew Amde Tessema à la Fisnua (Abyei, zone contestée à cheval entre le Soudan et le Soudan du Sud). Mais c'est un Français, Jean-Pierre Lacroix, qui dirige le département, comme c'est le cas depuis vingt-quatre ans.

La Chine est quant à elle à la tête du Département des affaires économiques et sociales depuis plus de dix ans. Les États-Unis règnent sur le Département des affaires politiques.

En filigrane se pose la question financière. Aujourd'hui, plus de la moitié du budget de l'ONU (qui est de 3,2 milliards de dollars pour l'exercice 2021) est financée par cinq contributeurs. Les États-Unis, de loin les premiers donateurs, contribuent à eux

seuls à 22 % du budget. Les ressortissants américains représentent 7 % des effectifs totaux, soit plus que n'importe quel autre pays. « Celui qui paie, c'est celui qui commande », résume un cadre de l'organisation.

« Notre Assemblée générale est composée de 193 membres, mais les décisions reviennent in fine à cinq pays [les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et le Royaume-Uni, membres du Conseil de sécurité], expose le directeur régional d'une agence de l'ONU sur le continent. Ce système totalement perverti se retrouve dans les agences et les cabinets, où les ressortissants des pays donateurs ont des droits particuliers. »

Amer, il confie avoir déjà été forcé de recruter un ressortissant d'un pays contributeur en raison de sa nationalité et non de ses compétences. Plusieurs membres de l'organisation décrivent le même système vicié, qui permet à certains responsables occidentaux d'embaucher – ou de faire embaucher – leurs ressortissants en contournant les règles de recrutement et de transparence.

**UN SYSTÈME VICIÉ QUI
PERMET D'EMBAUCHER
DES OCCIDENTAUX EN
CONTOURNANT LES
RÈGLES DE RECRUTEMENT
ET DE TRANSPARENCE.**

Les Africains, eux, sont laissés sur le carreau. « Les Nations unies se sont bâties sur un modèle occidental, rappelle un ancien cadre. Les pays occidentaux dominent aussi bien les arcanes de la politique internationale que celles des ressources humaines. Ce système, très pernicieux, contribue à perpétuer le déséquilibre racial. »

En juin 2020, l'ambassadeur du Botswana à New York, Collen Vixen Kelapile, alors représentant du groupe africain, avait évoqué la question du racisme au cours d'une réunion avec le secrétaire général. Soulignant l'importance que le groupe attachait à « une représentation géographique équitable » et à l'amélioration des mécanismes de justice interne, il avait aussi rappelé à António Guterres son engagement pour une politique de tolérance zéro en cas de mauvaise conduite. « Nous avons entendu votre prise de position ferme et sans équivoque contre le racisme, avait-il conclu. Nous voulons savoir quelles sont les mesures prises par l'ONU. »

Dans une note interne, le secrétaire général venait de demander aux employés de l'organisation de s'abstenir de manifester en faveur du mouvement Black Lives Matter. Face au tollé que cette note avait provoqué, il avait rapidement fait machine arrière.

Tolérance zéro

À la même époque, une vingtaine de hauts fonctionnaires africains avaient publié une tribune pour dénoncer le racisme et appeler à une action concertée des Nations unies. « Un flop », regrette aujourd'hui un cadre onusien.

Si la déclaration a gêné, c'est aussi parce que l'une de ses signataires, la Panaméenne Natalia Kanem, fait l'objet de vives critiques en interne. Depuis le décès du Nigérian Babatunde Osotimehin, en 2017, elle dirige le Fnuap. Plusieurs membres ou ex-membres de ce fonds évoquent, sous le couvert de l'anonymat, des cas de licenciements abusifs de ressortissants africains. Elle-même afro-descendante, Kanem a fait une partie

de sa carrière sur le continent et a été défendue par les pays africains, qui ont soutenu sa candidature.

À la suite d'un audit réalisé en 2019 par un organe interne des Nations unies, le représentant du groupe africain avait alerté sur certaines dérives de management lors d'une réunion du conseil d'administration du fonds. Il évoquait « des fraudes et des irrégularités financières », ainsi que des cas « de harcèlement au travail et d'abus d'autorité ». « Certains problèmes [...] inquiètent grandement le groupe africain », ajoutait le diplomate. Une déclaration « très forte », selon un autre fonctionnaire du Fnuap, mais là encore restée sans suite. La directrice se serait défendue quant à elle de toute accusation de racisme devant le conseil d'administration.

La politique de tolérance zéro est-elle véritablement appliquée ? De nombreuses sources évoquent le souci de « ne pas faire de vagues », voire la crainte de représailles en cas de plainte auprès des différents organes de règlement des litiges (le Bureau de la déontologie, le Bureau de l'ombudsman et des médiations, le Bureau des

services de contrôle interne...). En dernière instance, les cas peuvent être transmis au tribunal interne de l'ONU, mais les procédures sont complexes et souvent méconnues.

« Dans les cas de racisme, la jurisprudence demande des preuves exceptionnelles. Et [dans ce type d'affaires], trouver des données objectives est très compliqué », explique un conseil africain de ce tribunal, qui assure en outre que les procédures disciplinaires tendent à être beaucoup plus sévères lorsque le fautif est un Noir. « Le système ne fonctionne pas et manque d'indépendance, poursuit-il. Le drame, c'est que les États africains sont incapables de jouer leur rôle et d'exprimer leur solidarité. »

La déclaration du 4 janvier est-elle le signe que les ambassadeurs africains, parfois critiqués pour leur inaction, entendent se saisir du problème ? Pour donner plus de poids à leur déclaration, les membres de leur groupe régional avaient décidé d'adresser le texte aux 193 États membres. Une vingtaine ont accepté de le cosigner. Parmi eux, aucun pays donateur. **JA**

GUTERRES SEUL EN LICE

Depuis le 11 janvier, le neuvième secrétaire général de l'ONU brigue officiellement un second mandat. Avant de prendre ses fonctions, en 2017, António Guterres (71 ans aujourd'hui) a été Premier ministre du Portugal (1995-2002), puis haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés de 2005 à 2015.

Pour son premier déplacement dans le

cadre d'une opération de maintien de la paix, en octobre 2017, il avait choisi la Centrafrique. Réputé préférer les discussions à huis clos aux déclarations tonitruantes, le diplomate n'a – pour l'instant du moins – aucun adversaire déclaré. « Le Conseil de sécurité apprécie les dirigeants qui ne le défient pas, ce qui est exactement le cas d'António

Guterres, commente Louis Charbonneau, directeur chargé de l'ONU au sein de l'ONG Human Rights Watch. Sa stratégie a consisté à éviter toute confrontation avec les grandes puissances : États-Unis, Russie ou Chine. » S'il est réélu, à la fin de 2021, décidera-t-il de placer la lutte contre le racisme au cœur de ses (nouvelles) priorités ? **M.S.**

Jean Rameau Sokoudjou, roi rebelle des Bamendjou

Chroniqueur grinçant et révolté de son époque, Fo'o Sokoudjou, 85 ans, n'a rien perdu de sa verve. Portrait d'un chef traditionnel haut en couleur.

CLARISSE JUOMPAN-YAKAM

Il s'est taillé une réputation de trublion et ne manque jamais une occasion de ruer dans les brancards. Majestueux du haut de ses 2 mètres, Jean Rameau Sokoudjou Tchendjou II, doyen des chefs traditionnels au Cameroun, porte ses colères et sa liberté de ton sur les plateaux de télévision et sur les réseaux sociaux. D'une voix de stentor qui ne trahit pas ses 85 années, se jouant délicieusement des règles de grammaire et de syntaxe, le chef supérieur des Bamendjou (Ouest) s'impose en chroniqueur mordant et révolté d'un Cameroun « malade, gangréné par la corruption, l'injustice et la tricherie ».

Lui en veut d'abord à ses pairs, les chefs traditionnels, « des traîtres qui ont dévoyé la fonction ». Ils ont fait leur entrée au Sénat en 2018 et, tout récemment, parmi les conseillers régionaux – vingt ont obtenu des postes à l'issue des élections locales du 6 décembre dernier. « Une hérésie », fulmine le très conservateur Fo'o Sokoudjou, qui dénonce « un scandaleux mélange des genres ». « La tradition exige qu'ils accèdent au trône dans le cadre d'une succession familiale. Mais aujourd'hui, plus des trois quarts sont nommés. Si au moins ils avaient été choisis pour leurs compétences », persifle-t-il. À l'en croire, les chefs traditionnels se sont laissés piéger par le pouvoir. En jouant le jeu du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) de Paul Biya, ils ont perdu toute crédibilité.

Lui-même n'a pas présenté sa candidature aux élections régionales. Il explique d'ailleurs rêver de libérer les

chefferies de l'emprise des politiques. Fils de la cinquantième épouse de Fo Tchindeu, issu d'une fratrie de 185 enfants, il ignore pourquoi il a été désigné roi en 1953 (tout juste lui a-t-on rapporté qu'il était « un bébé charismatique, né au terme d'une grossesse de treize mois »). Époux de 36 femmes et père d'une nombreuse progéniture (360 enfants), Fo'o Sokoudjou veut replacer les traditions au centre de la vie des Camerounais.

« Crève-cœur »

En attendant, il ne retient pas ses coups. « Je n'ai pas consacré ma vie à la libération de mes concitoyens pour qu'aucun d'eux n'en bénéficie six décennies plus tard », peste-t-il, appelant à un renouvellement pacifique de la classe dirigeante. Premier visé, Paul Biya, « qui a abandonné le peuple » et a disparu de l'espace public alors que, à son arrivée au palais d'Etoudi au début des années 1980, il appréciait tant les bains de foule. « Plus rien ne semble l'émouvoir », regrette Fo'o Sokoudjou. Il en veut pour preuve la crise dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest – « un vrai crève-cœur, un gâchis impardonnable ».

Cette crise, lui l'avait « pressentie » dès 2008, et avait suggéré des pistes pour éviter que la situation ne se dégrade. Soumis au président,

« CE N'EST QU'UN MAÎTRE-CHANTEUR DONT LES PRISES DE PAROLE NE VISENT QU'À RANÇONNER LE GOUVERNEMENT. »

son rapport est resté lettre morte. En conçoit-il de l'amertume ? Cela fait peu de doute. Jean Rameau Sokoudjou est d'ailleurs convaincu qu'aucune des solutions préconisées par le gouvernement ne permettra de régler le conflit. Le Grand Dialogue de 2019, affirme-t-il, a été organisé à la hâte, sans concertation avec les principaux intéressés ; le statut spécial accordé à ces deux régions consacre la séparation d'avec le reste du pays, et la cellule des médiateurs chargée de faire remonter les doléances des populations a tout d'un « gadget ».

Ses détracteurs goûtent peu les sorties acides du souverain. Ce dernier « n'est qu'un maître-chanteur dont les prises de parole et de position prétendument antisystème ne visent qu'à rançonner le gouvernement », lâchent-ils sous le couvert de l'anonymat. Une accusation que l'intéressé balaie d'un revers de la main : « Nul ne peut m'acheter ! » Pas sûr qu'il en ait besoin. Jean Rameau Sokoudjou croule sous les cadeaux de ses administrés. « Je les accepte dès lors que cela n'implique pas de compromission », précise l'agriculteur, qui sillonne les routes au volant d'un Hummer H3 offert par l'un de ses sujets, salarié d'Oasis Motors. Vertement rappelé à l'ordre par le sous-préfet des Hauts-Plateaux pour avoir organisé une réunion politique non autorisée en août dernier, il a encore récemment reçu une Land Cruiser de luxe des mains d'un homme d'affaires qui souhaitait le consoler...

Cette réunion, Fo'o Sokoudjou dément l'avoir organisée sans en avoir informé les autorités, lui qui critique aussi bien le président que ses adversaires. « Depuis les luttes

À Bamendjou, le 16 janvier.

FERNAND KUISSU



d'indépendance, les oppositions ne sont jamais parvenues à s'entendre. Les Camerounais se sont toujours trahis mutuellement, oubliant que la politique est un jeu d'équipe qui exige que l'on conjugue les forces », analyse-t-il. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. En 1954, alors sympathisant de l'Union des populations du Cameroun (UPC), il fréquente Ruben Um Nyobè, Ernest Ouandié, Félix Moumié... Et les protège quand ils sont recherchés par l'armée française. Cela lui vaudra une mise en résidence surveillée entre 1957 et 1959, puis des emprisonnements dans les geôles les plus sinistres du pays, dont celles de Doumé et de Yoko.

En son absence, l'armée française occupe son palais et en fait son QG. « Elle a tenté de me destituer, avant de battre en retraite face à la résistance de la population », confie le Fo'o. Pour lui, cette période est surtout celle des atrocités. « Mes femmes étaient violées devant moi. » L'homme évoque aussi ses 62 compagnons d'infortune, jetés pieds et poings liés dans les chutes

de la Metché, près de Bafoussam. « Certains voudraient y voir une légende. Je l'ai vécu. Je suis l'un des rescapés de ce qu'il faut bien appeler un génocide des Bamilékés. » Il jure détenir une liste de personnes exécutées sommairement, sans jugement. « Des familles ont été décimées par cette barbarie, d'autres n'ont jamais su dans quelles circonstances les leurs avaient disparu. Quand ceux qui nous gouvernent voudront savoir ce qui s'est passé, je leur livrerai mes vérités. »

« Fléaux artificiels »

Baptisé roi rebelle, maquisard, contestataire ou hors-la-loi selon qu'il irrite ou attendrit, l'homme se sait peu écouté, mais reçoit sans discontinuer les politiques de tout bord et les membres de la société civile. Il a toutefois conscience que le temps presse et a déjà en partie consigné ces fameuses vérités qu'il brûle de livrer dans un livre d'entretiens qu'il prépare avec le journaliste Jean-Bruno Tagne. Avant de conclure, il explique

redouter les « fléaux artificiels » instrumentalisés par les hommes politiques. Le tribalisme n'existe pas au Cameroun, insiste-t-il, répétant à l'envi son histoire personnelle. Au milieu des années 1940, il est envoyé à l'école loin de chez lui, à Yaoundé. Un jour, pris par le mal du pays, il décide de revenir dans sa famille. Pour cela, pense-t-il, il lui suffit d'abord de rallier Douala à pied en longeant la voie de chemin de fer. Mais il s'égare. Alors qu'il erre dans un village aux abords de la capitale, il est recueilli par une famille ewondo, celle de Simon Atangana, qui l'héberge pendant huit longues années sans se préoccuper de ses origines. Né Sokoudjou, il est baptisé Esso dans ce village dont il maîtrise la langue. Également désigné successeur de son père adoptif, Sokoudjou-Esso s'enorgueillit d'être chef dans deux tribus distinctes, à Bamendjou, en pays bamiléké, et à Bikok, en terre beti. Deux tribus que certains voudraient à tout prix opposer aujourd'hui. 



MAROC

Saâdeddine El

« L'intérêt national prime
toute autre considération »

52

AlgérieL'honneur retrouvé
de Mohamed Mediène

56

TunisieKaïs Saïed-UGTT:
le grand malentendu

58

DiplomatieInterview d'Arancha González, ministre
espagnole des Affaires étrangèresÀ Rabat,
le 28 mai 2019.

NAOUFAL SBAOUI POUR JA

**PROPOS RECUEILLIS À RABAT
PAR NINA KOZLOWSKI**

En 2011, le Maroc adopte une nouvelle Constitution, et les islamistes du PJD font leur entrée au gouvernement. Le premier mandat d'Abdelilah Benkirane est haut en couleur : une popularité phénoménale et un franc-parler rafraîchissant... pour un bilan en demi-teinte. Malgré plusieurs réformes courageuses et impopulaires, Benkirane a déçu : il est resté à l'écart des affaires militaires, diplomatiques ou religieuses, et n'a rien fait contre la corruption et l'économie de rente. Finalement, il aura donné le ton : celui d'un parti pragmatique, au nom de sa participation au pouvoir. En ce sens, Saâdeddine El Othmani, second chef du gouvernement PJD nommé en 2017 par Mohammed VI, n'a pas fondamentalement changé la donne. Lui, l'un des fondateurs historiques du Parti de la lampe, également psychiatre et médecin, est réputé pour sa sagesse, sa modération et ses idées progressistes.

De ce chef de gouvernement, on dit souvent qu'il doit « avaler beaucoup de couleuvres ». Certains pointent sa discrétion, interprétée comme de l'inaction. Mais ce serait se méprendre sur le personnage : la fusion de la Ligue de l'avenir islamique (d'Ahmed Raïssouni) avec l'Association Réforme et Renouveau, qui a donné naissance au Mouvement Unité et Réforme (MUR), base arrière idéologique du futur Parti de la justice et du développement (PJD), c'est lui, en partie. La participation des islamistes aux législatives de 1997, lui encore. En 2003, juste après les attentats qui ont frappé Casablanca, c'est aussi lui qui négocie avec les sécuritaires pour éviter la fin du PJD, avant d'en devenir le secrétaire général un an plus tard. En 2012, son camarade Benkirane le nomme finalement ministre des Affaires étrangères, une grande première, car c'est habituellement le pré carré du roi. Aujourd'hui chef du gouvernement, ce grand pragmatique a dû signer l'accord rétablissant les relations entre le royaume et Israël, alors qu'il a rejeté, en tant que patron du PJD, une telle normalisation. Une « couleuvre » de plus à avaler ? Entretien.

Othmani

Normalisation avec Israël, Sahara, législatives, crise sanitaire, tensions au sein du PJD... Le chef du gouvernement joue cartes sur table.

Jeune Afrique: En août dernier, vous aviez affirmé que le Maroc « rejetait toute forme de normalisation avec Israël ». Entre-temps, le royaume a rétabli ses relations diplomatiques avec l'État hébreu, et vous avez alors évoqué « un choix difficile ». Que vouliez-vous dire par là ?

Saâdeddine El Othmani : Le royaume a deux causes sacrées sur lesquelles le peuple marocain est unanime : sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national et la question palestinienne. Quand je m'exprimais, en août dernier, c'était pour rappeler la position du Parti de la justice et du développement [PJD], qui demeure inchangée. Dans la vie des États, certains choix sont difficiles, car ils peuvent apparaître comme contraires à leurs principes ou portant préjudice à leurs causes suprêmes, et c'est à cela que je faisais allusion quand j'ai parlé de « choix difficile ». Et la décision de la reprise des relations diplomatiques entre le Maroc et l'État hébreu en fait partie. Cela dit, c'est une décision d'État pleinement assumée.

Estimez-vous que la reconnaissance du Sahara marocain par Washington valait cette forme de pragmatisme ?

Ce que vous appelez pragmatisme est plutôt une décision souveraine du Maroc, fondée sur des principes et des valeurs immuables. La reconnaissance américaine de la souveraineté du Maroc sur son Sahara consolide les nombreux acquis du royaume dans sa cause nationale et constitue une étape importante dans le processus de résolution de ce conflit artificiel, compte tenu de la place qu'occupent les États-Unis sur la scène internationale. Cela change la donne et pourrait encourager d'autres pays à se montrer favorables à notre cause nationale. Cette reconnaissance est également suivie par des actes officiels et par des actions sur le terrain, dont l'ouverture prochaine d'un consulat des États-Unis à Dakhla, qui sera le vingtième consulat dans le Sahara marocain. Pour le Maroc et les Marocains, c'est une réelle opportunité dans la mesure où cet événement est l'aboutissement

et la consécration d'une politique volontariste pour régler un conflit qui n'a que trop duré.

Quel rôle avez-vous joué dans les négociations sur le Sahara et la « normalisation » entre le Maroc, les États-Unis et Israël ?

Mon rôle de chef du gouvernement est défini par la Constitution, qui confère au roi la prérogative de définir la politique étrangère du pays, et au gouvernement le soin de sa mise en œuvre. Et je peux vous assurer que je me suis acquitté des missions qui m'ont été confiées dans ce cadre.

Après l'annonce de la reprise des relations entre le Maroc et Israël, vous êtes-vous posé la question de votre place au sein du gouvernement ? En tant que chef du gouvernement mais aussi en tant que secrétaire général du PJD ?

En aucun cas, investi de mes responsabilités actuelles, je ne pouvais envisager de laisser la place au moindre doute quant aux décisions de mon pays, pour qui l'événement majeur reste la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur son Sahara. Cela est d'une importance capitale, dans le sens où il constitue un point d'inflexion pour le règlement définitif de ce conflit. Nous ne pouvons que nous en réjouir. D'autre part, à travers sa diplomatie sage et constructive, et à travers l'action et le statut de Sa Majesté en particulier, le Maroc peut avoir un rôle majeur dans la défense de la cause palestinienne à partir des principes qui sont les siens et que le roi a bien voulu rappeler le 10 décembre dernier. Concernant le PJD, dont la position demeure inchangée, il ne



**LE PJD CONTINUE
D'EXIGER DE L'OCCUPANT
ISRAËLIEN QU'IL METTE
UN TERME À L'EXTENSION
DES COLONIES.**



cesse de rappeler son soutien indéfectible au peuple palestinien et d'exiger de l'occupant israélien de cesser ses exactions, de stopper l'extension des colonies et d'assouplir les conditions de vie imposées aux Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza.

Le Maroc entretenait déjà des relations étroites avec Israël. L'officialisation est-elle réellement un problème ?

Au Maroc plus qu'ailleurs, nous faisons la distinction entre l'État hébreu et la communauté juive d'origine marocaine qui y réside, communauté qui entretient des relations étroites avec le Maroc. Le rapport de cette communauté à son pays d'origine est très fort, et c'est un cas particulier dans le monde.

Votre expérience de ministre des Affaires étrangères et votre rôle d'homme d'État, entre 2012 et 2013, vous ont-ils permis de mieux accepter la situation ?

« Deux choses instruisent l'homme de toute sa nature : l'instinct et l'expérience », disait Blaise Pascal. Mon expérience m'a appris qu'en politique, et plus particulièrement en politique étrangère, il ne s'agit pas d'accepter ou de refuser une situation, mais de l'appréhender et d'en déterminer les



Le roi Mohammed VI entouré (de g. à dr.) de Meir Ben Shabbat, conseiller israélien à la sécurité nationale, Jared Kushner, conseiller de Donald Trump, le prince Moulay Hassan, Saâdeddine El Othmani et Fouad Ali El Himma, le 22 décembre 2020, à Rabat.

concitoyens, et gérer au mieux notre système de santé. Et nous espérons revenir à la normale le plus vite possible grâce à la campagne nationale de vaccination. Aussi avons-nous soutenu une large partie de la population affectée par cette pandémie, notamment grâce à un élan national de solidarité et de cohésion, digne de nos valeurs authentiques. Nous avons également mis en place des mécanismes pour préserver les fondamentaux de notre économie et soutenir les entreprises. Le mot d'ordre face à cette pandémie est de transformer cette crise en une réelle opportunité pour notre pays. Mais tout cela n'aurait pas été possible sans la cohésion et la contribution de tous, le tout avec une supervision et une clairvoyance royales salvatrices.

actions à même de favoriser l'atteinte des objectifs. Cela étant, le Maroc a des principes et des constantes dans le dossier palestinien, dans lequel sa contribution a toujours été volontariste et constructive, visant à réaliser une paix durable, permettant aux Palestiniens de vivre en sécurité dans leur État, avec pour capitale Al-Qods [Jérusalem], qui devrait conserver son caractère islamique. Le roi a rappelé ces principes et ces objectifs aux présidents américain et palestinien.

Concernant l'Algérie, vous semblez à la fois ferme, notamment sur le dossier du Sahara, mais également enclin à une ouverture. À terme, quel est votre objectif ?

Ma position à ce sujet n'a guère changé. Elle s'inscrit parfaitement dans la ligne du discours prononcé par le roi lors du 43^e anniversaire de la Marche verte, en 2018, dans lequel il avait appelé l'Algérie à un dialogue sans aucun préalable. Le Maroc croit fermement dans la construction de l'union maghrébine, seule à même de permettre à nos pays de faire face aux défis qui se dressent devant eux.

Le Maroc est-il prêt à faire entendre, à nouveau, ses revendications sur Ceuta et Melilla ? Seriez-vous prêt à aborder

la question avec Madrid, très susceptible sur le sujet (lire pp. 58-59)

Depuis les années 1990, le Maroc et l'Espagne ont pris le chemin de la coopération à travers l'intensification de leurs relations, la signature du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération en 1991, puis l'établissement d'un partenariat stratégique en 2019. L'Espagne est aujourd'hui notre premier partenaire économique, commercial et financier. Il me semble que c'est lorsque les relations entre deux pays amis sont à ce niveau d'excellence qu'il devient opportun d'essayer de trouver une solution aux contentieux résiduels, qui ne sont du reste que des réminiscences d'un passé lointain.

Du fait de la crise sanitaire, les Marocains ont vécu une année difficile. Quelle analyse faites-vous de la situation ?

Le monde entier est confronté à cette crise sans précédent, et à son impact socio-économique et sanitaire. Cela n'a pas été facile pour le Maroc, qui déplore à ce jour environ 8000 morts, et une très forte secousse économique et sociale. Mais je pense que nous pouvons être fiers de notre gestion collective de cette crise. Nous avons assumé nos responsabilités pour préserver la vie et la santé de nos

Avec la perspective des législatives, pensez-vous que votre parti soit en danger ? Votre base électorale n'est-elle pas refroidie par la normalisation avec Israël ?

Durant presque dix années passées à la tête du gouvernement et six années de gestion territoriale, le PJD a essentiellement été motivé par le respect de ses engagements, l'amélioration des conditions de vie des citoyens et le développement du pays et son rayonnement. Et il a démontré que, pour lui, c'est l'intérêt national qui prime toute autre motivation ou calcul électoraliste. Les Marocains sont assez intelligents pour apprécier les réalisations et les acquis. Ainsi, sur le plan social, lors de cette période, le Maroc a connu la généralisation du système d'aide médicale [Ramed] et le début effectif de l'élargissement de la couverture sociale des indépendants, ce qui a permis d'assurer la couverture médicale à 70 % de la population, performance qui place le Maroc en tête des pays africains. Le Maroc a aussi connu un net recul de l'abandon scolaire – désormais moins de 0,5 % dans le primaire –, l'élargissement de l'enseignement au préscolaire, qui couvre désormais près de 1 million d'enfants, et la nette baisse du taux de mortalité maternelle, qui se situe désormais à moins de 73 pour

100 000. Il a également connu l'élargissement de nombreux filets sociaux, comme le programme inédit d'appui aux veuves et aux orphelins au profit de 285 000 personnes.

De même que nous avons fait un effort sans précédent en matière de création de postes budgétaires dans la fonction publique, notamment en faveur de l'éducation et de la santé : plus de 42 000 par an en moyenne, contre 15 000 à 25 000 pour les deux mandats précédents. Sur le volet économique, c'est avec ce gouvernement que le Maroc a amélioré l'environnement des affaires, se hissant au 53^e rang mondial dans le dernier classement « Doing Business », porté le niveau des investissements directs étrangers à 2,5 milliards de dollars en moyenne par an et préservé les fondamentaux macroéconomiques dans un contexte très difficile. De même, la compétitivité du Maroc, notamment sur les chaînes de valeur mondiales, s'est renforcée : en devenant le premier producteur automobile en Afrique et avec des exportations record. En matière de gouvernance, les Marocains se souviendront du lancement du chantier de la déconcentration administrative, tant attendue, la simplification effective des formalités administratives et le rapprochement de l'administration de l'ensemble des citoyens. Le Maroc a aussi amélioré plusieurs indicateurs liés à la transparence et à la lutte contre la corruption. Au niveau des communes gérées par le PJD, le bilan a aussi été honorable, notamment au niveau des infrastructures réalisées, des services, de la gestion financière et de la proximité avec les citoyens.

Comment jugez-vous le rapport de force avec votre principal concurrent, le RNI ?

Honnêtement, je ne pense pas qu'il soit question de rapport de force. Le RNI est un parti national qui fait partie de la coalition gouvernementale, que j'ai l'honneur de diriger, ce qui n'exclut pas l'existence de divergence d'opinion et de position, mais, en tant que chef du gouvernement, ce qui m'importe le plus c'est le bon

fonctionnement de l'action gouvernementale. Lorsqu'il s'agira d'élections, en tant que concurrents, chacun de nous présentera son offre politique et ses argumentaires aux citoyens, qui auront toute latitude pour apprécier.

Le parti connaît un mouvement de contestation interne, notamment du côté des jeunes. Y a-t-il un danger pour la cohésion du PJD ?

Je suis confiant. Notre parti connaît un dynamisme qui est la preuve de sa vitalité et de son ouverture, et nous n'en sommes pas à notre première expérience dans ce sens. À chaque occasion, le PJD a pu compter sur ses principes, ses institutions et sur une ligne de conduite concertée. Le débat est libre, et il doit être ainsi préservé, ce qui implique échange et écoute, mais il se doit aussi d'être responsable : une fois que la décision est prise collecti-



**LE ROI A CONSTAMMENT
APPORTÉ SON APPUI
À L'ACTION DU
GOUVERNEMENT, CE QUI
M'AIDE GRANDEMENT.**

vement et démocratiquement par les instances, nous sommes tous investis d'une même obligation, aller de l'avant et assumer notre décision, indépendamment des avis initiaux des uns et des autres.

Comment qualifieriez-vous vos relations personnelles et professionnelles avec le roi ?

D'abord, comme tout Marocain, j'ai un profond respect pour Sa Majesté le roi Mohammed VI. Sur le plan professionnel, j'admire sa clairvoyance et son ambition pour son pays et son peuple, qui nous insufflent confiance et abnégation. En outre, le roi a constamment apporté son appui à l'action du gouvernement, ce qui m'est d'une grande aide.

Est-il vrai que vous avez menacé de démissionner de votre poste de secrétaire général du parti en cas de « pressions » exercées sur vous ?

Aucunement. D'ailleurs, cela est contraire à mes principes et à mon tempérament.

Votre parti semble désormais divisé en deux camps : les réformateurs, menés par vous-même, et les conservateurs. Quel camp pourrait prendre le dessus ?

Le PJD a dirigé le gouvernement durant deux législatures, et ne peut être que réformateur. Depuis dix ans déjà, dans des conditions de très fortes turbulences et d'incertitudes, le parti avait fait le pari, à juste titre d'ailleurs, de mener la réforme dans le cadre de la stabilité. Sincèrement, le parti n'est pas divisé en deux camps. Nous croyons tous en notre pays et en ses institutions, et nous sommes tous des réformateurs, ce qui n'exclut pas qu'il y ait des différences de point de vue et d'appréciation.

Quelles sont vos relations avec Abdelilah Benkirane ? Est-il un bon conseiller, étant donné qu'il a déjà été à votre place ?

Comme on dit, « le style, c'est l'homme ». Chacun de nous a son style, mais nos relations sont fraternelles et marquées par une compréhension et un respect mutuels. En dépit des différences de point de vue qui peuvent survenir sur certains aspects, et que je considère tout à fait naturelles, je salue l'engagement constant de M. Benkirane en faveur du respect des institutions et de l'unité du parti, notamment dans des tournants décisifs.

Quant à vous, êtes-vous prêt à transmettre le flambeau à un autre leader ?

Permettez-moi de rappeler que j'ai déjà été secrétaire général du PJD jusqu'en 2008, lorsque les militants et les instances du parti m'ont désigné un successeur. Puis j'ai été réélu secrétaire général en 2016. Pour ainsi dire, l'alternance démocratique est un principe fondateur du PJD auquel j'adhère sans réserve. **DA**

ALGÉRIE

Le Hirak peut-il se réinventer?



Nadia Henni-Moulaï

*Journaliste, auteure de 1954-1962. La guerre d'Algérie.
Portraits croisés (éditions Les Points sur les i)*

Après l'exaltation, le désenchantement? Le 22 février 2019 avait été marqué par la naissance d'un mouvement de contestation populaire, pacifique et inédit en Algérie. Si personne n'a oublié les sourires et les slogans à l'humour corrosif, beaucoup s'interrogent aujourd'hui sur l'avenir du mouvement, passé au second plan. Du fait de la crise sanitaire, d'abord. De sa difficulté à se structurer et à se transformer en force politique, ensuite. À l'approche de ses deux ans, une question se pose: le Hirak est-il dans une impasse?

Face au chapelet d'événements de l'année 2020, le mouvement peine à se réinventer. Une explication par les circonstances loin d'emporter l'adhésion de tous les « hirakistes ». Parmi eux, Karim Tabbou, figure clé du mouvement. Interrogé par TV5 Monde le 8 janvier, le militant a pointé sans détour la responsabilité du pouvoir dans cette situation. « Le pays a été conduit dans l'impasse par la faute d'un régime liberticide », a martelé celui qui a passé un an en prison. Pour lui, le Hirak n'est pas dans l'impasse. Il est la conséquence de l'impérialisme d'un pouvoir qui « pousse les Algériens à rester mobilisés, à rester déterminés ».

Le Hirak ne serait donc pas mort. Simplement en sommeil. En filigrane, les propos de Karim Tabbou s'inscrivent dans une tradition algérienne de résistance couronnée par l'indépendance, en 1962. Conquête coloniale, révoltes successives, guerre d'Algérie, indépendance, coup d'État, décennie noire... Si le mouvement de février 2019 est inédit, l'inconscient collectif algérien, lui, perpétue depuis 1830 un rapport particulier au pouvoir et à la domination.

Certes, à partir de 1962, la violence coloniale disparaît. Lui succède alors la *hogra* (le mépris social) d'un pouvoir confisqué durant des décennies. La portée du Hirak dépasse d'ailleurs le simple périmètre politique. Les manifestations du vendredi sont moins le fruit de la crise économique que du sentiment d'humiliation généré par le projet de cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika. Le mépris des puissants est toujours un puissant levier de soulèvement. Une donnée à garder en tête pour saisir les ressorts intimes de cette contestation. Et, surtout, pour imaginer la marche future du mouvement. Une marche affirmée par l'éclosion d'un sentiment nouveau et qui a parcouru les vendredis populaires

du Hirak. Les Algériens ont pris conscience qu'ils valaient mieux que le récit écrit pour eux ces dernières décennies.

D'où un impératif, érigé en slogan: respecter le sens de l'Histoire et de la guerre d'indépendance. « Nous avons obtenu l'indépendance du pays, mais nous n'avons pas libéré le peuple », a-t-on souvent entendu au sein du mouvement. Le Hirak se vit comme le prolongement de 1954. « Soixante ans plus tard, les Algériens revendiquent encore l'indépendance », affirme d'ailleurs Tabbou. Le pouvoir serait, dans cette perspective, l'avatar d'une administration coloniale tout aussi arbitraire que violente.

Ligne de fracture

Après huit années d'une guerre acharnée, comment imaginer que le Hirak – avec ses deux ans d'âge – puisse s'éteindre? Tout semble avoir changé depuis deux ans – Bouteflika est parti, et Tebboune promet une « Algérie nouvelle » –, mais les enjeux de justice, de liberté et de droits demeurent. Le sort des 87 détenus d'opinion, dont celui du journaliste Khaled Drareni, détonne, insolemment, en regard de l'acquiescement de Saïd Bouteflika et des généraux Tartag et Toufik prononcé par le tribunal militaire de Blida le 2 janvier...

Comment alors faire perdurer le mouvement et le doter d'une feuille de route efficiente? Aujourd'hui, la question ne porte plus sur le redémarrage du Hirak, mais plutôt sur la forme qu'il devra désormais prendre pour résoudre les défis qu'il s'est lancés. Avec une ligne de fracture qui se profile, peut-être, à l'intérieur même du mouvement: faut-il négocier ou non avec le pouvoir? Et, si oui, qui pour représenter le Hirak?

Confronté à une nouvelle vacance de la présidence – Tebboune est reparti en Allemagne pour des soins – et à une crise sanitaire interminable, l'État est-il prêt à écouter les revendications de ceux qui voudront bien discuter avec lui?

Rien n'est moins sûr, d'autant que, pour le pouvoir, la priorité est ailleurs: aux frontières, précisément. La reconnaissance de la marocanité du Sahara occidental par Donald Trump et la normalisation des relations entre le Maroc et Israël pourraient ainsi avoir pour effet d'enrayer tout processus de négociation interne. **JA**

L'honneur retrouvé de Mohamed Mediène

Condamné en 2019, l'ex-patron des services secrets a été acquitté de l'accusation de complot contre l'armée et l'autorité de l'État. Comment a-t-il vécu son séjour carcéral ? Pourquoi a-t-il été réhabilité ? A-t-il été, comme il l'affirme, victime d'une machination ? Éléments de réponse.

FARID ALILAT

En regagnant son domicile, le 3 janvier, après avoir été acquitté par le tribunal militaire de Blida des accusations de « complot contre l'armée et l'autorité de l'État », le général Mohamed Mediène, dit Toufik, ne pouvait pas éviter de passer devant la résidence Dar el-Afia, où s'était tenue, le 27 mars 2019, la fameuse réunion secrète à laquelle il avait pris part et qui lui vaudra d'être traîné en justice, tout comme Saïd Bouteflika, ex-conseiller à la présidence, Athmane Tartag, ancien coordinateur des services secrets, et Louisa Hanoune, chef du Parti des travailleurs.

Depuis l'acquittement de Toufik, amis et anciens collaborateurs défilent discrètement à son domicile, placé sous bonne garde et mitoyen de la villa du général Khaled Nezzar, ex-ministre de la Défense, également blanchi de la même accusation de complot. Réputé discret, voire taiseux, Toufik n'est pas homme à s'épancher sur ses vingt et un mois de détention. De même ne fera-t-il aucune confidence sur ce présumé complot ni sur ses relations avec Ahmed Gaïd Salah, l'ancien chef d'état-major, qui l'a envoyé en prison, où il comptait le garder aussi longtemps que possible.

Il ne s'exprimera pas non plus sur les raisons qui ont poussé l'ex-président Bouteflika, avec la complicité de son entourage immédiat, dont Gaïd Salah et Saïd Bouteflika, à l'éjecter sans ménagement de la direction des services secrets, en septembre 2015. Mais les rares déclarations qu'il a lâchées au cours de son procès, ainsi que les

confidences de certains de ses fidèles, permettent aujourd'hui de faire un peu la lumière sur les événements qui ont précédé et suivi la démission forcée du président Bouteflika au soir du 2 avril 2019.

De la prison militaire de Blida, où il a été incarcéré le 5 mai 2019, Toufik avait peu d'espoir de sortir. « Gaïd Salah vivant, il n'y a aucune chance qu'il quitte la prison », confiait un membre de son entourage.

Peu de temps après avoir été placé sous mandat de dépôt, Toufik se blesse grièvement à l'épaule après une chute dans sa cellule. Les médecins souhaitent le transférer à l'hôpital militaire d'Aïn Naadja, sur les hauteurs d'Alger, pour qu'il y soit opéré. Les ordres venus directement de Gaïd Salah sont formels : pas question de transférer le prisonnier Mediène. Il sera finalement opéré à la prison de Blida avec les moyens du bord. Résultat : l'intervention chirurgicale se déroule mal, tant et si bien que le patient est contraint à se déplacer en chaise roulante. Il ne mange presque plus et perd 18 kg au fil des mois. Ses avocats et sa famille alertent l'opinion sur la dégradation de son état de santé et sur la nécessité de le faire prendre en charge dans une

clinique spécialisée. Rien n'y fait. Les ordres du chef d'état-major et vice-ministre de la Défense ne souffrent aucune contestation.

Lutte contre la corruption

C'est installé sur une chaise roulante que Mediène se présente à son procès le 23 septembre pour répondre du chef d'accusation de « complot contre l'armée et l'autorité de l'État ». Il réfute l'accusation, explique qu'il a agi dans l'intérêt du pays, avant de lire une déclaration dans laquelle il affirme que c'est lui qui a fait l'objet d'une machination. « Le complot réel et véritable qui me place devant vous en tant qu'accusé aujourd'hui vient de mes tentatives de lutte contre la corruption », déclare le général Mediène au juge.

Il détaille les enquêtes menées par ses services sur les affaires de corruption, de malversations et de détournements de fonds impliquant des hautes personnalités proches du président. Il évoque une criminalité en col blanc qui sape les fondements de la nation et des oligarques, dont les figures de proue croupissent aujourd'hui en prison. Lesquels, selon l'ex-directeur du DRS (Département du renseignement et de la sécurité, dissous en 2016), ont « introduit dans notre pays le principe systémique des pots-de-vin et des "pots de miel", des commissions faramineuses devenues un véritable cancer des projets publics, comme Sonatrach, l'autoroute est-ouest ».

Un complot qui vient de loin, dit-il. Pour comprendre, il faut remonter à 2009, quand Mohamed Mediène, qui dirige alors le puissant DRS, met

« JE VEUX QUE L'ENQUÊTE S'ARRÊTE À LA PORTE DU MINISTRE », LUI LANCE BOUTEFLIKA À PROPOS DU DOSSIER DE L'AUTOROUTE EST-ouest.



SAAD POUR JA

entre les mains du président un rapport d'enquête préliminaire sur des soupçons de corruption relatifs à des contrats accordés par le groupe pétrolier Sonatrach à des compagnies étrangères et impliquant son ministre de l'Énergie, Chakib Khelil. Toufik prévient le président que le nom de son frère Saïd figure dans ces enquêtes. Le chef de l'État demande au patron du DRS de pousser ses investigations plus loin. Celles-ci font apparaître plusieurs virements au profit de Chakib Khelil et de son entourage sur divers comptes bancaires à l'étranger.

Parallèlement au dossier Sonatrach, le DRS lance des enquêtes sur le projet de l'autoroute est-ouest attribué à des firmes chinoises et japonaises pour 11,2 milliards de dollars. Là encore, les investigations laissent apparaître des soupçons de commissions versées à des intermédiaires et à de hauts responsables, dont Amar Ghoul, ministre des Travaux publics. En janvier 2010, la

justice ouvre des enquêtes sur ces deux affaires, tandis que des dirigeants de Sonatrach et du ministère des Travaux publics sont incarcérés. En dépit de l'implication avérée du ministre de l'Énergie dans l'affaire Sonatrach, Bouteflika refuse de lâcher Khelil.

Il faudra attendre mai 2010 pour que ce dernier soit démis de ses fonctions. Quant à Amar Ghoul, il est maintenu à son poste. À Mediène, qui lui met sous les yeux le dossier de l'autoroute est-ouest, le président répond : « Je veux que l'enquête s'arrête à la porte du ministre. » Comprendre : Ghoul reste intouchable. Les affaires Sonatrach et celle de l'autoroute est-ouest, sur lesquelles la justice a relancé les instructions, resteront comme l'illustration de la corruption endémique sous le règne de Bouteflika.

Le « complot » contre Toufik prendra une nouvelle tournure au début de 2013. Une enquête sur des contrats accordés par Sonatrach à la firme

italienne Saipem est ouverte en Italie. Là encore, le nom de Chakib Khelil revient avec insistance. Devant l'énormité du scandale, Bouteflika est contraint d'ordonner une enquête. Celle-ci est accablante pour Chakib Khelil et sa famille. Pour protéger le ministre de poursuites judiciaires, Saïd Bouteflika le fait fuir aux États-Unis.

L'épine Khelil

Un événement majeur survient le 27 avril 2013. Victime d'un grave AVC, Bouteflika est évacué en France pour des soins, d'abord à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, puis à l'Hôtel des invalides. La présence prolongée du chef de l'État dans ces deux établissements pose un problème de sécurité nationale. Ses communications, ses messages et ses échanges professionnels et privés font l'objet d'interception par des services secrets étrangers. Le téléphone de Saïd Bouteflika est « sonorisé » ainsi que la chambre du président à l'Hôtel des invalides, située au-dessus du Groupement interministériel de contrôle (GIC), qui centralise l'ensemble des écoutes administratives en France.

Tout ce que font et disent Bouteflika et son frère remonte aux grandes oreilles des services de renseignements français. Mohamed Mediène avertit le président de la menace que fait peser sa présence à Paris sur la sécurité nationale et lui recommande de rentrer au pays. Ses alertes ne sont pas prises au sérieux, et sa demande ignorée. Le chef du DRS commence à devenir gênant, encombrant, voire constitue une menace pour le clan présidentiel, qui souhaite s'en débarrasser pour un triple objectif : permettre à Bouteflika de briguer en 2014 un quatrième mandat malgré sa maladie handicapante, enterrer les affaires de corruption dans lesquelles sont impliqués les membres du clan, démanteler ce puissant DRS, et récupérer certaines de ses structures pour les confier à l'état-major, dont le patron, Gaïd Salah, est alors un allié indéfectible des Bouteflika.

Le début de la rupture entre Toufik et Bouteflika survient en août 2013. La justice algérienne lance des mandats

d'arrêt internationaux contre Chakib Khelil et sa famille avant de les inculper lourdement dans le cadre de l'affaire Sonatrach. Furieux du traitement infligé à son ami d'enfance, Bouteflika demande des explications. Au cours d'une entrevue à la résidence de Zéralda, le chef du DRS lui met le dossier entre les mains et explique que devant l'imminence d'un mandat d'arrêt que la justice italienne s'apprêtait à lancer contre Chakib Khelil, il fallait lui couper l'herbe sous le pied. Un ancien ministre algérien, de surcroît proche du président, traqué par des juges de Milan, cela ferait désordre. Ce serait une humiliation nationale. Bouteflika accepte finalement les explications de Toufik et demande au ministre de la Justice de poursuivre l'enquête.

De la suspicion à l'inimitié

Saïd Bouteflika ne l'entend pas de cette oreille. Pour cet homme devenu au fil des années puissant et influent, Mediène et ses enquêtes constituent une menace pour la famille présidentielle. « Saïd est allé voir le président pour lui monter la tête contre le général Mediène », confie un proche de ce dernier. La suspicion, voire l'inimitié s'invitent dans les rapports entre le président et le patron du DRS, qui a été jusque-là d'une loyauté à toute épreuve.

Le divorce entre les deux compagnons se trouve accéléré par la sainte alliance qui se forme durant l'été 2013 entre Saïd Bouteflika, Gaïd Salah et Amar Saadani, propulsé en août 2013 à la tête du FLN, pour faire dégaïer Toufik et démembrer le DRS. Le chef d'état-major entretient lui aussi des rapports tendus avec Toufik. Colérique et vindicatif, Gaïd Salah se méfie des services secrets et exècre les hommes issus de ce département, vis-à-vis desquels il nourrit un certain complexe d'infériorité. « Saïd, Gaïd et Saadani ont fomenté un complot pour écarter Toufik », confie l'une des connaissances de ce dernier.

En septembre 2013, le DRS est graduellement dépouillé de certaines de ses structures, notamment la cellule qui a mené les investigations sur les affaires de corruption impliquant

ministres, oligarques et responsables proches de la mouvance présidentielle. Gardant le silence, Mohamed Mediène assiste au démantèlement des services qu'il chapeaute depuis 1990 et sait que sa fin est proche. Elle sera humiliante.

En février 2014, trois mois avant la réélection de Bouteflika pour un quatrième mandat, Amar Saadani livre un réquisitoire d'une brutalité inouïe contre Toufik, qu'il accuse de toutes les forfaitures, allant même jusqu'à lui imputer une prétendue responsabilité dans la tentative d'assassinat de Bouteflika à Batna, en septembre 2007. Pendant des mois, Saadani instruit des procès publics contre le général sans que la présidence ne bouge le petit doigt. « Toufik sait que, derrière Saadani, il y a la main de Gaïd, celle de Saïd, et sans doute celle du président, avance un proche du général. Saadani n'est qu'un porte-flingue, une marionnette



**CE QUI M'A CONDUIT
ICI, CE SONT DES CHOSES
DONT JE NE PEUX PAS
PARLER AUJOURD'HUI.
UN JOUR PEUT-ÊTRE,
MAIS PAS ICI.**

articulée par les deux hommes avec l'assentiment du chef de l'État. »

Ce qui devait arriver arriva. En septembre 2015, Mediène est démis de ses fonctions sans même avoir droit à une entrevue avec Bouteflika. Toufik rentre chez lui et garde le silence. Gaïd Salah devient l'homme fort incontesté de l'armée. Et le véritable patron du pays après la révolution du 22 février, qui a chassé Bouteflika du pouvoir. Il peut régler ses comptes avec Toufik à travers cette histoire de complot que l'ex-patron du DRS aurait fomenté avec le clan Bouteflika et pour lequel il sera condamné en septembre 2019 à quinze ans de prison. Peine confirmée en appel en février 2020.

Mais un événement a rebattu les cartes et offert une lueur d'espoir à Toufik. Le 23 décembre 2019, Ahmed Gaïd Salah est terrassé par une crise cardiaque. Abdelmadjid Tebboune succède à Abdelaziz Bouteflika, et Saïd Chengriha est nommé chef d'état-major de l'armée. Les deux hommes veulent solder certaines affaires de justice dans lesquelles la main de Gaïd a été lourde. Le général Hocine Benhadid, incarcéré sur ordre de l'ex-vice-ministre de la Défense, est libéré en janvier 2020 avant d'être envoyé en France pour des soins sur instruction de Chengriha.

Dans les semaines qui suivent, le général Mohamed Mediène est admis à l'hôpital Aïn Naadja pour subir une nouvelle opération à l'épaule, celle-là même que Gaïd lui avait refusée. Il sera ensuite transféré vers une clinique de rééducation sur les hauteurs d'Alger qui dépend de l'institution militaire. Télé, journaux, internet, salle de sport, piscine... les conditions de son séjour de détenu n'ont rien à voir avec celles de la prison de Blida. Rétabli, Toufik s'autorise même des petites parties de football, sport qu'il pratique depuis sa jeunesse. C'est une réhabilitation qui ne dit pas son nom.

Samedi 2 janvier 2020, Toufik et les autres accusés sont acquittés par le tribunal militaire de Blida, qui clôt ainsi ce dossier hérité de l'ère Gaïd Salah. Au juge qui l'interroge, Mohamed Mediène lance cette phrase énigmatique : « Ce qui m'a conduit ici, ce sont des choses dont je ne peux parler aujourd'hui. Un jour peut-être, mais pas ici. »

Libre et réhabilité, Mohamed Mediène, 78 ans, va-t-il couler des jours tranquilles auprès de ses proches ou va-t-il reprendre du service ? Ceux qui le connaissent jurent qu'il ne nourrit aucune ambition, que sa carrière est loin derrière lui, et que l'hypothèse qu'il prenne un poste à responsabilité est proche de zéro. D'autres estiment que, dans la période complexe que traverse l'Algérie, l'équipe au pouvoir et l'institution militaire ne peuvent faire l'économie de ses conseils et de son expertise, notamment en matière de sécurité et de renseignement. **JA**



**ZÉPHYRIN
KOUADIO**

AFRIQUE SOIR

DU LUNDI AU VENDREDI 18H30 TU

Les grands faits d'actualité
du jour sur le continent

La radio mondiale en français
et 16 autres langues





Le président (à dr.) recevant Nouredine Taboubi, patron du tout-puissant syndicat, en janvier 2020.

Kaïs Saïed-UGTT : le grand malentendu

Carthage et la centrale syndicale sont tombés d'accord sur la tenue d'un dialogue national, mais la conception qu'ils s'en font n'est pas vraiment la même...

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

Depuis 2011, les initiatives de dialogue national lancées par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) semblent être la solution de sortie de crise privilégiée en Tunisie. Après Carthage 1, couronné par le prix Nobel de la paix en 2015, et Carthage 2, mort-né en 2018, la centrale syndicale persiste à vouloir réunir partis et instances nationales pour

dégager les priorités de la législature en cours.

Après un mois de discussions, la présidence de la République a confirmé, le 30 décembre 2020, le soutien du chef de l'État, Kaïs Saïed, à l'initiative soumise par l'UGTT. Ce troisième dialogue national ne sera sûrement pas le dernier. Sans se dédire, Carthage a toutefois tenu à préciser dans un communiqué publié deux minutes après l'annonce officielle de ce soutien que cette démarche devait avoir pour objectif « de corriger le processus de la révolution qui a été dévié » et a exigé la participation « des représentants des jeunes de toutes les régions de la République ».

Selon l'ancien ministre Mohamed Hamdi, « le communiqué de la présidence témoigne de la volonté de



**LE CHEF DE L'ÉTAT
A D'EMBLÉE ÉCARTÉ
CEUX QU'IL ESTIME
ÊTRE CORROMPUS,
À SAVOIR LE PDL,
QALB TOUNES ET LA
COALITION EL KARAMA.**

HICHEM

modifier le contenu de l'initiative proposée par l'UGTT ». En tout cas, le format est très différent de celui prévu par le syndicat, qui consiste à réunir de manière classique différents intervenants de la scène politique, dont des instances nationales, dans le but de s'accorder sur une feuille de route destinée au gouvernement.

Zones d'ombre

« Le président de la République paraît avoir rejeté le dialogue. Il semble, en même temps, qu'il a donné son accord sous la contrainte », commente Abdelkarim Harouni, président du Conseil de la choura d'Ennahdha. De fait, le locataire de Carthage pose de telles conditions au projet qu'il suscite plus de questions que d'enthousiasme. Kais Saïed a ainsi opté pour

l'exclusion de ceux qu'il estime être corrompus, à savoir le Parti démocrate libre (PDL) – lequel avait pris les devants en annonçant sa non-participation –, Galbe Tounes et la coalition El Karama, soit 60 députés sur 217. Un choix qui revient à remettre en question les résultats du scrutin de 2019, ce qui ne semble pas gêner le président, pourtant attaché, en bon juriste, aux principes de légalité et de légitimité.

La proposition du chef de l'État comporte aussi des zones d'ombre.

Qu'entend-il par « jeunes » ? Ceux-ci auront-ils les compétences pour être une force de proposition ? Qu'en est-il des 70 % de Tunisiens qui ne se situent pas dans la tranche des 15-34 ans ? À quels Tunisiens s'adresse-t-il ? Le peuple qu'évoque à satiété Kais Saïed dans ses discours se

résumerait-il dans son esprit aux franges les plus démunies de la population ? « Cette vision écarte la classe moyenne, différents secteurs socio-professionnels, mais aussi le troisième âge, des pans essentiels de la société tunisienne », remarque un ancien soutien du président qui alerte sur les conséquences de l'exclusion de nombreux Tunisiens du dialogue national.

États généraux

L'UGTT, dont la participation à la lutte nationale pour l'indépendance confère une légitimité historique, est souvent intervenue dans le champ politique, notamment depuis 2011 à la faveur de la transition politique post-révolution. La centrale syndicale, qui ne souhaite pas « renverser le gouvernement » actuel, selon son secrétaire général, Nouredine Taboubi, a choisi de mettre le cru 2021 du dialogue national sous l'égide de Kais Saïed... au risque d'un énorme malentendu sur les objectifs initiaux. Pour l'UGTT, la finalité du dialogue est de trouver un consensus politique et de mettre en place les outils

permettant les réformes nécessaires à la réalisation des objectifs de la révolution (emploi, liberté, dignité).

Toujours pour se conformer aux revendications de la révolution, le président a de son côté décidé de donner la voix au peuple et de faire du prochain dialogue national ni plus ni moins que des états généraux de la Tunisie. Lesquels devraient, dans la vision présidentielle, aboutir à des propositions pour une refonte totale du système selon le programme qu'il avait esquissé durant sa campagne présidentielle.

Seulement, le projet du président manque de réelles lignes conductrices. Une orientation opposée à celle du syndicat, qui mettait surtout l'entregent dont il dispose à contribution pour assurer les bons offices entre partis opposés et aboutir à un consensus sur les lignes de fond du projet de l'État tunisien. Alors que des dirigeants syndicaux assurent que des réunions vont préciser le processus du dialogue national, des militants de l'UGTT s'interrogent sur sa faisabilité... et sur les intentions de Taboubi, accusé de faire le jeu du pouvoir présidentiel pour remporter un succès d'estime. Certains tempêtent et accusent même leur direction de faire courir un risque au pays. « Le secrétaire général, Nouredine Taboubi, s'est mis dans une drôle de galère en pensant qu'il pouvait lui aussi prétendre à un prix Nobel », persifle l'un des membres du bureau exécutif.

Le dialogue national est annoncé mais il est peut-être déjà avorté. Son démarrage, son contenu, le choix des intervenants, tout reste à définir, et rien n'est gagné. « Nous avons besoin de concorde. Au vu de l'ampleur de la crise, lambiner encore plus revient à un suicide économique », s'inquiète un chef d'entreprise. Non sans une certaine ironie, Abdelkarim Harouni rappelle pour sa part que, « faute d'accord sur le dialogue, la Constitution prévoit plusieurs mécanismes ». Entre autres, la possibilité d'un retrait de confiance au président, qui lui-même peut, sous certaines conditions, dissoudre l'Assemblée. **JA**

Arancha González

« Sur Ceuta et Melilla, il n'y a rien à négocier »

Crise migratoire, Sahara, lutte antiterroriste... La ministre espagnole des Affaires étrangères revient sur les dossiers chauds entre son pays et le Maghreb.

PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN FAUJAS

La nomination d'Arancha González Laya au poste de ministre espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, le 13 janvier 2020, fut une surprise car cette Basque de 51 ans ne faisait pas partie du sérail diplomatique. Pourtant elle a une longue expérience des négociations internationales, aux côtés de Pascal Lamy, commissaire européen puis directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle a aussi dirigé le Centre de commerce international, chargé par l'ONU et l'OMC de rendre les entreprises des pays en développement plus compétitives sur les marchés mondiaux.

Parlant le français, l'anglais, l'allemand et l'italien, elle a arpenté l'Afrique, avec laquelle elle souhaite une coopération dans tous les domaines afin que les pays les plus démunis ne soient pas marginalisés. Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, elle affirme ne pas rejeter l'immigration africaine, mais entend l'ordonner. Elle applaudit le partenariat avec le Maroc, mais ne discutera pas d'une évolution des statuts des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla.

Jeune Afrique : Les flux migratoires ont repris en direction des Canaries et de l'Espagne. Quelle est la politique espagnole en matière d'immigration ?

Arancha González Laya :

Rappelons d'abord que, sur dix migrants africains, huit se dirigent vers un autre pays africain et deux seulement vers l'Europe. La poussée migratoire actuelle est liée à la crise économique due au coronavirus. Le tourisme s'est arrêté, le commerce a chuté, l'envoi d'argent des migrants à leur famille a diminué, les États n'ont pu collecter l'impôt. Si on fait la somme de ces mises à l'arrêt dont j'ai pu constater les méfaits au cours de mes voyages en Afrique, on comprend que la crise a relancé les départs vers l'Espagne par la route atlantique, qui était fermée depuis 2018. Les mafias qui les organisent se sont rappelé que le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal ne se trouvent pas très éloignés de nos îles Canaries.

Pour faire face à ce phénomène, notre politique est construite autour de quatre axes. Le premier est la mise sur pied d'un grand pacte européen sur la migration et l'asile : il s'agit d'une question européenne puisque la libre circulation est la règle dans l'UE. Le deuxième consiste à

approfondir nos relations avec les pays d'origine ou de transit afin de les aider à se développer et à lutter contre les mafias. Le troisième axe consiste à créer une immigration régulée grâce à des programmes d'accueil des travailleurs immigrés un permis de travail, des conditions dignes de logement et des salaires corrects. C'est ainsi que nous accueillons chaque année 25 000 Marocains. Notre souhait n'est pas d'empêcher l'immigration, mais de l'ordonner. Le quatrième axe, c'est la tolérance zéro vis-à-vis des réseaux criminels de passeurs.

Où en est le pacte européen que souhaite l'Espagne ?

Bruxelles a formulé une proposition au cours de l'été 2020, mais nous trouvons qu'elle manque d'envergure. Nous devons respecter nos obligations internationales en matière d'asile et de refuge. Il nous faut trouver un équilibre entre la solidarité et la responsabilité. Ce n'est pas facile, mais nous voudrions que soient privilégiées les relations avec les pays d'origine et de transit dans une coresponsabilité. Nous le faisons avec le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie. Nous investissons ensemble dans le développement de leur économie. Nous utilisons avec eux bateaux et hélicoptères de surveillance. Nous luttons ensemble contre les réseaux criminels. Cette dimension manque encore au pacte européen, en négociation.

Comment fonctionnent les accords passés avec ces pays pour maîtriser l'immigration clandestine ?

Nous avons des accords de collaboration dans la gestion des flux migratoires avec des pays comme le Maroc, la Mauritanie, l'Algérie ou le Sénégal qui prévoient également la possibilité de leur renvoyer les migrants qui se trouvent en Espagne en situation irrégulière.

Parvenez-vous à faire face aux arrivées massives dans les îles Canaries ?

En trois mois, plus de 30 000 Africains y sont arrivés. Dans ces îles,



EN MATIÈRE D'ASILE, IL NOUS FAUT TROUVER UN ÉQUILIBRE ENTRE LA SOLIDARITÉ ET LA RESPONSABILITÉ.



Cette Basque polyglotte de 51 ans a une longue expérience des négociations internationales.

qui bénéficient d'infrastructures limitées, il a fallu équiper des locaux pour accueillir plus dignement de manière temporaire ces migrants.

Les relations avec le Maroc semblent au beau fixe...

Le Maroc n'est pas seulement un voisin, c'est aussi un partenaire. Beaucoup d'entreprises espagnoles s'y sont implantées dans le textile, la chaussure, l'assainissement ou l'immobilier. C'est le pays avec lequel nos relations sont le plus étroites, après l'Europe. Nous travaillons en bonne intelligence dans la lutte antiterroriste. Nous avons vocation à renforcer ensemble nos liens avec l'Afrique subsaharienne dans le cadre de notre troisième plan pour l'Afrique, élaboré en 2019. Nous déclinons notre proximité dans les domaines politique, économique et sécuritaire.

Le Premier ministre marocain a déclaré, à la fin de décembre, que son pays entendait récupérer les enclaves

de Ceuta et Melilla, comme il a récupéré une partie du Sahara occidental. Considérez-vous cette déclaration comme inquiétante ?

Sur Ceuta et Melilla, il n'y a rien à négocier : elles sont espagnoles.

Avec l'Algérie, n'y a-t-il pas quelques frictions à propos de la délimitation des eaux territoriales autour de l'île de Cabrera ?

Il n'y a aucun problème entre l'Algérie et l'Espagne à ce sujet. Les Algériens – mais aussi les Marocains – ont le droit de délimiter leurs zones maritimes. Mais quand leurs zones et les nôtres se chevauchent, ils sont dans l'obligation de négocier avec l'Espagne. Le droit maritime exclut toute décision unilatérale. Et nous sommes tous d'accord sur ce point.

Quelle est la position de l'Espagne dans le conflit du Sahara occidental ?

Elle n'a pas changé. Nous restons attachés à une solution négociée et stable sous l'égide de l'ONU par le

biais de l'envoyé spécial de son secrétaire général. Ce poste est d'ailleurs vacant depuis dix-huit mois, et nous insistons pour qu'il soit pourvu.

L'Espagne ne pourrait-elle pas lancer une initiative qui contribuerait à débloquer les négociations au lieu d'endosser la position de l'ONU, qui est dans une impasse ?

L'Espagne reste attachée à la recherche d'une solution durable à la question du Sahara occidental au sein de l'ONU. Il faut sortir de l'impasse, et pour cela l'Espagne insiste sur l'urgence de nommer un représentant du secrétaire général de l'ONU.

N'avez-vous pas dit que le Front Polisario était infiltré par des éléments jihadistes ?

Nous n'avons pas dit cela. Nous avons été alertés des risques d'une attaque terroriste dans la région pouvant cibler des citoyens espagnols. Ce n'était qu'une alerte, mais nous l'avons prise au sérieux. **JA**

A photograph of three surgeons in an operating room. They are wearing blue scrubs, blue surgical masks, and blue bouffant caps. The surgeon on the left has a white cap with a nautical pattern of anchors and compasses. They are all looking down at a patient on the operating table. A surgical light is visible above them.

OBJECTIF TUNISIE

SPÉCIAL SANTÉ

HÔPITAUX Comment les réanimer

Le diagnostic n'est pas nouveau, la crise du Covid-19 ne l'a rendu que plus évident : le système de soins se détériore. Que faire pour inverser la tendance ?



CAMILLE LAFRANCE

En Tunisie comme ailleurs, la crise du Covid-19 a mis en lumière l'importance des systèmes de santé. Le constat n'est pas brillant : délitement du secteur hospitalier public et mauvaise gouvernance alimentent des inégalités en cascade. Et, dans un contexte d'instabilité gouvernementale et de crise économique, la réforme tant attendue peine à voir le jour.

Éreinté par la pandémie, le personnel médical a longtemps serré les dents. Mais la mort du docteur Badreddine Aloui, le 3 décembre 2020, des suites d'une chute de cinq mètres dans une cage d'ascenseur en panne, à l'hôpital de Jendouba (Nord-Ouest), a réveillé son exaspération. La journée de colère et de deuil national du 8 décembre avait été précédée par d'autres mouvements d'indignation, dont la campagne « #balance ton hôpital », organisée en 2019 à la suite du décès, à l'hôpital tunisois de La Rabta, de douze nouveau-nés qui avaient contracté une infection nosocomiale.

Hichem Mechichi, le chef du gouvernement, a promis, à la fin de décembre dernier, la création d'une Instance nationale de réforme de la santé publique. Reste à en définir la composition et les objectifs. Cette instance pourrait s'inspirer du Dialogue sociétal, qui a travaillé sur la réforme du système de santé et dont les recommandations portant sur la création d'une couverture santé universelle à l'horizon 2030 sont restées lettre morte depuis 2019. « Certaines solutions peuvent être mises en œuvre à court terme. Encore faut-il que professionnels et politiques partagent une même vision », assure le docteur Hédi Achouri, rapporteur général du Dialogue.

Priorité serait donnée aux soins de santé de base (et donc à la prévention) : les structures existent, mais toutes ne fonctionnent pas, comme certains dispensaires locaux qui n'ouvrent que quelques heures par jour. Renforcer cette première prise en charge des patients permettrait de mieux coordonner les parcours de soins et de désengorger les centres hospitaliers universitaires. « Quand vous êtes dans l'ouest du pays, le premier spécialiste se trouve à 150 km, dans le meilleur des cas »,

déplore le Dr Achouri. Face à la mauvaise répartition des effectifs, à l'hypercentralisation des structures et des prises de décision, des spécialistes référents, dans les hôpitaux, pourraient appuyer les généralistes grâce à la télémedecine.

Vols de médicaments

Le Dr Achouri préconise en outre de créer des protocoles communs agréés pour le traitement des maladies et d'assurer le suivi de celles-ci, de l'acquisition des médicaments à leur distribution aux patients. Car l'opacité et la corruption gangrèment le secteur. Dans un récent sondage réalisé par l'Organisation tunisienne des jeunes médecins (OTJM) auprès de 235 professionnels du pays, 48 % de ces derniers font état de vols de médicaments commis par le personnel de santé. « Quand j'étais ministre de la Santé, en 2014, j'ai demandé le nombre exact des respirateurs dont nous disposions. En vain. Cela est vrai pour la majorité du matériel acquis par le ministère. Pourtant, faire un état des lieux rigoureux est indispensable pour avancer », insiste Mohamed Salah Ben Ammar, chef de service anesthésie-réanimation au Centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts, à Paris, depuis 2015.

Lui aussi ancien ministre – il avait démissionné au lendemain des décès de La Rabta –, Abderraouf Cherif, chef du service de consultations externes à Habib-Thameur (Tunis), a fait de la numérisation des activités hospitalières une priorité pour assurer une meilleure gestion et dégager des économies. Or seul son établissement vient progressivement à bout de ce chantier.

Répondre aux mauvaises conditions de travail, qui précipitent la fuite des médecins vers la France, l'Allemagne et les pays du Golfe, constitue un autre défi urgent. Les services d'anesthésie-réanimation, de radiologie, de chirurgie et de gynécologie seraient les plus touchés. La situation est pire dans les régions de l'intérieur. Les mesures incitatives ou coercitives n'ont pas porté leurs fruits. En tentant d'obliger les jeunes médecins à exercer une année dans ces zones dans le cadre de leur service militaire, les pouvoirs publics n'ont fait qu'accentuer le phénomène des départs à l'étranger.

À la Clinique internationale Hannibal, à Tunis.

BURGER / PHANE

Pour faire face à la pénurie de spécialistes dans les régions, le ministère prévoit, à chaque concours, d'affecter 120 internes à ces zones sous-dotées en médecins. « C'est une mauvaise approche, car de toute façon les services de l'intérieur et même ceux des grandes villes manquent de seniors », affirme Mohamed Salah Ben Ammar.

Bref, tout le système est à repenser tant les sources de découragement sont nombreuses, des gardes de quarante-huit heures aux retards de paiement des vacataires recrutés pour lutter contre le Covid-19, en passant par la mauvaise répartition des effectifs, concentrés sur la matinée... « L'hôpital agonise, on improvise avec le minimum de moyens et de ressources humaines. C'est comme faire de la médecine de guerre, mais les corrompus ne veulent pas que ça change », s'emporte Tasnime Labiedh, de l'OTJM. Parmi les mesures envisageables à court terme, l'organisation réclame la sécurisation des services, alors que 10 % des sondés disent avoir subi des violences physiques et 62,7 % des violences verbales de la part des patients.

Passerelles public-privé

Qu'en est-il des projets de construction d'une quinzaine d'hôpitaux ? « Je souhaite qu'ils ne voient jamais le jour, car cela ne sert que la propagande des politiques et ce serait de l'argent jeté par les fenêtres », s'insurge Hédi Achouri. « Des investissements sans ressources humaines sont voués à l'échec », abonde Habib Ghedira, membre de la Commission de lutte contre le Covid-19, qui appelle à renforcer le maillage existant. Illustration de ces projets « hors sol », l'hôpital Bir Ali Ben Khelifa, situé entre Gafsa et Sfax. Construit en 2015, il n'a ouvert ses portes que trois ans plus tard, faute de personnel. « Dans ces conditions, pourquoi ne pas créer des postes avancés d'urgence et des "caravanes de santé" qui compenseraient à la fois la concentration des hôpitaux universitaires entre Tunis, Sousse et Sfax, et leur engorgement ? » poursuit Ghedira.

Afin d'éviter de faire un saupoudrage sur l'ensemble du pays, le Dialogue sociétal préconise la création de sept pôles interrégionaux de santé. En attendant, les autorités pourront compter sur le CHU de Sfax, inauguré en décembre 2020 et construit grâce à un don chinois, et sur celui de Kairouan, dont les travaux, financés par l'Arabie saoudite,

devraient débuter au cours de ce premier semestre.

Autre piste à creuser : le renforcement des liens entre public et privé. Mais, jusqu'à présent, le dispositif d'Activité privée à l'hôpital (APC), censé retenir les seniors dans les établissements publics en leur permettant de faire des consultations privées dans leur service, a conduit à des excès. « Il faudrait créer des passerelles entre les hôpitaux et les cliniques pour que les patients puissent passer de l'un à l'autre lorsque c'est nécessaire, par exemple pour réaliser des examens », estime Abderraouf Cherif.

Arrêt des paiements de la Cnam

Outre le manque d'organisation des soins et la pénurie de personnel, les hôpitaux souffrent depuis deux ans de l'arrêt des paiements de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam). La Cnam subit elle-même les retards de paiement des caisses complémentaires, qui versent

les retraites en priorité, au détriment des dépenses de santé. Conséquence : certains fournisseurs rechignent à alimenter les hôpitaux en médicaments et en appareils. « Pourquoi la Cnam paie-t-elle les cliniques et pas les hôpitaux, qui, eux, facturent au forfait et non à l'acte ? C'est politique ! Cela fait des années qu'on favorise le privé », regrette Tasnime Labiedh.

Résoudre cette question s'impose comme un préalable à toute refonte. « Si on numérise les services et que l'État éponge au moins 50 % des 400 millions de dinars de dette de la Cnam dans les cinq années à venir, on pourra sauver le secteur », assure Abderraouf Cherif. « Sans courage politique, toute tentative est vouée à l'échec. Face aux groupes d'intérêt, au poids des habitudes et des droits acquis, rien n'est possible sans une réelle volonté politique, qui entraînera nécessairement des mouvements de contestation et des tensions. Il faut accepter de passer par cette étape délicate pour réformer en profondeur notre système de santé », prévient Salah Ben Ammar.

De nombreuses voix s'élèvent pour appeler à limiter dans le temps le mandat de l'Instance de réforme de la santé, en espérant que celle-ci agira vite et utilisera les acquis du Dialogue sociétal. Pas besoin d'une nouvelle thérapie de groupe, mais de réalisations concrètes, insistent-elles. **TA**



**FACE AUX GROUPES D'INTÉRÊT,
AU POIDS DES HABITUDES ET
DES DROITS ACQUIS, IL FAUT UN
RÉEL COURAGE POLITIQUE POUR
RÉFORMER EN PROFONDEUR.**



Se Soigner en Tunisie

facilement en toute sécurité, mieux et moins cher



www.sesoignerentunisie.com



+216 27 58 36 36

Hechmi Louzir

« Nous aurions dû donner la parole à ceux qui ont vécu la maladie »

Alors que le pays est confronté à la seconde vague de l'épidémie, le directeur de l'institut Pasteur de Tunis revient sur la stratégie de lutte adoptée par les autorités et confirme que la campagne de vaccination débutera au deuxième trimestre.

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

Personnalité clé du comité scientifique qui a conseillé le gouvernement sur la gestion de la pandémie de coronavirus, Hechmi Louzir, directeur général de l'institut Pasteur de Tunis, dresse un état des lieux de la situation épidémiologique en Tunisie. Professeur d'immunologie à la faculté de médecine de Tunis, il participe également, grâce au réseau des instituts Pasteur (dix en Afrique), à l'élaboration d'une réponse africaine au Covid-19.

Depuis sa prise de fonctions, en 2007, ce spécialiste de la leishmaniose, déjà en première ligne lors de l'épidémie de la grippe H1N1, a mis la recherche et le dépôt de brevets au cœur des activités de son institution. Interview.

Jeune Afrique : Comment évolue la situation de la Tunisie ?

Hechmi Louzir : Lorsque la première vague de l'épidémie a atteint l'Europe, la Tunisie a été touchée par une vaguelette à laquelle elle a bien réagi en fermant ses frontières, en mettant les cas déclarés en quarantaine dans des hôtels et en réalisant une campagne de test massive là où des foyers d'infection avaient été détectés.

L'ouverture des frontières et le déconfinement ont, comme partout dans le monde, relancé la propagation de la maladie. Nous sommes alors passés par une période très tendue, au

cours de laquelle nos capacités d'accueil, notamment dans les services d'urgence et de réanimation, ont été mises à mal. Notre système de santé a été mis à rude épreuve, mais nous avons aussi eu la confirmation de nos compétences et de notre capacité à maîtriser une pandémie.

Quel a été le point faible dans la gestion sanitaire de cette crise ?

L'erreur vient de ce que l'on se soit référé aux indicateurs épidémiologiques des pays alors que la transmission du Covid est individuelle. On a ainsi classé l'Union européenne et certains pays européens non membres de l'UE en zone verte, alors que la circulation du virus y était importante.

Conformément aux recommandations de l'OMS, on a considéré que les voyageurs venant d'une zone verte pouvaient être exemptés d'un suivi ou de la présentation d'un test PCR à leur entrée sur notre sol. Conséquence : durant l'été, avec l'arrivée des Tunisiens de l'étranger, les déplacements interrégionaux et les réunions familiales, le virus s'est largement

répandu, créant des *clusters* [foyers].

Aujourd'hui, la donne a changé. Toute personne qui entre en Tunisie doit présenter un test PCR négatif. À cela s'ajoute l'adoption, par la population, de gestes barrières.

Cette seconde vague a engendré beaucoup de contaminations (143 544 au 5 janvier) et une mortalité significative (4 800 personnes). Après une période de stabilisation, au cours de laquelle le nombre de cas et de décès a diminué, on a assisté, à la fin de l'année 2020, à une recrudescence épidémique, due à un certain relâchement dans l'application des mesures de prévention, des interdictions et des recommandations. Nous aurions dû être plus incisifs en matière de communication, donner la parole à ceux qui ont vécu la maladie et montrer ses conséquences.

Les scientifiques ont-ils eu du mal à convaincre les économistes que la santé devait primer l'économie ?

Le conseil scientifique, qui se réunit au ministère de la Santé, examine chaque semaine l'évolution de la situation épidémiologique ainsi que de nombreuses questions techniques (tests PCR, nombre de lits d'hôpitaux, etc.). En outre, quand il s'agit de prendre des mesures qui affectent la vie de la population, nous émettons un certain nombre de recommandations, proposées au chef du gouvernement et discutées lors de conseils interministériels, où les différents ministères (Commerce, Économie, Finances, Sport, Culture...)



**IL ME SEMBLE QUE
LE GOUVERNEMENT
A SACRIFIÉ LE VOLET
ÉCONOMIQUE POUR
SAUVER LA SANTÉ.**



Dans son bureau,
à l'institut Pasteur
de Tunis,
le 7 avril 2020.

→ étudient dans les moindres détails leurs conséquences économiques et sociales.

Nous nous sommes interrogés aussi bien sur les éventuelles compensations en cas d'arrêt d'activité que sur la nécessité de maintenir les cafés ouverts, car ce secteur emploie un grand nombre de personnes. Il fallait tenir compte de tous les paramètres, mais il me semble que le gouvernement a sacrifié le volet économique pour sauver la santé.

Les mesures énergiques qui ont été prises ont permis de limiter le nombre de cas. C'est essentiel quand on a un système de santé fragile comme le nôtre et une faible capacité de prise en charge face à un fort afflux de patients, notamment ceux qui doivent être admis en réanimation.

Le nombre total de cas et leur proportion par rapport à d'autres pays montrent que la Tunisie a su limiter la propagation du virus. Il faut néanmoins rester très prudents, d'où le maintien des mesures de prévention, comme l'interdiction des rassemblements afin d'éviter une flambée de cas.

Pourquoi l'Afrique semble-t-elle moins affectée que l'Europe ou que le continent américain ?

Différents aspects entrent en ligne de compte, parmi lesquels le fait que les populations soient davantage éparpillées dans des zones rurales, et sûrement des facteurs génétiques, ainsi qu'une certaine immunité croisée avec d'autres agents pathogènes.

Les campagnes de vaccination ont débuté à la fin de 2020 aux États-Unis et en Europe. Qu'en est-il en Tunisie ?

Le comité scientifique a suivi le développement de la recherche et a inscrit la Tunisie au programme Covax (lancé par l'OMS en partenariat avec l'Unicef, la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds). Objectif de ce programme : que les dons permettent à l'OMS d'acheter des quantités importantes de vaccins contre le Covid-19 à un prix réduit pour répondre à au moins 20 % des besoins des 92 pays éligibles, parmi lesquels figure la Tunisie.

Notre campagne de vaccination sera gérée par la Direction des soins de santé de base, la Direction de la

pharmacie et du médicament, et le Centre national de pharmacovigilance. Pour le vaccin de Pfizer [développé avec BioNTech], toute la filière de distribution est déjà organisée afin que la campagne de vaccination puisse commencer à partir du deuxième trimestre.

La convocation de la population se fera selon les modalités adoptées pour les élections. Quand nous serons parvenus à une certaine immunité collective qui nous permettra de contrôler l'infection, il sera temps de faire le bilan et d'envisager une réforme de notre système de santé.

Quelles leçons doit-on tirer de cette pandémie ?

Le rôle joué par le corps médical et les scientifiques a été primordial. Jamais ils n'avaient été autant écoutés par les responsables politiques. Cela doit nous pousser à valoriser davantage la recherche médicale et à faire participer les scientifiques aux grands projets de développement. Leur savoir doit être mis à contribution pour définir les grandes orientations stratégiques du pays. **JA**



ENTRETIEN

LE TOURISME DE SANTÉ EN TUNISIE A LE VENT EN POUPE

Fleuron du développement du tourisme en Tunisie, le tourisme de santé a le vent en poupe et continue à se maintenir malgré la crise sanitaire mondiale. Son plus ardent promoteur, le ministre du Tourisme, Habib Ammar expose les avantages des soins en Tunisie.



M. HABIB AMMAR,
ministre du Tourisme

La Tunisie souhaiterait se positionner comme une destination de tourisme de Santé. Comment envisagez-vous ce positionnement ?

La Tunisie est déjà positionnée comme un acteur important dans le marché mondial du tourisme médical. Ce n'est pas par hasard que la Tunisie reçoit plus de 400 000 patients étrangers par an. À ceci on peut ajouter 140 000 touristes qui viennent pour la thalassothérapie.

Dans un marché mondial à fort potentiel estimé à plus de 100 milliards de dollars en 2019, la Tunisie peut et doit mieux faire. En effet, notre pays jouit d'une infrastructure sanitaire de premier plan et d'un savoir-faire médical reconnu à l'international. Seulement, nos performances dans le domaine de tourisme de santé sont méconnues. Une meilleure stratégie promotionnelle, efficace et ciblée, sera à même de répondre aux besoins d'une clientèle internationale à la recherche de soins de qualité au meilleur prix.

Comment l'Afrique pourrait-elle participer à l'essor de l'offre des soins et des services touristiques de santé ?

Nous avons constaté avec beaucoup de satisfaction l'intérêt que présente notre offre de santé pour des patients provenant des pays de l'Afrique

Sub-saharienne notamment le Mali, la Guinée, le Niger, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Bénin le Sénégal et la Mauritanie. Le renforcement des connexions aériennes directes mises en place par la compagnie nationale, Tunisair a facilité la venue de ces patients. D'autres pays d'Afrique centrale sont intéressés de venir se soigner en Tunisie. D'un autre côté, et en tant que pays Africain, nous prôtons une collaboration Sud-Sud pour répondre aux besoins de santé sur le continent. Plus qu'un simple fournisseur de services, la Tunisie souhaite participer à l'émancipation du secteur sanitaire grâce à un échange d'expérience et une meilleure intégration interafricaine. Le tourisme médical est un processus qui commence principalement dans le pays d'origine ou le diagnostic devrait être fait dans les meilleures conditions à même d'assurer une meilleure prise en

charge à l'étranger. Ainsi et en collaboration avec les ministères de la santé et de l'enseignement supérieur, nous souhaitons encourager la formation des médecins des différents pays d'Afrique en Tunisie qui seront eux-mêmes les meilleurs ambassadeurs de la médecine tunisienne chez eux.

D'un autre côté et avec le développement de la télémédecine notamment durant cette crise sanitaire du Covid-19, nous souhaitons renforcer notre rôle de partenaire santé en facilitant l'accès à distance à l'expertise médicale tunisienne.

Quels sont les objectifs du ministère en termes de promotion du tourisme médical ?

Nous œuvrons à unir les efforts réalisés en vue de promouvoir la Tunisie en tant que destination santé par excellence. En étroite collaboration avec le ministère de la santé ainsi que les différents acteurs impliqués dans le processus de tourisme médical : hôpitaux, cliniques, centres thermaux, hôtels, agences de voyage... nous travaillons à renforcer la visibilité de notre offre à travers notre participation ciblée aux salons thématiques et aux congrès internationaux et aussi par le biais d'organisation de roadshows et des rencontres B to B dans les pays cibles.

Nous sommes persuadés qu'il y a encore un important potentiel dans le domaine de tourisme médical qu'on pourra exploiter grâce à une stratégie de communication plus pertinente et plus audacieuse qui répondra efficacement aux besoins croissants des touristes de santé.



Nous veillerons également à la simplification de la réglementation du secteur en créant un label qualité prônant la valorisation de notre know-how médical et scientifique et l'amélioration de l'expérience patient tout au long du processus.

Par exemple, nous travaillons à mettre en place un accueil spécifique pour les touristes de santé dès leur arrivée à l'aéroport. Une nouvelle catégorie de visas médicaux (e-Visa) est même à l'étude pour renforcer l'attractivité de notre pays.

Nous sommes conscients de l'importance du tourisme de santé, un secteur à haute valeur ajoutée pour notre économie et nous ambitionnons à faire de la Tunisie, une des destinations santé les plus prisées.

Pourquoi le choix de la Tunisie et pas un autre pays ?

Le tourisme de santé est une jeune industrie avec un fort potentiel. Rares sont les pays comme la Tunisie qui a une vraie culture du tourisme et spécifiquement du tourisme de santé. En effet, depuis les années 90, des patients

étrangers principalement de la Libye sont venus se soigner en Tunisie. Ceci nous a permis de mettre en place une logistique efficace capable de prendre en charge les touristes médicaux.

Au-delà de l'emplacement géographique privilégié entre l'Europe et l'Afrique, la clé de succès de la Tunisie dans le domaine de tourisme de santé est une offre de soins de qualité à des prix très compétitifs.

Cette compétitivité s'explique par un système de formation solide et réputé permettant une large disponibilité des compétences locales dans le domaine de la santé. Le deuxième point qui explique cet avantage est un investissement continu dans l'infrastructure médicale publique et privée permettant l'émergence de structures sanitaires aux standards internationaux soutenus par des industries telles que pharmaceutiques capables de fournir la majorité des besoins nationaux en médicaments.

Enfin, il est important de rappeler que le système de santé tunisien offre une large gamme de soins aux touristes de santé dont la chirurgie cardiaque, la cardiologie interventionnelle, l'oncologie, l'orthopédie, l'ophtalmologie, la neurochirurgie, la fécondation in vitro (FIV), la chirurgie esthétique...

Par conséquent, la question qui devrait se poser, pourquoi pas la Tunisie...

Ministère du Tourisme de Tunisie

1 Avenue Mohamed V - 1001 Tunis - Tunisie
Tél. : +(216) 71 120 300 - Fax : 71 354 223
Email : boc@tourisme.gov.tn

www.tourisme.gov.tn/fr/accueil.html
www.discovertunisia.com

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE



SAIPH

Atelier de l'usine Saiph.

Saiph sur la deuxième marche du podium national

Spécialisé dans la fabrication de médicaments génériques, le laboratoire a doublé son chiffre d'affaires à l'exportation malgré la crise du coronavirus.

CAMILLE LAFRANCE

« **N**ous avons réalisé la meilleure évolution du marché ces cinq dernières années », se félicite Ramzi Sandi, directeur général des laboratoires Saiph depuis 2015. Deuxième groupe pharmaceutique tunisien sur le marché local derrière Medis et cinquième en comptant les multinationales qui opèrent dans le pays (derrière Sanofi, Medis, Opalia et GSK), son laboratoire espère se hisser dans le top trois.

Premier fabricant de médicaments cardiovasculaires en Tunisie, Saiph y est aussi le premier fabricant d'antibiotiques génériques. L'entreprise y consacre 90 % de sa production.

Elle produit par ailleurs des principes (médicaments sous licence) pour des multinationales. Comme ses concurrents, le fabricant approvisionne en priorité le marché national, où trois médicaments sur quatre seraient fabriqués localement. Cela ne représente que 50 % du marché en valeur car les médicaments à forte valeur ajoutée sont encore largement exportés, précise Ramzi Sandi, qui est également le secrétaire général de l'Association tunisienne des médicaments génériques (ATMG).

Malgré les difficultés liées à la crise du Covid-19, le chiffre d'affaires de Saiph a marqué une croissance de 4 % en 2020 par rapport à 2019, pour atteindre 81 millions de dinars (24,3 millions d'euros). Sa recette : l'anticipation. « Nous avons vu venir

la pandémie depuis l'Asie et sommes passés de trois à cinq mois de stocks de matière première. Nous avons également doublé le budget alloué au transport et au travail de nuit », précise Ramzi Sandi.

Face aux perturbations du secteur, Saiph a rééquilibré ses ventes en diversifiant son portefeuille à partir de 2015. Aux nouvelles molécules génériques (traitement du diabète, cardiologie...) s'ajoute la production de deux produits depuis la fin de l'année : la vitamine B12, et la vitamine D injectable. Le laboratoire se lancera aussi cette année dans les médicaments ophtalmiques.

Depuis 2018, il a investi 50 millions de dinars au total pour développer ce domaine, mais aussi ceux des injectables, des capsules molles, des médicaments stériles (avec sa branche Steripharm) et des solutions respiratoires. De quoi mettre le pied dans un marché estimé à 200 millions de dinars. Pendant ce temps, son premier concurrent, Medis, s'est lui déjà tourné vers les biosimilaires (médicaments issus des biotechnologies) et l'oncologie, au prix d'investissements importants en recherche et développement.

Irak, Jordanie et Libye

En attendant de le rattraper, Saiph axe sa croissance sur l'international, bien que le contexte ait entraîné une baisse des exportations du secteur en Tunisie. De 18 % de la production nationale en 2019, elles sont passées à 8 % en octobre 2020, selon Naoufel Masri, fondateur de Pharma Consult, une structure d'aide d'entreprises pharmaceutiques à la promotion et à l'export vers l'Afrique francophone.

Mais Saiph garde le cap. Depuis deux ans, il vend 15 % de ses génériques à l'étranger et a doublé cette année son chiffre d'affaires dans ce domaine (10 millions de dinars). Ses principaux clients sont l'Irak, la Jordanie et la Libye. Le groupe consacre 2 % à 3 % de ses exportations à ce voisin et partenaire historique de la Tunisie, malgré la guerre civile. « On y travaille sur le long terme, en attendant que le pays se stabilise », explique le directeur général.

LE GROUPE A INVESTI 16 MILLIONS D'EUROS DANS LA CONSTRUCTION D'UNE USINE À ABIDJAN. ELLE DEVRAIT OUVRIR SES PORTES FIN 2021.

« Avec plus de 200 nouvelles autorisations de mise sur le marché déposées en Tunisie, nous allons d'abord lancer ces produits localement, puis les exporter », précise Ramzi Sandi. Objectif : l'Afrique, via la branche Saiph Ivoire. Le groupe a déjà investi 16 millions d'euros dans la première phase de construction d'une usine installée dans la zone franche d'Abidjan. La fabrication de médicaments devrait y démarrer dès la fin de 2021. Quelque 150 nouveaux postes créés sur place s'ajouteront aux 650 que compte déjà la branche tunisienne. D'ici là, une plateforme de distribution à destination du continent devrait voir le jour.

Saiph a déjà obtenu l'autorisation de mise sur le marché ivoirien d'une soixantaine de médicaments et compte sur un doublement de la demande sur ce marché (dépendant à plus de 90 % des importations) grâce au dynamisme du pays et à la mise en place d'une assurance maladie. Mais faire de la Côte d'Ivoire un tremplin régional n'est pas si simple. « Nous avons besoin de l'appui du pouvoir pour nous implanter au Mali ou au Burkina », concède

Ramzi Sandi (photo).

Le groupe s'appuie sur sa branche de promotion, Ifrikia Santé, créée en 2019 et forte d'une centaine de délégués médicaux, mais il lui faudra redéposer des demandes d'homologation de ses produits dans chaque État.

« L'Afrique est dans l'obligation d'importer des médicaments du fait de la transition épidémiologique et du développement des maladies

chroniques, mais elle ne participe qu'à 3 % de la production mondiale, remarque Naoufel Masri. « Son marché ne représente que 1,7 % de la demande mondiale en médicaments, mais pourrait atteindre 3 % en 2050 du fait de l'augmentation du pouvoir d'achat et de la population », s'enthousiasme le consultant. Renforcer la production locale est d'ailleurs une priorité de l'OMS, qui encourage le transfert de technologies et l'amélioration de la régulation pour s'assurer de la mise aux normes internationales et d'une meilleure communication sur les opportunités de marché.

Contrer l'Asie

Saiph entend bien jouer un rôle dans cette évolution et voit déjà plus loin. « Il faut contrer la mainmise asiatique sur le continent, préconise Ramzi Sandi. Et les pays du Maghreb sont bien placés pour créer des partenariats de recherche et développement avec des entreprises européennes et des sites alternatifs de fabrication pour jouer le rôle de plateformes vers l'Afrique. » « Le premier frein reste le prix à l'export. Nos pays proposent des produits à 45 % plus chers que ceux des Indiens, qui sont en train de prendre la plus grande part du marché des antibiotiques et des anti-inflammatoires. Il faudrait que les États maghrébins subventionnent l'industrie pour la rendre plus concurrentielle, mais le retour sur investissements ne se fera que sur vingt ou trente ans », prévient Naoufel Masri.

Le lent enregistrement des médicaments reste aussi un obstacle à l'investissement, reconnaît Ramzi Sandi. L'attente serait en moyenne de quatre ans sur le continent, selon Pharma Consult. Les acteurs du secteur attendent avec

impatience la création d'une agence africaine spécialisée, annoncée par l'Union africaine, qui permettra un seul enregistrement des produits pour tous les pays. **JA**



SAIPH

Instadeep, intelligence de pointe

Partenariat avec BioNTech, levée de fonds, rapprochement avec les Émirats... La société cofondée par Karim Beguir et Zohra Slim séduit de plus en plus d'opérateurs et de pays.

PAR FRIDA DAHMANI, À TUNIS

Is se sont connus au lycée, ont eu des parcours différents, mais ne se sont jamais perdus de vue. En 2014, Karim Beguir, polytechnicien diplômé en mathématiques appliquées de l'université de New York, et Zohra Slim, brillante pluridisciplinaire mordue d'informatique, ancienne directrice d'une agence de communication numérique, fondent Instadeep avec un capital de 5000 dinars (2200 euros) et deux ordinateurs. En l'espace de six ans, ils parviennent à faire de leur entreprise l'une des start-up les plus attrayantes du secteur de l'intelligence artificielle.

Leur promesse est alléchante. En simulant le raisonnement humain, la technologie mise au point par Instadeep permet de relever des défis d'optimisation et d'automatisation dans des environnements dynamiques et complexes. Ainsi, les entreprises gagnent du temps, de l'argent, et deviennent plus compétitives.

Fort potentiel

La start-up fait rapidement mouche : elle séduit des opérateurs des secteurs de l'énergie, du transport et du high-tech en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient. À Barcelone, en 2017, elle est sélectionnée parmi les vingt start-up à suivre lors du Mobile World Congress (MWC). Un événement qui permet notamment à Karim Beguir de rencontrer Mark Zuckerberg, le patron de Facebook.

En mars 2020, Instadeep figurait parmi les 100 start-up de l'intelligence artificielle les plus prometteuses du monde, selon le cabinet d'études CB Insights. Cette reconnaissance

internationale confirme le potentiel de la société, qui l'année précédente avait levé 7 millions de dollars auprès des capital-investisseurs AfricInvest et Endeavor Catalyst. Grâce à ce soutien, Instadeep emploie environ 120 personnes.

Lutte contre le cancer

Et la pandémie de Covid-19 a donné à la jeune pousse une visibilité inattendue. Le 26 novembre 2020, Karim Beguir annonçait une collaboration stratégique avec le laboratoire allemand BioNTech, qui a développé, avec le géant américain Pfizer, l'un des premiers vaccins anti-Covid. « C'est une association entre des techniques d'intelligence artificielle de pointe et tout ce qui se fait de mieux en matière de biotechnologie », explique Karim Beguir. La start-up ne travaillera pas sur le Covid, mais fournira des systèmes d'intelligence artificielle pour le développement d'un vaccin

permettant à l'organisme de contrer l'attaque des cellules par différents types de cancer.

Une annonce qui a quelque peu occulté une autre étape de l'expansion d'Instadeep : en partenariat avec le groupe émirati Seed, propriété de Sheikh Ahmed Bin Saeed Al Maktoum, fondateur de la compagnie Emirates et président de Dubai World, la société entend aider les Émirats arabes unis à devenir un incubateur de technologies à l'horizon 2031. Un rapprochement qui permet dans le même temps à Instadeep de s'implanter dans la région.

Le chemin parcouru par les fondateurs, désormais installés à Londres, ne les a néanmoins pas coupés du continent. Si la start-up possède des bureaux dans la capitale britannique, à Dubaï, à Paris et à Tunis, elle est aussi présente à Lagos, au Cap, avec la volonté de s'imposer en Afrique et d'y développer des talents. **JA**



Créée en 2014, la start-up emploie environ 120 personnes.

INSTADEEP



TRAGEDEL vous accompagne dans vos projets grâce à des solutions innovantes

Jeune et ambitieux, Kamel Charfeddine, Vice-président de TRAGEDEL mise sur la qualité pour conquérir le continent.

Comment est né TRAGEDEL Off shore ?

J'aurais pu prendre la suite de l'entreprise d'électricité familiale fondée en 1989 mais je voulais d'abord faire mes preuves, me challenger un peu dans l'esprit anglo-saxon qui a imprégné mes études. Diplômé en Génie chimique et des procédés et titulaire d'une Maîtrise en administration des affaires - gestion des entreprises (M.B.A.) de l'université de Laval, j'ai un temps fait mes armes dans le milieu des assurances et les entreprises pétrolières avant de revenir à Tunis pour concevoir et de lancer le secteur offshore de TRAGEDEL qui est une entreprise indépendante.

À 29 ans, vous êtes l'un des chefs de file de jeunes entrepreneurs tunisiens qui partent à la conquête des marchés africains, pourquoi ce choix ?

D'abord j'éprouve une passion pour l'Afrique et en y développant des projets, notamment clé en main, c'est

comme si je devenais un peu plus fils du pays. TRAGEDEL réalise des projets clé en main dans les secteurs de l'énergie, de la construction et de l'eau. Chaque chantier est d'abord une histoire humaine dont le bon déroulement est garanti par les normes qui participent à la valeur ajoutée qui fait de TRAGEDEL une référence. Compétences et savoir faire se traduisent par une gestion optimale des risques et les priorités données à la qualité par la certification ISO 9001 et la sécurité qui répond à la norme ISO 45001. Autant de balises qui permettent d'établir une relation de confiance avec le client et un management serein et efficace des projets. Nous préférons investir sur notre réputation et nos relations.

Quelles prestations offrez-vous ?

D'abord nous travaillons dans le respect de valeurs tant en termes de délais que de respect de l'environnement et des spécificités territoriales, nous sommes certifiés ISO 14001. Deux points essentiels quand on opère dans la production, la distribution, le transport d'électricité et plus généralement sur les énergies vertes mais aussi dans l'optimisation de la gestion, du stockage et de la distribution d'eau potable. Ces deux axes nous ont conduits naturellement à développer un volet construction où nous couvrons l'ensemble du process depuis l'étude jusqu'à la conception et la mise en place. Pour chaque projet, les besoins du client priment avec une prise en compte du budget et des délais.

D'où puisiez-vous votre assurance ?

De l'équipe pluridisciplinaire soudée qui m'accompagne, de l'expertise que nous cumulons et de la synergie qui fait la spécificité de notre culture d'entreprise. Ma formation contribue également à mon mode de management et c'est d'autant plus valorisant que nous sommes une entreprise jeune qui intervient sur tous les segments de l'environnement des générations futures.

Immeuble Molka,
Rue de la Bourse les berges du lac 2
Tunis - Tunisie
Tél : (+216) 70 29 49 80

Email : commercial.departement@tragedel.com

www.tragedel.com



SYSTÈME DE SOINS

Samira Meraï Friaa

« Cette crise a révélé un manque criant d'équipement et, surtout, de personnel »

L'ex-ministre de la Santé donne son point de vue sur la gestion de l'épidémie de coronavirus, ainsi que sur les réformes à mettre en œuvre pour assurer une meilleure couverture sanitaire.

PROPOS RECUEILLIS PAR CAMILLE LAFRANCE

Elle fait partie de ces médecins tunisiens qui se battent en première ligne contre le Covid-19. Pneumologue, mais aussi ex-députée, ex-ministre de la Famille et de l'Enfance (2015-2016), puis de la Santé (2016-2017), Samira Meraï Friaa sait combien, en ces temps de crise sanitaire, il est difficile pour l'exécutif de faire des choix, alors qu'il est soumis à des contraintes budgétaires.

Selon elle, la réforme du secteur de la santé passe par une stratégie gouvernementale multisectorielle, par des partenariats public-privé et par une coopération accrue avec le reste du continent africain. Entretien.

Jeune Afrique : En juillet 2020, vous avez dénoncé un manque de moyens au sein du service des maladies respiratoires que vous dirigiez, à l'hôpital tunisois de La Rabta. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Samira Meraï Friaa : La période était très difficile. Pour trente et un lits, auxquels s'ajoutent huit lits destinés exclusivement à l'hôpital de jour, nous tournions au quotidien avec seulement deux infirmiers. Depuis, nous avons obtenu des renforts, mais ils restent insuffisants pour des malades atteints du Covid-19 et nécessitant une surveillance constante.

Concernant les équipements, j'ai pu obtenir de ma propre initiative 160 000 dinars (48 000 euros) de financements auprès de plusieurs hommes d'affaires. Cette somme nous a permis d'acquérir du matériel de ventilation

et de monitoring, ainsi que des ordinateurs. Mais j'ai dû payer de ma poche des caméras pour surveiller l'entrée du service.

Vous exercez toujours à La Rabta, mais avez perdu votre titre de chef de service. Pourquoi avez-vous intenté une action en justice ?

En l'absence de réponse du ministère, nous avons été quatre « seniors » de ce service à annoncer que nous présentions notre démission collective, au début de juillet 2020. Nous l'avons retirée dès le lendemain, car notre but était uniquement de faire pression. Seule ma démission a été validée, le surlendemain.

Au début d'août, j'ai gagné mon recours auprès du tribunal administratif contre l'ex-ministre de la Santé, Abdellatif Mekki, mais la décision de justice qui devait aboutir à ma réintégration n'a toujours pas été exécutée.

Le ministère de la Santé gère-t-il bien la crise sanitaire ?

Oui, mais il manque une stratégie claire, une vision. Si le nombre de

malades augmente, nous atteindrons nos limites. Notre couverture géographique fait exception en Afrique, avec 2 000 dispensaires, 120 hôpitaux de circonscriptions, 35 hôpitaux régionaux, 35 hôpitaux à vocation universitaire et 6 centres universitaires spécialisés.

Néanmoins, tout est à revoir, car le secteur souffre d'insuffisances en matière de qualité, d'efficacité et même d'équité puisque nombre de structures se trouvent sur la côte.

Le pays compte 254 lits de réanimation dans le public et une centaine dans des cliniques, mais certains n'étaient pas utilisés, faute de moyens humains. D'autres lits ont été installés dans certaines régions pour faire face à la crise. Il faudrait davantage de circuits pour orienter les malades selon les besoins, du médecin de ville jusqu'à ces services.

Heureusement, la prise en charge à domicile par les médecins de ville s'est développée. Bon nombre de patients ont pourtant perdu la vie chez eux. Cette crise a révélé un manque d'équipement et, surtout, de personnel.

Depuis des années, l'on déplore la fuite des jeunes médecins tunisiens à l'étranger...

Dans le passé, ces départs étaient encadrés par les chefs de service, et les médecins partaient se perfectionner en Europe dans la perspective d'un retour.

Aujourd'hui, au contraire, on assiste à une fuite inquiétante. Il y a chaque année plus de postes d'anesthésistes à pourvoir que de candidats.



LES CONDITIONS DE TRAVAIL SE DÉGRADENT. CERTAINS PATIENTS SE MONTRENT AGRESSIFS À L'ÉGARD DES MÉDECINS.



La pneumologue,
à l'hôpital de
La Rabta, à Tunis,
le 18 avril 2020.

ONS ABID POUR JA

Et le manque d'attractivité des salaires n'est pas le seul obstacle : l'ambiance de travail s'est dégradée. Certains patients se montrent parfois agressifs à l'égard des médecins, sans savoir que ces derniers sont eux aussi victimes du système de santé.

Le décès, le 3 décembre 2020, d'un médecin de 26 ans, Badreddine Aloui, à la suite d'une chute dans une cage d'ascenseur à l'hôpital de Jendouba (nord-ouest du pays), a ravivé la colère du personnel soignant. Relayez-vous les appels à la démission de Faouzi Mehdi, le ministre de la Santé ?

C'est à la justice de déterminer les responsabilités dans cette affaire. Quoi qu'il en soit, cet accident a été dramatique pour le pays et a démoralisé le secteur de la santé. J'ai rencontré un problème similaire à La Rabta : un ascenseur censé être neuf était tombé en panne au bout d'un mois, et je me suis aperçue que son installation n'avait pas été suivie par un bureau de contrôle.

Reste à savoir si l'hôpital de Jendouba, qui est dans un état

catastrophique, peut être modernisé ou s'il ne vaut pas mieux en construire un nouveau. Quant à changer de ministre... cela n'a jamais été une solution. On a en eu une quinzaine depuis 2011 ! La réforme du secteur est moins une question de personne que de volonté politique : un plan de développement est déjà prêt.

Justement, comment expliquez-vous la lenteur de sa mise en œuvre ?

La réforme du système de santé doit être repensée à l'échelle du gouvernement. Elle ne devrait pas seulement inclure le ministère de la Santé, mais aussi celui des Finances, des Affaires sociales et de l'Équipement.

Il faudrait commencer par résoudre le problème du déficit des hôpitaux publics, car la Cnam [Caisse nationale d'assurance maladie] ne les paie pas, n'étant elle-même pas payée par d'autres caisses, qui n'ont pas de quoi financer les retraites.

Par ailleurs, la mauvaise gouvernance est souvent liée à une corruption endémique, favorisée par

l'absence d'un système de contrôle efficace.

Y a-t-il d'autres solutions ?

Le coût des dépenses de santé a crû de 11 % chaque année du fait du recours à des nouvelles technologies et de l'explosion de certaines maladies. Compte tenu de la crise économique, la réforme ne peut se faire qu'avec des partenariats public-privé.

Le secteur hospitalier privé se développe depuis les années 1990, et, alors que ses prestations ne représentent que 20 % de la capacité hospitalière totale, la Cnam lui consacre 47 % de son budget. Nous avons besoin de la culture managériale et de l'efficacité du privé, car le secteur public pâtit, lui, d'un excès de bureaucratie et du fait qu'il n'est pas suffisamment contrôlé.

Vous avez rejoint le think tank Union for Global Health aux côtés d'anciens ministres africains. Quels sont vos objectifs ?

Nous partageons la volonté de promouvoir une bonne gouvernance. Avec la crise du Covid-19, les systèmes de santé ont été mis à rude épreuve. Union for Global Health a été créé en septembre 2020 dans le but d'élaborer ensemble des réponses sanitaires et d'atteindre les objectifs de santé pour tous.

Nous travaillons avec d'anciens ministres de la Santé (du Burkina Faso, du Sénégal, du Bénin, de Mauritanie...) en coopération avec la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA) afin d'émettre des recommandations destinées aux responsables politiques.

En janvier 2019, vous avez quitté le parti libéral Afek Tounes, dont vous étiez cadre depuis 2011. Envisagez-vous un retour en politique ?

Je n'ai jamais quitté la politique. Je reste indépendante, car je ne pense pas qu'un petit parti puisse faire avancer et sauver la Tunisie. Je suis pour qu'une union centriste se constitue avant d'envisager de m'engager de nouveau au sein d'un mouvement. **JA**

CLINIQUE Taoufik
A Member Of THG



CLINIQUE Hannibal
A Member Of THG



TAOUFIK Hospitals Group : L'excellence accueille l'Afrique.

À l'échelle mondiale,
la Tunisie offre des soins
hautement spécialisés
avec le meilleur rapport
qualité/prix.



Selim BEN YEDDER.
Président Exécutif
Taoufik Hospitals Group.



Slim BOUHLEL
Secrétaire Général
Taoufik Hospitals Group.

Le tourisme médical évolue aussi vite que les maladies et les soins, que la mobilité et les comportements des patients. Il n'y a pas si longtemps, il signifiait de façon simpliste où se trouve un praticien pour se faire soigner. Aujourd'hui, il change de sens. À l'échelle mondiale, c'est une offre de soins hautement spécialisés avec un des meilleurs rapport qualité/prix autour du bassin méditerranéen.

Les raisons qui motivent le tourisme médical actuel sont majoritairement de deux ordres. Des patients insuffisamment assurés, nécessitant des soins trop onéreux pour leur situation économique et la longueur des listes d'attente pour des interventions sélectives et ses conséquences. Autant dire une manne pour des destinations qui s'organisent désormais par spécialités de par le monde et dont les plus visibles sont la Suisse, la Jordanie, l'Égypte, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Thaïlande, la Turquie... et la Tunisie.

TAOUFIK HOSPITALS GROUP

Résidence Riviera, Bloc D,
Rue de la feuille d'érable, Cité les pins,
Les Berges du Lac 2, 1053 Tunis - Tunisie
Tél. : (+216) 36 411 411
Email : contact@taoufikhospitalsgroup.com
www.taoufikhospitalsgroup.com

CLINIQUE TAOUFIK

Boulevard du 7 Novembre 1002, Tunis Belvédère, Tunis, Tunisie
Tél. : +216 36 411 411
WhatsApp : +216 28 986 809
Mail : contact@cliniquetaoufik.com
www.taoufikhospitalsgroup.com/clinique-taoufik

Votre santé nous est précieuse...

CLINIQUE Ezzahra

A Member Of THG



CLINIQUE Soukra

A Member Of THG



Dans la performance autant que dans la course

La Tunisie est dans la performance. La Tunisie est dans la course de ce tourisme et doit accélérer un déploiement à la hauteur de ses ambitions.

Le préalable au tourisme médical, ce sont d'abord et surtout des médecins aux formations solides, des cliniques privées à la pointe et une structure hôtelière de qualité. Vient ensuite un environnement qui, dans notre pays, fait encore défaut : une accessibilité aérienne d'envergure, des facilitations d'accès et une politique promotionnelle.

Le tourisme est un pilier du développement économique de notre pays qui repose sur 60 ans de traditions et de savoir-faire. Pour la médecine, c'est un engagement fait il y a 50 ans, un pari sur l'école et la santé pour tous, qui dote aujourd'hui la Tunisie de l'essentiel : des médecins d'une notoriété indiscutable et un plateau technique en mesure de desservir autant le marché local et régional qu'international. Le tourisme médical est un accélérateur de développement économique et ne pourra prospérer sans une synergie entre le privé et le public.

Le fossé technologique, important il y a encore 20 ans, est comblé désormais et le niveau de nos prestations est semblable à de nombreux pays de par le monde. L'avenir, la perception et la position

de la destination Tunisie en tant qu'une des capitales du médical mondial est possible. Il dépend de la volonté des hommes et de leurs politiques. Aujourd'hui, pour la majorité des cliniques privées du pays, le défi le plus important est celui des accréditations selon des standards reconnus en Europe et en Amérique du Nord. Les processus sont en cours.

À notre niveau, et afin de créer un environnement professionnel optimal, Taoufik Hospitals Group investit et s'investit. Fortement attaché à des valeurs fondamentales qui sont l'intégrité, le respect de la déontologie, la transparence, la responsabilité, la bienveillance, l'honnêteté, la dignité, la diversité culturelle, notre crédo est le respect des droits et besoins de nos patients ainsi que l'éthique de ses pratiques.

Taoufik Hospitals Group est dans le métier depuis longtemps. Notre travail dans les quatre entités du groupe : la polyclinique Taoufik, la clinique de la Soukra, la clinique Ezzahra et la clinique Hannibal, se fait sans relâche pour soigner et servir. Notre vision repose sur une histoire de 40 ans. En honneur des fondateurs, en promesse à nos enfants, et forts de notre présence dans la région MENA, Taoufik Hospitals Group est engagé dans la voie de l'excellence et du rayonnement de la Tunisie.

CLINIQUE SOUKRA

Rue Cheikh Mohamed ENNEIFER 2036
La Soukra - Tunis
Tél. : +216 36 406 300
WhatsApp : +216 26 800 200
Mail : contact@clinique-soukra.com
www.taoufikhospitalsgroup.com/clinique-soukra

CLINIQUE EZZAHRA

Rue Abu El Kacem Ezzahraoui, Ezzahra 2034,
Ben Arous, Tunisie
Tél. : +216 36 413 000
WhatsApp : +216 26 800 200
Mail : contact@clinique-ezzahra.com
www.taoufikhospitalsgroup.com/clinique-ezzahra

CLINIQUE HANNIBAL

Cité les pins - Les Berges du Lac II
Tunis, Tunisie
Tél. : +216 36 406 300
WhatsApp : +216 28 986 862
Mail : contact@cliniquehannibal.com
www.taoufikhospitalsgroup.com/clinique-hannibal

BANQUE D'AFFAIRES

Une aventure nommée SouthBridge

Grâce à l'entregent
de ses influents fondateurs,
le Franco-Béninois
Lionel Zinsou et le Rwandais
Donald Kaberuka, la firme
s'est installée sur la scène
financière africaine.
Mais peut-elle rattraper
ses nombreux rivaux?



82

RD Congo

La galaxie de Dan Gertler, milliardaire israélien

84

Assurances

Couverture santé: la pandémie rebat les cartes

87

Africa Financial Industry Summit

Quelle finance africaine souhaitons-nous véritablement?

OLIVIER HOLMEY, À LONDRES

C'est à Cotonou, en août 2015, qu'est posée la première pierre de ce qui deviendra SouthBridge. Donald Kaberuka, le président sortant

de la Banque africaine de développement (BAD), est en ville pour une dernière rencontre officielle avec le président béninois Thomas Boni Yayi, dans le cadre de sa tournée d'adieu. Il en profite pour déjeuner avec Lionel Zinsou, une vieille connaissance. Ce dernier, Premier ministre du Bénin depuis deux mois seulement, envisage de quitter la politique dès la prochaine échéance électorale.

Lionel Zinsou lui confie: « En avril 2016, je me consacrerai à ce à quoi je veux me consacrer depuis des années. » Celui qui a été associé chez Rothschild et PDG de la société de capital-investissement française PAI Partners souhaite consacrer sa fin de carrière au conseil financier et à l'investissement en Afrique. Donald Kaberuka, qui a été durant huit ans ministre des Finances du Rwanda, partage cette envie. Les deux hommes s'accordent pour réfléchir à un projet commun: une nouvelle banque d'affaires panafricaine.

Lionel Zinsou finira par se présenter à l'élection présidentielle de mars 2016, mais sans succès. Défait par le candidat indépendant Patrice Talon, il peut s'employer, l'année suivante, à créer la start-up.

Un carnet d'adresses volumineux et une visibilité immédiate

Le nom « Kaberuka Zinsou Bank » est vite écarté: il s'agit de créer une institution qui les dépasse et qui leur survivra. Ce sera finalement « SouthBridge », leur activité se concentrant sur l'hémisphère Sud et sur l'intégration des économies africaines. Un nom anglais pour une société qui veut agir partout sur le continent. Une dizaine de proches – des entrepreneurs d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest – entrent au capital via une levée de fonds modeste.

L'entreprise démarre sur les chapeaux de roues. Avant même d'être formellement constitué, ou d'avoir ses propres locaux, SouthBridge décroche son premier mandat: conseiller le groupe hôtelier français Accor sur la constitution d'un fonds africain de

Donald Kaberuka (à g.) et Lionel Zinsou ont fondé la banque d'affaires panafricaine en 2017.

ERIC LARRAYADIEU POUR J.A. VINCENT FOURNIER/J.A.



500 millions de dollars. Mais comment s'imposer durablement dans un secteur d'activité où la concurrence est rude et où les opérations se font rares.

Le carnet d'adresses de Lionel Zinsou et Donald Kaberuka donne en tout cas à SouthBridge une visibilité immédiate. « Quand vous êtes président de la BAD, vous connaissez tout le monde à travers le continent. C'est également mon cas en Afrique francophone », déclarait Lionel Zinsou lors d'un entretien par visioconférence avec *Jeune Afrique*, à la fin de l'année dernière, depuis son appartement parisien.

Parmi leurs premières rencontres figurent Patrice Talon, Denis Sassou Nguesso et Ali Bongo Ondimba. « On a parlé avec beaucoup de présidents de la République et de ministres des Finances pour comprendre quel était leur degré de satisfaction sur les services qu'ils recevaient », se souvient l'ancien Premier ministre du Bénin. De ses échanges

se dégage l'impression que les gouvernants sont las de conseillers « pas forcément tous très haut dans la hiérarchie, ni dans l'expérience ni dans l'âge, qui viennent de New York ou de Londres passer quelques heures sur place » et qui « raisonnent avec des clichés sur l'Afrique », selon Lionel Zinsou. Comprendre : une offre de services aux antipodes de celle proposée par SouthBridge.

Une concurrence continentale variée et implacable

Ces entretiens au sommet présagent en tout cas une importante activité de conseil aux gouvernements. Ainsi, en 2020, la banque d'affaires accompagne la mise en œuvre du Fonds souverain de Djibouti, qui vise 1,5 milliard d'euros d'ici à dix ans. La même année, SouthBridge conseille le gouvernement togolais sur deux opérations : la création d'un partenariat public-privé, soutenu par 200 millions d'euros d'investissement, avec le groupe

CES EX-BANQUIERS QUI NOUS GOUVERNENT...

Les financiers de plus en plus nombreux en politique ? La question se pose. En 2015, la nomination de l'un d'entre eux, Lionel Zinsou, comme Premier ministre du Bénin par le président Boni Yayi avait créé la surprise dans le pays et au-delà. Depuis, les passages du monde financier aux responsabilités gouvernementales se sont multipliés. En janvier 2017, le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, confie le portefeuille des Finances à **Ken Ofori-Atta (1)**, qui a fait ses armes à la banque d'investissement Salomon Brothers et au sein du géant Morgan Stanley avant de fonder, en 1990, sa propre société, Databank (dont il était le patron jusqu'en

2012).

À la même époque, l'Ivoirien Thierry Tanoh, ancien DG d'Ecobank, entre au gouvernement comme ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, un poste qu'il quitte à la fin de 2018. Cette même année, au Maroc, c'est Mohamed Benchaâboun, le PDG de la Banque centrale populaire (BCP), deuxième groupe bancaire du royaume, qui devient ministre de l'Économie et des Finances. L'année suivante, le Sénégalais

Amadou Hott (2), présentant une expérience en banque d'investissement à Dubaï et à Lagos, quitte la vice-présidence de la Banque africaine de développement

pour le portefeuille de l'Économie.

Plus récemment, en septembre 2020, **Ali Kooli (3)**, fort d'une carrière de plus de trente ans dans le secteur bancaire, devient le super ministre de l'Économie de la Tunisie. Chaque fois, ces banquiers entrent en politique relativement jeunes, avant l'âge de 60 ans, avec une lourde pression sur les épaules, que ce soit pour secourir des finances publiques en détresse – dans le cas du Ghana et de la Tunisie – ou pour accroître le rythme et l'efficacité des réformes. Maîtrise des mécanismes de financement, bonnes relations avec le patronat, confiance des institutions



VINCENT FOURNIER/JA

internationales sont autant de points forts qu'ils mettent au service de leur pays. Le bagage bancaire leur assure un certain pouvoir et poids politique – Ali Kooli ayant par exemple obtenu un ministère sur mesure et élargi réunissant l'Économie, les Finances et le Soutien aux

agro-industriel singapourien Olam; et la vente à Olam, pour 15,3 millions d'euros, d'une participation majoritaire dans la Nouvelle Société cotonnière du Togo. Le conseil souverain représente 60 % de l'activité de SouthBridge, nous confie Lionel Zinsou.

« Ils ne font que des deals politiques », tempête un concurrent, pour qui le réseau d'influence des fondateurs masque le manque d'expérience des équipes opérationnelles. « On est des vétérans de fonctions importantes, donc on connaît les gens. Oui, ça aide, sourit Lionel Zinsou. Mais la partie relations publiques, relations mondaines, carnet d'adresses n'est pas la plus importante. En réalité, c'est un métier humble, besogneux et lent. »

En décembre 2018, SouthBridge annonce avoir recruté le Britannico-Nigérien Andrew Alli, un grand nom de la finance africaine, pour étoffer son personnel. Celui qui a dirigé l'institution de financement des infrastructures Africa Finance Corporation



SYLVAIN CHERKAUJI POUR JA



DR

entreprises.

Reste que tout n'est pas rose, l'importation de méthodes issues du secteur privé et du monde de la finance font grincer des dents au sein des administrations. Aussi persistent les risques de conflits d'intérêts, les Américains Robert Rubin et Henry Paulson,

anciens patrons de Goldman Sachs, nommés secrétaires du Trésor par Bill Clinton et George Bush, ont été soupçonnés d'avoir favorisé leurs anciens employeurs et confrères. Des accusations auxquelles ont échappé leurs lointains émules africains. Pour l'instant...

ESTELLE MAUSSION

(AFC) pendant dix ans souligne que SouthBridge ne se limite pas au conseil souverain. Il cite comme exemple l'accompagnement de Kenya Commercial Bank sur son rachat en novembre 2020 de deux banques est-africaines détenues par Atlas Mara. Et défend vigoureusement l'expertise de son staff (*lire l'encadré page suivante*), qui compte des anciens des équipes de Goldman Sachs et de Deloitte.

SouthBridge dispose de bureaux à Paris, Abidjan et Kigali, et envisage de s'étendre à Londres et à Johannesburg. Andrew Alli est quant à lui installé à Lagos. Cette présence diffuse est censée asseoir une ambition panafricaine. Mais la concurrence est rude, et ce un peu partout sur le continent. Lazard et Rothschild dominent le marché francophone, tandis que les banques internationales Citi, Goldman Sachs, Standard Chartered et Standard Bank sont bien implantées en région anglophone. « Nous sommes de taille plus modeste que Lazard et Rothschild », reconnaît William Ediko, associé au sein de SouthBridge. Autre challenge pour SouthBridge, à côté de ces géants s'ajoutent des banques d'affaires panafricaines de plus petit calibre mais avec une expertise pointue, dont la russe Renaissance Capital, la française AM Capital et l'égyptienne EFG Hermes Frontier, ainsi que toute une foule de firmes à échelle nationale, dont Capital Trust, au Maroc, et KeysFinance, en Côte d'Ivoire.

Signature d'une trentaine de contrats, des télécoms à l'énergie

Face à cette concurrence, SouthBridge, à en croire Lionel Zinsou, n'imaginait pas décrocher de contrat durant ses trois premières années d'existence. En 2020, la banque d'affaires comptait déjà, pourtant, une trentaine de mandats. « C'est beaucoup », concède Ali Khalpey, le PDG d'EFG Hermes Frontier. Cette boutique de la banque d'affaires égyptienne, qui a vu le jour peu de temps avant SouthBridge et est présente à Nairobi et à Lagos, travaille actuellement sur une demi-douzaine de mandats, confie-t-il à JA.

L'ascension de SouthBridge paraît d'autant plus remarquable qu'une dizaine de mandats auraient été signés depuis l'arrivée de la pandémie de Covid-19 en Afrique, en février 2020. SouthBridge a travaillé notamment au Maroc, au Sénégal, en Guinée, au Mali, en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Cameroun, au Congo, au Rwanda et en Tanzanie, entre autres dans les télécoms et l'énergie.

La banque d'affaires compte aussi parmi ses clients plusieurs banques multilatérales de développement, dont la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et Trade and Development Bank (TDB), la banque de développement du Marché commun de l'Afrique orientale et de l'Afrique australe.

Une diversité de mandats qui s'explique en partie par la doctrine de SouthBridge. « Qu'un État ait un PIB de 2 milliards de dollars ou de 500 milliards, nous sommes prêts à l'aider. Tout autant qu'une entreprise, que son chiffre d'affaires soit de 30 millions ou de 30 milliards », avance Lionel Zinsou. L'idée est d'accompagner les clients dans leur croissance plutôt que de se cantonner aux géants, comme le font de nombreuses banques d'affaires internationales. La société de capital-investissement Development Partners International (DPI) a en tout cas été impressionnée par l'empreinte géographique de SouthBridge et envisage de faire appel à ses services. « Ils pourraient répondre aux besoins d'investisseurs comme nous qui cherchent à investir de manière panafricaine », explique Sofiane Lahmar, associé chez DPI. « Mieux vaudrait avoir un seul point d'entrée que de parler à une vingtaine d'interlocuteurs à travers vingt grands pays africains. Ça changerait la donne. »

Trois véhicules d'investissement pour lever 600 millions de dollars

L'hyperactivité de SouthBridge pose néanmoins des problèmes de planification et de personnel, vu sa petite taille, reconnaît Lionel Zinsou. Le rythme est très soutenu, confirme Frannie Léautier, associée chez SouthBridge, qui dit avoir travaillé sur dix mandats depuis juin dernier. Cette diplômée du MIT et vétérane de la Banque mondiale, qui avait la charge de la gestion d'actifs au sein de TDB après un passage éclair à la vice-présidence de la BAD, pilote désormais SouthBridge Investment : une nouvelle société de capital-investissement et de gestion d'actifs panafricaine qui vise à compléter l'offre de SouthBridge.

Trois véhicules d'investissement sont en préparation, ciblant respectivement les établissements bancaires, le secteur industriel, et les PME gérées par des femmes. À terme, ils ont vocation à lever un montant totalisant entre 600 et 800 millions de dollars. Mais la pandémie pourrait freiner cet élan. « Clairement, dans le contexte actuel, lever des fonds en Afrique est très difficile », avance un gestionnaire de fonds concurrent. Frannie Léautier assure pourtant

Une très jeune garde

Au-delà des poids lourds, SouthBridge s'appuie sur une vingtaine de jeunes recrues souvent issues de grandes écoles parisiennes et débauchées chez des firmes plus établies, dont Dina Tagemouati (Sciences-Po puis McKinsey) et Serge Kouassi (HEC puis Bank of America). Parmi les associés fondateurs figurent deux jeunes Franco-Béninois qui ont conseillé Lionel Zinsou quand il était Premier ministre : William Ediko, qui a audité de grands groupes miniers puis a été avocat d'affaires africaines chez Dentons ; et Hamet Agumon, qui a fait ses classes chez Goldman Sachs, notamment au service du gouvernement ghanéen, et VTB Capital, pour l'État angolais. Face aux critiques aussi souvent brutales qu'anonymes que la jeune garde suscite, William Ediko préfère vanter le profil varié de ses collègues, triés parmi des centaines de candidats, tout en reconnaissant que, « le seul à avoir une vraie expérience de banquier d'affaires, c'est Lionel Zinsou ». Tous les associés, et certains directeurs, décrochent toutefois des mandats, rappelle-t-on du côté de SouthBridge. Preuve, insiste le nouveau venu de la banque d'affaires en Afrique, que chacun apporte bien sa pierre à l'édifice.

O.H.

avoir trouvé des investisseurs prêts à suivre SouthBridge sur ces trois véhicules. Et prétend faire de la crise un atout : après tout, certaines filières ont réussi à développer leur activité pendant la pandémie, et d'autres auront besoin de capital pour se relancer.

Désaccords et controverses à Abidjan et à Casablanca

D'autres projets ont eu moins de succès. Serge Thiémélé, spécialiste ivoirien du conseil en transactions et ancien haut cadre d'EY en Afrique francophone, aurait annulé la fusion prévue avec SouthBridge de sa société de conseil First Capital, à la suite de désaccords sur la stratégie commerciale et les conditions de l'union. Lionel Zinsou s'en dit déçu. Un temps associé chez SouthBridge, Serge Thiémélé a depuis quitté la banque d'affaires et ne souhaite pas s'exprimer à son sujet. Selon nos informations, il aurait préféré garder son indépendance ainsi que sa spécialisation ivoirienne plutôt que de se disperser dans le projet panafricain de SouthBridge. First Capital continuerait néanmoins de collaborer avec SouthBridge sur certains dossiers.

Une autre fusion avec SouthBridge A&I – une société sœur au Maroc spécialisée dans le conseil stratégique – se fait également attendre. SouthBridge A&I a fait l'objet de vives controverses dans le royaume après avoir cherché à obtenir un contrat du ministère du Tourisme, alors que son associé fondateur Hassan Belkhatat et la secrétaire d'État au Tourisme, Lamia Boutaleb, étaient tous les deux encartés au Rassemblement national des indépendants (RNI). L'entourage de Hassan Belkhatat explique à JA que ce dernier s'est tenu à l'écart de ce dossier et rappelle que le mandat en question n'a jamais été signé. Côté SouthBridge, on assure que la fusion avec SouthBridge A&I pourrait encore avoir lieu, potentiellement dès cette année. « Il n'y a pas de projet de fusion dans l'immédiat », estime-t-on du côté de SouthBridge A&I, tout en précisant que les deux sociétés restent proches.

Malgré les déboires remarqués de SouthBridge dans les activités de conseil, Lionel Zinsou souhaite garder la tête froide : « On peut avoir fait une très belle année et rien l'année suivante. » Une note d'optimisme toutefois : SouthBridge aurait déjà exécuté plusieurs mandats pour certains clients. « Dans ce métier où le chiffre d'affaires est hautement volatil, conclut l'associé directeur, c'est la clientèle récurrente qui compte. » 

TRANSPORT AÉRIEN

Olfa Hamdi: une « Américaine » pour sauver Tunisair

Installée aux États-Unis depuis des années, cette double diplômée native de Gafsa a été choisie pour son expertise d'ingénieure, mais aussi pour son dynamisme et sa vision moderne du management. Sa mission: relancer une compagnie à l'agonie.

MATHIEU GALTIER, À TUNIS

Il y a moins de dix ans, en 2012, la nouvelle PDG de Tunisair, Olfa Hamdi, recevait le prix Abul Kassim Chebbi, qui récompense chaque année le meilleur étudiant tunisien installé aux États-Unis.

À l'époque, la Gafsienne citait Bourguiba pour définir sa vision de l'engagement: « Préférer une réforme modeste qui en permet une autre à un miracle impossible. » À 32 ans, c'est pourtant bien un impossible miracle qu'elle tentera d'accomplir à la tête de l'entreprise publique à l'agonie.

Nommée le 4 janvier, la double diplômée – en science de l'ingénierie et en management de projet de l'École centrale de Lille et de l'Université d'Austin, Texas (2013) – aura trois principales missions: remettre la flotte en état de voler; redéfinir la stratégie commerciale de la compagnie; et remobiliser les quelque 7800 employés.

Alors qu'aujourd'hui entre huit et dix avions seulement, sur vingt-huit, sont en état de voler, la spécialiste de la gestion des grands projets sera dans son élément: jongler entre les certifications internationales et établir des procédures techniques pour remettre la flotte en état de fonctionnement sont la base de son travail depuis 2013 en tant qu'indépendante, experte dans des instituts de recherche (Advance Work Packaging Institute) ou à la tête d'une société de conseil (Concord Project technologies Inc.).

La pandémie a mis la redéfinition de la stratégie commerciale entre parenthèses, mais la compagnie à la gazelle ne pourra pas indéfiniment faire l'économie d'une nouvelle vision. Tunisair



CONCORD PROJECT TECHNOLOGIES

devra-t-elle se tourner davantage vers l'Afrique, moins rentable aujourd'hui mais aux débouchés importants? Prendra-t-elle le virage d'une compagnie d'escala plus que de tourisme de masse? Autant de décisions que la chef d'entreprise néophyte devra prendre en concertation avec son ministre de tutelle, Moez Chakchouk, qui a salué sa nomination d'un « *good luck* » sur Twitter.

Déficit abyssal

Sa chance est que son arrivée coïncide avec une transformation de la gouvernance: le PDG n'a plus, comme auparavant, à en référer en amont au gouvernement pour prendre une décision opérationnelle. Une liberté

ELLE DEVRA APPRENDRE À COMPOSER AVEC LA PUISSANTE CENTRALE SYNDICALE UGTT.

d'action qui a dû peser dans la balance pour cette experte formée aux États-Unis. Son défi n'en reste pas moins immense: la société, détenue à 74,42 % par l'État, a affiché en 2019 un déficit de 965 millions de dinars (309 millions d'euros). Mais, selon nos informations, l'État est prêt à mettre la main au portefeuille pour sauver la vitrine aérienne du pays.

Pour sa première expérience à la tête d'une entreprise publique, elle sera secondée par Moez Boujmil, secrétaire général de Tunisair. C'est lui qui fait office de vrai dirigeant de la société depuis le départ mouvementé d'Elyes Mnakbi, en juillet 2020. Et c'est à lui qu'il revient de la guider dans les arcanes de ce fleuron en bout de course.

Pari risqué

« Nous la soutenons à 100 %. Elle va apporter le sang neuf dont Tunisair a besoin. Son parcours va inspirer les jeunes ingénieurs de la compagnie, qui sont parfois obligés de se former à leurs propres frais », se félicite Karim Elloumi, président de la Fédération tunisienne des pilotes de ligne. L'ayant écoutée il y a trois ans lors d'une conférence TedEx, il est persuadé qu'Olfa Hamdi a « l'étoffe d'un leader ».

Reste que cette nomination exogène – jusqu'ici le PDG de Tunisair était généralement issu de l'entreprise, de l'administration publique ou de l'armée – demeure un pari risqué. Olfa Hamdi devra ainsi composer avec la puissante centrale syndicale UGTT, qui ne cache pas que son profil « américain » n'est pas des plus appréciés. Or elle n'a aucune expérience des négociations avec les partenaires sociaux. **UA**

LA GALAXIE DE Dan Gertler

De Tel-Aviv à Kinshasa, Dan Gertler a tissé ses réseaux jusqu'à devenir un personnage incontournable bien que controversé des paysages israélien et congolais. À 47 ans, celui qui a passé la moitié de sa vie à faire des affaires en RD Congo, où il a débarqué aux alentours de 1997, alors que Laurent-Désiré Kabila était au pouvoir, a fait de la discrétion son credo, fuyant la presse et s'entourant de communicants et d'avocats triés sur le volet. *Jeune Afrique* vous dévoile les réseaux du milliardaire israélien naturalisé congolais.

MATHIEU OLIVIER

LES INTIMES

JOSEPH KABILA



L'ancien président congolais est aujourd'hui un ami personnel

du milliardaire, qu'il voit régulièrement. Les deux hommes se sont rencontrés par l'entremise de personnalités telles que le rabbin **Shlomo Bentolila** et **Augustin Katumba Mwanke** (décédé en 2012), conseiller de l'ex-président et ancien gouverneur du Katanga sous Laurent-Désiré Kabila. Le trio de confiance formé par Joseph Kabila, Augustin Katumba Mwanke et Dan Gertler est le socle de la bonne fortune katangaise de l'Israélien.

SHLOMO BENTOLILA



Il fait office de conseiller spirituel pour le juif pratiquant qu'est Dan Gertler. Rabbin natif du Maroc et établi à Kinshasa depuis 1991, il

est le chef de la communauté juive de Kinshasa et bénéficie également d'une grande influence en Afrique centrale, mais aussi en Afrique de l'Ouest, notamment au Nigeria et en Côte d'Ivoire. Shlomo Bentolila est le représentant en Afrique du mouvement Habad, l'une des branches principales du hassidisme contemporain et du judaïsme orthodoxe. Proche de Joseph Kabila (dont il a favorisé l'amitié avec Gertler), il a entretenu des relations avec d'autres chefs d'État africains, comme **Blaise Compaoré** ou **Laurent Gbagbo**.



CONGO CONNECTION

PIETER DEBOUTTE



Ce Belge est l'un des hommes clés du dispositif congolais de Dan Gertler. Partenaire de longue date de

l'Israélien, Pieter Deboutte est considéré à Kinshasa comme son bras droit. Il gère d'ailleurs certaines de ses sociétés, comme Moku Goldmines.

Il est également visé par les sanctions américaines touchant Gertler. Selon nos informations, celles-ci ralentissent d'ailleurs considérablement les activités de l'homme d'affaires en RD Congo.

ALBERT YUMA MULIMBI



PCA de la Gécamines depuis 2010, il dirige depuis 2005 la Fédération des entreprises du Congo (FEC). Membre du célèbre

« clan des Katangais » et proche de Joseph Kabila, **Albert Yuma Mulimbi** est un soutien de poids pour Dan Gertler. Il le considère comme l'un des seuls investisseurs étrangers à avoir aidé la RD Congo après la guerre de 1996-1997. Ce Katangais a en outre su conserver ses postes, malgré les réticences de Félix Tshisekedi lors de son arrivée au pouvoir, en 2019.

DEO KASONGO



Ce Congolais s'occupe de la communication de Gertler en RD Congo. Fondateur de l'agence de marketing et de communication Divo Group,

Deo Kasongo est un entrepreneur bien connu des Kinois, puisqu'il s'est porté, en 2019, candidat au poste de gouverneur de la capitale. Propriétaire, entre autres, de la radio Buzz FM et de la télévision D9TV, il a organisé la dernière sortie médiatique de Gertler, lors de laquelle ce dernier a annoncé qu'il allait partager avec les Congolais les dividendes de l'un de ses projets miniers situé au Katanga.

ISRAEL CONNECTION

SHMUEL SCHNITZER

Oncle de Dan Gertler, il est l'une des inspirations familiales du milliardaire. **Shmuel Schnitzer** a été président de l'Israel Diamond Exchange (IDE) de 1998 à 2004 et de 2013 à 2015, et président de la Fédération mondiale des Bourses de diamant (WFDB) de 2002 à 2006. Figure quasi légendaire du milieu diamantaire israélien, il est le fils d'un autre grand nom du secteur, **Moshe Schnitzer** (décédé en 2007), cofondateur en 1947 et premier président de la Bourse du diamant en Israël.

AVIGDOR LIEBERMAN



Dan Gertler est considéré comme un proche de l'ancien

ministre israélien, aujourd'hui chef du parti ultranationaliste Israël Beiteinou et opposant au Premier ministre, Benjamin Netanyahu, depuis 2018. À partir de 2001, **Avigdor Lieberman** a fait partie des gouvernements d'Ariel Sharon, d'Ehud Olmert et de Netanyahu, comme ministre des Infrastructures, des Transports, des Affaires étrangères ou encore de la Défense. Selon plusieurs témoignages, Gertler aurait favorisé dès 2000 les relations entre Joseph Kabila, alors président, et Lieberman.

CHAÏM LEIBOWITZ

Considéré comme l'un des confidents de Gertler, **Leibowitz**, homme d'affaires juif américain, est l'un des premiers associés de l'Israélien dans le domaine du commerce de diamants, à travers la société canadienne Emaxon. Cette dernière, dirigée par Gertler et Leibowitz, avait signé en 2002 un contrat avec la Société minière de Bakwanga : celle-ci lui accordait un prêt de 15 millions de dollars et pouvait commercialiser 88 % des diamants produits par cette entreprise sur quatre ans. Leibowitz, soutien du Parti républicain aux États-Unis, est un proche de Condoleezza Rice, ex-secrétaire d'État de George W. Bush. Joseph Kabila l'avait chargé, comme Gertler, de favoriser les relations de Kinshasa avec Washington.

BENY STEINMETZ

Les deux hommes ont des points communs évidents, étant tous deux issus d'une grande famille diamantaire israélienne et ayant choisi l'Afrique comme terrain de jeu. C'est avec Beny Steinmetz que Gertler a racheté en 2006 des exploitations de cuivre du Katanga rassemblées au sein de la société Nikanor. Prenant peu à peu le contrôle de la société, qu'ils ont ensuite introduite en Bourse sur le marché alternatif londonien, ils ont favorisé en 2008 sa fusion avec Katanga Mining Ltd, afin d'en faire le plus gros producteur de cuivre et de cobalt du monde. Les deux Israéliens ont aussi repris en 2008 la Banque internationale de crédit, avant de la revendre à First Bank of Nigeria, en 2011. Depuis quelques années, leurs relations d'affaires se sont distendues.

LES AVOCATS



DAOUD, BONNANT, DERSHOWITZ...

Régulièrement confronté à des accusations de malversations, Dan Gertler ne lésine pas sur les moyens pour se défendre. En Europe, il a engagé des avocats en France, comme **Emmanuel Daoud** (associé du cabinet Vigo et défenseur de la Fédération internationale des droits de l'homme), en Suisse, tel le ténor **Marc Bonnant** (également avocat de l'État gabonais), ou encore en Grande-Bretagne. À Londres, il est ainsi représenté par le cabinet Carter-Ruck, où son dossier est suivi de près par un des plus importants associés, **Alasdair Pepper**. Cette firme est reconnue comme l'un des meilleurs spécialistes en droit des médias mais s'est aussi spécialisée dans les domaines des litiges commerciaux et du droit international. Enfin, Gertler a également intégré deux poids lourds dans son équipe de défense aux États-Unis : **Alan Dershowitz** – célèbre pour avoir représenté Mike Tyson, O. J. Simpson et Donald Trump – et **Louis Freeh**. Ce dernier, ancien directeur du FBI de 1993 à 2001, s'est cependant récemment mis en retrait du barreau pour se consacrer au domaine de l'analyse de risque.

LES COMMUNICANTS



RORY GODSON ET LIOR CHOREV

Comme l'Angolaise Isabel dos Santos et le Franco-Ivoirien Tidjane Thiam, Dan Gertler a fait appel à Powerscourt, une agence de communication implantée à Londres et fondée par Rory Godson, pour gérer la crise née en 2016 d'un rapport de l'ONG Global Witness l'accusant de corruption en RD Congo.

Beny Steinmetz est également un client de Powerscourt, qu'il a engagé en 2012 pour défendre sa compagnie minière BSGR, alors accusée d'avoir acquis frauduleusement des permis d'exploitation au mont Simandou, en Guinée. Dan Gertler travaille également avec l'Israélien **Lior Chorev**, associé chez Euro RSCG Israël, que les médias connaissent comme son porte-parole.

Couverture santé : la pandémie rebat les cartes

Segment jusque-là négligé sur le continent faute de clientèle et de rentabilité, l'assurance santé est depuis peu intégrée dans les stratégies de croissance des compagnies. Des leaders historiques aux nouveaux acteurs numériques du marché.

AURÉLIE M'BIDA

« **L**e Covid-19 a brusqué tout le monde. » Un truisme répété à l'envi parmi les acteurs de l'assurance, la soudaineté et la brutalité de la pandémie ayant bouleversé des pans entiers des économies. En Afrique, la crise sanitaire apparue au début de l'année dernière a particulièrement bousculé les assureurs, alors que les États se sont en majorité retrouvés impuissants face à l'ampleur des dommages à couvrir.

« La première réaction des compagnies d'assurances a été de renvoyer la responsabilité aux pouvoirs publics pour la prise en charge des conséquences du Covid-19 », explique un consultant spécialiste du secteur financier africain, qui reconnaît que les assureurs ne voulaient pas ouvrir ce grand dossier, la branche santé étant de fait considérée comme non rentable. Toutefois, passé ce premier mouvement de recul, les acteurs se sont mobilisés en masse pour répondre aux conséquences sanitaires immédiates. Entrouvrant ainsi la porte à une future remise à plat d'un système de protection qui laisse de côté près de 90 % de la population.

Pour rappel, le continent est largement sous-assuré : le taux de couverture oscille autour de 6 %-7 %. La majorité des Africains ne bénéficie d'aucune garantie couvrant les risques, la santé en premier lieu.

Alors les annonces se sont succédé. En mars 2020, Sanlam Pan Africa Non-Vie (ex-Saham Assurances)

indiquait, entre autres, avoir apporté sa contribution au Fonds de solidarité lancé par le roi du Maroc, Mohammed VI, pour endiguer la propagation de la pandémie de Covid-19 et atténuer ses conséquences socio-économiques. En avril, c'était au tour du panafricain NSIA, fondé par Jean

Kacou Diagou, d'annoncer un don de plus de 300 millions de F CFA (500 000 euros) et de matériel (ambulances médicalisées et kits sanitaires) pour lutter contre l'expansion de la pandémie. Même son de cloche du côté des principales filiales du groupe Sunu, de Pathé Dione, qui, au début



de la crise, ont fait don de matériel à des hôpitaux pour une valeur totale de 360 millions de F CFA.

Mais, au-delà de ces communications concordantes, la pandémie a-t-elle vraiment donné le « déclic santé » aux compagnies d'assurances ? Si certains, comme cet expert en assurance d'Afrique de l'Ouest, ne sont « pas bluffés par les accélérations en la matière », d'autres « n'ont pas attendu la crise sanitaire pour se pencher sur la question ». C'est particulièrement le cas du géant mondial Axa, qui a choisi de faire du segment de la santé, aux côtés des grands risques, le fer de lance de sa stratégie en Afrique.

« La santé est un segment dans lequel nous voulons nous développer, et il s'agit d'ailleurs d'un pilier stratégique fort aux yeux de notre

directeur général, Thomas Buberl. La crise du Covid-19 nous a encore plus confortés dans cette voie », confiait à *Jeune Afrique*, en novembre 2020, Benoît Claveranne, à la tête d'Axa International et nouveaux marchés, une structure qui regroupe trente pays et représente près de 7 milliards d'euros de chiffre d'affaires, dont 960 millions en Afrique, en 2019. « La crise sanitaire nous a fait gagner entre trois et cinq ans dans la prise de conscience collective de l'importance de ces enjeux », précisait-il.

Concrètement, l'assureur français, acteur majeur du continent

« LA CRISE SANITAIRE NOUS A FAIT GAGNER ENTRE TROIS ET CINQ ANS DANS LA PRISE DE CONSCIENCE COLLECTIVE DE L'IMPORTANCE DE CES ENJEUX. »

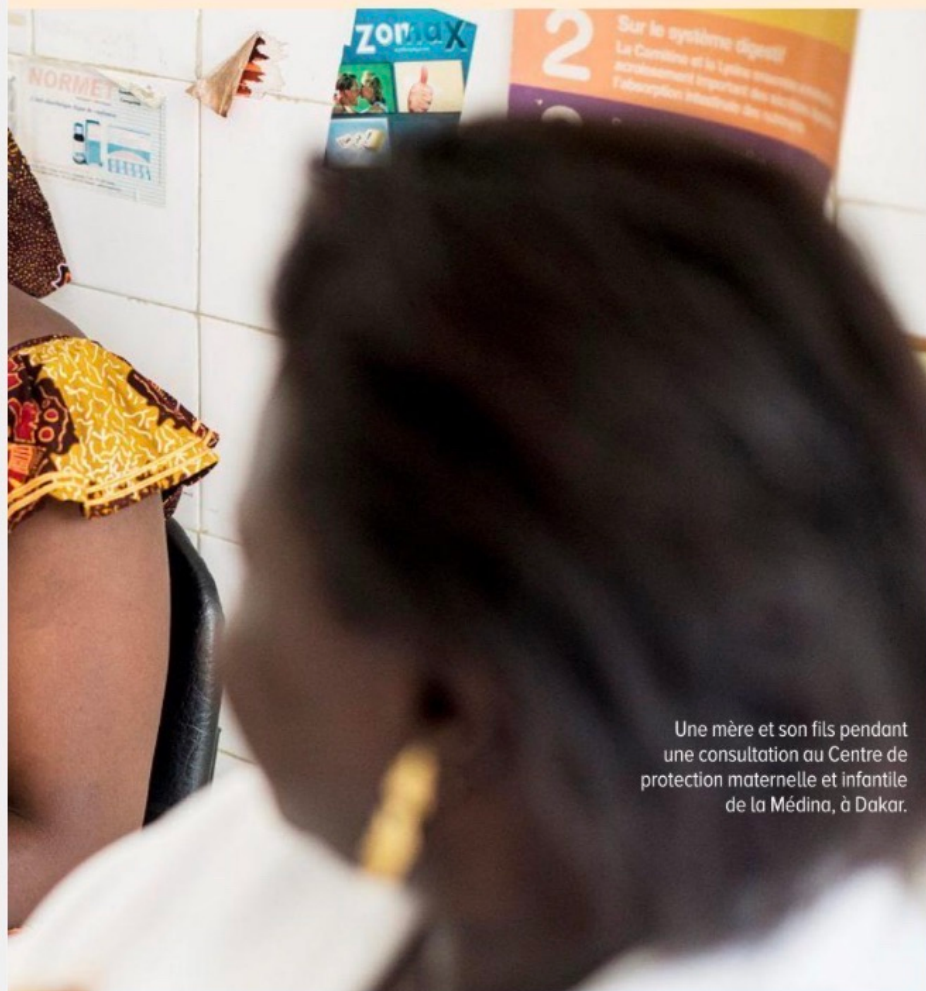
aujourd'hui présent en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord, mise sur les partenariats pour s'attaquer au marché de la santé. En Égypte, Axa s'est associé avec la start-up locale Yodawi pour proposer, via son application AxaMyDoctor, des services de santé accessibles à tous – notamment la livraison de médicaments.

Au Maroc, la compagnie a investi il y a moins de deux ans dans DabaDoc, une jeune pousse spécialisée dans la télémédecine, pour développer ce concept dans les pays de la zone Cima (Conférence interafricaine des marchés d'assurance). Avec la crise du coronavirus, de tels services ont commencé à être proposés aux clients dans certains pays.

Un changement de cap est anticipé

Du côté d'Allianz, l'autre poids lourd européen des assurances actif sur le continent, on ne constate pas encore d'« effet Covid ». Toutefois, l'assureur allemand anticipe déjà un changement de cap. « Il est fort probable, dans le futur, que nous puissions voir des populations – et en particulier des salariés lorsqu'il s'agit de contrats collectifs – de plus en plus sensibles à la couverture des risques liés à la santé mais également à la prévoyance », affirme Patrick Mommeja, responsable Life and Health Insurance chez Allianz Africa.

Pour le groupe, dont le segment santé représente en moyenne 20 % du chiffre d'affaires des entités qui proposent une telle offre, la stratégie reste pour l'heure assez classique. Allianz Africa déroule un modèle de contrats collectifs souscrits par les entreprises pour le compte de leurs salariés – soit plus de 90 % des polices de santé du groupe. « Un modèle pérenne qui peut être comparé à celui que nous connaissons en France par exemple », précise notre interlocuteur.



Une mère et son fils pendant une consultation au Centre de protection maternelle et infantile de la Médina, à Dakar.

SYLVAIN CHERKAOUJ POUR JEUNE AFRIQUE

Parallèlement à ces contrats collectifs, Allianz se développe sur le segment de la santé individuelle, avec notamment des offres haut de gamme. Il faudra par exemple compter entre 320 000 et 400 000 F CFA par an pour obtenir une couverture santé individuelle maximale (hospitalisation, frais médicaux courants, dentaire/optique, assistance rapatriement) en Côte d'Ivoire, des offres comparables à celles que l'on peut trouver en Europe. Mais avec un revenu mensuel moyen ivoirien qui s'élevait à 191 dollars (156 euros) en 2019, d'après les données de la Banque mondiale.

Ce niveau élevé des primes, qui exclut, de fait, une bonne partie des populations, tient son explication dans une formule mathématique simple : occurrence fréquente (et inévitable) des sinistres couplée à une assiette étendue de bénéficiaires sur une seule garantie égalent une prime forte. « Les compagnies d'assurances ne tiennent pas à accroître davantage la part de leur activité classique dévolue à la santé sur le continent, car ce segment reste majoritairement non rentable », évoque par ailleurs un professionnel du secteur actif dans le domaine du courtage en Afrique centrale.

Tirer profit des nouveaux outils et des applications numériques

Selon lui, les assureurs, à travers les contrats collectifs qu'ils déploient auprès de leur clientèle d'entreprises comme un « produit d'appel » afin de pouvoir placer d'autres produits plus rémunérateurs, doivent jouer à la fois le rôle de sécurité sociale et de mutuelle complémentaire dans la majorité des pays africains. La prime versée en début d'année est vite évaporée à mesure que le salarié utilise sa couverture, pour lui-même, son conjoint et ses enfants. Sans compter le risque de fraude.

« En dehors de ce marché, qui ne couvre en définitive que les entreprises privées tenues par les conventions collectives des secteurs dans lesquels elles sont actives [pétrole et

gaz, banques...] d'offrir une garantie santé à leurs salariés, le champ d'action reste large », poursuit le courtier en assurances. Un euphémisme en regard du très faible taux de couverture actuel.

À l'autre extrémité de l'échelle, la micro-assurance est, elle, envisagée comme le segment qui a le plus à gagner de la crise du Covid-19. Allianz, tout comme certains assureurs majeurs sur le continent, s'y est – progressivement – installé. Avec des offres destinées à couvrir les dépenses de santé de première nécessité, comme les frais d'hospitalisation. « Si l'on considère que les gouvernements ne peuvent pas couvrir les besoins de cette population vulnérable de manière structurée, les compagnies d'assurances ont un rôle à jouer sur ce segment », affirme Ridha Meftah, associé chez EY Tunisie, responsable de la division Financial Services Consulting et Afrique francophone.

Pour l'analyste, la crise sanitaire a montré que les populations vulnérables (30 % à 50 % des habitants, selon les pays) n'ont pas le minimum de couverture sociale et de santé. « Il est temps que le secteur financier et assurantiel s'active pour ouvrir des services financiers permettant d'avoir un minimum de couverture grâce à des produits de microfinance et de micro-assurance en faisant jouer le levier digital [SFD : services financiers digitaux] », préconise-t-il.

Un sentiment que partage Patrick Mommeja, chez Allianz Africa : « Sur

le digital, il est clair que l'assurance santé doit tirer profit des nouveaux outils et applications numériques, que ce soit en faveur des prestataires médicaux ou des assurés. » La voie est donc ouverte, même si, pour l'heure, aucun des acteurs n'est encore à la pointe sur le sujet.

Appuyées par l'État, des start-up spécialisées voient le jour

Les assureurs doivent trouver des solutions pour adapter leur offre au pouvoir d'achat des populations et progresser sur le volet de l'inclusion, et certains s'y attellent. Au Cameroun, le groupe Atlantique Assurances a signé un partenariat avec Medcamer – un groupement de médecins locaux – pour la mise à disposition des médecins et de leur famille d'une couverture santé à diverses options. De même, en Côte d'Ivoire, la filiale locale du groupe tunisien Comar s'appuie sur les synergies avec les autres sociétés de son principal actionnaire, Amen Group, pour offrir un réseau de soins qui s'étend jusqu'en Tunisie, avec un ticket modérateur s'appliquant dans les mêmes conditions de Tunis à Abidjan.

Ou encore Orange Bank, qui vient d'acquiescer les Assurances 24h mobile et se place en tant que courtier en assurances, en proposant, entre autres, une offre de services santé visant à toucher l'ensemble de la sphère familiale. L'assurance est développée en lien avec BNP Paribas Cardif, partenaire d'Orange depuis 2018.

En parallèle, de nouvelles start-up voient le jour, comme le tunisien Ahmini (« protège-moi », en arabe). Avec le soutien de l'État et de l'opérateur Tunisie Telecom, le service d'Ahmini facilite l'affiliation au système d'assurance sociale et sanitaire aux femmes vivant en zones rurales. Une nouvelle venue dans l'armada d'assurtech actives – dont Bima, start-up lancée au Ghana, Microensure, en Afrique australe, Baloon et Susu, en Afrique de l'Ouest –, qui n'attendaient que ce fameux « déclic », aussi funeste soit-il, pour se mettre en ordre de marche. **MA**

PLUS QUE JAMAIS, LES ASSUREURS DOIVENT TROUVER DES SOLUTIONS POUR ADAPTER LEUR OFFRE AU POUVOIR D'ACHAT DES POPULATIONS ET PROGRESSER SUR LE VOLET DE L'INCLUSION.

AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT

Quelle finance africaine souhaitons-nous véritablement?



Joël Té-Léssia Assoko

Jeune Afrique

Au milieu des hosannas et satisfecit proclamés ici, distribués là, le nombre de pertes humaines dues officiellement au Covid-19 demeurant en dessous des « anticipations », le continent ayant échappé à l'hécatombe redoutée : un certain soulagement est possible. Il serait regrettable d'y céder. Les évidences les plus difficiles à percevoir sont « celles qui crèvent les yeux », rappelle le journaliste et académicien français Jean-François Revel. À la fin de décembre 2020, la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique (Uneca), dirigée par la Camerounaise Vera Songwe, avertissait : « L'Afrique se trouve confrontée à la pandémie mondiale du Covid-19 tout en devant poursuivre les efforts pour accélérer la croissance économique afin d'atteindre les objectifs nationaux conformément aux objectifs de développement durable, à l'Agenda 2063 de l'Union africaine et aux initiatives en matière de changement climatique. »

Une évidence en appelle une autre : aucun de ces défis ne pourra être relevé sans une contribution décisive de l'industrie financière africaine, dont l'importance et la complexité n'ont cessé de croître depuis quinze ans. Pour de surprenantes raisons, ce point reste incomplètement perçu et par le public et par nos décideurs. Les débats sur la faible bancarisation sur le continent (en % des adultes) omettent que le poids du secteur (en % du PIB) a doublé en dix ans dans nombre de pays. Les actifs bancaires représentaient 52 % du PIB de l'Angola en 2017, contre 24 % en 2008. Au Sénégal (57,7 %) ou en Côte d'Ivoire (48,4 %), on observe une progression similaire, selon la Banque mondiale. Le supposé « faible taux de pénétration » de l'assurance sur le continent (3 %) est proche de la moyenne des marchés émergents (3,3 %) et supérieur au taux de la zone Moyen-Orient et Asie centrale (2,1 %). En 2019, le Maroc a émis autant de primes d'assurances que la Grèce, le Kenya en a émis autant que le Pakistan, l'Afrique du Sud plus que le Mexique. La même année, les fonds de capital-investissement consacrés à l'Afrique ont mobilisé 3,1 milliards de dollars, soit plus qu'en Asie du Sud-Est et en Amérique latine (hors Brésil). Enfin, la capitalisation de la Bourse de Johannesburg équivaut à celles de Moscou et de

Tel-Aviv additionnées, Casablanca vaut Athènes et Panama City réunies...

Double fragmentation

Bref, la finance africaine dans toutes ses composantes est un acteur de poids sur le continent, capable de rivaliser avec les autres branches de l'économie et dont le dynamisme n'a rien à envier aux tendances observées dans le reste du monde émergent. À quoi attribuer, dans ce cas, l'impression tenace que l'industrie financière en Afrique reste secondaire, utile sans doute, mais peu visible, parfois inaudible? Cela tient pour une part non négligeable à la double fragmentation qu'elle subit, autant géographique que « fonctionnelle » : les banquiers de l'Uemoa parlant aux banquiers près de l'Uemoa, les assureurs vie de la zone Cima aux assureurs non-vie de la zone Cima, les capital-investisseurs aux bailleurs de fonds européens, les opérateurs de Bourse à personne... Tous observent les opérateurs de télécoms avec irritation, et les Gafam avec résignation. Ce fonctionnement en silo a empêché, jusqu'à présent, cette industrie de s'exprimer de façon coordonnée quant aux bouleversements majeurs qu'elle subit (digitalisation, anachronismes réglementaires), ou d'apporter avec plus de force sa créativité et son dynamisme face aux urgences (relance économique, financement de l'industrialisation, économie verte). Une telle balkanisation opérationnelle n'a pas aidé à moderniser la réglementation — encore trop souvent subie, voire importée franco à bord depuis Bâle, Londres ou Washington —, faute non seulement d'unité, mais aussi de cadre de dialogue avec les autorités de nos pays.

Cette situation pourrait être amenée à changer avec l'organisation du premier Africa Financial Industry Summit*, prévu les 10 et 11 mars prochain, qui doit rassembler — en ligne — 500 décideurs publics et privés de l'écosystème financier du continent, censés poser ensemble les jalons d'une « réinvention » de la finance africaine post-Covid. Ce n'est pas trop tôt. **JA**

* L'Africa Financial Industry Summit est organisé par Jeune Afrique Media Group, en partenariat avec IFC, filiale du groupe de la Banque mondiale.

RD CONGO

Quand les multinationales épaulent l'artisanal

Confrontés à des envahissements répétés de leurs concessions par des creuseurs, les groupes extractifs tels que Trafigura et Glencore ont décidé d'appuyer les efforts du gouvernement en faveur d'une activité minière artisanale responsable coexistant avec les sites industriels.



CHRISTOPHE LE BEC

En juin 2019, la plupart des concessions des grands groupes miniers industriels installés en RD Congo ont été envahies par des creuseurs à la recherche de minerai de cobalt et de cuivre. Ces incursions ont entraîné un arrêt complet de la production de ces sites pendant plusieurs jours, notamment à la mine de Kamoto (dans le Lualaba), détenue majoritairement par le suisse Glencore, où 2 000 creuseurs avaient franchi les clôtures de la concession. Sur ce site, le 27 juin 2019, l'effondrement de deux galeries percées artisanalement avait entraîné la mort de 19 creuseurs. Une semaine plus tard, les autorités faisaient intervenir l'armée pour déloger ces quelque 2 000 mineurs illégaux. Des événements similaires avaient également eu lieu à la même période dans la mine de Tenke Fungurume (TFM) de China Molybdenum, l'autre mégacomplexe minier de la région, plus à l'est, dans le Haut-Katanga. À la suite de ces interventions de l'armée, dans les rues de Kolwezi, la capitale provinciale du Lualaba, des centaines de creuseurs avaient manifesté leur colère contre leurs gouvernants et les compagnies, réclamant leurs propres zones minières pour subsister.

En RD Congo, les conflits entre mineurs artisanaux, industriels et autorités sont récurrents. Mais dans le Lualaba et le Haut-Katanga, les activités minières artisanales sont cruciales pour l'économie et les populations locales. En 2016, pas moins de 10 000 creuseurs avaient envahi la concession de Tenke Fungurume. « On estime qu'il y a dans ces deux provinces entre 140 000 et 200 000 creuseurs vivant de cette activité, dont les revenus nourrissent sans doute cinq fois plus de personnes ! » explique Jean-Dominique Takis, le directeur général de l'Entreprise générale de cobalt (EGC).

Ce responsable estime qu'environ 20 % du cobalt extrait de RD Congo (70 % de la production mondiale) provient de cette filière, qui pose de nombreux problèmes de sécurité, de protection des enfants, de pollution et de traçabilité. « Les creuseurs sont nombreux, très mobiles, et s'adaptent rapidement aux fluctuations des cours : à la fin de 2018, lorsque les prix du cobalt

ont chuté, ils se sont rabattus sur l'extraction de cuivre ou d'or. Aujourd'hui, alors que le cours du cobalt remonte, le mouvement est inverse », observe Jean-Dominique Takis.

« Réduire les risques en ayant un impact local positif majeur »

EGC est la toute nouvelle filiale de la Gécamines (qui, depuis l'indépendance, gère les intérêts miniers de l'État dans l'ex-Katanga), créée en novembre 2019 par décret présidentiel. Il lui a été octroyé le monopole d'achat, de transformation et de commercialisation du cobalt extrait artisanalement. Minerai stratégique, le cobalt concentre en effet les efforts des autorités pour encadrer et accompagner le développement de mines artisanales responsables. Utilisé dans la fabrication des batteries de véhicules électriques, peu disponible ailleurs dans le monde, il suscite l'appétit des constructeurs, ainsi que de leurs fournisseurs – négociants et fabricants de batteries –, désireux de sécuriser leur approvisionnement. Cela a entraîné l'engouement des creuseurs autant que l'inquiétude des ONG – en particulier Amnesty International, auteur d'un rapport remarqué sur le sujet en 2018 –, qui craignent l'exploitation des mines par des groupes armés, le travail des enfants et

des risques pour l'environnement. Kinshasa veut profiter de cette conjoncture dans la filière extractive pour changer la donne.

Pour développer ses activités, EGC va s'appuyer sur l'expérience du géant du trading Trafigura. Cet autre groupe suisse – 147 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2020 – s'est en effet lancé en 2017 dans une expérience atypique pour une entreprise de négoce de cette envergure en nouant un partenariat avec un site extractif artisanal à Mutoshi, au nord-est de Kolwezi. « Les mines artisanales font partie de notre industrie, les creuseurs sont là depuis la nuit des temps. Cette activité comporte bien sûr des risques très importants, mais, plutôt que de nier leur existence, Trafigura a décidé de s'engager dans un projet pilote pour déterminer comment une compagnie comme la nôtre, acheteuse d'hydroxyde de cobalt, pouvait aider à réduire ces risques en ayant un impact local positif majeur », explique James Nicholson,

« LES MINES ARTISANALES FONT PARTIE DE NOTRE INDUSTRIE, LES CREUSEURS SONT LÀ DEPUIS LA NUIT DES TEMPS. »

Sur le site de Mutoshi, dans le Lualaba, le géant Trafigura a mené une expérience pilote d'accompagnement des mineurs artisanaux en partenariat avec l'ONG américaine Pact.

TRAFIGURA

chargé des programmes de responsabilité sociétale du groupe. « En 2017, nous avions le projet de signer un contrat d'achat avec le groupe Chemaf, concessionnaire de Mutoshi, qui voulait mécaniser le site. Mais cette décision suscitait des tensions avec des mineurs artisanaux illégaux présents sur place, auxquels Chemaf refusait d'acheter du cobalt. Il y avait de nombreux accidents. Cette situation nous préoccupait, tout comme nos acheteurs internationaux. En accord avec Chemaf, nous avons décidé de lancer un projet pilote pour aider les mineurs artisanaux à être légalement enregistrés et à gérer les risques de leur activité en nouant un partenariat avec l'ONG américaine Pact », raconte le cadre de Trafigura.

Enregistrement des membres de la coopérative, amélioration des équipements des creuseurs, audit et amélioration des processus de production, contrôle et clôture des sites, formations techniques et de sécurité, une série de standards et de procédures ont été élaborés et mis en place par les creuseurs congolais de Mutoshi, appuyés par Trafigura, Chemaf et l'ONG Pact. Selon Trafigura, cette expérience de plus de deux ans à Mutoshi – de la fin de 2017 au début de 2020, jusqu'à ce que les couches exploitables artisanalement soient épuisées – a été couronnée de succès. « Les quelque 1000 creuseurs accompagnés ont injecté collectivement plus de 1 million de dollars par an dans l'économie locale grâce à leurs revenus », fait valoir James Nicholson, heureux de n'avoir déploré aucun accident mortel sur le site.

Promouvoir une coexistence collaborative entre mineurs industriels et artisanaux

Lorsque le monopole EGC a été créé par les autorités congolaises, la nouvelle entité s'est logiquement tournée vers Trafigura, sélectionné après un appel d'offres en juin 2020,



PILOTE D'UN NOUVEAU MONOPOLE

Haut cadre de la Gécamines, **Jean-Dominique Takis Kumbo** épaula depuis dix ans son président, Albert Yuma Mulimbi, à son conseil d'administration et au comité stratégique. Cet ex-député de Dungu (Haut-Uélé), bien connecté politiquement, a été choisi pour piloter l'Entreprise générale de cobalt (EGC, filiale de la Gécamines), créée en novembre 2019, qui a le monopole de l'achat, de la transformation et de la commercialisation du cobalt extrait artisanalement en RD Congo.

pour l'accompagner dans son développement. « Quatre groupes internationaux se sont manifestés, indique Jean-Dominique Takis. Un consortium japonais, un nord-américain, et deux européens, dont Trafigura, mais pas Glencore », précise-t-il.

Cet autre géant des matières premières a également évolué dans son approche des mines artisanales, mais a défini une autre stratégie en la matière. « Contrairement à nos concurrents négociants, nous avons en RD Congo des infrastructures industrielles majeures, avec notre site de Kamoto, qui produit environ 30 000 tonnes de cobalt par an, mais aussi celui, temporairement suspendu, de Mutanda, capable d'ajouter à cela entre 15 000 et 20 000 t. Nous n'avons pas besoin d'acheter du minerai artisanal », explique David Brocas, le responsable de la filière cobalt de Glencore.

En revanche, marqué par les événements dramatiques de juin-juillet 2019 à Kamoto, le groupe suisse, jusqu'alors peu disert sur le sujet, entend désormais promouvoir une coexistence pacifique et collaborative entre mineurs industriels et artisanaux. « D'une part, nous avons besoin de continuer l'exploitation de nos sites miniers sans risques pour les personnes et sans perturbation de production ; et, d'autre part, nous devons établir la réputation de la marque Glencore Cobalt comme étant socialement responsable », fait valoir David Brocas.

Glencore s'est donc impliqué dans la Fair Cobalt Alliance (FCA), qui fédère les efforts des miniers – le chinois Huayou Cobalt en est membre –, de leurs clients (dont Tesla) et d'ONG pour appuyer les autorités congolaises et les coopératives artisanales afin de changer la donne pour les creuseurs de cobalt. Selon David Brocas, même s'il existe, outre FCA, plusieurs autres initiatives autour des mines artisanales – notamment Cobalt for →



FOURNISSEUR DE MATIÈRES PREMIÈRES AUX INDUSTRIELS D'AFRIQUE

Votre partenaire international depuis 15 ans

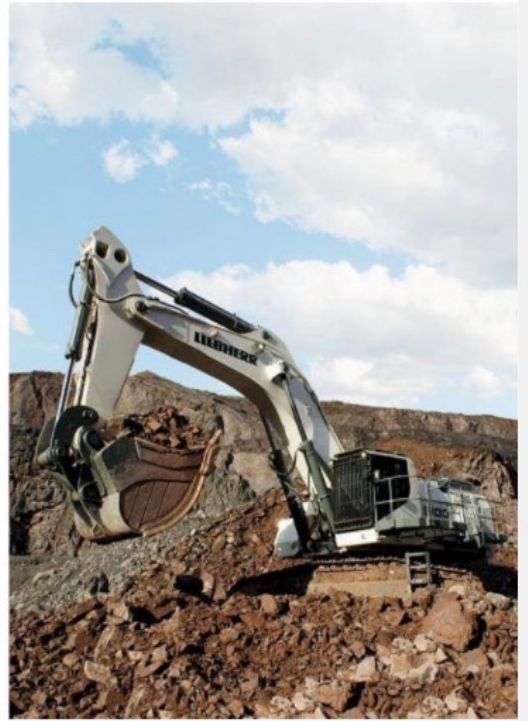
| PARIS | DUBAÏ |

(+33) 1 48 40 67 61 | cemp@ce-mp.com

www.ce-mp.com

JAMG - Photos : D.R.

Vivre le progrès.



→ Development, porté par la coopération allemande entre Volkswagen et BMW, mais aussi la Global Battery Alliance (GBA, émanation du World Economic Forum) et la Responsible Mining Initiative (RMI, appuyée par Apple, Google et Microsoft) –, cela n'empêche pas ces différentes organisations de collaborer entre elles et de se répartir les rôles. « GBA considère FCA comme son interlocuteur sur la filière du cobalt en RD Congo; l'initiative allemande va rejoindre FCA; quant à RMI, elle a la responsabilité de définir les standards de production minière artisanale et responsable », décrypte le cadre de Glencore.

Épaulés par ces organisations et par les grands miniers et négociants tels que Glencore et Trafigura, la RD Congo et EGC ont deux grands défis à relever pour assainir radicalement la filière du cobalt artisanal. Le premier d'entre eux est de délimiter les zones d'exploitation artisanales (ZEA) et de les attribuer à des coopératives de creuseurs. « Des ZEA ont été délimitées par les ministères nationaux et provinciaux des Mines, et l'Autorité de régulation et de contrôle des marchés des substances minérales stratégiques (Arecoms) délivre les permis aux coopératives, mais cela prend du temps », reconnaît Jean-Dominique Takis, conscient que l'activité artisanale illégale continue de se développer dans les zones reculées en dehors des ZEA et des canaux de commercialisation officiels d'EGC, qui ne prévoit de commencer à acheter du minerai qu'à partir de mars 2021. Quant aux sites miniers artisanaux coopératifs choisis par EGC pour commencer ses achats, et accompagnés par Trafigura et Pact, ils devraient dans un premier temps se limiter à trois : deux dans le Lualaba, et un dans le Haut-Katanga. « Il

LA MOBILISATION DE L'ÉTAT ET DES ACTEURS PRIVÉS A IMPULSÉ UN CHANGEMENT POSITIF DANS LA FILIÈRE.

faut agir progressivement, mais nous sommes confiants sur la capacité à multiplier ces mines artisanales rapidement par la suite », fait valoir James Nicholson.

Le chemin vers l'assainissement? Encore long mais en bonne voie

Le second défi est celui de la première transformation du minerai en hydroxyde de cobalt, qui peut être exporté. « Jusqu'à présent, une dizaine de centres de traitement, pour la plupart appartenant à des Asiatiques, achetaient le minerai brut de cobalt aux mineurs artisanaux pour le transformer. Désormais, du fait de l'établissement d'EGC en monopole sur cette filière, ils n'ont plus le droit de le faire », indique le patron de la filiale de la Gécamines. Jean-Dominique Takis prévoit de s'appuyer sur les structures de sa maison mère, mais qui, au démarrage de l'achat du minerai artisanal, devraient se révéler insuffisantes. « L'usine Gécamines de Shituru devrait être opérationnelle, mais cela prendra plus de temps à Kolwezi, indique le DG d'EGC. Nous envisageons donc de nouer un partenariat avec l'un ou l'autre de ces centres de traitement capable d'un taux de récupération du minerai de plus de 75 % ».

Le chemin de l'assainissement de la filière minière artisanale du cobalt sera encore long. Mais la mobilisation de l'État et des acteurs privés de la filière a impulsé un changement positif sur la réputation du cobalt congolais... et sur son marché. « Il y a deux ans, du fait du risque réputationnel, plusieurs de nos grands clients cherchaient par tous les moyens à restreindre leurs besoins en cobalt congolais en lui substituant d'autres minerais. Ce n'est plus à l'ordre du jour. Nous signons désormais des contrats de vente à terme non plus d'un an, mais de cinq, voire dix ans, pour ce minerai crucial pour la transition énergétique », se réjouit David Brocas. **JA**

Roxgold

Un producteur d'or d'avenir

Des actifs multiples en Afrique de l'Ouest

- Fort cash-flow généré par le complexe minier de Yaramoko au Burkina Faso
- Potentiel de doublement de la production d'ici 2 ans grâce au projet Séguéla en Côte d'Ivoire
- Des retombées durables pour les actionnaires, les gouvernements et les communautés locales

Code Boursier : TSX - ROXG

Email : info@roxgold.com

www.roxgold.com



L'AFRIQUE, UNE PRÉSENCE À LONG TERME

Monaco Resources Group est un fournisseur d'une grande gamme de services à l'international dans les secteurs des Métaux et Minéraux, de l'Infrastructure et de la Logistique et de l'Agribusiness. Un groupe qui connecte l'Afrique, l'Europe et l'Asie.

Implanté dans plus de 50 pays, Monaco Resources Group est présent à toutes les étapes de valorisation des ressources naturelles, de leur exploitation à leur transformation en passant par leur commercialisation et leur transport.

Son succès, Monaco Resources Group le doit à ses talents locaux et à son engagement à long terme sur le continent.



Monaco Resources Group :

Un groupe polyvalent et un leader dans l'infrastructure portuaire pour le vrac.

12 usines de transformation

Plus de 40 terminaux portuaires

Plus de 5500 employés



Le groupe est implanté dans **22 pays** africains

Monaco Resources Group

Athos Palace
2, Rue de la Lùjerneta
98000 Monaco

www.monacoresources.com

Imad Toumi, l'argonaute de Managem

Cet ex-cadre d'Areva et de La Mancha, bon connaisseur du sous-sol continental, veut doper la production d'or subsaharienne du groupe marocain.



EL MEHDI BERRADA, À CASABLANCA

A son arrivée, en 2016, Imad Toumi, 57 ans, était le premier PDG de Managem, depuis plusieurs années, issu d'un autre groupe. À l'inverse de son prédécesseur, Abdelaziz Abarro – qui a dirigé l'entreprise pendant plus de douze ans et effectué pratiquement toute sa carrière chez Al Mada (maison mère du groupe minier) –, ce diplômé de la prestigieuse École polytechnique n'avait encore jamais travaillé pour le holding royal. Qui plus est, diriger Managem était sa première expérience de management d'entreprise dans son Maroc natal. « Même s'il a été choisi par Hassan Ouriagli, PDG de SNI depuis 2014, il existait certaines craintes relatives à sa capacité d'adaptation, fort heureusement vite dissipées », se souvient un spécialiste du secteur.

Au sein d'une compagnie où il n'est jamais aisé de faire parler les employés de leur patron, l'on estime que le changement est intervenu opportunément. « Il y avait besoin de renouveau. Toumi venait d'un groupe étranger et possédait une grande expérience en Afrique, ce qui rejoignait les ambitions de Managem », nous explique un fin connaisseur du minier marocain, qui ajoute que le dirigeant a trouvé sur place une équipe aguerrie et compétente. Réputé pour son ouverture d'esprit et sa placidité, Imad Toumi, fidèle à la tradition des grands patrons marocains, limite ses prises de parole et cultive une discrétion absolue. Avant de prendre les rênes de Managem,

ce fort en thème – il est également titulaire d'un doctorat de mathématiques et d'un MBA à HEC – cumule plus de vingt ans d'expérience dans la gestion de projets industriels dans le domaine de l'énergie et des mines. Il a commencé sa carrière comme chef de service au Commissariat français à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, avant de déménager en 2002 en Normandie, où se trouvait le centre de traitement du combustible nucléaire du groupe Orano (anciennement Areva).

Ce Casablancaï a passé onze ans au sein du groupe français, dont presque six à sillonner l'Afrique pour la branche minière dévolue à l'extraction d'uranium. Après une première expérience en Afrique du Sud, on lui a confié le développement de plusieurs projets sur le continent : au Niger, en Namibie et en Centrafrique. En 2013, il rejoint le canadien La Mancha, entreprise aurifère du milliardaire égyptien Naguib Sawiris, aux côtés de Sébastien de Montessus – également un ex-Areva – avant d'être débauché par Managem. « C'est cette dernière expérience qui a sûrement plu aux dirigeants d'Al Mada, en plus de la connaissance de l'Afrique, qui est un prérequis pour ce poste », estime notre analyste.

À MOYEN TERME, MANAGEM DEVRAIT PRODUIRE AUTOUR DE 7 TONNES D'OR PAR AN, CONTRE 600 KG EN 2018.

Avant de prendre sa retraite, Abdelaziz Abarro avait amorcé un virage stratégique, validé par l'actionnaire majoritaire, qui aspire à faire de Managem un acteur aurifère majeur au sud du Sahara. C'est d'ailleurs l'ancien PDG qui a préparé le terrain pour la mine de Wadi Gabgaba, dans le nord-est du Soudan, ainsi que pour le mégaprojet de Tri-K, en Guinée. Une stratégie dont Imad Toumi a hérité et qu'il poursuit. Le groupe devrait produire à moyen terme autour de 7 tonnes d'or par an. Bien loin certes des majors Barrick et AngloGold Ashanti, mais Managem n'avait extrait que 600 petits kilos en 2018. « La stratégie aurifère est essentielle. Nos activités couvrent plusieurs métaux, et notre portefeuille doit absolument être diversifié pour atténuer l'impact de la forte volatilité et de la fluctuation des cours », nous expliquait Imad Toumi au début de 2019.

Capacité à garder son sang-froid et à tenir ses engagements

« Dans le milieu, un patron est jugé sur sa capacité à affronter des fluctuations de cours et des crises souvent violentes, à garder son sang-froid, à mettre en place une stratégie réaliste et à tenir ses engagements. En la matière, Imad Toumi a clairement démontré ses compétences », fait valoir un connaisseur du groupe. Après un exercice 2019 marqué par la chute des cours, Managem a pu faire le dos rond, avant de profiter d'un retour au beau fixe des cours du métal jaune en 2020, ce qui a fait progresser son chiffre d'affaires... et son cours boursier. L'an passé, l'entreprise a d'ailleurs été l'une des valeurs les plus en vue de la Bourse de Casablanca. **JA**

Pour la transparence des contrats extractifs



Bady Baldé

Directeur exécutif adjoint et directeur pour l'Afrique de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (Itie)

Les projets du secteur extractif peuvent contribuer grandement au budget d'un État, mais restent sensibles au risque de corruption, réduisant leur impact positif. Depuis le 1^{er} janvier, l'horizon s'éclaircit cependant. Les 26 pays africains mettant en œuvre la Norme Itie devront en effet publier les nouveaux contrats ou les amendements à des contrats existants. Certains pays francophones d'Afrique ont déjà publié des éléments clés d'accords régissant leur secteur extractif. D'autres ont voté des lois permettant leur divulgation. Le gouvernement guinéen dispose d'une loi datant de 2011 qui exige la publication des contrats, accessibles sur un portail gouvernemental. Peu de pays ont en revanche atteint une divulgation exhaustive et systématique des contrats.

La publication de ce type d'information améliore la supervision du secteur. En octobre 2020, un contrat a été publié en RD Congo portant sur la vente du projet Metalkol – plus de 112 millions de tonnes de cobalt et de cuivre – à une entreprise dont le propriétaire serait Dan Gertler. L'Itie-RDC a joué un rôle essentiel dans l'analyse et la publication du contrat. Les médias couvrant le sujet ont pu avoir accès à l'accord en ligne et l'utiliser pour informer le public.

Effectuer un meilleur suivi

La publication des contrats en RD Congo a donné lieu à une meilleure compréhension de leurs conditions fiscales. Les contrats liant des entreprises étrangères à des entreprises d'État ont été clarifiés. Il est à présent possible d'effectuer un meilleur suivi des revenus versés par les entreprises extractives aux entreprises d'État et des transferts vers le Trésor public.

Les intérêts des gouvernements, des entreprises et des citoyens concernés convergent sur la transparence des contrats. Publier les termes des contrats pour une entreprise lui permet de démontrer facilement qu'elle respecte ses obligations financières et sociales. Diffuser les termes des contrats contribue à aligner les attentes en matière de bénéfices fiscaux potentiels d'un projet extractif. Les accords ont ainsi plus de chances d'être durables.

Étant donné la crise sanitaire actuelle et la volatilité des prix qui en découle, les renégociations de contrats seront sans doute plus courantes, et il est important de prêter davantage d'attention à la stabilité contractuelle.

La major française Total est l'une des premières entreprises à avoir reconnu ces avantages et à avoir promu la divulgation des contrats, convaincue que celle-ci ne se fait pas forcément aux dépens des intérêts commerciaux. D'autres entreprises partagent cet avis. « Le ciel ne nous est pas tombé sur la tête » avec la publication des contrats, admet Tom Butler, PDG du Conseil international des mines et métaux (ICMM), une association regroupant vingt-sept grandes entreprises minières.

Comparer, analyser, modéliser

Les communautés peuvent également bénéficier de l'accessibilité des informations contractuelles: elle leur permet de comprendre les obligations incombant aux entreprises, dont des mesures de protection de l'environnement, des paiements sociaux, l'obligation d'embaucher localement ou de faire appel à des fournisseurs locaux.

Divulguer les contrats permet de comparer, d'analyser et de modéliser des régimes fiscaux. Compte tenu des incertitudes provoquées par la pandémie de Covid-19 dans le secteur extractif, les gouvernements voient davantage la nécessité d'une modélisation des futurs revenus extractifs, a fortiori lorsque ces revenus représentent une part significative du revenu national.

La transparence n'est pas la panacée pour lutter contre la corruption, mais son effet dissuasif est significatif. La publication des contrats extractifs décourage les représentants de l'État de conclure des contrats qui seraient contraires aux (ou mal alignés avec les) intérêts nationaux.

Voilà de bonnes raisons d'aborder avec confiance l'année qui commence. Que les gouvernements mettent ou non en œuvre l'Itie, il est dans leur intérêt de divulguer les contrats, d'encourager leur analyse et de créer des opportunités de dialogue inclusif sur l'avenir du secteur. [JA](#)

Une fois que SMB-Winning sera capable de transformer la bauxite guinéenne, une partie de sa production ira alimenter l'usine française d'Alteo. Ici, le port minéralier de Dapilon, dans la région de Boké.



YOURI LENQUETTE POUR JA

Fadi Wazni étend à l'Hexagone ses ambitions industrielles

Avec le rachat du français Alteo, leader mondial de l'alumine de spécialité, le président du consortium SMB-Winning et patron d'UMS mise sur l'intégration verticale de la filière bauxite.

DIAWO BARRY, À CONAKRY

Le plan de rachat par le guinéen United Mining Supply (UMS) de l'industriel français Alteo, numéro un mondial d'alumine de spécialité, en redressement judiciaire depuis décembre 2019, a été validé le 7 janvier par le tribunal de commerce de Marseille. Déjà présent dans l'exploitation de la bauxite par le biais de la Société minière de Boké (SMB), dans laquelle son groupe UMS est associé – à hauteur de 30 % – au singapourien Winning Shipping et au chinois Shandong Weiqiao, le Franco-Guinéen Fadi Wazni s'assure donc le contrôle d'une grande partie de la filière en intégrant la transformation finale du

minéral. L'industriel, qui projetait déjà de construire en Guinée une raffinerie d'alumine, vise désormais une transformation de qualité supérieure, allant jusqu'à l'alumine de spécialité utilisée dans la fabrication des écrans de smartphones ou des batteries de voitures électriques notamment.

Un projet à plusieurs dizaines de millions d'euros

« C'est une démarche naturelle, a-t-il confié à *Jeune Afrique*. Alteo a une histoire et un savoir-faire exceptionnels. Nous étions initialement en pourparlers pour leur vendre de la bauxite, mais, comme ils étaient en difficulté, nous avons jugé utile de saisir cette opportunité puisque nous sommes l'un des plus grands producteurs de

bauxite du monde et que nous allons développer une raffinerie en Guinée. » Son projet, pour lequel il assure engager plusieurs dizaines de millions d'euros, entre la transaction, l'apurement des dettes d'Alteo et les investissements – notamment 30 millions d'euros pour mettre en service un nouveau four de fabrication d'alumine à très forte valeur ajoutée –, prévoit la fermeture de l'unité de raffinerie de bauxite en alumine sur le site de Gardanne, dans le sud de la France, au profit d'une importation d'alumine.

Pour la région de Marseille, c'est un soulagement. D'une part, parce que Fadi Wazni, dont l'offre a notamment été préparée par le cabinet KPMG, s'est engagé à « tout faire » pour maintenir les 480 emplois d'Alteo, malgré →

DOSSIER MINES GUINÉE

→ la fermeture de cette unité qui concernait 98 postes. « Nous avons entre douze et dix-huit mois pour les reclasser. Certains se verront proposer de venir en Guinée ou ailleurs sur des contrats d'expatriation, d'autres pourront intégrer certaines activités qui sont actuellement sous-traitées », commente le repreneur. Les riverains se réjouissent aussi de la disparition d'un processus de transformation très polluant, producteur de boues rouges, rejetées pendant des années dans la Méditerranée avant d'être stockées à ciel ouvert, au grand dam de la population.

Pourtant, François-Michel Lambert, député écologiste de la circonscription, s'inquiète : « Cela revient à exporter ce qui a été ici un réel problème de pollution dans un cadre qui n'est pas rassurant, ni du point de vue environnemental ni du point de vue social », confie-t-il à *Jeune Afrique*, dénonçant « les problèmes que cause, à Fria, la raffinerie du russe Rusal ». L'élus s'inquiète

également pour le maintien des 98 emplois. « Il n'y a aucune garantie pour ces gens, dont le savoir-faire et l'expérience font pourtant toute la valeur de l'entreprise », regrette-t-il.

Soutien des institutions financières

Des inquiétudes que balaie **Fadi Wazni** : « Pour ceux qui disent qu'on va venir polluer le continent, je répondrais que l'alumine importée viendra d'Allemagne. »

« Ensuite, poursuit-il, nous utiliserons les moyens modernes de séchage et de décontamination de l'eau, de nouveaux procédés utilisés en Allemagne. » L'industriel, qui a mobilisé les fonds nécessaires à son offre de rachat auprès de différents banquiers, assure aussi que l'extension de l'usine de Gardanne la rendra plus compétitive. « On va investir pour augmenter sa capacité et conquérir plus de marchés,



VINCENT FOURNIER/JA

et pouvoir ainsi financer des opérations dépolluantes. Nous sommes engagés dans des projets chiffrés à des milliards de dollars en Guinée, dans la bauxite, mais aussi pour le développement du mégaprojet de fer du mont Simandou. Et nous avons la confiance des banquiers et des institutions financières », assure-t-il.

Si huit concurrents s'étaient au départ positionnés pour la reprise d'Alteo, ancienne propriété du groupe anglo-australien Rio Tinto, revendu en 2012 au fonds d'investissement américain HIG Capital, UMS a été le seul à se maintenir jusqu'au bout du processus, les autres candidats s'étant retirés. Le tribunal a jugé que le nouvel actionnaire du groupe avait « une capacité d'auto-financement suffisante pour lui permettre de faire face aux engagements prévus par le plan de poursuite ». **JA**



Notre mission...
...vous servir au bout du monde

COMMUNIQUE



TFE, un groupe international de services liés aux achats.

Une notoriété conquise en proposant des solutions d'approvisionnement pour des matériels et équipements des secteurs miniers et industriels, pétroliers et pétro-chimiques.

TFE, un interlocuteur privilégié des grands groupes mondiaux dans leurs achats de maintenance et dans leurs projets.

Une gestion de bout en bout de la Supply Chain, en toute sécurité et dans des délais contraints.

Entités et hubs logistiques

TFE Group Inc. - Houston - Tel : +1 281 445 7690
TFE South Africa - Cape Town - Tel : +27 (0)21 418 0310
KPO - Angola - Tel : +244 930 892 128
TFE Burkina Faso - Tel : +226 25 37 55 31



Représentation du groupe TFE

- Bureaux et hub logistique
- Bureaux de représentation
- Pays couverts

Présence mondiale

14 sites répartis sur 4 continents



TFE France - Head Office
Tel : +33 (0)4 66 70 64 10
tfe@grouptfe.com



Covid-19 : comment les entreprises minières en Afrique résistent-elles au choc ?

Marqué par une crise sanitaire mondiale sans précédent, le secteur minier en Afrique tient bon. La Covid-19 a certes impacté de façon durable l'ensemble des secteurs d'activité dans le monde, mais la capacité d'anticipation des entreprises minières a permis d'amortir le choc. Considérées comme un des ferments de la croissance du continent, elles ont su faire preuve de résilience, en accélérant leur transformation numérique et en s'adaptant à ce contexte inédit grâce à :

- Une culture HSE qui donne la priorité à l'hygiène, la santé et à la sûreté des installations ;
- L'excellence de la gouvernance qui a permis une gestion agile de la crise sanitaire ;
- Une collaboration accrue avec les pouvoirs publics, dont les experts de santé et les communautés environnantes, dans la droite ligne d'un SLTO bien compris et bien mis en œuvre.

Contrairement aux autres pays producteurs de matières premières, l'Afrique résiste. Le business as usual est de mise sur les sites miniers, où malgré la baisse des

effectifs, les opérations de production se sont poursuivies comme en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Mali et en Guinée. Néanmoins, la révision des budgets été mise à l'agenda des directeurs financiers car garantir la continuité opérationnelle à un coût, les nouveaux protocoles sanitaires impliquant l'achat d'équipements spécifiques.

Il est bien évident que l'impact global de la pandémie est variable au sein du secteur. Chaque matière première a été affectée de manière différente en fonction de sa demande actuelle et future, des niveaux de stocks existants et de l'impact du virus sur l'offre.

La crise sanitaire agit comme un accélérateur et l'horizon sera fait de changements structurels majeurs pour les entreprises minières en Afrique.

Plus globalement, la crise sanitaire a fait naître de nouvelles opportunités pour le secteur comme le démontre notre dernier classement des principaux risques et opportunités business du secteur minier



en 2021. Les permis d'exploitation et les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) ont regagné de l'importance, pendant que la responsabilité sociale des entreprises et les exigences des parties prenantes au sens large se sont intensifiées.

Sur la base de ces constats, il est raisonnable de penser que la crise

sanitaire agit comme un accélérateur et que l'horizon sera fait de changements structurels majeurs pour les entreprises minières en Afrique à l'heure du numérique et de la transition énergétique.

GASTRONOMIE

Mettez de l'huile (d'olive)!

Le Mucem, à Marseille, propose une exposition sur ce patrimoine culinaire méditerranéen aujourd'hui menacé par la malbouffe, laquelle favorise le risque d'accident cardio-vasculaire.

LÉO PAJON

Au début des années 1950, un nutritionniste américain de l'université du Minnesota, Ancel Keys, part mener des recherches sur l'alimentation en Italie et en Espagne.

Effaré par l'envol alarmant des maladies cardio-vasculaires dans son pays, de plus en plus prospère, il tente de savoir si une modification du régime alimentaire peut améliorer la santé de ses concitoyens. En 1975, après avoir poussé ses recherches dans plusieurs pays européens, il publie avec sa femme Margaret *How to Eat Well and Stay Well the Mediterranean Way* (« le régime méditerranéen pour bien manger et rester en bonne santé »), qui formalise la plupart de ses découvertes et popularise le concept de « diète méditerranéenne ».

L'alimentation que préconise le couple américain pour être en bonne santé est en fait celle qui existe depuis des siècles dans le bassin méditerranéen, au sud comme au nord. Plutôt végétarienne, elle s'appuie sur la consommation de légumes de saison variés, de céréales et de légumineuses (lentilles, fèves, pois...). L'huile d'olive est privilégiée pour l'assaisonnement. On ajoute à cela des fruits frais ou secs, en petite proportion, et on évite les boissons sucrées ou alcoolisées. Enfin, on peut diversifier le menu en ajoutant des viandes maigres (mais seulement deux fois par semaine), des poissons et des œufs (deux à quatre fois par semaine), et de la viande rouge (deux fois maximum par semaine).

Cette diète méditerranéenne, documentée depuis plus d'un demi-siècle, a été particulièrement mise sous le feu des projecteurs en 2010, lorsqu'elle a été intégrée à la →



FRANCK BICHON/EPICUREANS

Bouteilles et carafes d'huiles d'olive diverses.

108

Littérature

Dans le ventre
du Congo

109

Polar

Et il est comment le
dernier... Parker Bilal?

110

Arts plastiques

Frédéric Bruly Bouabré
en ses écrits



→ liste du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, à la suite d'une candidature menée conjointement par le Maroc, l'Espagne, l'Italie et la Grèce. Le Mucem, à Marseille, lui consacre à présent une exposition semi-permanente intitulée « Le Grand Mezzé », dans la galerie de la Méditerranée. À cause des restrictions sanitaires, le musée est actuellement fermé, mais l'accrochage dure jusqu'en décembre 2023, de quoi rester confiant sur les chances de visiter l'expo!

Si le propos du « Grand Mezzé » est passionnant, le constat que dresse l'exposition est plutôt inquiétant. « Le régime méditerranéen est toujours considéré comme le plus équilibré du monde, et paradoxalement il tend à quitter la Méditerranée », alerte le commissaire de l'exposition, Édouard de Laubrie. La situation est particulièrement préoccupante au Maghreb: comme le précise le catalogue de l'exposition, le diabète, le surpoids et l'obésité ont explosé... cette dernière concernerait 40 % à 50 % des femmes en Tunisie et en Égypte!

Le succès du « tout prêt »

Riches, pauvres... tout le monde est concerné. Paradoxalement, la progression du niveau de vie amène aussi des populations à se tourner vers des pratiques alimentaires moins saines (comme ce fut le cas aux États-Unis). « Dans les pays du Maghreb, la classe moyenne, de plus en plus importante, a tendance à copier les modes de consommation qui existent en Occident, avec de plus en plus de produits alimentaires transformés de type burgers, pizzas, sodas... souligne Édouard de Laubrie. La cuisine prend du temps, est vue comme une tâche ingrate, on consomme donc du « tout prêt », de l'industrialisé, comme ailleurs. »

Mais les milieux populaires sont également touchés de plein fouet par la malbouffe, notamment en ville, comme l'observe Jacqueline Bismuth, auteure aux éditions de La Martinière de *La Tunisie gourmande*. « Ici, la tranche privilégiée de la population se nourrit toujours en restant dans les traditions, explique-t-elle. Le légume reste roi dans la plupart des plats, l'huile d'olive aussi, que l'on ajoute même à la bsissa pour le petit déjeuner au lieu du beurre et de la confiture. Mais certaines mamans peuvent aussi casser des œufs dans de l'huile de mauvaise qualité pour nourrir leurs gosses, et les plus pauvres, généralement, n'ont d'autres solutions que d'acheter des produits industrialisés... On est peut-être champions du monde de la consommation de pizza, après la France



Silo à grains libanais.

[selon une étude du cabinet Gira Conseil, les Français consomment environ 10 kilos de pizza par an, soit le double des Italiens]! En revanche, dans les campagnes, des Tunisiens très modestes continuent de cultiver leurs lopins et de se nourrir en suivant la tradition. »

La journaliste tunisienne Amel Djait fait le même constat. « Le fast-food gagne du terrain en ville, et même le sandwich tunisien, composé de harissa, d'huile d'olive, de salade, de câpres, de thon, etc., est aujourd'hui systématiquement proposé avec de la mayonnaise! s'insurge-t-elle. Mais dans le même temps, il y a un attachement au terroir et aux traditions dans les régions. » Pour le ministère de l'Agriculture, elle a rédigé l'ouvrage *Tunisiennes et Saveurs des terroirs*, accessible sur internet, qui recense 23 recettes traditionnelles glanées dans différentes régions (Béja, Le Kef, Kasserine, Kairouan), et montre le rôle prépondérant des femmes pour la sauvegarde du patrimoine culinaire, la transmission des recettes se faisant le plus souvent de mère en fille. Pour la journaliste, l'ouverture de restaurants proposant des recettes traditionnelles, la valorisation des filières agricoles et des produits du terroir grâce à de nombreux concours et des festivals dans le pays (comme celui de la grenade, à Testour), l'émergence de tables d'hôtes ont de quoi rassurer.

Fatema Hal est beaucoup moins optimiste. L'ethnologue et cheffe marocaine, auteure de



Couscoussier algérien exposé au Mucem.

nombreux ouvrages sur la gastronomie du pays et responsable du Mansouria, l'une des meilleures adresses pour savourer un couscous à Paris, observe la percée des produits transformés dans le royaume: « La brioche coûte moins cher que le pain! » Elle s'enflamme surtout sur l'absence de transmission des codes culinaires. « Depuis plus de trente ans, rien n'est fait! On ne forme pas à la cuisine traditionnelle, on n'éduque pas les jeunes, qui ne connaissent ni les produits marocains ni le respect des saisons. Il y a bien sûr les émissions de cuisine à la télé, ou les vidéos sur les réseaux: mais l'objectif n'est pas d'éduquer, mais plutôt de montrer comment devenir un grand chef et fanfaronner. » La cheffe invite le ministère de l'Agriculture et de l'Éducation à œuvrer pour qu'une alimentation saine, locale, durable puisse reprendre sa place dans le pays.

Exode rural

Derrière la survie du régime méditerranéen se profilent d'autres problèmes épineux. Le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (Ciheam) alertait déjà, en 2016, dans sa publication bisannuelle *Mediterra*, sur la désertification des campagnes: « L'exode rural apparaît aujourd'hui encore aux jeunes comme étant la seule issue de secours possible. En quête de travail, de services essentiels et de loisirs, ils rejoignent les villes, tandis que le monde agricole vieillit. L'âge moyen des agriculteurs au Maghreb dépasse 50 ans, et la relève se fait rare. » Les produits régionaux peuvent aussi être perçus comme des produits de luxe: au Maroc, par exemple, la consommation d'huile d'olive locale de 2 litres par habitant et par an reste loin de la moyenne méditerranéenne. Alors que le pays exporte de plus en plus (notamment aux États-Unis),

LE DOMAINE DE SEGERMÈS, CHAMPION MONDIAL DE L'OR VERT

Médaille d'or au Japan Olive, à la London Olive Oil Competition, extra gold au Biol italien, 3^e prix du concours Mario Solinas... Le domaine de Segermès saute de podium en podium avec une aisance déconcertante. Cette propriété de la région de Zaghouan, en Tunisie, tient son nom de la ville romaine de Segermès. « Dans l'antiquité, on y cultivait déjà des oliviers, et certains arbres sont centenaires », précise Zhaira Abdellah Boussetta, qui a hérité du domaine avec son mari, Mounir. C'est lui qui décide, en 2015, de construire un moulin et de maîtriser toute la production du précieux nectar, du plant à la bouteille.

« L'oliveraie abrite principalement des variétés tunisiennes, la chemlali, très douce, et la chetoui, plus fruitée et robuste, la récolte étant entièrement réalisée à la main par des femmes de la région », souligne Zhaira. La Tunisie, deuxième producteur en volume d'huile d'olive (après l'Espagne), compte désormais un champion de poids... qui n'hésite pas non plus à jouer la carte de l'innovation. La boutique (accessible sur segermes.com) propose ainsi des huiles aromatisées: huile pressée à la clémentine, au citron, au fenouil sauvage et à la menthe fraîche.

L.P.

il continue à importer chaque année des centaines de milliers de tonnes d'huiles végétales...

« Si la période que nous subissons peut avoir un point positif, c'est qu'elle nous oblige à rester chez nous et à redécouvrir notre cuisine, philosophe Fatema Hal. Cela va forcément nous forcer à réfléchir sur ce que nous mangeons, et nous n'aurons plus la possibilité de nous cacher derrière l'excuse du manque de temps pour ne pas nous préparer un bon repas. » **JA**

la couleur au cœur de votre beauté



Bigen

www.bigen.eu

- Sans ammoniaque
- Application facile! Mélangez tout simplement avec de l'eau
- Bigen couvre les cheveux gris en douceur

Le Mali des années 1960 renaît au Sénégal

Le réalisateur marseillais Robert Guédiguian tourne *Mali Twist* à Thiès et entend recréer l'atmosphère festive des premières années de l'indépendance.

Jeune Afrique s'est invité sur le plateau.

MARIÈME SOUMARÉ, ENVOYÉE SPÉCIALE

Bamako, années 1960. Lara et Samba ont à peine 20 ans et s'aiment dans le Mali de Modibo Keita. Samba est un membre des Pionniers, mouvement national de la jeunesse socialiste. Il rêve de justice et d'égalité et entraîne dans son combat politique la jeune Lara, qui s'est échappée de son village après avoir subi un mariage forcé. Militants le jour, noceurs la nuit, les deux amoureux écumant les clubs de la capitale lorsque le soleil se couche, où ils dansent au rythme du twist et du blues, d'Otis Redding à Johnny Hallyday, ou encore Ray Charles.

C'est cette histoire d'amour et d'émancipation, et celle de l'expérience inachevée du socialisme panafricain à laquelle Modibo Keita rêvait, que le réalisateur français Robert Guédiguian a voulu raconter. S'il s'est éloigné des calanques de Marseille, décor de nombre de ses films – c'est son premier tournage sur le continent –, il n'en est pas moins resté proche de ses thèmes de prédilection : l'entraide, la collectivité, la solidarité. L'amour et la fête, aussi.

C'est en visitant, à Paris, l'exposition « Mali Twist » de la fondation Cartier pour l'art contemporain, rétrospective de l'œuvre du photographe malien Malick Sidibé, que

Robert Guédiguian découvre l'histoire de ces nuits folles du nouveau Mali indépendant, lorsque l'on recensait à Bamako pas moins de 200 clubs de danse et que les jeunes se déhanchaient librement jusqu'au bout de la nuit. Après les photographes Hassan Hajjaj (Maroc) ou Omar Victor Diop (Sénégal) – entre autres –, c'est au tour du Marseillais de s'inspirer du maître Sidibé (décédé en 2016), de ses photographies qui laissent deviner des nuits endiablées, de ses modèles à la peau souvent luisante de sueur, qui débordent de charme et de classe. Avec un pari : celui de parvenir à recréer, des décennies plus tard et hors du pays, l'ambiance d'un Mali disparu.

Tournage familial

Après avoir passé plusieurs mois au Sénégal au début de l'année 2020, l'équipe avait été contrainte de plier bagage et ses quelque 4 tonnes de matériel, puis de rentrer en France. Coronavirus oblige. Ils ont finalement pu revenir en octobre dernier pour finir de tourner, à Podor, à Saint-Louis et à Thiès, le reste du film. C'est pour des raisons de sécurité que le Sénégal, plutôt que le Mali, a accueilli le tournage.

Plusieurs badauds se pressent à l'angle d'une ruelle thiessoise pour

observer les caméras et les techniciens qui s'affairent. « Awya », s'époumone l'assistant réalisateur Ferdinand Verhaeghe : sur le tournage, « action » se dit plutôt en wolof qu'en français, à l'intention des nombreux figurants présents sur le plateau. Quant à la langue française, elle prend souvent l'accent marseillais : pour ce film comme pour les précédents, le réalisateur s'est entouré de son équipe historique – « comme une famille », glisse son coproducteur et ami Malek Hamzaoui, qui l'a accompagné sur la quasi-totalité de ses longs-métrages.

« L'idée d'associer cette histoire de construction du socialisme indépendant panafricain et de la fête, des jeunes gens qui s'aiment, me semblait être la matière d'un film très riche où je pouvais retrouver mes thèmes principaux », explique Robert Guédiguian, que nous retrouvons à la fin de la journée de tournage. Du personnage principal de Samba, qu'il décrit comme un idéaliste, il dit se « sentir très proche » : « Son histoire, c'est un peu la mienne. » D'ailleurs, il lui a prêté sa moto personnelle, qui date des années 1960 et qu'il a fait venir spécialement de France pour les besoins du film.

Véhicules d'époque, devantures refaites, tenues sixties... L'atmosphère du Bamako d'il y a soixante ans est recrée à Thiès. La gare de la ville, où passait la fameuse ligne Dakar-Bamako, a été spécialement rénovée pour l'occasion, avec ses trains verts rutilants qui stationnent sur les

**« ASSOCIER LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME
INDÉPENDANT PANAFRICAIN ET LA FÊTE ME
SEMBLAIT ÊTRE LA MATIÈRE D'UN FILM TRÈS RICHE. »**



PATRICIA ESTEVE POUR JA

Sur le tournage du film, à Thiès, avec Stéphane Bak et Alicia Da Luz Gomes, le 26 novembre 2020.

voies. Une soixantaine de rôles, près d'un millier de figurants, des dizaines de voitures de collection – dont plusieurs sont venues directement de France –, c'est l'une des plus grosses productions du réalisateur et coproducteur. Budget du film : 5,5 millions d'euros environ. Coproduction franco-sénégalaise des sociétés Agat Films & Cie et Karoninka, avec une équipe constituée dans sa majorité de Sénégalais, *Mali Twist* est le 22^e film de Robert Guédiguian.

Le Bamako des sixties

Samba, fils d'un riche industriel bamakois, s'engage dans le socialisme et le panafricanisme à « une époque d'extrême effervescence révolutionnaire et intellectuelle ». Malgré les réticences de son père, qui voit d'un

mauvais œil ces changements drastiques qui menacent ses privilèges, il croit au développement révolutionnaire et rêve d'une véritable et totale indépendance pour son pays. Il finira par se heurter aux réalités de la politique. À l'époque, à Bamako et dans les campagnes, les militants de la décolonisation tentent de développer les domaines de la santé et de l'éducation, partagent avec leurs concitoyens leurs idées sur la coopérative, sur une réforme agraire et sur le droit des femmes. Le mouvement est porté par le charismatique Modibo Keita, ancien instituteur devenu parlementaire français, qui deviendra l'un des champions du panafricanisme. C'est lui qui proclame, le 22 septembre 1960, l'indépendance de son pays, quelques mois après l'échec de

l'éphémère Fédération du Mali, qui unissait son pays au Sénégal.

Cofondateur de l'Organisation de l'unité africaine en 1963, militant tiers-mondiste, le Malien gouverne jusqu'en 1968. Soumis à une contestation populaire grandissante, accusé de dérives dictatoriales, il sera renversé dans la nuit du 18 au 19 novembre 1968 par une poignée de militaires conduits par le lieutenant Moussa Traoré. De quoi laisser nostalgique Robert Guédiguian. « En voyant le Mali d'aujourd'hui, je rêve du Mali de Modibo Keita », glisse-t-il. « Nous n'étions pas prêts au socialisme, et sans socialisme il n'y a pas d'indépendance », fera-t-il dire à Namori, l'un de ses personnages, un officiel de l'État malien. « Et j'y crois profondément... en même →

PATRICIA ESTEVE POUR JA



Le réalisateur Robert Guédiguian avec Stéphane Bak, qui incarne le personnage de Samba.

→ temps, forcément, c'est moi qui l'ai écrit », sourit le réalisateur.

À travers son film, il aborde notamment la question de la bourgeoisie nationale, aux manettes pendant la colonisation, à qui il impute la responsabilité de l'échec de l'expérience : « Ce qui n'a pas abouti au Mali reste pour l'essentiel la responsabilité des riches Maliens de cette époque-là. Des traditionalistes qui ont organisé une contre-révolution parce qu'ils se sentaient dépossédés par le pouvoir, et qui étaient aussi accompagnés de manière plus ou moins discrète par l'ancien colon. D'ailleurs, les manifestations contre-révolutionnaires à cette époque n'hésitaient pas à louer la gloire de De Gaulle, rappelle-t-il. Il y avait quelque chose d'assez cocasse dans le fait de réunir 500 figurants qui gueulaient "Vive de Gaulle" devant la mairie de Thiès. »

Une manière de réfléchir aussi aux mécanismes selon lesquels les indépendances de ces années-là se sont transformées en « dépendances néocoloniales », pour reprendre les mots du réalisateur, « plutôt triste » de voir, dans le Sénégal d'aujourd'hui, l'omniprésence des grandes entreprises françaises. « Aujourd'hui plus que jamais, il est indispensable de se demander pourquoi certaines expériences formidables n'ont pas

fonctionné. Il est bien pour le Mali, pour la France, pour tous les pays du monde, de réfléchir aux expériences révolutionnaires qu'ils ont connues, de se souvenir de leurs réussites et de réfléchir à leurs échecs », estime Robert Guédiguian.

Déconstruire

Les problématiques, très actuelles, résonnent avec certains questionnements de ses deux acteurs principaux, Stéphane Bak (24 ans, français d'origine congolaise) et Alicia Da Luz Gomes (19 ans, française d'origine cap-verdienne). « Cette histoire me parle parce qu'elle relève de questions qui se posent sur le continent, confie Stéphane Bak, où les jeunes se lèvent, rêvent d'une Afrique plus unie et ne sont pas entendues. Le film parle d'indépendance et résonne avec tout le travail de décolonisation qui reste à faire. » L'acteur pousse la réflexion

« IL Y AVAIT QUELQUE CHOSE D'ASSEZ COCASSE À RÉUNIR 500 FIGURANTS QUI GUEULAIENT "VIVE DE GAULLE" DEVANT LA MAIRIE DE THIÈS. »



jusqu'à « l'été que l'on vient de vivre en France », entre le mouvement Black Lives Matter et les mobilisations contre les violences policières. Et de convoquer les références à Frantz Fanon ou à Aimé Césaire, cités dans le film, comme une manière de « mieux comprendre [ses] plaies ». « Je ne sais pas si ça se fait beaucoup dans le cinéma français, de rendre hommage à ce type de modèles. Des réalisateurs engagés là-dessus, on en compte peu en France, et je savais que Robert Guédiguian pose un regard sur l'Afrique et sur Modibo Keita qui me correspond. »

Même constat pour Alicia Da Luz Gomes, dont c'est le premier long-métrage. « Avec ce film, j'ai envie de connaître davantage l'histoire du Cap-Vert », assure-t-elle. La jeune actrice a aussi découvert à travers le projet que le communisme ne correspondait pas tout à fait à la vision « ringarde » qu'elle en avait : « En fait, le communisme, ça n'est



Pour Stéphane Bak,
« le film parle d'indépendance et résonne avec
tout le travail de décolonisation qui reste à faire ».

PATRICIA ESTEVE POUR JA

pas que Staline et l'URSS ! » Assis en face d'elle, Robert Guédiguian sourit, lui qui nous confiait un peu plus tôt lancer un « appel à revisiter le communisme » : « Être révolutionnaire,

c'est faire la fête, c'est une transformation du monde en permanence. La radicalisation révolutionnaire de mes personnages ne s'oppose pas à la sensualité ou à la vitalité, au contraire. »

Le film, en cours de montage, devrait être achevé dans le courant du mois d'avril 2021. Il pourrait sortir en France à la fin de l'année prochaine. Au Sénégal, « aucune stratégie de distribution n'a encore été mise en place », confie la coproductrice Angèle Diabang. Elle est la directrice de la maison de production Karoninka, société créée en 2006 et basée à Dakar. « Mais le film sera forcément présenté aux Sénégalais », ajoute-t-elle.

Pourrait-il mettre en lumière certains talents sénégalais, à l'instar d'*Atlantique*, de Mati Diop (2019), Grand Prix du Festival de Cannes ? « Depuis *Tey* (2013) et *Félicité* (2017), d'Alain Gomis, on assiste à un certain renouveau et à un engouement pour le cinéma sénégalais, observe la productrice. Avec la complication de la situation sécuritaire au Mali, mais aussi au Burkina, qui est un grand pays de cinéma, les tournages se détournent également vers la Côte d'Ivoire ou le Sénégal », comme ce fut le cas pour *Mali Twist*.

Les producteurs espèrent d'ailleurs présenter le film au Festival de Cannes et à la Mostra de Venise cette année. Et le voir participer, lui aussi, au « rayonnement de la production cinématographique au Sénégal », ajoute Angèle Diabang. **JA**

LE SÉNÉGAL, TERRE PROMISE DE LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE ?

Le Sénégal a déjà donné au continent plusieurs cinéastes de renom, à l'instar d'Ousmane Sembène, Mahama Johnson Traoré ou encore Djibril Diop Mambéty. Aujourd'hui, les succès des œuvres d'Alain Gomis ou de Mati Diop laissent espérer un nouvel âge d'or du cinéma national. Présenté lors de l'édition 2019 du Festival de Cannes, *Atlantique* est le premier film à avoir été sélectionné en compétition officielle depuis *Hyènes*, de Djibril Diop Mambéty, en 1992. En 2016, l'État sénégalais créait un fonds spécial pour soutenir la production nationale, le Fopica (Fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuelle), doté de 1 milliard de F CFA (1,5 million d'euros).

Mais c'est surtout au niveau de sa production télévisuelle que le pays s'est distingué ces dernières années. Le public sénégalais, friand des telenovelas latino-américaines, s'est progressivement laissé séduire par les nouvelles séries nationales. En 2019, le succès fulgurant de la série *Maîtresse d'un homme marié* (Marodi Production), dont chaque épisode cumule facilement plusieurs millions de vues sur YouTube, a contribué à cet essor. Souvent tournées en wolof et sous-titrées en français pour toucher la diaspora africaine et le reste du continent, des séries comme *Infidèles* ou *Golden* continuent de surfer sur ce succès.

M.S.

Dans le ventre du Congo

Née d'une mère roumaine et d'un père congolais, Annie Lulu s'offre une entrée percutante dans le paysage littéraire avec *La Mer Noire dans les Grands Lacs*, un premier roman sensuel et poétique.

NICOLAS MICHEL

Comment s'adresser à l'enfant que l'on porte dans son ventre? Comment lui dire le monde qui l'attend et les mondes dont il est issu? Fouillant la langue française, portée par une urgente nécessité, la romancière Annie Lulu a su trouver les mots de la chair qui parle à la chair. Premier roman au titre étrange, *La Mer Noire dans les Grands Lacs* est un texte qui griffe l'épiderme, sollicite sang et muscles, vibre du pubis aux tempes comme une musique aimée crachée par des baffles poussés au point de saturation.

Ce roman, c'est l'adresse d'une jeune femme tordue par les douleurs de l'enfantement à son fils sur le point de naître – elle est persuadée que c'est un fils, peut-être parce qu'elle a été élevée en l'absence du père – sur un ponton de Bukavu, au bord du lac Kivu. « Ce lac Kivu au bord duquel nous sommes assis ensemble, sur le ponton de l'étroite maison d'où je te parle, il en arrache pas mal à tous ceux que je connais, des étincelles iridescentes et douces, des écailles de poisson grises qui colonisent les joues et qu'on appelle les larmes », écrit Annie Lulu.

Ses mots se heurtent, se bousculent, se caressent pour raconter son histoire, fictive ou pas, peu importe. Une histoire individuelle qui commence dans la violence de la révolution roumaine à la fin de l'année 1989 et se poursuit des années plus tard dans la violence de la répression, en RD Congo.

La jeune romancière,
le 6 septembre 2020.

« Je m'appelle Nili Makasi, ce n'est pas un nom commun pour une Roumaine. Je suis née à Iași, dans la région moldave au nord-est de la Roumanie. J'ai eu une mère, ou plutôt ma mère a longtemps eu honte de moi, et je n'ai pas connu mon père, un étudiant congolais reparti après la révolution de 1990. »

L'enfant métisse affronte les remarques racistes et la brutalité aimante d'Elena, qui n'hésite pas à lui lancer : « J'aurais dû te noyer quand t'es née, j'aurais dû t'écraser avec une brique. » Son histoire sera celle d'une quête d'identité qui commence par la recherche du père disparu. « Mon père était le corps vivant du futur possible de ce pays d'argile rouge aux galeries infinies dans lequel je me suis mise à creuser pour le retrouver et lui casser la gueule », écrit Annie Lulu.



La Mer Noire dans les Grands Lacs,
Annie Lulu,
éd. Julliard,
224 pages,
19 euros



FRANCESCO GATTONI/OPALE VIA L'EMAGE

Amitiés, rencontres, adolescence, exil étudiant à Paris, voyage en RD Congo, entrée dans l'âge adulte... Le voyage initiatique est classique, attendu. Ce qui l'est moins, c'est le style d'Annie Lulu, comme si se heurtaient dans ses phrases, justement, le roumain, le français, le lingala. Page après page, la violence subie innervait tout le livre, elle en est la « petite musique » tantôt grinçante tantôt percutante, qui hypnotise et fascine. « Alors que j'avais déjà fait ma toilette en me levant le matin, puis en rentrant de l'école, le soir je passais encore à la douche après Elena, qui me frottait de toutes ses forces, le dos, les bras, le ventre plein et digérant, me savonnait frénétiquement le visage, puis me peignait en arrachant les nœuds de mes cheveux bouclés qu'elle essayait désespérément de raidir avec de l'huile alimentaire à défaut de fer à lisser. »

Se revendiquant de ses « pères de nuit » Sony Labou Tansi et Tchicaya U Tam'si, Annie Lulu creuse, mot après mot, cette violence à fleur de peau, s'y enfonce pour dire non seulement le racisme, mais, bien au-delà, l'oppression qui s'exerce sur les corps – à Bucarest, à Paris, à Goma. Alors oui, peut-être Nili Makasi trouve-t-elle au

Congo ce qu'elle cherchait, l'homme que fut son père et l'amour qu'il lui porta, malgré la distance et le silence. Peut-être même trouve-t-elle un sens à sa vie en ouvrant son ventre à la maternité, en un déraisonnable sursaut d'espoir et de foi en l'âme humaine.

Monde de brutes

Mais dans ce pays qui demeure « la dépouille de Lumumba », « cadavre merveilleux aux mille poussières d'outre-tombe » sur lequel s'acharnent des « prédateurs psychopathes », dans ce pays dont elle est issue, c'est surtout l'ennemi politique qu'elle découvre à travers l'engagement de Kimia, le père de l'enfant qu'elle porte. « Mon fils, écoute-moi : où que tu ailles sur terre, dis-toi bien une chose, ce sont toujours ceux qui gouvernent par la violence à qui manque la beauté, souffle-t-elle à son ventre. [...] Ceux qui obligent les autres, les écrasent. Où que tu poses ton regard en ce monde, des brutes incapables d'empathie, de respect pour la vie, essaient toujours d'arracher le pouvoir en se tricotant une autre histoire que la leur, glorieuse, héroïque, pour supporter qui ils sont. Des renégats, la lie des hommes. Partout les gens souffrent de cette folie prédatrice, destructrice, d'une poignée de fous furieux assassins. »

Loin du « monde pourri » de l'Europe, Nili Makasi affronte l'arbitraire, la torture et la mort, et ne doit sa survie qu'à son passeport, son argent, peut-être sa couleur de peau plus claire. Mais la vie, n'est-ce pas ce « non » lancé à la face du néant, seconde après seconde, cette lutte dont on sait ne jamais sortir vainqueur mais que l'on poursuit malgré tout ? « Tu sais, je préfère te le dire tout de suite, là-bas, dans le vieux monde pourri que tes frères rejoignent en dépouilles flottantes, en cervelles coulées au péril d'un silence acéphale, tout est simple et accessible, mais ici, dans la Cocotte-Minute explosive des frayeurs mijotées au détour de la tombée de dix-huit heures, au plus dangereux de notre promenade, tout est possible. » Dans le ventre d'une mère, il y a toujours l'espoir. **JA**

ET IL EST COMMENT LE DERNIER...

Parker Bilal ?

Écrit sous un pseudonyme, le nouveau polar de l'auteur anglo-soudanais Jamal Mahjoub, *Les Divinités*, se déroule à Londres, dans l'ombre portée de la guerre en Irak.

NICOLAS MICHEL

« **K**hal Drake chancela, s'efforçant de contrôler le jet d'urine qu'il orientait vers un coin sombre, s'appuyant d'une main contre le mur pour garder l'équilibre. » Ainsi commence *Les Divinités*, nouveau roman policier de Parker Bilal, pseudonyme derrière lequel se cache l'écrivain anglo-soudanais Jamal Mahjoub.

Les fidèles de cet auteur capable de marier l'humour le plus acéré aux descriptions de meurtres les plus sordides doivent s'attendre à un choc : sa nouvelle série ne se passe pas au Caire, mais à Londres, et, en se déplaçant en Europe, Parker Bilal a abandonné son détective Makana sur le pont de son awama, maison flottante amarrée à une berge du Nil.

C'est au bord de la Tamise que le monde distoqué de Khal Drake essaie de survivre tant bien que mal. « On dit des cours d'eau qu'ils défient le temps, à croire qu'ils sont éternels, mais celui-ci muait sans cesse, écrit le romancier. Chaque jour, à tout instant. Les mouvements de l'eau, le courant, la profondeur, les sédiments qui peu à peu remontaient à la surface. Il charriait les années tels de mauvais souvenirs. Un fleuve reflète les changements, mais aussi ce qu'on n'oubliera jamais. »

Ces quelques phrases devraient rassurer les plus rétifs au changement : les éléments qui font le sel des romans de Bilal se retrouvent dans ce nouvel opus. À Londres comme au Caire, le passé poursuit les hommes, modèle le présent, ampute le futur. Le passé de Makana se trouvait dans son pays d'origine, quitté pour fuir la violence de l'extrémisme islamiste en abandonnant sa femme et sa fille.

Pour Khal Drake, le passé, c'est « un père absent, une mère alcoolique et cette bonne vieille Angleterre à laquelle il n'[est] pas sûr d'appartenir », c'est la tentation passagère de l'intégrisme religieux pour trouver un sens à la vie, c'est l'engagement dans une guerre dont il n'est pas certain qu'elle fût juste. Un double meurtre, des cadavres retrouvés sur un chantier, et ces alluvions remontent à la surface, chargées de métaux lourds.

« Ces deux silhouettes grisâtres avaient provoqué chez lui comme un électrochoc, le renvoyant tout droit en Irak. À sa brutalité, à sa poussière. À des forces ancestrales, médiévales. » Et, à Londres comme au Caire, l'enquêteur n'affronte pas seulement l'esprit dérangé d'un meurtrier, il défie aussi la corruption, le règne des petits chefs, l'intégrisme, et cette domination capitaliste qui fait que la Tamise n'est plus qu'une « valeur ajoutée faisant partie intégrante du mécanisme qui [attire] les super-riches tels des vampires vers une débauche de sang ». **JA**



Les Divinités, de Parker Bilal, traduit par Philippe Loubat-Delranc éd. Gallimard, 464 pages, 22 euros

Frédéric Bruly Bouabré en ses écrits

Les éditions Syndicat-Empire et Faro publient en fac-similé le récit du voyage parisien du plasticien ivoirien à l'occasion du vernissage de l'exposition « Magiciens de la terre », en 1989.

NICOLAS MICHEL

En janvier 2014, la Côte d'Ivoire perdait l'un de ses artistes les plus étonnants, Frédéric Bruly Bouabré. Le galeriste André Magnin nous déclarait alors : « Il inventoriait tout ce qu'il pouvait, il observait les nuages, les signes sur la peau des fruits, les empreintes sur le sol. Il y avait toujours des dessins sur ses écrits, et il revendiquait l'écriture comme étant du dessin. » Surtout célèbre pour ses petits croquis colorés, en apparence naïfs, réalisés sur des cartons d'emballage de mèches de faux cheveux, le plasticien, qui voulait entrer au « Panthéon de Victor Hugo », était l'inventeur d'un syllabaire de 448 unités manuscrites et dessinées qui devait lui permettre de retranscrire la culture bété, et l'auteur de nombreux textes. Aujourd'hui, les éditions Syndicat-Empire et les éditions Faro publient un document exceptionnel : le fac-similé d'un texte manuscrit complet de Frédéric Bruly Bouabré intitulé *Paris la Consciencieuse, Paris la guideuse du monde*. Il s'agit de la relation, de la main de l'artiste, de son voyage et de son séjour dans la capitale française en mai 1989 à l'occasion de l'exposition « Magiciens de la terre », au sein de laquelle ses œuvres étaient exposées.

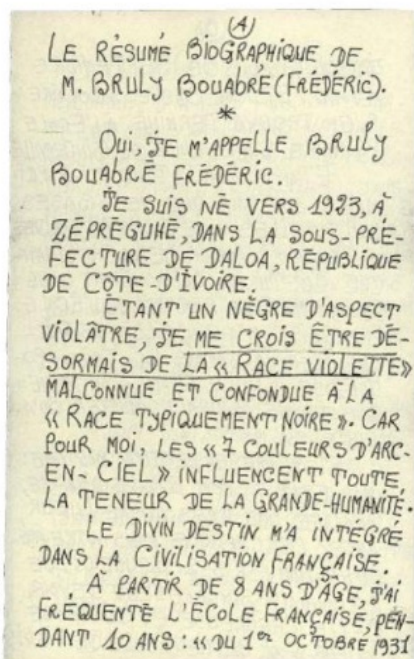
Dans un langage qui n'appartient qu'à lui, en majuscules d'imprimerie couvrant 325 pages, Bruly Bouabré raconte son départ d'Abidjan, son vol en avion, son séjour parisien et son retour au pays, s'attardant avec enthousiasme sur ce qu'il découvre – l'avion, les restaurants parisiens, l'hôtel, les escaliers mécaniques, les ascenseurs – et

sur les personnes qu'il rencontre : son « fils » André Magnin, ses « fils » Pierre et Christophe, chargés de le véhiculer dans Paris, et l'incontournable ministre de la Culture Jack Lang. Témoignage rare, lumineux de candeur, le texte touche par la sincérité et la joie qui s'en dégagent. « Ici, pour être bref, je vais tout droit au but en disant que mon très cher fils André Magnin me présenta, dans cette joie excitante, à presque toutes les grandes personnalités composant cette "curieuse réunion fêtée" qui me fut expliquée que c'est une "réception de libation" ou "vin d'honneur" donné à l'honneur de tous les artistes !! Bien sûr, j'eus mon petit

verre de "sucrerie" », écrit celui qui se décrit comme « un nègre d'aspect violâtre » appartenant à la « "race violette" malconnue et confondue à la "race typiquement noire" ».

Petit fonctionnaire de l'administration coloniale, amoureux de la langue française, Bruly Bouabré avait eu une révélation le 11 mars 1948, au Sénégal. Dieu lui avait confié une mission, inventer une écriture pour sauver la culture bété. « Le ciel s'ouvrit devant mes yeux et sept soleils colorés décrivent un cercle de beauté autour de leur mère soleil, je devins Cheik Nadro : celui qui n'oublie pas », avait-il coutume de raconter. Ce rapport compulsif et mystique à l'écriture peut rappeler celui d'autres « graphomanes extravagants » que la docteure en histoire de l'art Lucienne Peiry décrit dans *Écrits d'art brut*, son nouvel ouvrage. On notera alors que des descendants d'esclaves africains, comme John B. Murray (États-Unis, 1908-1988) ou Arthur Bispo do Rosario (Brésil, 1911-1989), marginaux qui furent des graphomanes invétérés, eurent eux aussi des révélations mystiques.

Do Rosario vit, en décembre 1938, le Christ lui apparaître, « escortés de sept anges auréolés de bleu », tandis que Murray, irradiée par une lumière dorée dans son jardin, entra en contact avec Dieu en 1978 et reçut de lui la mission de transmettre sa parole par des « spirit scripts », des écrits spirituels. Autant d'histoires qui interrogent la proximité des liens et les frontières, dans l'histoire humaine, entre création artistique, religion, écriture et parole. **DA**



Paris la consciencieuse, Paris la guideuse du monde, Frédéric Bruly Bouabré, 352 pages, 35 euros

GRAND FORMAT

Pour tout comprendre de l'évolution d'un pays



BAMBOU STUDIOS/PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DU BENIN

BÉNIN **Doit (encore) mieux faire**

Les progrès réalisés ces dernières années ont permis au pays d'éviter la récession malgré le Covid-19. Mais le prochain président aura la lourde tâche de maintenir cet élan et de renouer le dialogue entre majorité et opposition pour rendre sa vigueur à la démocratie béninoise.



« En 2021, nous maintenons notre marche résolue vers un accès universel à l'eau potable. »

SOCIÉTÉ NATIONALE DES EAUX DU BÉNIN (SONEB)

UNE VISION ET UN ENGAGEMENT pour de meilleurs services d'eau potable à tous au Bénin



▲ Château d'Eau d'Houéto



▲ Télégestion à l'usine de traitement de l'eau de Banikani



▲ Usine de traitement d'eau à Zinvé

Certifiée ISO9001-2015, la SONEB a pour mission le captage, le transport, le traitement et la distribution de l'eau potable dans toutes les 77 villes du Bénin ; avec pour objectif stratégique d'assurer de meilleurs services d'eau potable et d'assainissement à tous, en zone urbaine.

Camille G. Dansou

Directeur Général
de la SONEB



À cet effet, La SONEB opérationnalise le Programme d'Action du Gouvernement du Président, S.E.M Patrice TALON, qui vise un accès universel à l'eau potable dès 2021 au Bénin. Ainsi, l'exécution du PAG/2016-2021 en milieu urbain se résume à :

- Un volume annuel moyen de financement quatre fois supérieur à celui d'avant 2016 ;
- Plus de 20 projets d'investissements structurants, engagés dans les 32 plus grands centres urbains ;
- Un taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain passé de 54 % en 2016 à 74 % en 2020 intégrant l'achèvement des projets engagés ; soit près de 1,5 millions de personnes additionnelles desservies ;
- Des études de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable, engagées dans toutes les autres villes, qui seront suivies de travaux ;
- La modernisation continue des infrastructures et de nos services (Télégestion ; Dématérialisation des services ; Modélisation et numérisation du réseau ; Gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) ; Centre d'appel ; Paiement électronique ; etc.)



92, Avenue du Pape Jean Paul II - 01 BP 216 RP Cotonou - Bénin - Tél. : (+229) 21315313 / 21312272 - Fax : 21311108

Facebook : facebook.com/Soneb.bj / Clientèle (WhatsApp) : 60609898

www.soneb.bj



François Soudan

Talon express

Patrice Talon a longtemps mené sa vie comme Lewis Hamilton conduit son bolide : vite, au feeling, et en prenant des risques parfois à peine calculés. Côté audace, celle des affaires, qui lui a permis de passer du statut de petit exportateur de piles Varta à celui d'un roi du coton dont la puissance financière avait fini par effrayer trois présidents béninois successifs, au point que, chacun leur tour, Nicéphore Soglo, Mathieu Kérékou et Thomas Boni Yayi s'employèrent en vain à lui faire rendre gorge.

Côté périls, ceux des sorties de route fatales maintes fois frôlées : gardé à vue sous Kérékou, menacé sous Boni Yayi, il s'en sort chaque fois en prenant le chemin de l'exil dans des circonstances dignes d'un roman d'Alexandre Dumas. Déguisé, dans le coffre d'une voiture, en taxi, à pied, sur la selle d'un zémidjan, direction Lomé ou Lagos.

Traqué jusque dans Paris par une officine de basse police aux ordres de Cotonou, Patrice Talon réfléchit : comme jadis le surintendant Nicolas Fouquet, dont la fortune suscita la jalousie de Louis XIV et par voie de conséquence la disgrâce, il sait qu'aucun hôte du palais de la Marina ne le laissera dormir en paix, surtout s'il lui est arrivé de le financer.

Il sait aussi que les maux dont souffre le Bénin, où la démocratie s'est pervertie en une cour des

miracles politique incestueuse et scissipare, nécessitent une thérapie de choc. D'où sa décision, partagée avec son épouse, Claudine, et un tout petit cercle d'intimes, de briguer la présidence en mars 2016. Rares alors sont ceux qui croient en ses chances. On connaît la suite.

Tour de piste

Cinq ans plus tard, le pilote de Formule 1 a ralenti la cadence. C'est que, même s'il leur a imposé au forceps certaines de ses volontés, celles-là mêmes que l'opposition tente de retourner aujourd'hui contre lui, Patrice Talon a appris qu'on ne conduisait pas les Béninois à l'instar d'une Ferrari. Comme dans un épisode de *Pimp my Ride*, la carrosserie du véhicule Bénin a été refaite avec talent, mais il arrive encore que le moteur renâcle et fasse savoir à son conducteur qu'il est, lui aussi, le maître.

Reste donc à Patrice Talon à convaincre les électeurs de s'embarquer avec lui pour un nouveau (et dernier) tour de piste. Certes, son bon bilan économique et social ainsi que sa méthode de gestion axée sur les résultats et la reddition des comptes, que l'on compare parfois à celle d'un Paul Kagame *soft*, séduisent les bailleurs de fonds et suscitent une pointe d'admiration ailleurs en Afrique. Mais ce sont les Béninois qui votent, et la prévisibilité ne fait pas encore partie de leurs caractéristiques majeures... **JA**

114 ENJEUX

Un président seul face à lui-même ?

120

Vie parlementaire

Interview
Louis Vlavonou
Président de
l'Assemblée nationale

122 Opposition

Les héritiers de Boni Yayi se déchirent

126 Présidentielle

Joël Aïvo ira
« jusqu'au bout »

128 ÉCONOMIE

Interview
Romuald Wadagni
Ministre des Finances

132 Reportage

Faux-semblants
à la frontière

136 Agriculture

À qui profite le boom
de la production ?

140 SOCIÉTÉ

Universités privées :
Quand l'État joue les
maîtres d'école

142 Tribune

Qui se soucie de la
liberté de la presse ?
par Oswald Padonou

144 Diaspora

Victoires à l'extérieur



Suivez toute l'actualité
du Bénin sur
www.jeuneafrique.com

Fort d'un bilan
économique honorable,
le « patron » brigue
un second mandat.
L'opposition, affaiblie,
dénonce un scrutin joué
d'avance.

ENJEUX

Seul face à lui-même?



Patrice Talon a officialisé sa candidature le 15 janvier.

MATTHIEU MILLECAMPS, ENVOYÉ SPÉCIAL À COTONOU

« **J**e serai candidat pour défendre la démocratie, nos libertés et la bonne gouvernance. » Depuis Adjohoun, dans l'Ouémé, Patrice Talon a officialisé, vendredi 15 janvier, son intention de briguer un deuxième mandat le 11 avril prochain. Une candidature « pour rendre durable la bonne gouvernance jusqu'à ce que cela soit un acquis pour chacun et pour tous », a-t-il affirmé.

Cette annonce met fin au faux suspense entretenu depuis plusieurs semaines. À la mi-décembre, seul sur la scène du Palais des congrès de Cotonou, qu'il arpente d'un pas nonchalant, visiblement à l'aise, Patrice Talon s'adresse à la salle comme le ferait un patron de la Silicon Valley. Ministres, députés, élus locaux, représentants des corps constitués, des partis de la mouvance présidentielle... À voir le public, on pourrait penser, déjà, à un discours d'investiture à la présidentielle du mois d'avril. Dans sa veste saharienne claire couleur sable, sans notes et sans bafouiller, le président béninois conduit le show d'une main de maître pendant près de deux heures, ne faisant une pause que le temps de laisser Wilfried Houngbédji, son responsable de la communication, énumérer les réformes et les chantiers conduits au cours du mandat qui s'achève.

Satisfecit du FMI

Qu'était, en somme, le Plan d'actions du gouvernement (PAG), feuille de route de l'exécutif? Un moyen de « prouver enfin que nous ne sommes pas condamnés à la pauvreté », lance celui qui, quelques semaines auparavant, assumait dans un entretien à *Jeune Afrique* avoir « pris le risque d'être impopulaire ». Mais, en ce 14 décembre, l'heure est, au contraire, à la séduction. À la reddition des comptes, même. Le discours est d'autant plus rodé que, depuis le 12 novembre, Patrice Talon s'est lancé dans une tournée marathon qui l'a conduit aux quatre coins du pays. Fidèle à son image de président-patron, le PDG de Bénin SA en a profité, à chaque étape, pour dresser le bilan comptable des travaux réalisés et assurer que ce qui n'a pas encore été fait le sera bientôt. Mais ce dont il se proclame le plus fier, c'est d'avoir « créé une dynamique ».

« En réalité, c'est cela, ce que nous avons fait de plus grand : nos réformes. Construire des kilomètres de routes, à la limite, ce n'est pas grand-chose. Amener de l'eau aux uns et aux autres,

certes, c'est vital. Mais, notre nation étant éternelle, ce qu'il importe surtout c'est d'assurer notre survie et notre développement éternellement, lance le président béninois. Le vrai bilan de notre action, c'est notre capacité à faire face à notre destin, de manière durable. »

Un bilan que Talon, qui s'était pourtant engagé en 2016 à ne faire qu'un seul et unique mandat, est bien décidé à mettre en avant lors de la campagne présidentielle. « Sa décision est prise depuis plusieurs mois, mais il souhaitait l'annoncer lui-même aux Béninois, pour ne pas être un président en campagne pendant trop longtemps », confie un habitué du Palais de la marina. « Pour nous, sa candidature s'impose naturellement. Le pays a maintenant un niveau d'infrastructures jamais atteint depuis les indépendances, renchérit Gérard Gbénonchi, député de l'Union progressiste (UP), l'un des deux partis de la mouvance présidentielle, avec le Bloc républicain (BR), qui détiennent à eux seuls la totalité des sièges à l'Assemblée nationale. Il suffit de voir les bons résultats que nous avons auprès du FMI ou des agences de notation : son mandat a porté ses fruits sur tous les plans, qu'il s'agisse de l'économie ou de la politique. »

La pandémie a pourtant eu un fort impact sur les finances du pays. Le 21 décembre 2020, le FMI a approuvé une aide d'urgence de 177,96 millions de dollars. Une somme qui vient s'ajouter aux 103,3 millions de dollars déjà débloqués en mai. Depuis ce premier appui, « les perspectives macroéconomiques se sont encore détériorées », selon Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint du FMI, qui constate que « la croissance économique devrait tomber à 2 % en 2020, alors qu'elle était de presque 7 % en 2019 ». L'inflation, repartie à la hausse (3 % en 2020, contre 0,18 % en 2018), devrait, en outre, peser sur le pouvoir d'achat des Béninois.

Une politique très contestée

Si la pandémie et ses conséquences sont la cause première de cet effondrement, la fermeture de la frontière avec le Nigeria, levée en décembre 2020 et qui a duré seize mois, a aussi largement pesé. Reste que, dans un contexte ouest-africain où la majorité des pays est entrée en récession (croissance négative de 2 %), le Bénin tire son épingle du jeu. À tel point que, du côté de l'opposition, les critiques sont rares sur le plan de la gouvernance

**UN MINISTRE
LE CONCÈDE :
L'APRÈS-TALON,
EN 2026,
EST DÉJÀ
DANS TOUTES
LES TÊTES.**

économique. Seul l'universitaire Joël Aïvo s'y risque : « Le seul bilan de Talon, ce sont les routes. Quelle peut être la crédibilité d'un taux de croissance qui ne profite pas aux Béninois ? » Les critiques sont, en revanche, nombreuses sur le plan politique.

S'il a essuyé deux échecs consécutifs devant le Parlement en tentant de faire modifier la Constitution pour instituer le mandat unique, Patrice Talon a fait adopter plusieurs réformes politiques majeures, en particulier la révision du code électoral et la mise en place d'une charte des partis politiques. Un véritable changement de logiciel qui n'a pas été sans heurts. Les violences postélectorales qui ont suivi le scrutin des législatives contestées de 2019, lors desquelles seuls les deux partis de la mouvance présidentielle avaient été autorisés à se présenter, ont laissé des traces au sein de l'opposition.

Patrice Talon est, de plus, accusé « d'instrumentaliser » la justice. En avril 2020, l'ancien ministre Komi Koutché a été condamné à vingt ans de prison par la Cour de répression de l'enrichissement illicite et du terrorisme pour détournement de fonds. La même instance avait, un an auparavant, condamné à la même peine Sébastien Ajavon pour trafic de drogue. Exilé en France après avoir obtenu le statut de réfugié politique, l'homme d'affaires mène depuis une offensive tous azimuts devant les instances internationales. Au début de décembre 2020, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples a demandé l'abrogation de la réforme constitutionnelle et le retour à la Constitution de 1990, donnant du grain à moudre aux opposants. Qualifié de « non-événement » par le ministre de la Justice, Séverin Quenum, l'arrêt est brandi par le président du Parti pour la libération du peuple, Léonce Houngbadji – qui vit aujourd'hui en France –, comme la preuve que « les conditions pour que l'élection présidentielle se déroule de manière démocratique ne sont pas réunies ».

« La volonté du pouvoir d'écarter les opposants, et en particulier Sébastien Ajavon, est manifeste », juge Geraldo Gomez, secrétaire général adjoint de l'Union sociale libérale (USL), le parti d'Ajavon, qui n'est pas légalement reconnu. « Toutes les personnes qui se disent "écartées" pour des raisons politiques ont été poursuivies pour des faits de criminalité économique ou de droit commun. Il n'y a rien de politique là-dedans », répond Sacca Lafia, ministre de l'Intérieur, qui est aussi l'un des principaux cadres du BR.



PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Le 12 décembre 2020,
à Cotonou.

Une autre question agite les débats : le parrainage des candidats à la présidentielle. Il leur faut obtenir la signature d'au moins 10 % des 93 députés et 77 maires. Patrice Talon a plusieurs fois répété que l'élection serait « ouverte », promettant même que « les Forces Cauris pour un Bénin émergent [FCBE] et les Démocrates obtiendr[ai]ent leurs parrainages ». Pour l'opposition, il est certain que la mouvance présidentielle en profitera pour choisir le challenger du « patron ». « Sur le principe, ce parrainage n'est pas critiquable. Mais c'est dans la mise en œuvre que cela peut être problématique, l'Assemblée et les mairies étant détenues par le pouvoir, pointe Steve Kpton, juriste et analyste politique. En outre, l'anonymat pose question : pourquoi les élus ne devraient-ils pas assumer leur choix ? » Le juriste n'en juge pas moins que l'attitude de l'opposition est, sur ce sujet, ambiguë : « On ne peut pas d'un côté jouer la politique de la chaise vide, comme lors des communales de 2020, et se plaindre que l'on n'a pas assez d'élus dans les mairies. »

Qui en numéro deux ?

Sa candidature acquise, Patrice Talon sait qu'il peut, pour l'heure, compter sur le soutien inconditionnel de l'Union progressiste et du Bloc républicain (BR). Les deux partis en ont officiellement fait leur candidat, avant même que celui-ci ne se déclare. « Nous avons su très tôt qu'un deuxième mandat serait nécessaire

pour consolider les acquis du premier, avance ainsi Abdoulaye Gounou, président du groupe BR à l'Assemblée nationale. La réforme du système partisan, ce projet auquel nous avons adhéré, a largement avancé, mais elle n'est pas encore totalement aboutie, pas encore complètement entrée dans les mœurs politiques. » « Nous sommes en train d'agir aujourd'hui pour le long terme, ajoute Saccia Lafia. Les réformes donnent des résultats, mais nous n'en sommes encore qu'à une étape sur le chemin. » Un conseiller très proche du « patron », qui évoque lui aussi la nécessité de « consolider les acquis », explique même qu'il faut, dans ce contexte de « processus de réformes », voir la présidence de Patrice Talon comme « une forme de transition ».

Le président béninois n'adhère d'ailleurs lui-même à aucun des deux partis de sa mouvance. Une manière, sans doute, de ne pas donner l'impression de privilégier l'un plutôt que l'autre. Car derrière l'unité de façade, entre l'Union progressiste et le Bloc républicain, l'alliance est fragile. Les premières dissensions ont d'ailleurs éclaté au grand jour à l'occasion des communales, en mai 2020. Un ministre le concède, l'après-Talon est dans toutes les têtes : « Pour le moment, nous sommes ensemble car nous voulons que les réformes avancent. Mais, en 2026, c'est une certitude, nous serons farouchement opposés pour la conquête du pouvoir. » **IA**



Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE)

UNE ENTREPRISE EN PLEINE EXPANSION

**La satisfaction
de la clientèle
et l'importance
accordée aux
ressources
humaines est au
cœur des priorités
de la direction
actuelle de la SBEE.**

LA SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE

Depuis leur arrivée à la tête de la Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE), Jacques Paradis et toute l'équipe qui l'accompagne, ont fait de cet élément une priorité. Et puisqu'une entreprise n'existe pas sans ses clients, la place de choix qui doit leur être accordée devient la nouvelle norme. C'est ce à quoi s'attèle la SBEE depuis plusieurs mois. Des avancées sont à noter. Par exemple, les temps de coupures sont réduits et sont désormais passés de 2 heures en 2019 à moins d'une heure en moyenne en 2020 en cas de panne, et en cas de travaux de maintenance préventive, de quatre heures tel que prévu par le règlement de service à un peu plus de 2h. Les délais de réalisation des devis et les coûts de branchement ont baissé de même que les branchements en instance qui étaient à 163 à fin 2020 contre 6426 à la fin de l'année 2019.

À tout ceci s'ajoute la dématérialisation de l'achat de l'énergie électrique pour les abonnés disposant de compteurs prépayés. Les clients peuvent recharger leurs compteurs prépayés via leurs téléphones mobiles, ce qui réduit les longues files d'attente dans les agences SBEE et améliore l'expérience client. Les agences seront d'ailleurs progressivement

misées aux normes internationales sur l'ensemble du territoire national.

LES RESSOURCES HUMAINES

Pour offrir une meilleure qualité de service à la clientèle, il faut en amont des hommes et des femmes formés, compétents et capables de répondre aux exigences qu'impose la satisfaction de la clientèle. En ce sens, la vision de la SBEE qui est de devenir un modèle mondial d'excellence d'entreprise en termes de satisfaction de la clientèle, de bonne gouvernance, de rentabilité, passe également par l'épanouissement du personnel.

Si la SBEE est au service des clients externes, la Direction des Ressources Humaines est quant à elle, au service des clients internes que constitue le personnel de l'entreprise. Afin de fournir des employés compétents et performants, mais aussi épanouis et motivés, les équipes RH, avec à leur tête, Sylvie Patoine, Directrice des Ressources Humaines, se sont attelées à redéfinir les fiches de postes de toutes les directions techniques et centrales conformément à la nouvelle organisation, à élaborer un référentiel de compétences ainsi qu'un plan de formation pour la période 2021-2023. Bien sûr, une place de choix est accordée au dialogue social avec les partenaires sociaux dont les syndicats.



Le Directeur Général et l'équipe de direction de l'exploitation régionale du Zou-Collines.



Maquette de la centrale solaire photovoltaïque de 25MW qui sera construite à Illouloufin dans la commune de Pobè et dont la remise de site a eu lieu en nov 2020.

FIABILITÉ DU SERVICE

Les réseaux de la SBEE sont sujets à plusieurs perturbations (baisse de tension, actes de vandalisme sur les postes de distribution, etc.) qui occasionnent des interruptions de courte durée ou de longue durée, selon les cas. La Direction Technique a donc fait une collecte de ces différents incidents puis a établi un plan d'actions visant à réduire les défaillances sur le réseau électrique et à assurer la distribution d'une énergie en quantité et en qualité à la clientèle.

Les actions envisagées comprennent entre autres l'élargissement, le remplacement des isolateurs cassés, le remplacement des accessoires de ligne défectueux, la maintenance systématique des équipements (transformateurs, disjoncteurs, unités fonctionnelles et autres), le balayage des postes H59, le sarclage des alentours des postes et portes d'accès.

INVESTISSEMENTS-PROJETS ET IMPACTS

Plusieurs projets de la SBEE sont en cours d'exécution afin d'offrir véritablement de l'énergie pour tous et en



Les membres du CODIR lors d'une séance avec les responsables des entreprises.

tout temps. Il s'agit entre autres du projet d'extension et de densification électrique des réseaux de la SBEE (PEDER), du Projet de Restructuration et Extension du Système de Répartition et de Distribution de la SBEE (PRESREDI), de la Construction de la ligne HTA Kandi-Banikoara, du Projet de Restructuration et d'Extension des Réseaux de la SBEE dans la Commune d'Abomey-Calavi, de l'électrification de 17 localités rurales par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE, du Projet d'Amélioration des Services Énergétiques (PASE) et de celui de Construction d'une Centrale Solaire de 25MW. Mille milliards de francs CFA seront d'ici 2025 dans le

secteur de l'énergie électrique par la SBEE, les bailleurs et le gouvernement. Ces différents projets devraient impacter des milliers de ménages.

LA RESTRUCTURATION

La restructuration est effective depuis fin janvier 2021 et inclut des réaménagements majeurs au niveau des Directions Régionales. Dans la nouvelle organisation, sont également prévus des centres techniques et des centres de clientèle, qui seront indépendants. Le but étant toujours de se rapprocher de la clientèle pour mieux la servir.

Louis Vlavonou

« Patrice Talon doit achever son œuvre »

Le président de l'Assemblée nationale défend avec ardeur les réformes politiques et économiques engagées par le chef de l'État, qu'il souhaite voir accomplir un second mandat.

PROPOS RECUEILLIS PAR FIACRE VIDJINGNINOU, À COTONOU

Député depuis 2003, l'ancien colonel des douanes Louis Vlavonou est un membre influent de l'Union progressiste (UP), l'un des deux partis de la mouvance présidentielle.

Élu au perchoir de l'Assemblée nationale à l'issue des législatives de 2019, il avait promis de restaurer la confiance dans une chambre tout entière acquise au pouvoir faute de participation de l'opposition au scrutin. Un chantier dont il est difficile de mesurer l'avancement, même si l'intéressé constate une certaine décrispation qui l'encourage à poursuivre sur sa lancée.

À quatre mois de l'élection présidentielle, il défend le travail des députés et réaffirme son soutien au chef de l'État, dont il salue les réformes.

Jeune Afrique : Lors de sa récente tournée nationale, le président Talon a incité les députés à se « serrer la ceinture ». La lutte contre la corruption n'est donc pas finie ?

Louis Vlavonou : En invitant les Béninois à « se serrer la ceinture », le chef de l'État nous exhorte à nous détourner des pratiques peu orthodoxes dans lesquelles nous sommes empêtrés et qui empêchent notre pays de se lancer véritablement sur le chemin du développement.

L'Assemblée nationale n'est pas en marge de cette dynamique. C'est pourquoi, dès notre élection, nous avons mis en place des commissions ad hoc, chargées de contrôler, d'une part, la manière dont le Parlement utilise son budget et, d'autre part, la

gestion financière de certaines structures relevant de l'Assemblée.

Les travaux de ces commissions nous ont convaincus d'aller plus loin, en nous fondant sur le règlement intérieur de l'Assemblée. Cela nous a permis d'engager des réformes qui ont abouti à la création de la Cellule de contrôle des marchés publics (CCMP) et de la Personne responsable des marchés publics (PRMP). La création de ces deux organes répond à la volonté d'assainir les finances de l'institution parlementaire et de surmonter les difficultés liées à la passation des marchés publics.

Nous avons également constitué une cellule d'audit interne. Autrement dit, l'Assemblée nationale a reçu cinq sur cinq le message du chef de l'État !

Les opposants évoquent une « Assemblée monocolore », qui se contente d'être une chambre d'enregistrement...

C'est une critique facile. Je ne sais pas si y répondre sert à quelque chose.

Il y a davantage de projets de loi soumis par le gouvernement que de propositions venant des députés parce que c'est le gouvernement qui

est dans l'action publique au quotidien, comme c'est le cas dans d'autres démocraties.

Quant au contrôle parlementaire, il ne faut pas seulement l'analyser sous le prisme des commissions d'enquête. Il s'exerce par les questions, écrites ou orales, des députés au gouvernement.

En 2020, plus d'une vingtaine de questions majeures ont ainsi été posées au gouvernement, sur des sujets qui touchent à la vie quotidienne de nos compatriotes.

La candidature de Patrice Talon à la présidentielle d'avril, où il briguera un second mandat, était-elle nécessaire ?

Oui. Le Bénin a engagé en 2016 un chantier de réformes politiques, institutionnelles et économiques qu'il convient de poursuivre et de consolider pour permettre à notre pays de jouir d'un développement socio-économique à la hauteur de sa maturité démocratique. Au vu de la qualité du bilan du gouvernement, je suis de ceux qui pensent que cette dynamique doit se poursuivre.

Sur le plan économique, notons les bonnes performances du pays, qui, en pleine pandémie de Covid-19, est sorti de la liste des vingt-cinq pays les plus pauvres du monde établie par le FMI alors qu'il occupait encore la 20^e place en 2015. Depuis quelque temps, les institutions financières du monde entier décernent les unes après les autres un satisfecit au Bénin au regard des chiffres qui attestent de la bonne santé de son économie, doublée d'une croissance en hausse et d'une inflation maîtrisée.



PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS, AUDITS INTERNES... NOUS AVONS REÇU CINQ SUR CINQ LE MESSAGE PRÉSIDENTIEL.



Le député de l'Union progressiste a été élu au perchoir de l'Assemblée le 17 mai 2019.

Sur le plan agricole, notre pays est devenu au cours de la campagne 2018-2019 le premier producteur de coton d'Afrique (avec 700 000 tonnes) et, dans l'espace Uemoa, le deuxième producteur de cultures vivrières.

Enfin, en matière de gouvernance, il figure dans le top 10 des pays les moins corrompus du continent (dixième en Afrique subsaharienne, selon l'indice 2019 de la perception de la corruption de l'ONG Transparency International).

Mais le chef de l'État revient sur sa promesse de n'accomplir qu'un seul mandat. Que pensez-vous de ce retournement ?

Revenons sur les conditions qui prévalaient au moment des faits : en 2016, le candidat Talon prônait un mandat unique de sept ans. Mais, lors de la première tentative de révision de la Constitution, cette demande a

été rejetée par les représentants du peuple, qui ont voulu maintenir le principe de deux mandats de cinq ans. Résultat, la volonté du peuple s'impose à lui, et toute alternative pourrait être interprétée comme un passage en force.

Cela dit, il est clair que, si Patrice Talon réunit toutes les conditions nécessaires, il a le droit, comme tout citoyen béninois, de se porter candidat. Rien, du moins au regard de la loi, ne l'en empêche.

La question des parrainages divise la classe politique. Pour que le scrutin présidentiel soit ouvert, des députés de la majorité parraineront-ils des candidats de l'opposition ?

Toutes les grandes démocraties ont leurs règles de dépôt des candidatures à la magistrature suprême. Le parrainage n'est pas une exception

béninoise. Beaucoup de pays, y compris dans la sous-région, ont recours à cette pratique sans que cela soulève de polémiques.

S'agissant de la possibilité qu'un élu de la mouvance présidentielle parraine un candidat de l'opposition, ma première réaction est la suivante : pour rester dans la philosophie de la réforme du système partisan – qui a pour vocation de renforcer les partis plutôt que les individus –, un député ou un maire ne devrait en principe pas parrainer un candidat sans l'aval de son parti. Compte tenu de la conjoncture actuelle, je peux toutefois comprendre que les élus parrainent les candidats de leur choix à la présidentielle.

Plusieurs partis d'opposition, dont Les Démocrates de l'ex-président Boni Yayi, ont annoncé à la mi-janvier la création d'une alliance, le Front pour la restauration de la démocratie. Cela vous inquiète-t-il ?

L'opposition n'en est pas à sa première mobilisation. À la veille des élections, chez nous, la classe politique est habituée à voir des alliances se nouer et se dénouer. La majorité est sereine et a confiance en ses capacités et en la qualité de son offre politique. Sur le fond, c'est la preuve que la démocratie béninoise n'est ni en péril ni en déclin. Au contraire, la majorité travaille à sa consolidation en engageant des réformes politiques et institutionnelles inédites.

Êtes-vous surpris par l'intérêt que suscite la candidature de Joël Aïvo ?

Je ne sais pas si sa candidature suscite un intérêt. Je remarque simplement que cet éminent professeur de droit, malgré ses vives critiques sur la prétendue réduction de l'espace démocratique dans notre pays, intervient librement dans les médias, circule librement dans le pays et va à la rencontre de ses compatriotes pour discuter, aussi librement que possible, de la gouvernance du pays et de ses propositions pour l'améliorer. **JA**



Thomas Boni Yayi,
l'ancien chef de l'État.

CHARLES PLACIDE

Théophile Yarou, le
secrétaire national
adjoint des FCBE,
et Éric Houndété,
le président des
Démocrates
(en bas).



KOFFI BENOIT/AD



CESAR GABA POUR JA

Les héritiers de Boni Yayi se déchirent

En désaccord sur la stratégie à adopter face à Patrice Talon, les FCBE et Les Démocrates excluent toute alliance en vue du scrutin présidentiel d'avril. Une aubaine pour la majorité.

MATTHIEU MILLECAMPS,
ENVOYÉ SPÉCIAL À COTONOU

Un cauris imposant, dépassant d'une calebasse, qui semble voler un court instant. Arrachée d'une façade par une petite grue mécanique, l'imposante sculpture est déposée sur le plateau arrière d'une camionnette. L'opération résume à elle seule les déchirements que traverse la principale force de l'opposition béninoise en cette fin de mandat de Patrice Talon.

Ce cauris déboulonné en cette veille de Noël orna la façade du domicile de l'ancien président Thomas Boni Yayi, à Parakou. Il est le symbole des Forces cauris pour un Bénin émergent (FCBE), parti qu'il a créé en 2007 et qui

a imposé au lendemain des législatives d'avril 2019, auxquelles aucune formation d'opposition n'a pu participer, faute d'avoir obtenu l'indispensable certificat de conformité.

Après les violences postélectorales, l'aile « radicale » et l'aile « pragmatique » des FCBE, privées de députés, se sont violemment opposées sur l'attitude à adopter face à la proposition de Patrice Talon d'instaurer un dialogue national. Les « radicaux » ont accusé les « pragmatiques » de trahison pour avoir accepté d'y participer et de se soumettre aux règles de la charte des partis et du code électoral, réformes honnies.

Les « pragmatiques » ont, pour leur part, refusé de poursuivre la politique de la chaise vide, qui a laissé le champ libre à la mouvance présidentielle,

désormais sans contre-pouvoirs au sein de l'Assemblée nationale.

La rupture est devenue inéluctable en septembre 2019, quand la frange « pragmatique », conduite par Paul Hounkpè et Théophile Yarou, a reçu le récépissé valant reconnaissance de l'existence légale du parti.

Au passage, les FCBE ont accepté d'exclure de leurs instances dirigeantes certains de leurs principaux cadres. Parmi eux, Komi Koutché, l'ex-ministre des Finances, condamné en avril 2019 par la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (Criet) à vingt ans de prison par contumace pour « détournements », et Valentin Djénontin, un autre ancien ministre de Boni Yayi, condamné en novembre 2019 à deux ans de prison pour « vol et diffusion de document administratif ».

Parrainages

C'est en réalité la participation des FCBE aux communales de mai 2020 qui a valu acte de divorce. Après avoir tenté de recoller les morceaux, Thomas Boni Yayi a définitivement coupé les ponts avec ses anciens amis juste avant le scrutin. Quittant sa formation avec fracas, il a emmené une partie des troupes. →

Le métier de conseil, un catalyseur pour la relance de l'économie béninoise

Le Bénin a connu ces dernières années, une augmentation exponentielle des projets et opportunités dans les secteurs de l'Énergie, de l'Agriculture, des Infrastructures, des Technologies et du Tourisme. Dans une dynamique de croissance, des réformes entreprises ont abouti à des réalisations tangibles dans ces secteurs depuis 2016. Pour ce faire, autant les autorités publiques que les acteurs du secteur privé ont bénéficié de l'expertise de notre cabinet à tous les niveaux.

potable, et de couverture sanitaire et des soins de santé.

Leader mondial des services professionnels avec une forte implantation au Bénin depuis 2006, Deloitte Bénin contribue, à travers ses conseils, directement ou indirectement, à l'amélioration des performances économiques du Bénin. Dans notre rôle de Conseil couplé à celui de « diffuseur » d'outils directement opérationnels pour nos clients, nous accompagnons les acteurs de l'économie béninoise : le



Fabrice COMLAN
Managing Partner
Deloitte Bénin

« Nos équipes sont formées aux standards internationaux et s'appuie sur l'expertise du réseau Mondial de Deloitte. »

Le gouvernement actuel du Bénin réalise des progrès en matière de sécurisation des recettes fiscales, de dématérialisation de l'administration et de développement du capital humain. Le pays a également amélioré ses performances en termes de bonne gouvernance, d'amélioration du climat des affaires, de mobilisation des ressources internes, de rationalisation des dépenses publiques, d'accès à l'eau

secteur public, le secteur privé, les partenaires au développement, les start-ups et PME.

Associés à certaines réflexions stratégiques, nous mettons à la disposition du gouvernement béninois et de l'ensemble de l'écosystème économique une expertise et un savoir-faire reconnus sur le plan international, dans divers domaines. Nos équipes sont formées aux standards internationaux

et s'appuie sur l'expertise du réseau Mondial de Deloitte. Nous assistons nos clients dans les études de marché ou de faisabilité, la planification, la conception et la mise en œuvre des programmes de transformation. Le programme d'actions du gouvernement (PAG 2016-2021) reposant sur 45 projets phares a été un accélérateur favorisant une relance durable de l'économie du pays.

Chez Deloitte Bénin, le métier de conseil est une priorité. Des investissements et des recrutements massifs ont été faits afin d'apporter des réponses adaptées aux problèmes auxquels le pays et ses acteurs économiques font face actuellement, en proposant des offres de services en Conseil en Management, Conseil en Gestion des Risques, Conseil Financier, Audit, Expertise Comptable et autres.

→ Au terme d'une longue gestation, un parti est né : Les Démocrates. Mais il a fallu encore du temps pour que le ministère de l'Intérieur en reconnaisse l'existence légale. De manière surprenante, lorsque le précieux sésame est enfin arrivé, à la mi-décembre 2020, l'ancien chef de l'État, président d'honneur du jeune mouvement, a prononcé un discours plutôt conciliant à l'égard de Patrice Talon, qui, quelques jours plus tôt, avait tendu la main à ses opposants, leur promettant un scrutin présidentiel « inclusif ».

« Merci à nos gouvernants, au gouvernement, au ministre de l'Intérieur, au président de la République, à la société civile, à tout le peuple, qui ont contribué à l'aboutissement de cette requête », a ainsi lancé Boni Yayi à une petite foule de partisans rassemblés devant le siège des Démocrates, à Cotonou, le 14 décembre, brandissant le récépissé et les statuts du parti comme autant de trophées.

« Nous restons sur une ligne claire, insiste néanmoins Nourenou Atchadé, premier vice-président des Démocrates. Pour que la présidentielle [d'avril 2021] se déroule dans un climat apaisé, un dialogue politique doit être mené au préalable. Il faut que les opposants en exil puissent revenir, que le principe des parrainages soit annulé, de même que la réforme de la Constitution et du code électoral. »

Cette fermeté, l'ancien président n'a pas tardé à la mettre en scène. En l'occurrence sur ses terres de l'ancien empire baatonu, dans le Nord. Alors qu'il avait paru accommodant quelques jours plus tôt à Cotonou, Thomas Boni Yayi a décoché quelques flèches empoisonnées à destination de Patrice Talon, l'homme du Sud. « Ses réformes sont centrées sur le conflit d'intérêts au sommet de l'État, qui lui permet de transférer le patrimoine de l'État à lui seul et à son clan », a-t-il accusé le 20 décembre depuis Parakou, porte d'entrée du Nord où se trouve son fief natal de Tchaourou.

Le parti Les Démocrates n'est cependant pas encore certain de pouvoir participer à l'élection. Pour y

parvenir, il devra se prévaloir du parrainage d'au moins 10 % des 83 députés et des 77 maires, soit 16 signatures.

En mettant sur pied, le 13 janvier 2021, la coalition du Front pour la restauration de la démocratie, Les Démocrates se sont adjoint les forces de la Dynamique unitaire pour la démocratie et le développement (DUD) et celles de la Grande Solidarité républicaine (GSR). Le constitutionnaliste Joël Aïvo, jusque-là seul candidat déclaré à la présidentielle, a également rejoint la coalition. De quoi donner plus de poids au futur candidat dans la quête des parrainages, bien que des doutes persistent. « Les

« IL FAUT QU'ON ARRÊTE D'EMBÊTER LES BÉNINOIS AVEC NOS QUERELLES DE COÉPOUSES », RÉSUME UN CADRE DES FORCES CAURIS.

élus de la mouvance [présidentielle] veulent que leur candidat gagne, c'est naturel. Ils vont donc faire en sorte de parrainer un candidat qui n'a aucune chance et qui servira de faire valoir, estime Nourenou Atchadé. Un candidat qui rentrera dans le rang une fois l'élection passée. »

Reste surtout aux Démocrates à choisir le ticket (président et vice-président) qui portera leurs couleurs lors du scrutin. Pour le moment, aucune personnalité n'émerge. « Nous organiserons un conclave réunissant toutes les instances du parti pour nous entendre sur le nom de nos candidats », promet Éric Houndété, le président de cette formation.

Une chose est sûre : une alliance avec les FCBE, ces anciens frères devenus ennemis, est hors de question. À moins qu'ils ne se mettent dans la roue des Démocrates. « S'ils s'inscrivent dans notre stratégie, alors nous pourrions travailler ensemble. Mais s'ils continuent de travailler avec le pouvoir, ce n'est pas envisageable », tranche Houndété.

De leur côté, les principaux cadres des FCBE se montrent plus que discrets sur le sujet. Et pour cause : le parti est en proie à de puissants remous internes. Dès septembre 2020, Paul Hounkpè, le secrétaire exécutif national, s'est dit certain que son mouvement obtiendrait les parrainages nécessaires. Il a aussi, dans un entretien à la radio nationale, pris la défense des réformes politiques engagées par la majorité. Un satisfecit à destination du pouvoir qui n'a pas manqué d'alimenter les accusations de collusion.

« Aujourd'hui, notre formation ne peut se dédire : nous avons soutenu l'option du parrainage et nous travaillons à ce qu'elle ne constitue pas un autre moyen d'exclusion, insiste Théophile Yarou, secrétaire national adjoint des FCBE. Il revient à la mouvance présidentielle, notamment au pouvoir législatif, de créer les conditions de la participation de l'opposition à la présidentielle. Il nous revient, à nous, de savoir jouer en vrais hommes politiques. »

Âpreté des débats

Si, comme Les Démocrates, les FCBE n'ont pas encore désigné leur candidat, les ambitions sont connues : Paul Hounkpè et Théophile Yarou sont sur les rangs. Et, au vu de l'âpreté des débats, le parti n'est pas à l'abri d'une nouvelle scission.

Pour tenter d'apaiser les tensions, un comité a été mis en place pour établir les « critères de choix ». Mais, à la fin de novembre dernier, l'un de ses membres, Bertin Tossou, un proche de Paul Hounkpè, a claqué la porte en dénonçant les tentatives de l'ex-député Idrissou Bako d'influer sur les travaux du comité. Au début de janvier, Hounkpè a en outre suspendu pour « faute lourde » trois cadres proches de Yarou...

Interrogé sur cette bataille interne, tout comme sur la querelle qui oppose son parti aux Démocrates, un cadre des FCBE a eu cette formule définitive : « Il faut que l'on arrête d'ennuyer les Béninois avec nos querelles de coépouses. » **JA**



FAGACE
FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET
DE COOPERATION ECONOMIQUE
UNE INSTITUTION FINANCIERE AU SERVICE
DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

LES 3 PILIERS
PRINCIPAUX DU FAGACE :

INNOVATION, RENFORCEMENT ET INTÉGRATION



Premier tchadien à occuper ce poste, Monsieur Ngueto Tiraïna YAMBAYE est le septième Directeur Général du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE) en fonction depuis juillet 2020. Économiste et spécialiste en Finance internationale, ancien Ministre de l'Économie, le nouveau Directeur Général qui a été aussi Administrateur du FMI pour l'Afrique, va faire profiter le Fonds de sa riche expérience pour sa modernisation et son repositionnement stratégique.

► Parlez-nous un peu du FAGACE

Pionnier dans le domaine de la garantie bancaire en Afrique, le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE) dont le siège est à Cotonou au Bénin, est une institution financière internationale spécialisée dans la promotion des investissements publics et privés. Depuis 1977, les interventions du Fonds ont permis de mobiliser plus de 2 500 milliards de F CFA au profit des économies de ses quatorze (14) États membres, grâce à la garantie des prêts bancaires et à ses interventions diverses. Aujourd'hui, le FAGACE amorce une nouvelle ère de transformations pour être plus en adéquation avec les attentes des économies en mutation.

► Vous êtes à la tête du FAGACE depuis juillet 2020, Quelle est votre vision pour l'institution ?

Notre vision est de faire du FAGACE, une institution moderne qui contribue pleinement à l'intégration financière de l'Afrique. Pour ce faire, la priorité est de parvenir à un accord avec les États membres, sur un nouveau cadre stratégique. Ainsi, notre nouvelle stratégie se fondera sur les principaux piliers que sont : l'innovation, le renforcement de la structure financière par l'ouverture du capital à de nouveaux États et partenaires financiers, l'intégration des marchés africains, la poursuite des réformes pour rendre le FAGACE plus moderne, plus compétitif et plus attractif pour les marchés.

► Qu'est ce qui va changer pour les États membres ?

Le FAGACE entend faire des interventions de proximité dans ses États membres en vue de soutenir les financements des investissements et relever ainsi les défis de la croissance et de l'emploi. Ceci passera notamment par des appuis multi-formes dans le cadre du financement des projets notamment les Projets publics, les PPP, du secteur privé, des interventions diversifiées qui seront accrues pour répondre aux besoins des économies.

► M. Yambaye, vous arrivez à la tête du Fagace dans un contexte de crise sanitaire du fait de la Covid-19 où les défis économiques sont énormes. Quelles solutions comptez-vous apporter ?

Le FAGACE propose en complément des mesures prises par les gouvernements des solutions adaptées aux Banques partenaires pour contenir les incertitudes auxquelles la pandémie confronte les économies. L'Institution africaine de Garantie accompagne les extensions de durée de remboursement sollicitées par les banques au profit des porteurs de Projets en difficultés. Ainsi, notre solution de partage de risques permet de restructurer plus facilement d'une part les crédits devenus moins performants et d'autre part de soutenir la relance des entreprises en difficultés.

“ Depuis 1977, les interventions du FAGACE ont permis de mobiliser plus de 2 500 milliards de F CFA

Joël Aïvo ira « jusqu'au bout »

Candidat indépendant, ce professeur de droit a obtenu le soutien de plusieurs partis d'opposition et rejoint le Front pour la restauration de la démocratie.

FIACRE VIDJINGNINO, À COTONOU

Personne ne le donne favori pour le scrutin présidentiel d'avril. Mais l'ex-syndicaliste étudiant des années 1990, qui s'est toujours fait remarquer par sa liberté de ton, n'en prend pas ombrage. En septembre 2020, Joël Aïvo (47 ans), qui fut l'un des poils à gratter du régime de Boni Yayi (2006-2016), pourfendant la mauvaise gouvernance et le « manque d'ambition pour le pays », a été le premier à se déclarer candidat. Nommé rapporteur de la commission chargée en 2016 de faire des propositions de réformes politiques et institutionnelles, l'ancien directeur de cabinet et porte-parole d'Adrien Houngbédji, leader du Parti du renouveau démocratique (2006-2011), a aussi pris ses distances avec le président Talon, devenant un farouche opposant à la réforme constitutionnelle finalement adoptée en novembre 2019.

Bien que ne se revendiquant d'aucune chapelle politique, le professeur, élu, en 2016, doyen de la faculté de droit et de science politique de l'université d'Abomey-Calavi, est très présent dans les médias et sur Facebook, qu'il utilise volontiers comme une tribune pour critiquer la gouvernance du chef de l'État. Un domaine qu'il connaît bien : en 2006, il avait soutenu une thèse en droit public consacrée à la fonction de président de la République en Afrique. Bien que Joël Aïvo soit reconnu pour ses compétences – il a participé à l'écriture de la Constitution centrafricaine et fait partie des trois experts mobilisés par la

Le 8 janvier,
à Cotonou.



CÉSAR GAUBA POUR JA

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) sur les implications juridiques de son élargissement –, son activisme passe mal auprès du pouvoir. À la faveur d'une réforme, les autorités ont changé le mode de désignation des doyens et ne l'ont pas renouvelé dans ses fonctions, en 2019. Une disposition spécialement créée pour « l'évincer », jugent ses proches.

« Dialogue itinérant »

Pas de quoi impressionner l'universitaire, qui a décidé d'aller au-delà de ses commentaires politiques et de descendre dans l'arène en lançant un « dialogue itinérant », au cours duquel il a déjà parcouru 50 des 77 communes du pays pour « mobiliser les jeunes, les femmes, les hommes de bonne volonté » et pour « sauver la démocratie ». Selon le professeur, ce dialogue a eu le mérite de « contraindre » le président Patrice Talon à « sortir de l'aquarium » du palais pour effectuer une tournée nationale. « Mon travail sur le terrain fait progressivement naître une vague populaire qui grossit. Il contribue surtout à l'éveil de l'opposition et à la nécessité du rassemblement », explique Joël Aïvo, qui résume son offre politique par une formule

comportant cinq « r » : « rassembler les Béninois; rétablir la démocratie; relancer l'économie nationale; redistribuer la richesse nationale; repositionner le Bénin sur la scène internationale ».

Reste au candidat indépendant à faire sauter le verrou des parrainages en obtenant la signature d'au moins 16 élus (députés et/ou maires), lui qui n'est membre d'aucun des partis représentés au Parlement et dans les conseils communaux et municipaux. À la mi-janvier, il a rejoint le Front pour la restauration de la démocratie, qui fédère notamment Les Démocrates, le parti fondé par l'ex-président Boni Yayi. Le Parti vert du Bénin, considérant sa candidature comme « la plus crédible pour 2021 », et le parti Grande Solidarité républicaine (GSR), d'Antoine Guédou Vissétogbé, ancien transfuge de la mouvance présidentielle, le soutiennent également.

De bonnes sources indiquent que les négociations sont « presque achevées » pour un rapprochement avec le parti Dynamique unitaire pour la démocratie et le développement (DUD), de l'ancien ministre Valentin Houdé. Pas sûr, néanmoins, que tous ces opposants puissent s'entendre sur une candidature commune. Aïvo a, lui, annoncé la couleur : il ira jusqu'au bout. **JA**



GCITT

Générale du Commerce, de l'Industrie, du Transport et des Travaux

C/875 Aïdjèdo 1, rue 7050 Cotonou (BÉNIN)

Tél. : +229 64 61 61 56 / 67 21 21 28

Email : contact@gcitt.com

www.gcitt.com

GCITT BÉNIN, L'EMPREINTE DES BÂTISSEURS

Créée en 2008, la Générale du Commerce, de l'Industrie, du Transport et des Travaux (GCITT BÉNIN SA) est une Société anonyme de droit Béninois, avec Conseil d'Administration. Son capital social est de 330 millions de F CFA.

La GCITT BÉNIN SA a pour vocation la construction à grandes échelles de logements sociaux et économiques, adaptés aux conditions climatiques locales. Elle s'est spécialisée dans la technologie HYDRAFORM d'origine sud-africaine qui a fait ses preuves dans le monde entier, depuis plus de 30 ans ! Cette technologie basée sur l'utilisation de la terre stabilisée est écologique, créatrice d'emploi, rapide, efficace et peu coûteuse.

Dotée d'importants moyens de productions et de ressources humaines de qualité, la GCITT BÉNIN propose ses logements à un rapport qualité/prix incomparable ! Chaque jour un peu plus, la GCITT BÉNIN s'impose dans le paysage de la construction et de la vente de logements sociaux au Bénin.

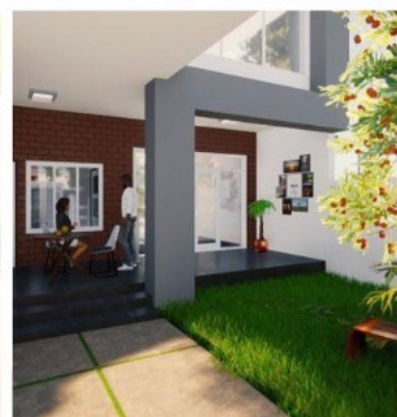
Les cités « GCITT Béthel » de Ouèdo, près de Calavi avec ses 500 villas et duplex et « CŒUR-JOIE », toujours près de Calavi s'intègrent parfaitement au Programme d'Action du Gouvernement (PAG) qui prévoit d'ici les toutes prochaines années la construction de 20000 logements sociaux.

Grâce à la GCITT BÉNIN des centaines de béninois de la diaspora ont acquis une villa confortable et à leur goût en toute sécurité et simplicité au pays. Et ils sont de plus en plus nombreux à nous solliciter pour la réalisation de leur rêve d'avoir un « pied à terre » ici.

Notre mission est de réaliser des maisons confortables et des cités attrayantes afin de contribuer remarquablement à la satisfaction des besoins de logements partout au Bénin dans une logique de professionnalisme, de respect de l'environnement, en garantissant le meilleur rapport qualité-prix.

Enfin, notre ambition est de devenir le leader dans la construction d'habitations à coûts modérés au Bénin et dans la région.

JANG - PHOTO DIFEX STUDIO





Romuald Wadagni

« Le Bénin n'est plus un petit joueur! »

Il est l'un des cadets du gouvernement, mais occupe une place centrale dans le dispositif de Patrice Talon depuis le début du mandat de ce dernier. Près de cinq ans après avoir pris les commandes du ministère des Finances, le diplômé de Harvard dresse un bilan de son action avec le sentiment du devoir accompli.

À Cotonou,
en octobre 2018.

marchés internationaux en quête de financements pour alimenter l'ambitieuse politique d'investissements lancée tous azimuts dans le cadre du Programme d'actions du gouvernement. Et le double choc de la crise liée au Covid-19 et de la fermeture des frontières par le Nigeria n'aura pas été le moindre des obstacles à franchir.

Sa dernière « victoire », il en est fier, est d'être parvenu à boucler une importante opération de levée de fonds sur les marchés financiers internationaux. Au terme d'âpres négociations, le Bénin a en effet émis des eurobonds, le 12 janvier, pour la seconde fois depuis le début du mandat de Patrice Talon. Deux eurobonds totalisent ainsi 1 milliard d'euros : le premier de 700 millions d'euros, sur sept ans, avec un taux de 4,875 % ; le second de 300 millions d'euros, sur trente et un ans, avec un taux de 6,875 %. C'est le signe que les banques internationales ont fait confiance au pays. Et même s'il a fallu au jeune ministre se montrer convaincant auprès de celles qui doutaient de la capacité du pays à lever des fonds à plus de trente ans, le carnet d'ordres a été de 3 milliards d'euros.

À l'approche de la fin du mandat du président béninois, et alors que Patrice Talon s'apprête à en briguer un second, Romuald Wadagni dresse le bilan.

Jeune Afrique : Vous terminez dans quelques mois un « mandat » de cinq années à la tête du ministère des Finances et de l'Économie. De quoi êtes-vous le plus fier ?

Romuald Wadagni : D'avoir eu l'opportunité de travailler aux côtés du président Patrice Talon à la mise en place et à l'exécution d'un programme ambitieux qui assainit et prépare le Bénin pour le futur. Ce programme contient une batterie de réformes et d'investissements structurants pour l'ensemble des secteurs d'activité, particulièrement l'économie et les finances, et vise à mettre le pays sur les rails du développement en nous fournissant les conditions d'une croissance durable et inclusive.

Ces réformes ont transformé le Bénin et l'ont hissé au rang des pays avec lesquels il faut désormais compter en Afrique. Le Bénin n'est plus un petit joueur. C'est la fierté de tout un peuple.

L'année 2020 aura été une « annus horribilis » Combien de temps faudra-t-il au Bénin pour retrouver les – bonnes – tendances observées auparavant ?

C'est vrai que 2020 a été difficile pour le monde entier. Elle a toutefois aussi permis au pays de montrer sa résilience. Sur le plan des réformes, le rythme n'a pas du tout baissé. Dès 2016, nous avons lancé un certain nombre d'investissements dans le domaine du numérique pour nous permettre de numériser et d'améliorer la collecte de nos recettes. Ces réformes ont porté leurs fruits. Malgré les conditions difficiles, le Bénin est parvenu à dépasser les prévisions de recettes intérieures réalisées avant la crise. Nous affichons un taux de croissance positif, le deuxième meilleur en Afrique subsaharienne. Et, dès cette année, nous retrouverons le sentier de la forte croissance qui était le nôtre avant la crise.

Pour faire face au Covid-19, le FMI a débloqué par deux fois des enveloppes d'urgence (125 millions de dollars en mai, puis 177 millions le 21 décembre). Mais c'est aussi, en partie, de la dette en plus...

Comme vous le savez bien, des institutions comme le FMI sont très attentives à l'incidence de leurs financements sur les niveaux d'endettement des pays. Ceux que nous avons obtenus des partenaires au développement, notamment le FMI et la Banque mondiale, ont eu un impact assez marginal sur notre niveau d'endettement, qui demeure en dessous de la norme communautaire de 70 %.

Craignez-vous un impact sur le niveau de confiance des investisseurs à l'égard du Bénin ?

PROPOS RECUEILLIS PAR
MATTHIEU MILLECAMPS

Il paraît infatigable. À 44 ans, le ministre de l'Économie, des Finances et des Programmes de dénationalisation est sur tous les fronts. Depuis près de cinq ans, c'est Romuald Wadagni qui tient les cordons de la bourse. C'est lui qui a été l'un des principaux artisans de la restructuration de la dette du Bénin. Lui aussi qui court les

EAHOUNAID POUR JA

Bien au contraire, plusieurs raisons militent en faveur d'un très bon niveau de confiance de ces derniers envers notre pays. La première, c'est la qualité de notre stratégie de riposte face à la crise du Covid-19. La deuxième, c'est le respect des engagements du Bénin vis-à-vis de ces investisseurs. Malgré le contexte, le pays a honoré l'ensemble des échéances de ses dettes pour l'année 2020.

Autre fait remarquable : au cours de cette période, l'agence S&P a maintenu notre note B+ avec « perspective stable », alors que plusieurs pays du continent ont vu la leur dégradée.

L'inflation, cependant, est repartie à la hausse (3 %). Cela n'annule-t-il pas le maintien d'une croissance positive de 2 % pour 2020 ?

Non, car nous parlons ici d'une croissance réelle. C'est-à-dire de la croissance résiduelle après abstraction des effets de l'inflation. C'est celle-là qui est positive. Il faut aussi saluer les efforts des autorités de la zone pour contenir l'inflation, comparativement à d'autres pays africains dont les taux d'inflation sont nettement plus élevés et peuvent parfois atteindre deux chiffres.

Vous envisagez une croissance de 6 % en 2021. N'est-ce pas un peu optimiste ?

Non, pas du tout. D'abord, il y a un effet de rattrapage ou de reprise. L'économie était sur un sentier de croissance de 7 % avant la crise. La sortie de cette période difficile correspond généralement, toutes choses égales par ailleurs, à un rebond.

Ensuite, l'année 2021 connaîtra l'arrivée à maturité de plusieurs grandes



L'AGENCE S&P A MAINTENU NOTRE NOTE B+ AVEC « PERSPECTIVE STABLE », ALORS QUE PLUSIEURS PAYS ONT VU LA LEUR DÉGRADÉE.

réformes, notamment dans le secteur agricole.

De même, les grands projets d'investissements qui avaient enregistré un ralentissement en raison de la pandémie ont tous repris, avec des effets induits sur l'économie.

Enfin, certains grands projets devraient démarrer cette année. D'autres ont déjà débuté en 2020 et devraient connaître un renforcement de leur activité en 2021. C'est le cas de la firme britannique Blue Skies [agroalimentaire]. Dans ces conditions, la prévision de 6 % ne nous paraît pas relever de l'optimisme. Même dans l'hypothèse où la crise sanitaire durerait durant toute l'année 2021, ce taux nous paraît réalisable.

Le budget vient d'être adopté, en hausse de 285 milliards de F CFA (434,5 millions d'euros), pour atteindre 2 452 milliards en 2021. Vous l'avez défendu devant les parlementaires en mettant notamment en avant l'augmentation des dépenses sociales. Quelle est la part accordée à ces mesures ?

Le budget fait face au double défi de la résilience de notre économie et de sa relance après les chocs endogènes et exogènes. Globalement, le tissu social collectif sera renforcé en 2021 avec un volet de crédits qui s'établit à plus de 350 milliards pour les dépenses sociales prioritaires et un autre à plus de 760 milliards pour

les dépenses à sensibilité sociale. Les plus importantes sont la couverture intégrale des programmes de gratuité dans le secteur scolaire, la délivrance d'actes de naissance à plus de 2 millions de Béninois, l'accélération du plan d'« accès universel à l'eau pour tous d'ici à 2021 », l'introduction d'un nouveau programme d'insertion dans l'emploi destiné à permettre aux jeunes d'acquérir les aptitudes nécessaires pour voler de leurs propres ailes ou les compétences requises pour se faire recruter après deux années d'immersion en entreprise. Et, enfin, les subventions et autres appuis financiers aux ménages.

À tout cela s'ajoutent les mesures de soutien décrétées par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19.

Le Bénin est passé dans les pays à revenu intermédiaire (dont le PIB est supérieur à 1 250 dollars par habitant). Mais cela signifie-t-il que les inégalités ont reculé ?

L'augmentation du PIB du Bénin et son nouveau classement parmi les pays à revenu intermédiaire ne sont que le couronnement des actions de l'État depuis 2016 pour diversifier l'économie et créer plus de richesse. Sans cela, on ne peut rien partager.

Toutefois, l'État reste préoccupé par la question du partage équitable de la richesse créée. Les prévisions de dépenses sociales prioritaires ont toujours été systématiquement dépassées. L'État met également en œuvre des programmes sociaux d'envergure, dont le projet Assurance pour le renforcement du capital humain [Arch], qui cible les pauvres et les gens extrêmement pauvres et propose de nombreux services (microfinance, formation, assurance maladie, retraite)... 



NOTRE CLASSEMENT PARMI LES ÉTATS À REVENU INTERMÉDIAIRE EST LE COURONNEMENT DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE.



Le Groupe NSIA, la synergie des métiers au service du développement de l'économie béninoise

NSIA est un Groupe panafricain spécialisé dans les métiers de l'assurance et de la banque. Depuis plus de 25 ans, le groupe se positionne comme un acteur de référence par son engagement à apporter des solutions innovantes de financement et de protection aux populations dans ses 12 pays de présence.

Au Bénin le Groupe NSIA est présent dans ses cœurs de métier et compte trois sociétés : NSIA Assurances, NSIA Vie Assurances, NSIA Banque

NSIA ASSURANCES

Toute première filiale hors Côte d'Ivoire du groupe et dirigée par M. Max Fabrice AGBOTA depuis Janvier 2019, NSIA Assurances est la branche IARDT (Incendie, Accident, Risques Divers, Transport) du Groupe au Bénin.

NSIA Assurances conçoit et commercialise depuis 23 ans des produits d'assurance qui ont pour objet la protection du patrimoine et la compensation des pertes financières dues à la destruction des biens ou suite aux dommages causés à des tiers.

Soucieuse de satisfaire sa clientèle diversifiée, NSIA Assurances crée des solutions d'assurances innovantes et adaptées aux réalités locales au profit des particuliers et des entreprises.

Certifiée depuis 2012, ISO 9001 version 2008 puis 2015, la compagnie place au cœur de sa politique, la relation client. Le renouvellement de ce certificat qualité en 2020 avec Zéro non-conformité par le bureau Veritas, conforte cette politique orientée vers le client.

Représentée sur l'ensemble du territoire béninois par un réseau de plus de 50 agences et partenaires en bancassurance à l'écoute de la clientèle, NSIA Assurances détient près d'un tiers de part de marché.

« Notre ambition à l'horizon 2025, affirme M. Max Fabrice AGBOTA, est d'être le leader du marché en offrant la meilleure expérience client avec des prestations innovantes et uniques ; pour 2021, nos nouvelles offres NSIA ASSISTANCE ROUTIERE et NSIA REPARATION EXPRESS démontrent notre engagement à mettre le client au cœur de nos préoccupations. »

NSIA VIE ASSURANCES

Sa société sœur, NSIA Vie Assurances offre à la population béninoise des produits de prévoyance, d'épargne et de capitalisation afin de garantir leur avenir et celui de leurs proches. Pour répondre à la demande sans cesse croissante de sa clientèle et se rapprocher des populations, NSIA Vie Assurances a installé des bureaux directs dans deux grandes villes du Bénin notamment Parakou et Bohicon.

Elle entend grâce à la digitalisation de ses offres se rapprocher davantage de ses clients et faciliter leurs opérations. C'est pourquoi elle a lancé en avril 2020, son application mobile nsiach@ch@p qui permet aux assurés NSIA Vie de réaliser leurs opérations d'assurance en ligne. Ainsi du paiement des primes d'assurances à la déclaration des sinistres en passant par la

consultation des états de cotisations, nsiach@ch@p est une réelle valeur ajoutée pour les clients de NSIA Vie Assurances.

Avec cette innovation majeure et la qualité de ses prestations, NSIA Vie confirme son statut d'entreprise orientée client comme sa consœur NSIA Assurances puisqu'elle a renouvelé également sa certification ISO 9001 version 2008 puis 2015 avec brio en 2020.

Dirigée depuis Février 2019 par Magloire Kadjogbé DOCHAMOU, NSIA Vie Assurances est numéro 3 du marché de l'assurance vie au Bénin en terme de chiffre d'affaires et détient environ 18% de parts de marché.

Avec l'agrément Micro-Assurance vie obtenu en Août 2020, le Directeur Général et toute son équipe réaffirment leur engagement à offrir des solutions d'assurances accessibles à toutes les couches socioprofessionnelles du Bénin.

NSIA BANQUE

Et comme troisième membre du trépied au Bénin, NSIA Banque Benin S.A, Banque commerciale qui s'applique à offrir des solutions novatrices adaptées aux besoins de sa clientèle avec un engagement total pour la qualité.

A cet effet, elle offre des services efficaces et adaptés aux besoins des clients grâce à une équipe de professionnels qualifiés, créatifs et dévoués, en s'appuyant sur une plate-forme technologique de dernière génération.

NSIA Banque Benin S.A occupe à la fin du 1er semestre 2020, la 3^e place dans l'industrie bancaire au BENIN. Elle a 23 agences, près d'une trentaine de guichets automatiques, deux succursales (Togo, et Sénégal) et est dirigée par M. Eugène Ossey AMONKOU.

Malgré une année 2020 difficile du fait essentiellement de la crise sanitaire, les sociétés du groupe NSIA au Bénin grâce à leur agilité et à la qualité de leurs services consolident leur position dans leurs secteurs respectifs notamment de numéro 2 pour NSIA Assurances et numéro 3 pour NSIA Vie Assurances et NSIA Banque.

A l'entame de l'année 2021 les sociétés du groupe, en lien avec leurs plans stratégiques et conscientes de la force de leur synergie, sont plus que jamais déterminées à mutualiser leurs atouts afin d'offrir des solutions d'assurance et de banque de qualité exceptionnelle aux populations béninoises ce qui confortera sa position de leader de la bancassurance du marché béninois des assurances.

Pour y arriver, elles s'appuient sur la qualité de leurs ressources humaines qui œuvrent chaque jour avec courage et abnégation pour le rayonnement des filiales NSIA au Bénin.

NSIA, le vrai visage de l'assurance et de la banque.

Faux-semblants à la frontière

En dépit de l'annonce, le 16 décembre 2020, de la réouverture des postes de contrôle avec le Nigeria, aucun camion de marchandises ne passe. Les trafics, eux, n'ont jamais cessé...

MATTHIEU MILLECAMPS, ENVOYÉ SPÉCIAL
À SÈMÈ-KRAKÉ ET À COTONOU

Lunettes à montures dorées, lourdes montres au poignet et embonpoint... Les quatre hommes qui sortent du bureau d'un officier des douanes exhibent tous les signes extérieurs de richesse. La porte à peine refermée, tandis qu'ils récupèrent les téléphones portables qu'on leur avait demandé de confier au planton pour éviter un éventuel enregistrement embarrassant, l'un d'eux extirpe de sa poche une imposante liasse de nairas.

Dans la salle d'attente, une demi-douzaine de personnes, médusées, le voient ostensiblement compter une dizaine de billets, qu'il tend au jeune douanier chargé de l'accueil des invités. Ce dernier glisse un regard alentour, fait « non » de la tête, mais finit par prendre l'argent. Les quatre hommes quittent le bureau, un large sourire sur les lèvres, puis s'engouffrent dans leur voiture, dont le coffre est sans doute plein à craquer de sacs de riz. Direction, le Nigeria.

La scène se déroule au début de janvier, côté nigérian, au poste de contrôle conjoint de Sèmè-Kraké, l'un des principaux points de passage avec le Bénin. Preuve que les « facilitations » sont de nouveau possibles le long d'une frontière qui, fermée plus de seize mois, a rouvert le 16 décembre dernier.

Comme cela avait été le cas au moment de sa fermeture, en août 2019, la décision d'Abuja a été aussi unilatérale que soudaine. À l'époque, les craintes des Béninois avaient été grandes. Leurs échanges avec la

première puissance économique du continent représentaient pas moins de 20 % de leur PIB. Pourtant, la catastrophe annoncée n'a pas eu lieu, même si la mesure a eu un effet immédiat – et désastreux – pour les petits maraîchers proches du Nigeria, qui écoulent 80 % de leur production chez leur voisin.

Avec un taux de croissance d'environ 2 % en 2020, le Bénin est parvenu à limiter l'impact de cette fermeture, en dépit de la pandémie de Covid-19 et alors que, selon les prévisions, l'Afrique de l'Ouest pourrait connaître une croissance négative de 2 % à 4 %.

L'annonce de la réouverture de la frontière n'en a pas moins été saluée de part et d'autre, même si celle-ci est pour le moment limitée aux piétons et à quelques rares véhicules individuels. Le flux légal de marchandises, lui, n'a pas repris. Présent à l'investiture du président ghanéen Nana Akufo-Addo, le 7 janvier à Accra, Aurélien Agbénonci, le ministre béninois des Affaires étrangères, a fait part de ses inquiétudes à Geoffrey Onyeama, son homologue nigérian. Lequel lui aurait promis d'accélérer le processus. Le 20 janvier, le président Talon s'est entretenu directement avec Muhammadu Buhari à ce sujet. « C'est le statu quo. Nous n'avons reçu aucune consigne concernant le transport du fret, explique, au début

**NE POUVANT PLUS
EMPRUNTER LA ROUTE,
LES IMPORTATEURS
NIGÉRIENS VENAIENT EN
BATEAU CHARGER LE
RIZ, PUIS REPARTAIENT.**

de janvier, un officier de la douane béninoise. De notre côté, la frontière n'a jamais été fermée. »

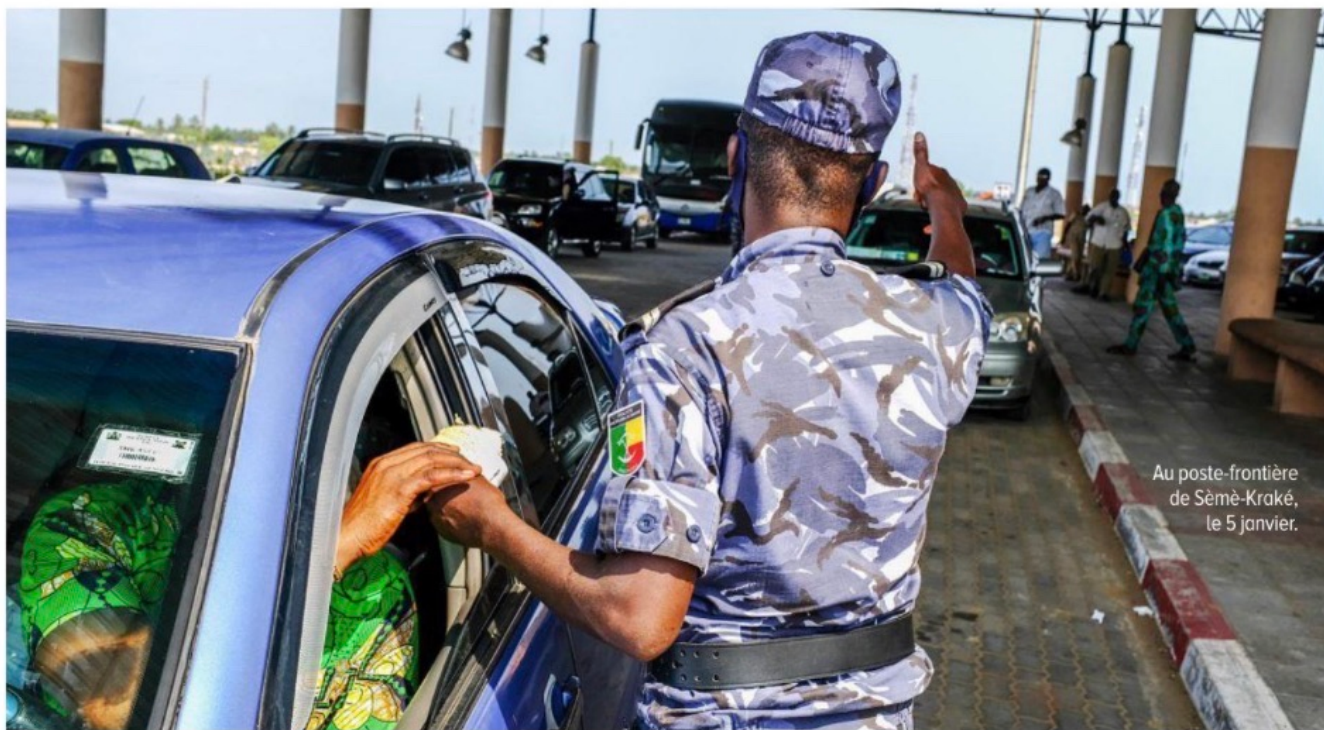
Alors que des dizaines de camions sont bloquées à quelques centaines de mètres de son bureau, Bello Mohammed Jibo, contrôleur du service nigérian des douanes, assure au contraire que les marchandises peuvent bel et bien franchir la frontière, « à l'exception des produits prohibés, comme le riz, les tomates, les véhicules... ». Il assure également que ses services ont « profité de cette fermeture pour intensifier les patrouilles », et qu'ils ont reçu pour consigne « de ne laisser entrer que les marchandises transportées dans les containers dans lesquels elles sont arrivées au port, et de bloquer les marchandises en vrac ».

En réalité, un mois après l'annonce de la réouverture, aucun camion ne passe, à l'exception de ceux du groupe Dangote, propriété du milliardaire nigérian Aliko Dangote. Ce proche du président Buhari avait obtenu, dès novembre 2020, une dispense pour les marchandises que son groupe importe via les ports de Cotonou et de Lomé.

L'activisme de Dangote

Au-delà des efforts conjugués de la Cedeao, et des ministres béninois Romuald Wadagni (Finances) et Aurélien Agbénonci (Affaires étrangères) en faveur de la réouverture de la frontière, c'est l'activisme de Dangote et la dégradation de la situation au Nigeria qui ont fait bouger les lignes à Abuja. L'inflation y a atteint des sommets, le prix des denrées alimentaires a crû de 18,3 % en novembre dernier, et les restrictions d'accès au dollar imposées aux importateurs ont accentué les difficultés.

« Les gros acteurs du secteur, comme Dangote Farms ou Olam, possédaient des stocks de riz suffisamment importants pour répondre immédiatement à l'explosion de la demande intérieure qui a suivi la fermeture. Ils ont été les principaux bénéficiaires de cette crise », souligne Léopold Ghins, analyste économique au sein du Club Sahel de l'OCDE, qui estime que cette mesure a nui au climat des affaires.



Au poste-frontière
de Sèmè-Kraké,
le 5 janvier.

MATTHEU MILLECAMPS POUR JA

À l'origine, Abuja avait justifié la fermeture de la frontière par la volonté de protéger son marché intérieur des tonnes de riz « réimportées » et des poulets congelés, déchargés au Bénin puis renvoyés à Lagos. Bien que le contrôle des marchandises n'entre pas dans ses prérogatives, la commissaire de police Maylise Wannou, du poste transfrontalier de Kraké-Plage, constate cependant que cette fermeture « a entraîné une augmentation de la contrebande ».

De fait, côté béninois, à quelques encablures du poste-frontière, les grossistes en riz n'ont pas fermé leurs portes. Et l'activité n'y a, à en croire l'un d'eux, pas vraiment diminué. « Après quelques semaines compliquées, les gens se sont organisés. Avant, les importateurs nigériens passaient par la route, mais, quand la frontière a été fermée, ils sont venus ici en bateau. Ils accostaient sur la plage pour charger le riz avant de repartir de l'autre côté, raconte un vendeur en désignant le littoral tout proche. Depuis la réouverture de la frontière, les trafiquants privilégient à nouveau la voie terrestre. Après son passage sur les pirogues, le riz arrivait parfois humide et mettait du temps à sécher. Là, c'est le retour à la normale. »

L'intense activité qui règne à quelques kilomètres plus à l'ouest, sur le Port autonome de Cotonou (PAC),

où une noria de poids lourds fatigués semble ne jamais tarir, vient étayer ses propos.

« L'impact sera globalement limité. Nous sommes passés de 10,1 millions de tonnes en 2019 à 9,5 ou 10 millions de tonnes en 2020 », explique Kristof Van den Branden, directeur commercial du PAC. Malgré la baisse observée au cours des derniers mois de 2019, le trafic avait même augmenté, cette année-là, par rapport à l'année précédente (9 millions de tonnes en 2018). « Certes, les flux de riz ont diminué (on est passé de 1,4 million de tonnes à environ 600 000 tonnes), mais l'industrie a continué à se développer, en dépit de la fermeture de la frontière et de la pandémie. Le flux des exportations de coton a lui aussi tiré les chiffres à la hausse », résume Kristof Van den Branden.

Cordon ombilical

Officiellement, le Bénin a profité de ce choc pour « accélérer la diversification de son économie » et couper le cordon ombilical avec le Nigeria. Dans les couloirs des ministères et des services de sécurité, on reconnaît toutefois que les frontières sont restées poreuses, y compris à partir du Nigeria. Les hommes d'affaires préfèrent souvent le port de Cotonou à celui de Lagos : les droits de douane y sont moins élevés, et le

délai d'attente pour le dédouanement des marchandises n'excède pas trois jours, contre parfois trente à trente-cinq jours à Lagos. « Il est parfois plus rapide, et donc moins cher, de passer par Cotonou, de faire remonter la marchandise au Niger, avant de la faire redescendre au Nigeria », confie un cadre de la direction béninoise des ports.

« Il est difficile de combattre ce trafic de riz quand on sait que l'essentiel de ceux qui le mènent sont des Nigériens et que, de notre côté, nous n'avons pas de réel intérêt à y mettre un terme », admet une source au sein du ministère béninois de l'Intérieur. « La fermeture de la frontière a eu un impact indéniable, mais, très vite, Patrice Talon a posé comme postulat qu'il nous fallait "décrocher" de l'économie nigérienne, en finir avec cette dépendance. C'est ce qui a été fait », insiste Aurélien Agbénonci.

Tout en assurant que « la diversification a payé », l'un de ses collègues du gouvernement avance une autre explication : « Les trafics étaient organisés, pour une grande partie, par certains membres des services de sécurité nigériens, lesquels étaient censés les annihiler. La fermeture de la frontière n'a fait que modifier les routes. Cette mesure n'a aucun effet si on ne lutte pas en même temps contre la corruption. » **JA**



BANQUE INTERNATIONALE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (BIIC)

Le vrai partenaire financier des entreprises



Rizwan HAIDER
Président du Conseil
d'Administration

La **BIIC** est née le 17 juin 2020 de la fusion de deux banques où l'Etat béninois était actionnaire majoritaire : la Banque internationale du Bénin (BIBE) créée en 1990 et la Banque africaine pour l'industrie et le commerce (BAIC) agréée en 2014. Elle ambitionne clairement de contribuer à la transformation structurelle de l'économie béninoise en soutenant le tissu industriel et commercial national. Tout en prenant le parti du monde des entreprises, le nouveau fleuron du paysage bancaire béninois reste une banque universelle pleinement engagée dans tous les métiers de la banque.

L'avènement de la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce (**BIIC**) dans un contexte marqué par la crise sanitaire constitue un ferme pari sur l'avenir. Laminées par la pandémie du nouveau coronavirus, les économies nationales reprendront leur souffle dans la mesure où les entreprises bénéficient d'un soutien accru et soutenu. Banque universelle, la **BIIC** est tournée vers l'appui aux PME/PMI, aux grandes entreprises et aux particuliers.

Elle est dotée d'un capital de **82,5 milliards de francs CFA** mobilisé par trois actionnaires : l'Etat béninois, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et le Port autonome de Cotonou (PAC). La **BIIC** offre aux entrepreneurs béninois un important outil de financement de l'industrie et du commerce, deux secteurs touchés de plein fouet par la crise sanitaire. En cela, elle constitue une précieuse bouffée d'oxygène notamment pour les PME/PMI avec des solutions innovantes adaptées à leurs besoins. Piliers majeurs de la croissance économique, les entreprises bénéficient auprès de la **BIIC** d'un crédit confiance susceptible d'entretenir leur vocation de créateurs de richesses et de moteur de la production nationale et de la prospérité.

Une éthique de la relation humaine

Déjà riche du parcours des deux anciennes qui se sont fusionnées pour lui donner naissance, la **BIIC** capitalise les expériences de ses équipes, faites de femmes et d'hommes pétris de compétences et de valeurs pour accompagner particuliers et entreprises dans des conditions optimales de performance. Leur fine connaissance de l'environnement local, de ses attentes et de ses contraintes ainsi que leur capacité d'écoute et de rigueur professionnelle les prédisposent à appuyer efficacement les apporteurs d'affaires, à transformer leurs idées en projets structurants et à leur donner constamment l'envie d'agir et de réussir dans des domaines aussi divers que l'agro-industrie, le tourisme, les infrastructures, les énergies renouvelables, etc. Ayant une forte croyance en la qualité du service comme seul gage de réussite, ils conseillent avec transparence, loyauté, pédagogie et avec un sens incroyable de l'éthique de la relation humaine.



Didier AYIBATIN
Directeur Général

Une banque à vocation digitale

Malgré la crise, la **BIIC** a réussi en 2020 à s'organiser pour préserver en agence une présence physique de proximité et surtout à développer une capacité à traiter les opérations à distance. Le développement de stratégies digitales s'impose désormais comme un élément de résilience totale. Au cœur du projet de la **BIIC** se trouve un déploiement important de la technologie la plus adaptée pour servir les clients en vue de s'imposer très rapidement comme une banque digitale qui intègre le ebanking, la monétique, le mobile money et les systèmes de paiements en ligne. La **BIIC**, en mettant la digitalisation au cœur de son offre, veut relever le défi de la modernité pour permettre aux entreprises dont elle est désormais le bassin naturel de performer à tous égards.



BIIC

Banque Internationale pour
l'Industrie et le Commerce

**PLUS QU'UNE BANQUE,
UN VRAI PARTENAIRE FINANCIER**

BIIC, Lot N°374 parcelle C, Bld.St Michel
01 BP 7744 Cotonou-République du Bénin
Tél.: +229 21 31 22 00



www.biic-bank.com

À qui profite le boom de la production?

Si les récoltes d'ananas, de noix de cajou et surtout de coton sont en plein essor, beaucoup reste à faire dans le domaine de la transformation. Objectif : limiter l'impact de la fluctuation des cours.

ESTELLE MAUSSION

Avec une récolte de plus de 700 000 tonnes, le Bénin est, en cette saison 2020-2021 encore, le premier producteur de coton d'Afrique de l'Ouest. Une position qu'il occupe depuis 2018 et entend conserver, avec un objectif de 800 000 t pour la prochaine campagne. Cette réussite témoigne des efforts de l'exécutif pour développer ce secteur clé de l'agriculture, qui représente 25 % du PIB, emploie 70 % de la population active et assure 75 % des recettes d'exportation du pays.

Si le monde cotonnier, qui a fait la richesse de Patrice Talon, le chef de l'État, sort gagnant des réformes entreprises, les autres filières restent sur leur faim, signe que l'ambitieuse modernisation agricole est loin d'avoir porté tous ses fruits. Les progrès sont indéniables sur un point : l'essor de la production, particulièrement marqué pour le coton (53 % des exportations du pays), avec une récolte passée de 269 212 t en 2015 à 714 713 t en 2019, et près de 730 000 t attendues pour 2020.

D'autres filières affichent aussi de belles performances, dont l'anacarde (91 608 t en 2015, 130 276 t en 2019), le soja (139 909 t en 2015, 257 000 t en 2019), le maïs et le riz, ainsi que les cultures maraîchères (633 862 t en 2015, 706 346 t en 2019). Après avoir fortement augmenté jusqu'en 2014, la production annuelle d'ananas se maintient autour de 350 000 t.

En 2020, malgré des cours

mondiaux défavorables, la fermeture de la frontière avec le Nigeria et la pandémie de Covid-19, la plupart des filières ont résisté. Ces avancées résultent d'importants investissements publics – plus de 600 milliards de F CFA (près de 915 millions d'euros) à la fin de 2020 –, mais aussi de la pertinence d'une stratégie unanimement saluée. Il s'agit de concentrer les moyens sur six filières prioritaires (coton, maïs, riz, ananas, manioc et anacarde) et de créer sept pôles de développement agricole, dont chacun se concentrera sur la culture à fort potentiel de sa zone et sera épaulé par une agence territoriale.

Rude concurrence

Pour répondre aux besoins de financement des producteurs, le Fonds national de développement agricole (FNDA) a été réactivé et abondé à hauteur de 100 milliards de F CFA, avec pour mission de se concentrer sur l'octroi de crédits. L'accès aux semences et aux intrants s'est amélioré pour les cotonculteurs ainsi que pour les autres exploitants, tandis que l'appui technique s'étend au niveau local.

Si l'ensemble du secteur agricole profite de la dynamique (avec près de 170 000 emplois créés entre 2016 et 2019), la filière de l'or blanc – dominée par des sociétés appartenant à des membres et à des proches de la famille Talon – se taille la part du lion. C'est elle qui a été le plus rapidement réformée. Confiée au ministère de l'Agriculture en 2012, sa gestion est repassée aux mains du secteur privé, par l'intermédiaire de l'Association



interprofessionnelle du coton (AIC).

Cette refonte a entraîné une croissance exponentielle de la production, synonyme de hausse des recettes pour les sociétés d'égrenage, pour la Société pour le développement du coton (Sodeco, également dans le portefeuille de la famille du chef de l'État), qui assure l'approvisionnement national en engrais, et pour son fournisseur, le groupe marocain OCP. Les cotonculteurs ont aussi, dans une certaine mesure, vu leurs revenus augmenter grâce à la hausse du prix d'achat fixé par l'État à 265 000 F CFA la tonne, au-dessus de la moyenne de la sous-région.

En comparaison, les progrès des autres filières, dont l'anacarde (9 % des exportations du pays) et l'ananas, demeurent modestes. Si leurs productions ont augmenté, elles restent inférieures de moitié à l'objectif fixé



Décorticage d'anacarde à l'usine de Fludor, à Zogbodomey, en novembre 2017.

Le pari du bio

S'agissant de l'ananas, la filière parie sur le biologique (en parallèle avec la production conventionnelle), qui assure de meilleurs revenus aux cultivateurs. Alors que l'ananas pain de sucre a reçu le label indication géographique protégée (IGP) en 2019, les pouvoirs publics encouragent l'installation d'unités de transformation. C'est sur ce dernier volet qu'il reste beaucoup à faire, toutes cultures confondues. Si la filière ananas affiche de bons résultats – la part de la production transformée localement a bondi de 15 % en 2016 à 50 % en 2019 –, cette réussite sur un marché de niche demeure isolée.

Pour le coton et l'anacarde, la transformation reste minime. Afin de la développer, l'exécutif investit dans la réhabilitation d'usines abandonnées, dans la construction d'une zone économique spéciale à Glo-Djigbé pour attirer les investisseurs, et sur un plan de mécanisation du secteur afin d'augmenter la productivité des exploitations.

Alors que certains acteurs privés plaident pour l'instauration de subventions à la transformation, comme le fait la Côte d'Ivoire avec la noix de cajou, nombre d'observateurs soulignent qu'il faudra aussi prévoir des soutiens financiers à destination du tissu industriel local pour l'aider à saisir ces opportunités. Sans aides spécifiques, ce sont des groupes étrangers qui risquent de s'imposer. 

pour 2021 : 300 000 t d'anacarde et 600 000 t d'ananas. Quant au soutien de l'État, massif vis-à-vis du coton, il paraît plus mesuré et récent pour ces deux cultures.

Il a fallu attendre 2020 pour assister au lancement d'un plan de renforcement de la compétitivité des filières (Pacofide), qui prévoit notamment le renouvellement de 135 000 hectares de plantation d'anacarde et de 10 000 ha de plantation d'ananas. Dans les deux cas, les acteurs privés locaux, qui font face à une rude concurrence pour la noix de cajou (Inde et Vietnam) et pour l'ananas (Amérique latine), en appellent à l'exécutif pour structurer les filières et davantage les protéger par le biais de mesures fiscales.

Ces cultures cherchent encore le modèle permettant d'assurer à la fois aux transformateurs la rentabilité de

leurs investissements et aux paysans un revenu satisfaisant. Pour l'anacarde, l'exécutif n'a pas encore tranché. En février-mars 2020, l'Agence de promotion des investissements et des exportations (Apiex) s'est rendue en Tanzanie et au Mozambique, deux importants producteurs, pour identifier les bonnes pratiques. Une mission organisée par l'ONG TechnoServe, qui mène le programme BeninCaju, et à laquelle les deux principaux acteurs du secteur, Fludor Bénin (filiale du groupe nigérian TGI) et Tolaro Global (du fonds Moringa), ont participé.

**RÉHABILITATION D'USINES
ABANDONNÉES, CONSTRUCTION D'UNE
ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE
À GLO-DJIGBÉ, PLAN DE MÉCANISATION...**



ARN Hôtel

Arnhotel Abidjan
S.I. T.F. Groupe Akad & Ithiel Holding
Cel: +225 87 97 05 19
Fixe: +225 22 45 98 38
Email : reception@arnhotel.groupeakad.com
Website : <http://www.arnhotel.fr>

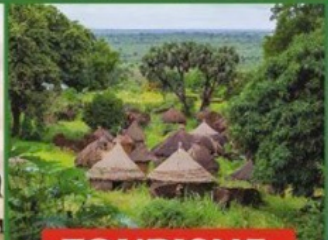
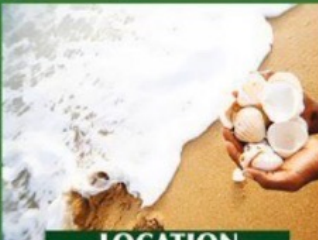
- ☆ Chambres élégantes
- ☆ Restaurant Bar
- ☆ Salles de fitness

Votre Séjour clés en main au Bénin

Agence située en face du commissariat central de Cotonou
Email : sbtftours@groupeakad.com
Tél : +229 66 77 92 44 / 66 77 93 28 / 23 61 19 08





- Billetterie**
- EVENEMENTIEL**
- TOURISME**
- LOCATION DE VEHICULE**



JNP SA A L'AMBITION DE DEVENIR UNE MARQUE SOUS-RÉGIONALE

ENTRETIEN AVEC M. ARNAULD AKAKPO



M. ARNAULD AKAKPO
CEO du Groupe Akad & Ithiel

Pouvez-vous nous parler de JNP SA ?

Créée en 2007, Jenovah Nissi Petroleum (JNP SA) est une filiale du groupe béninois Akad & Ithiel Holding, spécialisée dans l'importation, le stockage et la distribution de produits pétroliers raffinés. A ce jour, nous disposons du plus grand réseau de distribution au Bénin avec 128 stations-services et de belles perspectives sont à venir cette année.

Justement, le groupe prend de l'ampleur. Quels sont les prochains investissements ?

Nos investissements sont de plusieurs ordres.

Le premier étant l'extension du réseau JNP SA sur le territoire national avec un objectif de 185 stations sur le Bénin à horizon 2022. Une nouvelle flotte de 50 camions citernes permettra dès ce mois de février de couvrir l'approvisionnement de tous ces points de présence dans le pays. Nous investissons aussi dans un dépôt qui sera opérationnel en 2022. Etant la représentation exclusive de la marque Enoc au Bénin, nous souhaitons étendre la distribution des lubrifiants, une solution qui répond positivement à un besoin de nos clients béninois. Enfin, nous investissons aussi et surtout dans le capital humain, à travers les femmes et les hommes qui gèrent les ressources au quotidien. Vous noterez le changement de Direction du groupe Akad au Bénin, qui se veut être une société jeune, dynamique et proche de ses clients.

Vous avez introduit la carte JNP Pass. Quel accueil et que pouvons-nous en retenir ?

La carte JNP Pass a reçu un très bel accueil auprès des clients professionnels. Elle a d'ailleurs remplacé les tickets valeurs dans plusieurs institutions et est couramment utilisée comme une carte de paiement dans nos stations.

Au niveau de la clientèle de particuliers, le travail se fait progressivement, et une fois adoptée elle devient incontournable en permettant d'acheter des produits comme le carburant, les lubrifiants, ou encore le gaz et les services. C'est un outil pratique et simple d'utilisation.

Avez-vous des projets en dehors du Bénin ? On parle du Togo.

Effectivement, au Togo, plus précisément à Lomé, Kpalimé et Cinkassé, nous avons des stations actuellement en construction et nous désirons développer le réseau et les points de vente sur la partie distribution de produits pétroliers purs.

Nous avons aussi d'autres projets dans la sous-région au Burkina Faso, Niger ou Sénégal, notamment dans l'hôtellerie que vous avez dû voir en Côte d'Ivoire.

Notre ambition est de construire une marque régionale et un capital industrie.



M^{me} SUZY LAETITIA ADANLE
Epse DJOSSOU / DG,



M. AMOUR KPADONOU
DGA



Quartier Wansirou, Parcelle 191 – Lot 351 – BP 1334 – PARAKOU – République du Bénin
Tél : + 229 97 50 27 23 – Fax : 229 23 61 42 46 – Email : secretariat@akadparakou@groupeakad.com

Quand l'État joue les maîtres d'école

Pour garantir la crédibilité des diplômes, les pouvoirs publics ont pris en charge la validation des apprentissages dispensés par les établissements privés d'enseignement supérieur. Une mesure prolongée de trois ans en novembre dernier.

FIACRE VIDJINGNINOU

Un an après son « drame », Sédjro, 19 ans, reste sonné, amer et furieux... Au titre de l'année académique 2019-2020, il a terminé sa licence à l'école supérieure de génie civil Verechaguine, un établissement privé ouvert depuis 1998 à Cotonou. Il a ensuite effectué un stage en entreprise avant de réussir sa soutenance de fin de cycle. Mais, alors qu'il attendait de pouvoir s'inscrire en master au Centre polytechnique universitaire (CPU) de l'université publique d'Abomey-Calavi, son dossier d'inscription a été rejeté sous prétexte que son diplôme n'était pas reconnu par l'État. « J'étais heurté d'apprendre que ma licence n'avait pas la même valeur que celle de mes camarades du CPU, se souvient-il. Pourtant, mon école et ma filière ont été autorisées par l'administration. Mieux, l'un des responsables du CPU enseigne dans mon école », se désole-t-il.

À l'instar de la plupart de ses camarades de Verechaguine, il a vigoureusement protesté contre cette « injustice flagrante créée par l'État, dont le rôle est d'assurer un égal traitement à tous les citoyens », commente le père de Sédjro, tout aussi amer. Mais en vain. Pour poursuivre ses études en master, Sédjro est obligé de repasser l'examen de licence, cette fois sous la supervision des pouvoirs publics, au début de janvier. C'est la quatrième fois que l'État organise des examens nationaux de licence et de master

exclusivement réservés aux étudiants du secteur privé depuis le décret du 20 mars 2017, pris dans le cadre d'une phase expérimentale et en vigueur durant trois ans. Officiellement, cette mesure était destinée à « garantir aux apprenants la possibilité de valider leurs années d'études et d'obtenir des diplômes reconnus ». Les étudiants qui réussissent ces examens voient la signature de l'État apposée au bas de leurs diplômes.

Mais la réforme n'a pas été du goût des universités privées. Elle est jugée « fâcheuse parce qu'elle bouscule des intérêts », souligne la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Eléonore Yayi Ladékan. Finalement, la plupart des établissements ont accepté de jouer le jeu. S'ils n'étaient que 48 (rassemblant 2 423 étudiants) à avoir participé à l'exercice en 2017, leur nombre était passé à 83 (pour 6 743 étudiants) deux ans plus tard. À l'issue des trois années stipulées dans le décret, les universités privées s'attendaient à reprendre la main sur l'organisation de leurs examens et à

POUR L'ANNÉE ACADEMIQUE 2019-2020, SEULES CINQ FACULTÉS ONT REÇU UN AGRÉMENT, ET UNE CENTAINE ONT ÉTÉ PRIÉES DE METTRE LA CLÉ SOUS LA PORTE.



apposer de nouveau leur signature sur les diplômes délivrés à leurs étudiants. Mais, pour le ministère, « la qualité de l'enseignement des établissements privés laisse toujours à désirer », en raison du recrutement d'« enseignants peu qualifiés » et de « l'influence de l'argent dans la délivrance des diplômes ».

En conséquence, le Conseil des ministres du 18 novembre 2020 a adopté un décret prolongeant de trois années l'organisation par l'État des examens nationaux des étudiants du privé. Parmi les patrons des écoles concernées, plusieurs doutent de l'intérêt de la mesure : « 75 % de nos étudiants ont réussi aux examens organisés par l'État entre 2017 et 2019. Il n'y a donc pas de problème de qualité de la formation,



E. AHOUNOUAID POUR JA

pas plus que dans le secteur public. « Au-delà de la reprise en main des examens, l'État a décidé de faire le ménage parmi les établissements. Pour l'année académique 2019-2020, seulement cinq universités et une vingtaine d'organismes privés ont reçu l'agrément du Conseil consultatif de l'enseignement supérieur. Une centaine d'établissements privés qui ne remplissaient pas les normes requises ont été priés de mettre la clé sous la porte.

Devoir suprême

Le directeur des établissements privés d'enseignement supérieur, Dodji Amouzouvi, énumère les nombreux motifs de rejet : « Dossiers incomplets, absence d'infrastructures immobilières, absence de

bibliothèque physique, insuffisance d'étudiants dans les filières d'études, condamnation des promoteurs ou des établissements au moins une fois par la justice pour des faits de corruption et d'infractions connexes... » Parmi les établissements non reconnus, douze avaient fonctionné plus de quatre ans sans avoir pris la peine d'introduire une demande d'agrément auprès du Conseil consultatif de l'enseignement supérieur. Ils ont également été sommés de fermer. Résultat, en trois ans, le secteur s'est réduit comme peau de chagrin. Les difficultés des étudiants pour faire reconnaître leurs diplômes et postuler par exemple à des emplois publics ont contribué à laminer l'attractivité du privé au profit du public. De 2017 à 2019, le nombre de candidats issus

d'établissements privés à l'examen du master organisé par l'État a baissé de 8,5 %.

Pourtant, certaines voix estiment que la réforme est nécessaire. « Elle a le mérite de nous rappeler qu'au-delà des logiques marchandes nous avons le devoir suprême de contribuer au développement national par la formation de ressources humaines. Nous sommes des partenaires incontournables de l'État dans le renforcement du capital humain de notre pays », observe le Dr Théophile Ayi, promoteur de Gasa-Formation, l'une des cinq universités privées homologuées pour l'année académique 2019-2020. À l'issue de cette œuvre d'assainissement, une agence chargée de veiller à la qualité de l'enseignement supérieur devrait prendre le relais. **JA**

Qui se soucie de la liberté de la presse ?



Oswald Padonou

Politologue, président de l'Association béninoise d'études stratégiques et de sécurité

Depuis 2016, le Bénin change, indéniablement, et obtient quelques belles performances économiques, malgré la crise liée au Covid-19 et la fermeture de ses frontières avec le Nigeria. Sa croissance (2,3 % du PIB en 2020) est la plus forte de l'Uemoa. Sur le plan politique, diverses réformes sont censées structurer les partis et consolider leur mission d'animation de la vie publique, afin d'enraciner la démocratie et de la faire vivre au-delà des périodes d'élections.

Pourtant, la garantie de la liberté de la presse, qui est l'un des piliers de la démocratie, ne semble guère préoccuper gouvernants et acteurs des médias. C'est un secret de polichinelle. Avec un recul de dix-sept places dans le classement RSF 2020 de la liberté de la presse dans le monde, qui le place au 113^e rang, le Bénin a des progrès à accomplir pour rendre durables les effets des réformes politiques, avec une presse libre, capable d'informer avec professionnalisme et d'analyser avec rigueur les succès et les excès des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Deux facteurs sont en partie responsables de ce recul – lequel ne se traduit pas nécessairement par le déclin de la propension des Béninois à s'exprimer sur leur gouvernance. D'abord, la condamnation du journaliste Ignace Sossou en vertu d'un code du numérique davantage perçu comme un instrument de condamnation judiciaire que comme un texte ayant une vocation industrielle et commerciale. Ensuite, l'effacement total de la Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), qui a pour mission de garantir la liberté de la presse.

Une Haute Autorité vulnérable

Selon Amnesty International, « au moins dix-sept journalistes, blogueurs et opposants ont été poursuivis en moins de deux ans en vertu d'une loi en vigueur [le code du numérique], dont certaines dispositions répressives mettent en péril la liberté d'expression et la liberté des médias au Bénin ».

En juillet 2020, la HAAC – où siègent pourtant des journalistes –, prompt à contrôler et à sanctionner, et peu encline à protéger, a entrepris de suspendre les médias en ligne avant d'envisager de leur donner une reconnaissance officielle.

Alors que, pour protéger leur indépendance vis-à-vis de l'exécutif, les membres de la HAAC ne pouvaient exercer qu'un seul mandat, la loi constitutionnelle de 2019 en autorise le renouvellement. L'institution est désormais encore plus vulnérable, à moins que la future loi organique, à l'étude au Parlement, ne lui accorde d'autres leviers d'indépendance et d'autres instruments de protection de la liberté de la presse. Il y a quelques années, le sous-développement de la presse et sa difficulté à produire des contenus de qualité étaient liés au manque de formation des animateurs des médias. Depuis, l'État a créé des centres de formation, ou en a autorisé l'ouverture. Les associations professionnelles de journalistes font de la formation continue, sans que la situation d'ensemble des médias s'améliore pour autant.

« Médias pirates »

Quelles que soient les qualités professionnelles des journalistes, le contexte pèse à l'évidence sur la production de contenus.

« L'affairisme médiatique », qui se traduit par la création de « médias pirates » sans véritable public, sans adhérents, sans abonnés et sans annonces, mais nourris aux contrats politiques et aux chantages, fait ressortir de manière flagrante la fragilité des entreprises de presse. Dans un tel environnement, ces dernières ne sont pas viables. Or les médias constituent non seulement un baromètre pour la démocratie, mais également une industrie créative, susceptible de prendre activement part en tant qu'acteur économique à l'élan nouveau. Encore faut-il que leur rentabilité leur permette (grâce notamment à des incitations fiscales octroyées par l'État) de concilier durablement liberté et responsabilité, information et communication.

Après l'entrée en vigueur d'un financement public des partis politiques, qui succède à une trentaine d'années au cours desquelles, faute de financement stable et d'assise nationale, les partis n'ont pu faire élire un candidat issu de leurs rangs à la magistrature suprême, l'un des défis du prochain quinquennat devrait consister à élaborer des mécanismes transparents et inclusifs de financement public des médias, les aidant à préserver leur indépendance. Car « la liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas ». **JA**



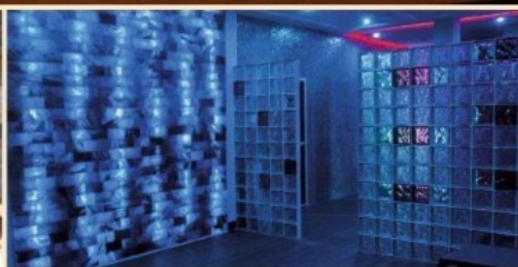
Spa Fleur d'Ebène

présent dans 4 pays d'Afrique

Avec une équipe hautement qualifiée et des partenaires comme Cinq Mondes, Equatoria, NatusetPhytomer, Fleur d'Ebène vous propose une expérience unique en toute intimité et tout ceci dans le respect de la tradition rituelle !

Depuis 2013, Fleur d'Ebène et Nassed vous accueillent dans un cadre liant authenticité et modernité. À l'écart de l'agitation, profitez d'un moment de détente en vous laissant guidée par notre équipe de professionnels à travers différents rituels aussi bien sensoriels que olfactifs. Vous pouvez également profiter du club fitness et profiter de services de qualité personnalisés en fonction des attentes et besoins de chacun, mais également d'une ambiance chaleureuse et conviviale qui vous assure de passer un bon moment.

Vous aurez la possibilité de découvrir notre zone humide (sauna, hammam et jacuzzi).



Lomé

Patio Spa by Fleur d'Ebène | Cité OUA
Tél : +228 96 96 96 69

Cotonou

Hôtel Azalaï Cotonou
Tél : +229 66 74 79 79 / 21 31 72 00 (Ext. 168)
Hôtel Novotel Cotonou Orisha
Tél : +229 69 21 44 44 (Ext 300)

Abidjan

Hôtel Azalaï Abidjan - 3ème étage
Tél : +225 88889840 / 21222555 (Ext. 7031)

Bamako

Hôtel Azalaï Bamako (Ex Salam)
Tél : +223 70 71 00 00 / 20 22 12 00 (Ext. 2710)

Victoires à l'extérieur

Comédienne en Espagne, basketteur aux États-Unis, journaliste en France, conseiller du HCR en Suisse... Ces expatriés ont réussi à des milliers de kilomètres de l'Afrique de l'Ouest, mais ils n'en ont pas pour autant oublié leurs origines.

EVA SAUPHIE ET MATTHIEU MILLECAMPS



Señorita Bella Agossou

« Je n'aurais jamais cru devenir cette actrice qui joue avec les plus grands du cinéma espagnol. » À 40 ans tout rond, Bella Agossou n'en revient toujours pas. Elle se revoit encore petite fille, lorsqu'elle récitait son premier monologue extrait de *L'Enfant noir*, de l'auteur guinéen Camara Laye, sur les planches de son école primaire, à Cotonou. Pour les besoins de sa carrière, cette native de Savalou s'envole pour Barcelone en 2002, apprend le catalan et l'espagnol. En 2013, elle se fait remarquer dans *Un Cuento de Navidad*, téléfilm dans lequel elle tient le rôle principal. Une dizaine de rôles dans des productions espagnoles plus tard, elle n'en oublie pas pour autant son pays natal. Créatrice de NOK, marque d'accessoires en pagne distribuée dans sa boutique de Cotonou, Bella Agossou a fait de la promotion du Bénin son cheval de bataille. Une mission qu'elle met aussi au service du cinéma. Dans *Adù* (juin 2020), signé du réalisateur Salvador Calvo, la comédienne ne joue qu'un petit rôle. Car c'est dans les coulisses qu'elle a tenu à apporter sa pierre à l'édifice en convainquant la production de tourner au Bénin. « La majorité des films espagnols dont l'histoire se passe en Afrique sont tournés au Sénégal, au Ghana ou en Ouganda. J'ai voulu montrer que le Bénin pouvait servir de plateau de tournage grâce à la richesse de ses paysages, mais aussi de carrefour cinématographique grâce aux professionnels qui sont sur place », se félicite celle qui espère défendre prochainement un autre projet de cinéma en collaboration avec des productions béninoises. **JA**

Arnauld Akodjenou Au nom des peuples africains

Rétablir la paix et l'État de droit, telle est la mission que s'est fixée l'humanitaire, trente années de carrière à son actif. Coordinateur régional et conseiller spécial du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) du Soudan du Sud, Arnauld Akodjenou, 70 ans, s'est investi pour négocier un accord de paix en 2018 en donnant la parole aux réfugiés des sept pays de la zone. C'est aussi au sein de la Fondation Kofi Annan que ce doctorant en sciences politiques, diplômé de l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement de Genève (Suisse), officie en tant que conseiller spécial pour l'Afrique chargé de l'initiative sur l'intégrité électorale.

« Kofi Annan en personne m'a confié le dossier sur l'Afrique », glisse l'ancien directeur de la division des opérations du HCR pour l'ensemble du globe. Depuis 2011, c'est donc sur le continent qu'Arnauld Akodjenou concentre ses efforts pour améliorer les pratiques de bonne gouvernance. « Il y a eu des reculs démocratiques



YASUYOSHI CHIBA/AFP

en Afrique de l'Ouest ces deux dernières années. L'ensemble des pays, excepté le Burkina Faso, connaît des tensions avant ou après les périodes électorales », regrette ce fervent défenseur de la sécurité, de la justice et des droits humains, « les trois piliers de l'État de droit ». S'il

n'intervient pas au Bénin, Arnauld Akodjenou n'en demeure pas moins concerné par la situation de son pays natal. « C'est un grand pays, mais qui vit une crise politique énorme. Il survit car ses institutions sont fortes. Il faut continuer ce travail pour que le peuple s'y retrouve. » **JA**



WILL NEWTON/GETTY IMAGES

Ian Mahinmi Le haut du panier

Joueur de basketball français né d'un père béninois et d'une mère jamaïcaine, Ian Mahinmi s'est fait un nom aux États-Unis. Champion NBA avec les Mavericks de Dallas en 2011, il intègre l'équipe des Wizards de Washington en 2016 et signe un très gros contrat – 64 millions de dollars – sur quatre ans. Mais les saisons sont marquées par des baisses de régime et une blessure au talon d'Achille. Le pivot de 34 ans est condamné au banc de touche pendant plusieurs matches.

À la fin de l'année 2019, la carrière de ce gaillard de 2,10 m prend un autre tournant. Il bat son record personnel avec 25 points marqués contre le Heat Miami. Aujourd'hui libre de tout engagement, Ian Mahinmi consacre une bonne partie de son temps à promouvoir les jeunes talents béninois en organisant chaque été un camp de basket

sur place. « Depuis trois ans, je vais au Bénin avec ma fondation [baptisée I Am] pour essayer d'inspirer la jeunesse, mais aussi pour apprendre d'elle et me ressourcer », a-t-il signalé dans un tweet posté en mai 2020 sur son compte.

Ce projet a fait l'objet d'un documentaire intitulé *Ian Mahinmi Basketball Camp*, publié sur la

chaîne YouTube du sportif. Grâce à cette initiative, deux jeunes Béninois ont eu l'occasion de jouer en France, un joueur s'est expatrié aux États-Unis et trois autres ont pu représenter le Bénin dans le cadre des Basketball Without Borders (BWB), un camp organisé en partenariat avec la NBA qui réunit les meilleurs jeunes joueurs africains. **IA**

Sinatou Saka « Madame Podcast »

« Afrofuturismes », « Dianké », « Bas les pattes »... En quelques années, Radio France Internationale (RFI) s'est fait une place dans le petit monde en pleine expansion des podcasts innovants et visant le public des *digital natives* du continent. Un succès à mettre en partie au crédit de l'implication de Sinatou Saka. « Les podcasts sont des aventures collectives », glisse-t-elle

humblement quand on lui demande si elle n'est pas, désormais, la « Madame Podcast » de RFI. Entrée dans le giron de la radio du monde par la « petite porte » – elle est repérée pour la qualité de ses écrits sur Mondoblog, le réseau de blogs de RFI –, elle sera débauchée par le directeur des environnements numériques de la radio, qui lui propose de faire son alternance au sein de l'entreprise. « J'ai été biberonnée à RFI. Pour moi, avoir le badge, c'était un rêve. J'ai accepté de tout faire », s'amuse-t-elle.

Familière de l'écosystème « tech », elle ne tarde pas à lancer un concours d'innovation, le Challenge App Afrique. Chaque année depuis cinq ans, ce concours récompense les meilleures applications créées par de jeunes développeurs africains. Une somme d'argent, mais aussi de la visibilité et de la crédibilité pour les lauréats. « C'est quelque chose de très concret. On change la vie de ceux qui créent les applis, mais aussi de ceux qui les utilisent, s'enthousiasme Sinatou Saka. Et cela change la manière dont ces jeunes se voient eux-mêmes : ils créent des applications qui séduisent Orange ou Microsoft. »

Quand elle n'est pas chef de projet éditorial digital pour RFI, la jeune Béninoise a un autre cheval de bataille : la défense des langues africaines dans les environnements numériques. Citant pêle-mêle Boubacar Boris Diop ou Wole Soyinka comme sources d'inspiration, elle a mis sur pied le collectif Idemi Africa, qui s'est donné pour mission de rendre ces langues plus visibles sur le Net.

« Je suis yorouba, et, dans ma famille, dans ma culture, il y a des choses qui ne peuvent s'exprimer que dans ma langue, explique-t-elle. Les moteurs de recherche, les outils de traduction, marginalisent les langues africaines. « Pour lutter contre cet impérialisme linguistique, Idemi Africa multiplie les initiatives : "hackatons", conférences, mobilisation sur les réseaux sociaux... Avec un espoir : « Que nos langues, si vivantes, ne soient plus des langues digitalement mortes. » **IA**



UPENDO

Retrouvez

toutes

nos

annonces

sur le site :

www.jeuneafrique.com



SHELTER AFRIQUE

Financing Affordable Housing for Africa

Terms of Reference

1. Consultant to conduct a Brand Audit and Business Case for Rebranding
2. Consultant to Conduct a Customer Survey

Introduction

Shelter Afrique (SHAF) is a pan African housing finance and development institution established by African governments to address the need for sustainable housing delivery system and related infrastructure projects in Africa. Shareholders include 44 African countries, the African Development Bank, and the African Re-Insurance Corporation. Shelter-Afrique's mandate is to provide financing by way of debt, quasi-equity and equity to both public and private institutions for housing and urban infrastructure projects in its member countries and to provide advisory services. More information can be obtained from our website: www.shelterafrique.org

1. Rebranding

The need for the brand audit is borne out of the new strategic vision and mission of the organisation. In 2017 The Board of Directors and the Member Countries approved a new strategic direction for The Company. The Company's vision is to be the provider of decent and affordable homes for all Africans.

SHAF seeks to engage the services of a firm to conduct an extensive Brand Audit and Survey and to present the findings in a business case to the 40th Annual General Assembly to approve the Rebranding project. Interested parties can find out more information at <https://www.shelterafrique.org/en/tenders>

2. Customer Satisfaction Survey

SHAF seeks to engage the services of a firm to conduct an extensive Customer Satisfaction Survey and to present the findings in a report that will assist SHAF shape benchmark its performance. The successful firm will be expected to carry out a customer survey, engaging and interviewing our clients, the successful firm will also be responsible for reporting the findings in a concise, articulated, bi-lingual and engaging fashion. A more detailed version of the tasks is expected in the submission made by prospective consultants/firms. Interested parties can find out more information at <https://www.shelterafrique.org/en/tenders>

Firms which have demonstrable experience in both are encouraged to apply for both services indicating the separation in methodology budget and delivery.

RECRUTEMENT



African Legal Support Facility • Facilité africaine de soutien juridique

Facilité africaine de soutien juridique

Directeur

Le Conseil de gestion de la Facilité africaine de soutien juridique (ALSF) prévoit de désigner un nouveau Directeur et PDG en raison de l'achèvement prochain du mandat statutaire de l'actuel Directeur, tel que le prévoit le traité de l'ALSF. Le nouveau Directeur ou la nouvelle Directrice pourra s'appuyer sur les réalisations considérables de l'ALSF et contribuer à accomplir l'ambition de l'ALSF qui consiste à atténuer l'asymétrie souvent constatée en termes de capacités techniques et à garantir l'équilibre de l'expertise juridique entre les parties aux litiges et aux négociations.

ALSF est une organisation internationale qui a été créée par traité le 22 décembre 2008. L'adhésion à la Facilité est ouverte : a) à tous les États membres de la BAD^o; b) aux autres États^o; c) à la BAD^o; et d) aux autres organisations ou institutions internationales. La Facilité compte actuellement 60 membres, dont 53 pays et 7 organisations internationales. Les principaux objectifs de l'ALSF sont les suivants : i) aider les pays membres régionaux (PMR) de la BAD à faire face aux poursuites intentées contre eux par les fonds vauvours (et autres entités similaires) ; ii) donner aux PMR de la BAD la possibilité d'avoir accès à des conseils techniques lors de la négociation de transactions commerciales complexes (en particulier dans le domaine des infrastructures et des ressources naturelles)^o; et iii) investir dans la formation des conseillers juridiques des PMR et organiser des formations, afin de les doter des compétences juridiques nécessaires pour mieux représenter leurs pays. De plus, l'ALSF élabore et propose des outils innovants pour le renforcement des capacités et la gestion des connaissances.

Depuis sa création en 2010, la Facilité a apporté son assistance aux gouvernements africains pour la négociation de transactions commerciales d'une valeur totale estimée à plus de 60 milliards de dollars EU, incluant des projets dans le domaine de l'énergie électrique d'une capacité de plus de 8 000 MW. Actuellement, la Facilité accompagne les États africains dans le cadre de plus de 110 projets, dont plus de 70% ont trait à des services de conseil, soit pour une assistance directe à la négociation de contrats, soit pour l'édification des fondements juridiques nécessaires à une négociation appropriée de ces contrats.

Le Directeur ou la Directrice aura besoin de compétences avérées en matière de direction et de gestion, ainsi que d'une expérience de haut niveau dans la mobilisation de ressources et la collecte de fonds auprès des gouvernements, des organisations supranationales, des organismes bilatéraux et multilatéraux, entre autres. Le/la candidat(e) idéal(e) apportera une expérience avérée et évolutive en droit commercial international.

L'ALSF a retenu les services de Russell Reynolds Associates pour l'aider dans le cadre de ce processus de recrutement et de désignation. Pour plus d'informations sur le poste et des détails supplémentaires sur les qualifications, les exigences, les termes et conditions de service, ainsi que sur comment postuler, veuillez visiter : www.rresponses.com

La date limite d'envoi des candidatures est le 22 février 2021

La Facilité africaine de soutien juridique est un employeur garantissant l'égalité des chances et les candidatures féminines sont vivement encouragées à postuler.





Investing in rural people

The International Fund for Agricultural Development (IFAD) is an international financial institution and a United Nations specialized agency dedicated to eradicating rural poverty and hunger. IFAD finances programmes and projects that increase agricultural productivity and raise rural incomes, and advocates at the local, national and international level for policies that contribute to rural transformation.

IFAD is looking for a qualified professional with strategic vision, a solid team orientation, proven capacity to generate results, and a deep understanding of and commitment to development to fill the following Director position:

Treasurer/Director, Treasury Services Division, grade D-1

The Treasurer/Director will provide vision and strategic leadership in managing and safeguarding IFAD's financial resources and credit rating through sound investment operations and prudent liquidity management, formulating and implementing financial strategies, policies and best practices. He or she will also lead the development and implementation of transformational and forward-looking initiatives that will drive IFAD's business and financial model.

IFAD offers a competitive remuneration and benefits package that includes tax-free salary, dependency allowance, education grant up to university level, medical and group life insurance, home leave and pension plan.

IFAD is committed to achieving diversity and is seeking a balanced workforce from its Member States. Women are particularly encouraged to apply.

For detailed information, visit our website www.ifad.org/job. Please submit your application through the IFAD online system by 14 February 2021.



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

Appel d'offres

Ref. d'appel d'offre	Description	Date de clôture
RFP-01	Appel d'offre pour la sélection d'un consultant pour conduire une étude sur les réformes institutionnelles de la banque d'investissement et de développement de la cedeao (BIDC)	31 mars 2021 à 16h GMT
RFP-02	Appel d'offre pour la sélection d'un conseiller en transactions pour la banque d'investissement et de développement de la cedeao (BIDC)	31 mars 2021 à 16h GMT

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) recrute des cabinets de consultants de renom qui auront pour tâche de conduire deux études - une étude porte sur la réforme institutionnelle de la Banque et l'autre sur le renforcement du capital, l'évaluation des actions et la restructuration du capital de la BIDC.

Les cabinets intéressés par cette annonce sont invités à retrouver les termes de références sur le lien <http://www.bidc-ebid.org/fr/appeles-doffres/>.

SOUSSION DES OFFRES

Les offres doivent être placées dans des enveloppes scellées et envoyées **au plus tard à 16h : GMT à la clôture au 128, BOULEVARD DU 13 JANVIER, BP 2704 LOME - TOGO.**

Les soumissionnaires déposant directement leurs offres auprès de la Banque doivent impérativement émarger (nom, prénoms, date et signature du déposant) sur la fiche prévue à cet effet.

Aucune offre ne sera acceptée après la date limite de dépôt.



وزارة الصحة
الجمهورية التونسية

Projet e-santé MS/AFD Assistance à maîtrise d'ouvrage Manifestation d'intérêt



Dans le cadre de la mise en œuvre du projet e-santé, le Ministère de la santé de Tunisie et avec l'appui financier de l'Agence Française de Développement « AFD », se propose de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour la sélection d'un bureau d'études pour la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage.

Le candidat aura pour mission d'accompagner le Ministère de la Santé dans sa fonction de maîtrise d'ouvrage dans la gestion et la mise en œuvre du projet e-santé MS/AFD, par la mobilisation d'expertise technique permanente et court terme dans les différents domaines couverts par les 3 composantes suivantes du projet :

- **Composante 1 :** Le déploiement des applications prioritaires du système d'information hospitalier « SIH » dans 15 établissements de santé du pays ;
- **Composante 2 :** Le déploiement de 5 initiatives territoriales de télémédecine de façon à réduire les inégalités régionales dans l'accès aux soins de spécialités ;
- **Composante 3 :** La structuration et le développement d'un collectif e-santé tunisien et le renforcement des compétences nationales en e-santé.

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux bureaux, cabinets d'études et bureaux d'études en Groupement.

Le dossier d'appel à manifestation d'intérêt est à retirer auprès de la direction des études et de la planification du ministère de la santé de Tunisie, ou sur les sites internet www.tuneps.tn et www.afd.dgmarket.com.

Les Candidats sont invités à présenter leurs dossiers complets de candidature avant **le lundi 15 février 2021 à 10h00**. Les dossiers doivent être remis au bureau d'ordre central du MS « Rue Djebel Lakhdhah, Bab Saadoun 1029 Tunis » avec la mention « **Direction des études et de la planification - Projet e-santé MS/AFD. A ne pas ouvrir** », selon les modalités détaillées dans le dossier d'appel à manifestation d'intérêt.



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF LIVESTOCK FISHERIES
AND ANIMAL INDUSTRIES



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE, DES PÊCHES
ET DES INDUSTRIES ANIMALES

AVIS D'APPEL D'OFFRES

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

N° 44/ICB//LIFIDEP/STB/2020 DU 12/1/2021 POUR LA CONCEPTION, FOURNITURE ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'ÉQUIPEMENTS POUR TROIS USINES DE TRANSFORMATION DU LAIT ET DES POINTS DE COLLECTE DU LAIT POUR LE PROJET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE DE LA RÉGION DU NORD OUEST, CAMEROUN EN DEUX (2) LOTS

Financement : BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BID)/GOUVERNEMENT DU CAMEROUN (N° 2CM0066)

1. Le Gouvernement de la République du Cameroun a reçu des fonds de la Banque Islamique de Développement (BID) pour le financement du Projet de Développement de l'Élevage et de la Pêche (LIFIDEP) pour la Région du Nord-Ouest. Le Projet compte utiliser une partie de ce financement pour le paiement sur contrat, la conception, fourniture de machines et d'équipements pour trois usines de transformation du lait et des points de collecte du lait.
2. Le Projet de Développement de l'Élevage et de la Pêche (LIFIDEP), Autorité Contractante, invite par la présente, les entreprises éligibles à présenter les offres pour la fourniture de ces équipements et matériel selon les deux lots ci-après :

N° de lot	Description	Localité	Délai
1	Conception, Fourniture et installation d'usine, machines et d'équipement pour trois usines de transformation du lait	Bamenda, Wum et Nkambe	180 jours
2	Fourniture et installation d'équipement et de matériel pour la collecte du lait	Bamenda, Wum et Nkambe	90 jours

Les critères de qualification comprennent (a) la situation financière, (b) l'expérience et les capacités techniques, (c) la conformité des biens avec les spécifications et les normes internationales. Les offres qui n'auront pas ces informations peuvent être rejetées.

La période de validité des offres est de Cent vingt (120) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

3. L'Appel d'offre se fera par voie d'Appel d'Offres International selon les procédures « Procurement of Goods, Works and Related Services under Islamic Development Bank Financing, April 2019 », et est ouvert à tous soumissionnaires éligibles comme définis dans les procédures de passation des Marchés de la BID. En plus, il faut se référer aux paragraphes 1.6 et 1.7 énumérant la police de la banque en ce qui concerne le conflit d'intérêt.

La participation à cet appel d'offres est ouverte à tous les entrepreneurs et entreprises éligibles.

Seront exclues de cet appel d'offres toute entreprise qui tombe sur les provisions suivantes :

- Les entreprises sous suspension suite à l'annulation des marchés conformément à l'article 191 du code des Marchés Publics du Cameroun ;
- Les entreprises publiques ou parapubliques sans autonomie financière et non régies par les lois commerciales ;
- Les entreprises inscrites sur les personnes radiées par l'IsDB, telles que trouvées sur leur site Web à <http://www.isdb.org>.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés qui ont besoin de plus de clarification peuvent les obtenir auprès du **Coordonnateur du Projet LIFIDEP Immeuble LIFIDEP Ayaba Street, BP 142 Bamenda, Cameroon, téléphone : (+237) 691 046 397, e-mail : lifidepnwr@gmail.com**, au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres et peuvent consulter le dossier d'appel d'offres à l'adresse ci-dessus pendant les heures ouvrables (de 9h à 15h).

5. Le Dossier d'Appel d'Offres en anglais peut être obtenu **du lundi à vendredi, de 9h à 15h au Secrétariat du Coordonnateur LIFIDEP, Ayaba Street, BP 142, Bamenda, téléphone : (+237) 691 046 397, e-mail : lifidepnwr@gmail.com** dès la publication du présent avis, sur présentation de l'original d'une quittance de versement de la somme non-remboursable de **deux cent mille (200,000) FCFA**, payable dans une agence BICEC au compte « **AGENCE DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS** » N° 97568660001-28. La quittance doit identifier le payeur comme représentant de l'entreprise ou groupement désireux de participer à l'Appel d'Offres dont la référence doit être clairement indiquée sur le reçu.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu aussi par Email en envoyant une copie scannée de la quittance de paiement/transfert des frais de dossier à l'adresse lifidepnwr@gmail.com

Le document sera transmis par E-mail dès la confirmation du transfert des frais d'acquisition du dossier.

6. Chaque offre rédigée en anglais ou en français en sept (7) exemplaires dont un (1) original et six (6) copies marqués comme tel, devra parvenir au **Secrétariat du Coordonnateur, Immeuble LIFIDEP, Ayaba Street, Bamenda, téléphone : (+237) 691 046 397**, au plus tard **le 17/03/2021 à 10 H** et devra porter la mention :

(LIFIDEP suite)

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 44/ICB/LIFIDEP/STB/2020 DU 12/1//2021 POUR LA CONCEPTION, FOURNITURE ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'ÉQUIPEMENTS POUR TROIS USINES DE TRANSFORMATION DU LAIT ET DES POINTS DE COLLECTE DU LAIT POUR LE PROJET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE DE LA RÉGION DU NORD OUEST, CAMEROUN EN DEUX(2) LOTS (lot(s) n°...) - N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT

Les soumissions par voie électronique ne sont pas autorisées. Les offres en retard seront rejetées. L'ouverture des offres aura lieu en présence des soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et autres personnes qui veulent assister à l'ouverture, à l'adresse ci-dessous, le 17/03/2021 à 11h, heure locale.

7. Chaque offre doit obligatoirement être accompagnée d'une caution de soumission selon le modèle émis par une banque de premier ordre ou organisme financier agréé par le Ministère chargé des Finances de la République du Cameroun, ainsi qu'il suit :

Lot 1 : Trois millions (3 000 000) Francs CFA

Lot 2 : Douze millions sept cent mille (12 700 000) Francs CFA ayant une période de validité de **cent quarante-neuf (149) jours** à partir de la date limite de remise des offres.

L'absence ou une caution non conforme au modèle du dossier d'appel d'offres engendra le rejet de l'offre.

Une caution délivrée par une institution bancaire non-camerounaise, devra désigner une banque ou institution financière camerounaise agréée par le Ministère chargé des Finances de la République du Cameroun comme correspondant pour rendre opératif ladite caution.

8. Les adresses citées ci-dessus sont :

Pour consultation/obtention de dossier d'appel d'offres.

Attention : Coordonnateur du Projet - Adresse: Immeuble LIFIDEP, AYABA Street, Niveau/Salle : Secrétariat du Coordonnateur LIFIDEP, Premier Etage. Ville : BAMENDA

Pour Ouverture des offres :

Adresse : Immeuble LIFIDEP, AYABA Street - Niveau/Salle : Salle de Conférence, Rez de chaussée - Ville : BAMENDA

Pour tout acte de corruption, merci de bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

*Pour le Projet de Développement de L'Élevage et de la Pêche, **Pius MBIPEH**, Coordonnateur du Projet*

DIVERS - APPEL D'OFFRES

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL



MINISTÈRE DU TOURISME ET DES TRANSPORTS AÉRIENS

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT ET DE PROMOTION
DES CÔTES ET ZONES TOURISTIQUES DU SÉNÉGAL

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT
T_SAPCO-SENEGAL_012

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION DE LA
ZONE TOURISTIQUE INTÉGRÉE DE POINTE SARÈNE

Référence publication : AOIO N° : T_ SAPCO-SENEGAL_012

Date et lieu de publication : 26 Juillet 2020, JEUNE AFRIQUE

Nombre d'offres reçues : 09

Nom et adresse de l'attributaire : SINOHYDRO CORPORATION LTD, N°601 5^{ème} étage, Bâtiment 23 Cour 17, Route Xicui, district haidian, Beijing, Chine.

Montant de l'offre retenue : Trois milliards quatre-cent-dix-neuf millions huit-cent-soixante-cinq mille quatre-cent-soixante-trois (3.419.865.463) francs CFA TTC.

1. La publication du présent avis est effectuée en application de l'article 84 alinéa 3 du Code des Marchés Publics et ouvre le délai de recours gracieux conformément à l'article 89 dudit code puis d'un recours auprès du Comité de Règlement de Différends placé sous l'autorité chargée de la Régulation des marchés publics en vertu de l'article 90 dudit Code.



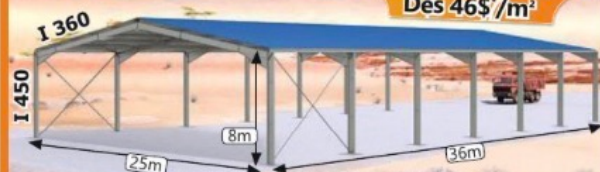
BÂTIMENTS GALVANISÉS EN KIT
+ ROBUSTE + QUALITATIF + ABORDABLE

~1 000m²
39 721\$
Dès 40\$/m²



1 Conteneur 40'OT

~900m²
41 233\$
Dès 46\$/m²



*Prix départ HT, voir site internet. Photos non contractuelles. Seule source ou omissions.

Tél : 00352 621 355 134 commercial@batimentsmoinschers.com

Tél : 00352 20 20 10 12 www.afrique.batimentsmoinschers.com

(Faso Kanu suite)

Se référer au DAO pour la liste complète des critères de qualification.

6. La participation à cet appel d'offres international ouvert tel que défini dans les Directives pour la passation des marchés de travaux, biens et services (autres que les services de consultants) financés un prêt ou une avance de fonds de la BOAD, est ouverte à tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent dossier d'Appel d'Offres et qui ne sont pas frappés par les dispositions des directives.

7. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de **Monsieur Moussa TRAORE**, tél : + (226) 70 20 43 46/ 25 67 44 90/91, **spécialiste en passation des marchés de FASO KANU DEVELOPPEMENT** — 01 BP 5351 Ouagadougou 01, Secteur 52, Avenue Mouamar KADHAFI ; Tél. : + (226) 25 37 44 90/91. Email: fason.kanu.mt@gmail.com ou fasokanu@fasonet.bf Burkina Faso et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : FASO KANU DEVELOPPEMENT — 01 BP 5351 Ouagadougou 01, secteur 52, Avenue Mouamar KADHAFI ; Tél. : + (226) 25 37 44 90/91 BURKINA FASO de 08 heures à 15 heures (heure GMT).

8. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après : FASO KANU DEVELOPPEMENT — 01 BP 5351 Ouagadougou 01, secteur 52, Avenue Mouamar KADHAFI ; Tél. : + (226) 25 37 44 90/91 BURKINA FASO, contre un paiement non remboursable de : Lot N°1 : 400 000, Lot N°2 : 400 000, Lot N°3 : 200 000.

Le paiement se fera par dépôt direct d'espèces du montant d'achat du DAO sur le compte bancaire n° BF 139 01001 002713700118 36 IB BANK BURKINA FASO ouvert au nom de FASO KANU DEVELOPPEMENT. Le retrait du document d'Appel d'offres se fera auprès du service de passation des marchés de FASO KANU DEVELOPPEMENT sur présentation de la quittance de versement du montant d'achat du DAO.

9. Les offres devront être rédigées en langue française et déposées à l'adresse ci-après : **Service de passation des marchés publics de FASO KANU DEVELOPPEMENT** — 01 BP 5351 Ouagadougou 01, secteur 52, Avenue Mouamar KADHAFI ; Tél. : + (226) 25 37 44 90/91 BURKINA FASO au plus tard le 17 Mars 2021 à 09 heures 00 minute (GMT). Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires et le cas échéant d'un observateur indépendant, qui désire participer à l'ouverture des plis, à l'adresse ci-après : **Salle de réunion de FASO KANU DEVELOPPEMENT** Tél. : + (226) 25 37 44 90/91 BURKINA FASO au plus tard le 17 Mars 2021 à 09 heures 00 minute (GMT). Les offres par voie électronique ne seront pas acceptées. En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, FASO KANU DEVELOPPEMENT ne peut être responsable de la non-réception de l'offre transmise par le soumissionnaire.

Une visite groupée de site est prévue pour le 24 Février 2021 à 09 heures 00 minute (GMT). La visite est entièrement à la charge de chaque soumissionnaire.

10. Les offres présentées en un (01) original et trois (03) copies doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant au moins égal au montant indiqué, pour chaque lot, dans le tableau au point 5 ci-dessus (voir tableau récapitulatif des critères financiers). Les offres devront demeurer valides pendant une durée de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

N.B : Chaque soumissionnaire peut soumissionner pour un (01) ou plusieurs lots. Il ne peut être attributaire de plus d'un (01) lot.

FASO KANU DEVELOPPEMENT se réserve le droit de limiter l'attribution des travaux à un (01) lot au maximum par soumissionnaire et de ne donner suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

Le Directeur Général de Faso Kanu Développement, **Moussa Y. TRAORE**, Chevalier du Mérite de l'Étalon

INVESTISSEZ DANS L'INDUSTRIE AFRICAINE

USINES CLES EN MAIN DE MISE EN BOUTEILLES PLASTIQUES PET ET CANETTES

HTG INDUSTRY vous conseille, vous guide et vous forme.

Plus de 50 usines installées avec succès en Afrique

Un souffle d'avance.

Usine de production
Boissons plates, gazeuses, lait, huiles.
Brasseries clés en main.
Cadence de 2 000 à 25 000 BPH.

Supervision des usines pour une meilleure rentabilité

Fabrication Européenne
Machines garanties 3 ans
Tropicalisées et protégées des fluctuations et des coupures d'électricité

Notre service après vente
Nos bureaux se situent à ALGER, DAKAR, BRAZZAVILLE ce qui nous permet d'être à l'écoute, réactif et d'avoir un service après vente performant.

Lignes de fabrication " Clés en main " de bouteilles de Gel Hydro-Alcoolique

HTG INDUSTRY SAS

42 Avenue Foch 60300 Senlis FRANCE Tél : +33 (0) 344 265 893 contact@htgindustry.com

EN KIOSQUE

Ainsi va le monde

Revenue à une périodicité bimestrielle, avec une pagination enrichie, *La Revue* est désormais disponible également dans le réseau des librairies.

Au sommaire du numéro 91

Soumaïla Cissé

Décédé le 25 décembre 2020, Soumaïla Cissé était la principale figure politique du Mali. Otage des jihadistes d'Al-Qaïda pendant six mois, en 2020, il a livré, peu avant sa disparition, le récit inédit de sa détention à François Soudan.

Covid-19

Inconnus du grand public, Uğur Şahin et Özlem Türeci, deux chercheurs allemands d'origine turque, ont accédé à la notoriété mondiale en remportant la course au vaccin contre le Covid-19 en partenariat avec Pfizer. Si bien qu'on leur prédit déjà un prix Nobel.

Chine

Trente ans après sa conversion au capitalisme d'État, l'ex-empire du Milieu est en passe de détrôner les États-Unis, tant sur le plan économique que dans le domaine des technologies de pointe. Et de devenir ainsi la première puissance mondiale.

Tunisie

Triste anniversaire : dix ans après la révolution, le pays est confronté à une triple crise – politique, morale et économique-financière – qui pourrait le conduire à la faillite. À moins qu'un

redressement structurel des comptes publics ne soit rapidement engagé.

Novices au pouvoir

La politique est un métier. Ils ont quitté le leur pour diriger leur pays. Bilan contrasté de cette nouvelle génération issue de la société dite civile.

Mikhaïl Michouline

Un an après avoir remplacé l'impopulaire Medvedev, cet illustre inconnu a réussi à imprimer sa marque à la tête du gouvernement russe. Et passe désormais pour le successeur putatif de Vladimir Poutine. Portrait d'un vice-tsar.

Téléphones 5G

Accélération du débit, stabilité de la connexion, multiplication des services... La cinquième génération de cellulaires est là. Mais elle suscite aussi de nombreuses réticences. Plus ou moins fondées.

Donald Trump

Il se targuait de gérer les États-Unis comme ses affaires, qu'il a toujours dites florissantes – sauf que c'est loin d'être le cas.

Citations apocryphes

Elles passent de bouche en bouche, de dîner en dîner. Le web amplifie leur écho. Méfiez-vous des phrases apocryphes, ces citations inventées : qui croit briller, même de bonne foi,



La Revue n° 91, janvier-février
2021, 180 pages,
12,50 euros

se sentira morveux quand il sera contredit.

Montréal

Métropole bicéphale, Montréal n'en reste pas moins constituée d'un patchwork de communautés très dynamiques. Visite guidée par l'écrivain Louis-Bernard Robitaille.

Édition

Les Mémoires d'Olivier Bétourné nous plongent dans des guerres sans merci. Et nous interpellent sur l'avenir du livre.

Mao et Nixon par Kissinger

Des préparatifs de la rencontre historique entre les deux leaders le 21 février 1972 à Pékin au rétablissement des relations diplomatiques entre les deux superpuissances, tout sur les coulisses d'un rapprochement spectaculaire orchestré par le diplomate américain Henry Kissinger et raconté de l'intérieur par ce dernier.

FRANÇOIS GUIBERT

À LIRE AUSSI

- Dans la tête d'Ali Khamenei
 - Algérie, État stationnaire
 - Carlos Ghosn, les nouveaux combats du caméléon
 - Automobile, Renault s'efface, Dacia émerge
 - Quand les Européens avaient la peau noire.
- La Revue* a désormais sa newsletter bimensuelle. Pour la recevoir gratuitement, envoyez un mail à contact@larevue.info en indiquant vos nom, prénom et pays.



Fouad Laroui

Qui avait prédit la pandémie?

En décembre 2019, dans le monde entier, dans toutes les langues – y compris le tagalog et peut-être même le silbo de La Gomera et l'artchi du Daguestan –, des femmes et des hommes se dressèrent – ou s'accroupirent, pour ce que j'en sais – et ils firent ce qu'ils font chaque année à la même époque : des prédictions.

Ils prédirent. Le verbe signifie littéralement : « dire avant ». Ils nous dirent donc, avant même que l'année ait commencé, ce qu'elle allait apporter. Des tremblements de terre, des tsunamis, la mort du duc d'Édimbourg – cela fait une décennie qu'ils le tuent –, des troubles dans les Andains et le Bangladesh inondé, ce qui constitue la définition même du Bangladesh.

Combien de ces voyants avaient prédit cette pandémie qui allait engloutir le monde, donner un coup d'arrêt au tourisme et provoquer la pire récession depuis les années 1930 ? Aucun. Qui avait annoncé qu'on verrait en France et dans d'autres pays cette mesure ahurissante en temps de paix : le couvre-feu à 18 heures ? Aucun. Sur un mode plus positif, qui avait claironné que de nouveaux vaccins allaient être développés en quelques mois, ce qui

constitue une première dans l'histoire de l'humanité ? Aucun.

Contentons-nous de compulsier un livre publié en octobre 2019 par la plus célèbre des astrologues de langue française, intitulé *2020, le grand tournant*. On lit ceci en guise de résumé : « Ce livre tente, avec l'éclairage original et précieux des grands cycles planétaires qui reflètent notre devenir collectif et individuel, de livrer ma vision d'astrologue/sociologue,

à travers des analyses géopolitiques : thèmes d'Emmanuel Macron, de Donald Trump, des États-Unis et des prochaines élections, de Vladimir Poutine... [...] Quel rôle vont jouer l'islam et l'État islamique ? Notre civilisa-

tion chrétienne vit-elle ses dernières heures ? Dans quel sens l'économie va-t-elle évoluer : allons-nous vers un krach boursier, ou pire ? »

En gros, l'année 2020 aurait dû être celle de l'État islamique (qui a disparu entre-temps), de la fin de la civilisation chrétienne et de l'inévitable krach boursier (où ?). Aucune trace de virus.

Je fais chaque année ce petit exercice, assez répétitif. Mais on connaît le mot de Voltaire : « Je cesserai de me répéter quand on se corrigera. » On peut constater chaque année que les médiums et les astrologues

ne voient rien, sauf des banalités (« troubles de santé pour un homme politique en vue »). Et pourtant, ils sont peu, ceux qui se corrigent, parmi les consommateurs : on continue de les lire, de les consulter – jusqu'à 2 000 euros la consultation, paraît-il – de les inviter à la radio ou à la télévision.

Tous embarqués

Cela dit, la situation est exceptionnelle cette fois-ci. Comme son nom l'indique, la pandémie a touché le monde entier. Personne n'a échappé à ses effets, ne serait-ce que le port du masque, la fermeture des restaurants, les restrictions de déplacements. Nous sommes tous embarqués. Est-il vraiment possible que, l'an prochain, un de ces clowns puisse s'approcher de nous, la face enfarinée, et susurrer : « Pour l'année prochaine, je prédise que... » ?

Bref, pour ceux qui ont des yeux et une cervelle, la pandémie a eu au moins un effet positif. Les choses sont claires. Il y a d'un côté les scientifiques qui peuvent faire des *prévisions*, avec des modèles solides, des données chiffrées et l'usage de la raison – et qui n'hésitent pas à reconnaître qu'ils se sont trompés quand ils se trompent. Et il y a les charlatans qui prétendent faire des *prédictions* à l'aide d'une boule de cristal ou des élucubrations de Nostradamus. À chacun de choisir. 

**LES
MÉDIUMS
N'ONT RIEN
VU.**

Au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'Asie

DJIBOUTI

Le futur est en marche



Un environnement propice à l'innovation

Une économie diversifiée

Un hub régional en transports et logistique

Des infrastructures et services aux standards internationaux

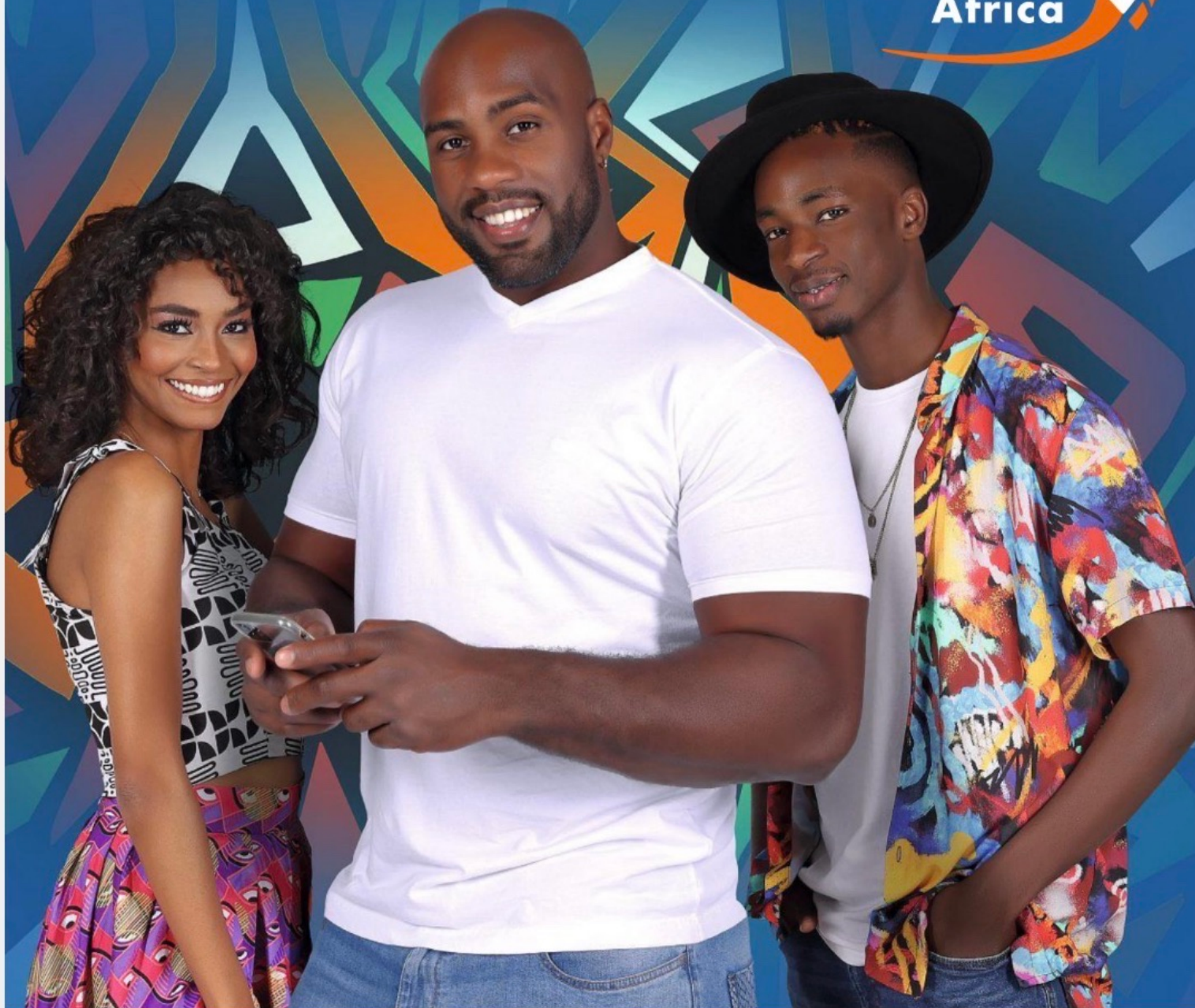
De nouvelles offres touristiques



Un port d'attache pour les investisseurs

REJOIGNEZ L'AVENIR

Moov
Africa



L'AFRIQUE EN MOUVEMENT

Moov Africa est la nouvelle marque commerciale qui rassemble désormais l'ensemble des filiales de Maroc Telecom dans les 10 pays de présence du groupe : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, Tchad et Togo.

La nouvelle marque Moov Africa révèle au monde l'empreinte panafricaine du Groupe Maroc Telecom et illustre sa vision d'une « Afrique en mouvement » qui réside dans le principe de partage du savoir-faire du groupe et sa capacité d'innovation au profit des pays dans lesquels il opère.

Moov Africa c'est la promesse d'une offre multiservices pour répondre aux besoins essentiels des populations dans les domaines des télécoms, de l'éducation, du mobile banking, de la culture et du développement durable.

MOOV AFRICA UN MONDE NOUVEAU VOUS APPELLE